

REOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana

# **TOME 1**

# **DOCUMENT DE PERFORMANCE**

## **ANNEXE**

**A LA LOI N°2022-015  
PORTANT LOI DE FINANCES  
POUR 2023**

# ANNEXES

## TOME 1

*Annexe 1* : Rapport définissant les conditions  
générales de la Situation Économique  
et Financière

*Annexe 2* : Document de Performance

# ANNEXE 1

RAPPORT DÉFINISSANT LES  
CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA  
SITUATION ECONOMIQUE ET  
FINANCIÈRE

## **I. SECTEUR REEL**

---

### **A. Croissance économique**

#### **L'évolution du contexte international et national a conduit à une nouvelle estimation de la croissance économique de 2022 à 4,2%**

La guerre en Ukraine a entraîné une inflation mondiale, notamment pour les produits énergétiques et alimentaires. La hausse de 40% des prix des carburants à la pompe en juillet 2022 a conduit à une accélération de l'inflation qui a atteint 8,4% en juillet et 9,3% en août.

Cela a entraîné une baisse de l'encaisse réelle des agents économiques et donc un ralentissement de la demande globale. Cependant, les mesures prises par le Gouvernement (notamment la hausse de salaire des fonctionnaires, l'augmentation du salaire minimum d'embauche dans le secteur privé, etc.) ont permis de limiter l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat.

Cependant, l'économie malagasy profite de l'accélération de la demande extérieure, spécifiquement pour les produits miniers concourant à la transition énergétique (graphite, cobalt et nickel).

Une révision à la baisse de la croissance est donc inévitable pour l'année 2022. Cependant, les performances des secteurs d'exportation ont permis de limiter cette révision. Ainsi, la croissance économique pour 2022 est ramenée à 4,2%, soit une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision dans la LFR 2022.

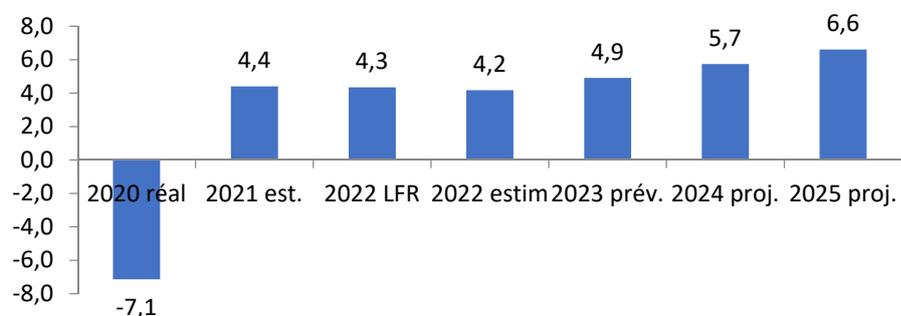
#### **L'objectif de croissance pour 2023 est réajusté à 4,9%**

Les nombreux investissements qui débuteront ou s'achèveront en 2023 (investissements publics et projets en PPP) devraient soutenir la croissance économique. Ces projets concernent à la fois les secteurs productifs et les secteurs sociaux. Les projets d'aménagement et d'irrigation des périmètres agricoles devraient augmenter la capacité de production agricole, notamment le riz avec une hausse attendue de la production de 10%. La poursuite des actions d'industrialisation (mise en place d'usines de sucre et de ciment, et création d'une zone d'émergence industrielle notamment) permettrait de réduire la dépendance à l'importation. Enfin, la construction et la réhabilitation des infrastructures de transport et de communication, ainsi que le développement de l'offre d'énergie instaurerait un environnement plus favorable aux investissements privés. Pour les mines particulièrement, le nouveau Code minier devrait être mis en vigueur et permettrait de soutenir un regain d'activités en 2023 et d'attirer de nouveaux investissements sur le moyen terme.

En 2023 Madagascar accueillera les 11èmes Jeux des Iles de l'Océan Indien. Par conséquent, on s'attend à une reprise significative des activités touristiques dans la foulée de la réouverture totale des frontières au premier trimestre de 2022.

L'objectif de croissance économique en 2023 est de 4,9%, soit un réajustement de -0,6 point de pourcentage par rapport à celui inscrit dans la LFR 2022. Ce réajustement tient compte du contexte inflationniste qui perdurerait en 2023, ainsi que du niveau de la demande mondiale, certes en hausse pour certains produits, mais qui seraient à un niveau inférieur aux prévisions d'avant la guerre en Ukraine.

**Figure 1 : Taux de croissance du PIB (Var. %)**

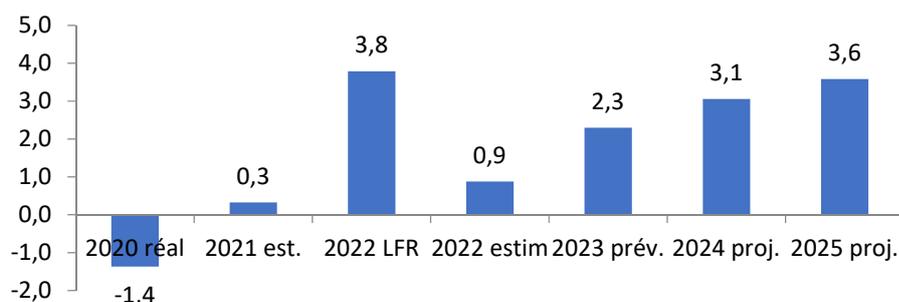


Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

### 1. Secteur primaire

Les dernières données disponibles ont conduit à une révision de l'estimation de croissance du secteur primaire en 2022. En effet, l'analyse des données provenant du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE) a fait ressortir un taux de croissance de 0,9% pour le secteur primaire en 2022 (contre 3,8% dans la LFR 2022). Pour 2023, les actions du Gouvernement se renforceront pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. Les investissements dans la mécanisation agricole, l'aménagement des périmètres agricoles, la professionnalisation des filières d'élevage et le développement de la pêche devraient permettre au secteur primaire d'atteindre une croissance de 2,3%.

**Figure 2 : Croissance du secteur primaire (Var. %)**



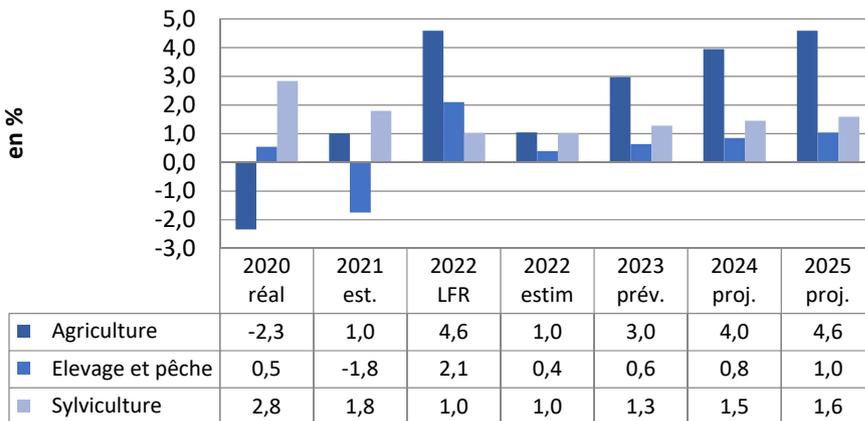
Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

A cause des catastrophes naturelles qui ont frappé le pays durant cette année 2022, le MINAE estime que la production rizicole n'augmenterait que de 1,1% à 4,4 millions de tonnes. Celle de manioc afficherait une baisse sensible (-0,6%), alors que la production de maïs devrait atteindre 522.200 tonnes (+125%).

En 2023, la production rizicole devrait augmenter de 10% grâce aux surfaces agricoles qui seront aménagées et irriguées. La production des autres cultures vivrières devrait également connaître une hausse significative. La branche *Agriculture* devrait alors afficher une croissance de 3% en 2023.

Pour la branche *Elevage et Pêche*, la croissance devrait être de 0,6% en 2023, contre 0,4% en 2022. Cette reprise progressive fait suite à la signature récente des nouveaux accords de pêche qui devraient donner une nouvelle dynamique à la filière *Pêche*. Concernant l'élevage, la stratégie adoptée devrait permettre de structurer les activités pour qu'elles puissent répondre aux demandes du marché.

**Figure 3 : Evolution du secteur primaire par branche d'activité (Var. %)**

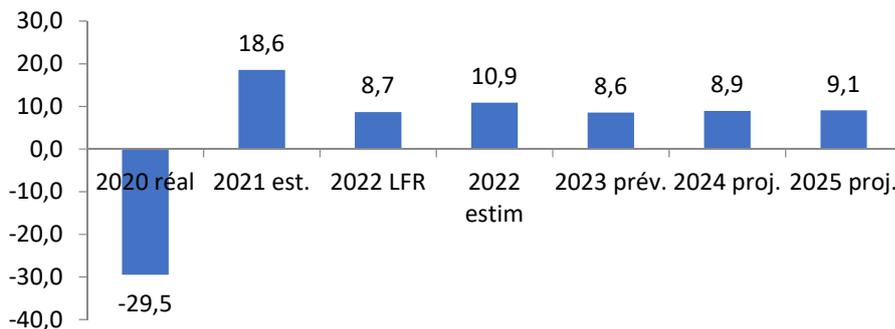


Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

## 2. Secteur secondaire

Malgré le contexte international qui a conduit à une hausse des prix des matières premières et à des tensions sur la logistique internationale, le secteur industriel malagasy affiche de bonnes performances pour l'année 2022, grâce notamment aux secteurs d'exportations (mines et textiles). Ainsi, pour 2022, la croissance du secteur secondaire devrait être de 10,9% (contre 8,7% dans la LFR 2022). En 2023, le secteur devrait croître de 8,6%.

**Figure 4 : Croissance du secteur secondaire (Var. %)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

La guerre en Ukraine a accéléré le mouvement vers la transition énergétique. Cela se traduit par une augmentation très importante de la demande de minerai comme le graphite, le cobalt et le nickel. Le secteur

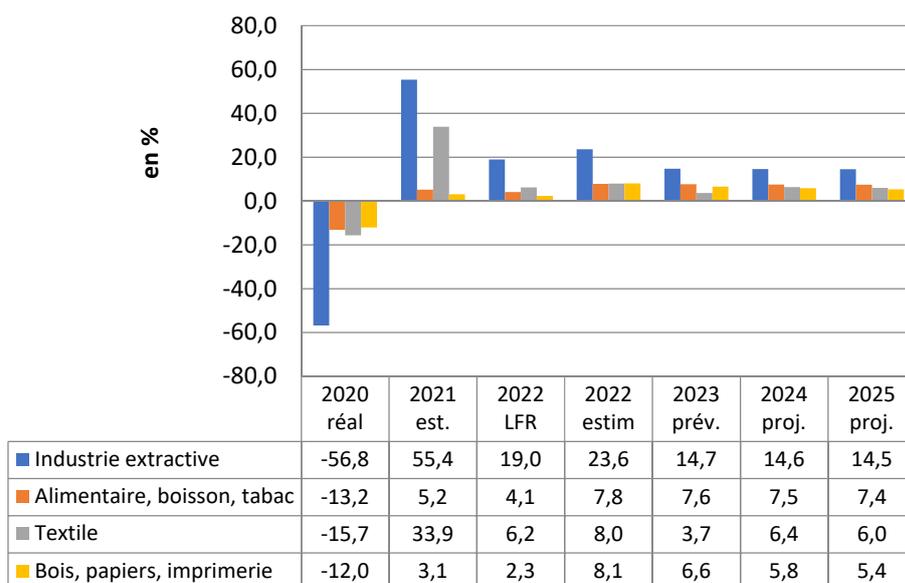
extractif malagasy profite pleinement de ce phénomène. Sa croissance devrait être de 23,6% pour l'année 2022.

En outre, le renchérissement des produits importés a conduit à un développement du tissu productif national, notamment pour les produits de premières nécessités (PPN). Depuis le début de l'année 2022, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation a ainsi compté l'ouverture de 38 unités industrielles dont 17 produisant des PPN (savons, huile alimentaire, et sucre). La branche *Alimentaire, Boissons et Tabac* devrait ainsi afficher une croissance de 7,8% en 2022 et les *industries diverses* de 6,2%.

La branche *Textile* connaît la même dynamique avec des exportations cumulées en hausse de 19,3% en volume pour les trois premiers trimestres de 2022. La croissance de la branche devrait ainsi être de 8% en 2022.

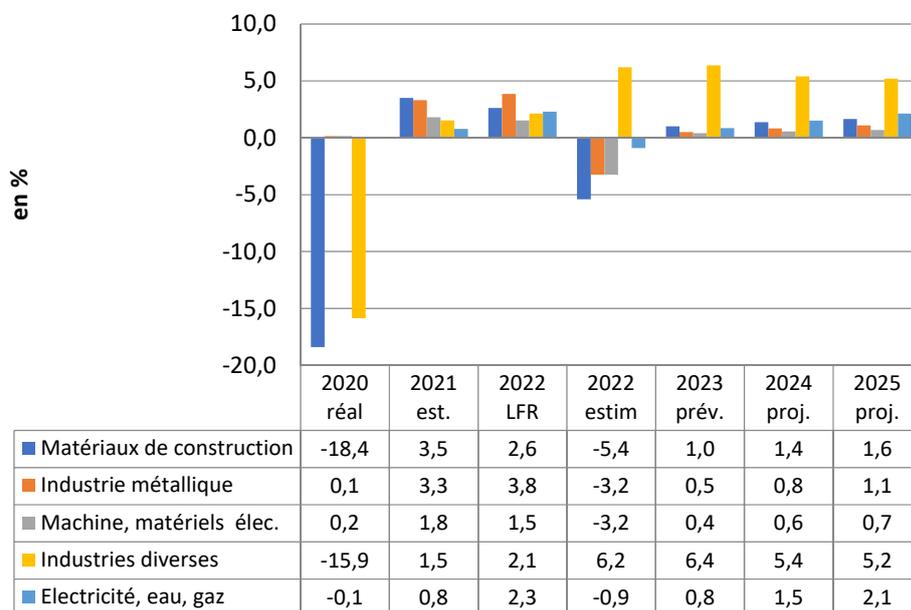
Pour l'année 2023, la croissance du secteur secondaire devrait atteindre 8,6%. Le secteur extractif (+14,7%) contribuera grandement à cette performance avec une demande mondiale soutenue pour les minerais concourant à la transition énergétique, et cela malgré un ralentissement attendu de la croissance économique mondiale. Les activités textiles croîtront de 3,7%, grâce au positionnement de Madagascar dans des marchés de niche. En outre, l'industrie agroalimentaire nationale devrait continuer sur sa lancée de 2022 et se développer et se substituer aux importations (+7,6% en 2023).

**Figure 5 : Evolution du secteur secondaire (Var. %) (a)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

**Figure 6 : Evolution du secteur secondaire (Var. %) (b)**

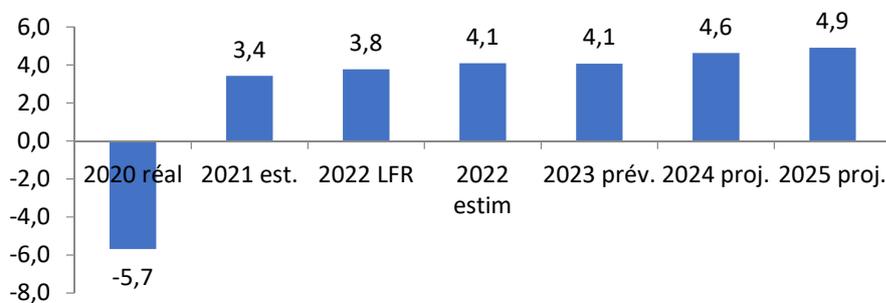


Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

### 3. Secteur tertiaire

La dynamique du secteur tertiaire en 2022 a été portée par la reprise des activités touristiques (+133,4% de croissance pour la branche *Hôtels et Restaurants*), la bonne performance des branches *Télécommunications* (+7,2%), et *Banques et assurances* (+7,4%). La reprise des activités touristiques a aussi contribué à la croissance des activités de transport ; cependant, cette croissance a été révisée à 4,2% (contre 5,2% dans la LFR 2022) à la suite de la hausse des prix du carburant en juillet 2022. Ainsi, le secteur tertiaire devrait afficher une croissance de 4,1% en 2022. Les grands projets d'infrastructures en 2023 ainsi que l'accueil des 11èmes Jeux des Iles de l'Océan Indien, entre autres, devraient permettre au secteur tertiaire d'afficher une croissance de 4,1%.

**Figure 7 : Croissance du secteur tertiaire (Var. %)**



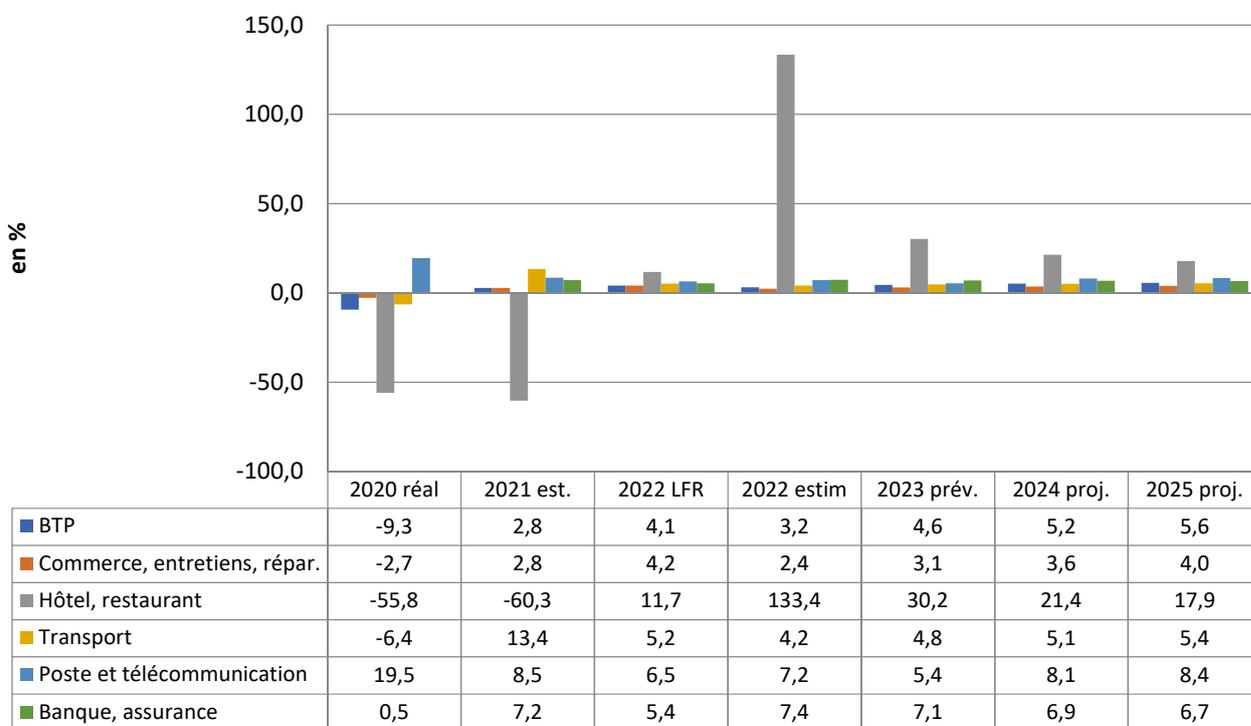
Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

La branche *BTP* devrait afficher une croissance de 4,6% en 2023 avec les grands projets comme la construction de l'autoroute Antananarivo-Toamasina, la réhabilitation et la construction de nombreuses routes, la construction de plusieurs hôpitaux, écoles et campus universitaires, ainsi que le développement de la nouvelle ville Tanamasoandro et la construction des logements sociaux.

2023 marquera également la reprise effective des activités touristiques, notamment avec l'accueil des Jeux des Iles. Le Ministère du Tourisme projette que le nombre de touristes pourrait atteindre le niveau de 2019 (environ 300.000 touristes). Cela devrait permettre à la branche Hôtels et Restaurants d'afficher une croissance de 30,2% en 2023. Les activités de Transport devraient s'accroître de 4,8%, dans le sillage du secteur touristique.

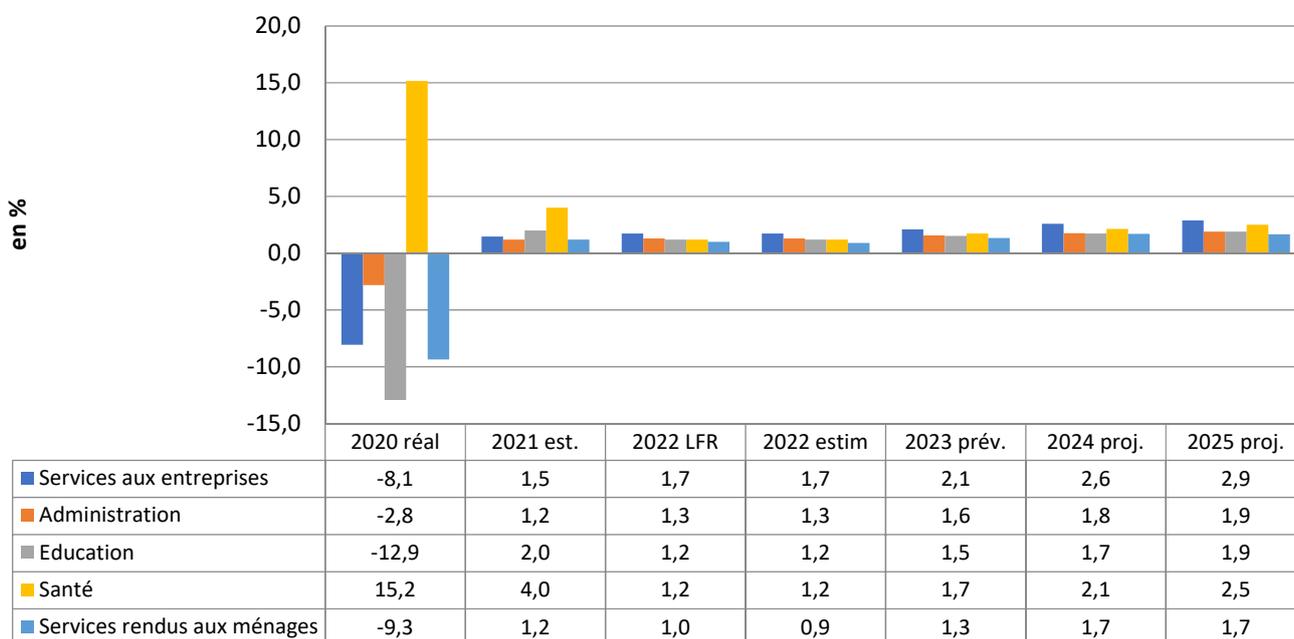
La dynamique économique globale devrait également soutenir les branches Télécommunications (+5,4%), Services aux entreprises (+2,1%), et Banques et assurances (+7,1%).

**Figure 8 : Evolution du secteur tertiaire (Var. %) (a)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

**Figure 9 : Evolution du secteur tertiaire (Var. %) (b)**



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

## **B. Analyse des investissements**

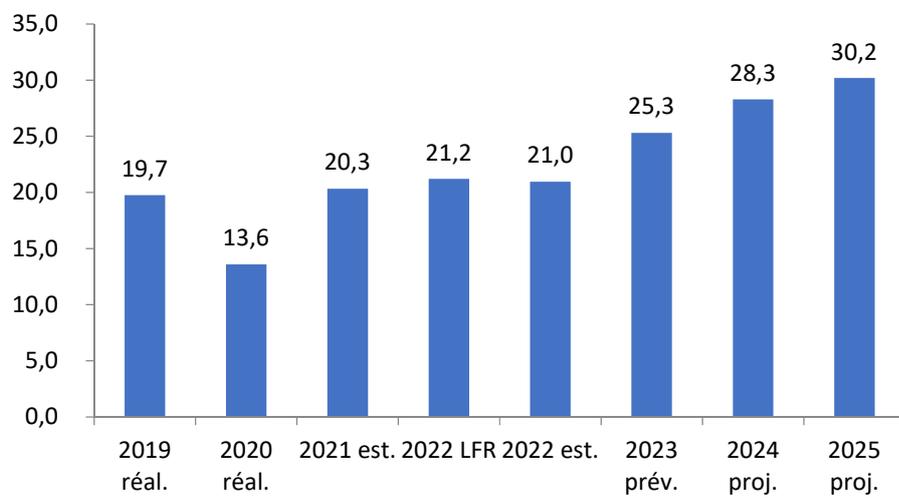
Pour l'année 2022, le niveau des investissements devrait atteindre 21% du PIB, dont 9,1% du PIB d'investissements publics et 11,9% du PIB d'investissements privés.

Avec l'intensification des efforts pour la mise en œuvre du Plan Emergence Madagascar, les investissements devraient connaître une croissance significative à partir de 2023. Cette hausse des investissements concerne à la fois le secteur public et le secteur privé.

Ainsi, pour 2023, le taux d'investissement global devrait être de 25,3% du PIB. Les investissements publics augmenteraient jusqu'à 12,2% du PIB et ceux du secteur privé atteindraient à 13,1% du PIB, portés notamment par les investissements directs étrangers.

À moyen terme, les investissements devraient augmenter à un rythme soutenu pour atteindre 30,2% du PIB en 2025, dont 13% du PIB pour le secteur public et 17,1% du PIB pour le secteur privé.

**Figure 10 : Evolution du taux d'investissement brut à Madagascar (% PIB)**



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM

## II. FINANCES PUBLIQUES

---

### A. Recettes fiscales intérieures

- *Description de la situation à fin octobre 2022 (taux de réalisation par rapport à la LFR 2022 pour le total et pour chaque type d'impôt et taxe : TVA, IR, IRSA, IRCM, etc.) et explications y afférentes, notamment impacts des mesures et réformes fiscales entreprises*

Généralement, les recettes fiscales intérieures recouvrées durant les 10 premiers mois de l'année 2022 se sont améliorées par rapport à la même période de l'année 2021, avec une croissance de 196,7 mds d'Ar ou +7,4%, notamment au niveau de l'IR, IRSA, IMP, DA, IS, DE et droit des timbres. Néanmoins, la prévision LFR de janvier à octobre 2022 a été atteinte à 91,5% représentant un Gap de 267,5 mds d'Ar, répartis surtout au niveau des grands impôts exceptés l'IR, IS, IPVI, et IMP. Ce résultat est expliqué notamment par la baisse continue de TVA versée par les secteurs pétrolier et télécommunication ; et par la régularisation exceptionnelle de la situation du secteur minier en matière d'IRSA en mois d'avril et mai 2021.

En outre, l'indisponibilité des IRSA des fonctionnaires du mois d'octobre 2022, le retard de recouvrement des dividendes auprès des Sociétés d'Etat (fait à partir du mois de mai 2022) grevant le manque à gagner en matière d'IRCM, ainsi que la contre-performance du secteur Tourisme (non atteinte de l'objectif en matière de droit de timbres malgré l'amélioration du recouvrement y afférent par rapport aux 2 dernières années). A fin octobre 2022, 74,3% de la prévision LFR annuelle a été réalisée.

- *Perspectives pour 2023 et à moyen terme, avec les explications et hypothèses sous-tendantes (pour le total et pour chaque type d'impôt et taxe : TVA, IR, IRSA, IRCM, etc.), notamment les impacts des mesures et réformes fiscales entreprises et nouvellement prises dans la LFI 2023.*

Dans le cadre de la LFI 2023, la DGI projette d'atteindre un objectif de 4 786,2 Mds Ar en termes de recettes fiscales intérieures à travers des mesures fiscales, avec un taux de pression fiscale de 6.6 conformément à la croissance économique à 5.0 du produit intérieur brut.

A moyen terme, la DGI a comme perspectives de recettes fiscales intérieures, respectivement de 5 854,2 Mds Ar, 7 151,3 Mds Ar, 8 563,4 Mds Ar en 2024, 2025 et 2026 avec un taux de pression fiscale respectif de 7,3%, 8,9%, 8,4% du PIB.

## B. Recettes douanières

Les prévisions de recettes sur les importations de produits non pétroliers ont été exécutées à 104% durant les dix premiers mois de l'année 2022 grâce notamment au renforcement du contrôle de la valeur en douane. Le prix du baril de Brent commence à descendre la barre des 100 USD selon les données de l'INSEE. Cependant, les prix moyens des produits pétroliers sur les dix premiers mois restent légèrement en-dessus des attentes.

**Tableau 1 : Exécution des prévisions de recettes douanières en 2022, à fin octobre, Unité : milliards MGA**

NATURE DE DTI	Recettes collectées	Prévision pour dix mois	Taux de réalisation
Droit de douane	631,1	588,8	107%
TVA	1 288,4	1 250,8	103%
AUTRES	1,1	1,2	87%
<b>Sous-total Recettes sur produits non pétroliers</b>	<b>1 920,6</b>	<b>1 840,9</b>	<b>104%</b>
Taxe sur les produits pétroliers	227,6	238,5	95%
TVA sur les produits pétroliers	668,7	640,5	104%
<b>Sous-total Recettes sur produits pétroliers</b>	<b>896,3</b>	<b>879,0</b>	<b>102%</b>
<b>Total général</b>	<b>2 816,9</b>	<b>2 719,9</b>	<b>104%</b>

Les prévisions de recettes au titre de l'année 2023 restent sous-tendues par une substitution progressive des importations de produits de première nécessité par la production locale. De même, les exportations de ressources naturelles non renouvelables seront frappées de droit de sortie dont les taux ont été établis de telle sorte à promouvoir la transformation au niveau local. Par ailleurs, dans le cas où les exportateurs de pétrole n'imposent pas de quotas sur les productions, alors le prix du Brent pourrait descendre par rapport à l'année 2022.

**Tableau 2 : Prévisions de recettes douanières pour 2023, Unité : milliards MGA**

<b>Nature des droits et taxes</b>	<b>2023</b>	<b>Part</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
Droit de douane	937,4	22%	1 088,3	1 243,3
TVA	1 946,9	46%	2 260,3	2 582,2
Droit de navigation	1,7	0%	2,0	2,3
<b>Recettes sur les importations de produits non pétroliers</b>	<b>2 886,0</b>	<b>68%</b>	<b>3 350,6</b>	<b>3 827,8</b>
Taxe sur les produits pétroliers	343,9	8%	399,3	456,2
TVA sur les produits pétroliers	905,2	21%	1 050,9	1 200,6
<b>Recettes sur les importations de produits pétroliers</b>	<b>1 249,1</b>	<b>29%</b>	<b>1 450,2</b>	<b>1 656,8</b>
<b>Recettes de Droit de sortie</b>	<b>101,0</b>	<b>2%</b>	<b>117,1</b>	<b>133,7</b>
<b>Total</b>	<b>4 236,1</b>	<b>100%</b>	<b>4 917,9</b>	<b>5 618,3</b>

### **C. Recettes non-fiscales**

Les recettes non fiscales de janvier à fin septembre 2022 s'élevaient à 99,5 mds Ariary contre une prévision annuelle de 174,6 mds Ariary, soit un taux de réalisation de 57,0%. Les dividendes des sociétés à participation de l'Etat qui s'élevaient à 60,1 mds Ariary constituent la principale composante des recettes non fiscales.

Dans la LF2023, les recettes non fiscales sont évaluées à 189,9 mds soit une hausse de 8,8% par rapport au montant prévu par la Loi de Finances Rectificative 2022. Cette augmentation est notamment expliquée par des mesures et réformes entreprises sur les codes minières et le recouvrement des redevances halieutiques.

A moyen terme, le niveau des recettes non fiscales sera maintenu à 0,3% du PIB.

### **D. Dépenses**

#### **1. Masse salariale**

##### *a. Contexte*

La masse salariale est constituée du traitement et des indemnités des agents de l'Etat, ainsi que de la part patronale, représentant la contribution de l'Etat au financement des pensions de ses agents (19% du salaire de base versé par le Budget Général aux comptes d'affectation des caisses de retraite publiques). Son évolution par rapport au Produit Intérieur Brut nominal (PIB nominal), aux recettes fiscales nettes et aux dépenses totales impacte directement la qualité des services publics, mais également la viabilité des Finances Publiques, et donc le développement économique et social d'un pays.

La fonction publique doit être suffisamment dotée en personnel compétent afin d'assurer le rôle de l'Etat auprès de la population. Elle est le garant du bon fonctionnement des organismes et des institutions

publiques, et un élément essentiel dans la lutte contre la pauvreté et la protection sociale. Le secteur public représente en moyenne 30% des emplois rémunérés (Banque Mondiale, 07 juin 2022 Le rôle du secteur public comme employeur dans les Etats fragiles et touchés par un conflit). Dans les pays en développement, où le secteur informel occupe une place prépondérante, ce taux peut être bien plus important et atteindre jusqu'à 50% (Banque Mondiale, 07 juin 2022 Le rôle du secteur public comme employeur dans les Etats fragiles et touchés par un conflit). Le système de rémunération est un élément clé puisqu'il doit permettre d'assurer la viabilité budgétaire tout en attirant des talents qui accroîtront la productivité de la fonction publique, étant donné que le crédit consacré à la masse salariale est faiblement corrélé à l'efficacité de l'Administration. En effet, un billet de la Banque Mondiale consacré au rôle du secteur public comme employeur dans les Etats fragiles analyse la corrélation entre le montant de la masse salariale en pourcentage de la dépense publique et l'indice de l'efficacité de l'administration publique tel que mesuré par l'Evaluation de la Politique et des Institutions Nationales. Cela suggère que la clé réside dans la qualité des recrutements.

Dans la plupart des pays en développement, le montant de la masse salariale est excessivement élevé par rapport au PIB nominal et aux dépenses totales. Cela s'explique par la part importante du secteur publique sur le marché de l'emploi, comme détaillé précédemment, ou par des systèmes de rémunération inadéquats par rapport aux compétences. Alors que l'important niveau de la masse salariale n'entraîne pas une amélioration de la disponibilité et de la qualité des services publics, elle grève le budget de l'Etat et réduit le crédit disponible pouvant être affecté à des Projets d'Investissements Publics et aux transferts sociaux qui pourraient avoir un impact positif sur la croissance économique et le niveau de vie de la population.

Ainsi, des économies budgétaires semblent possibles sans pour autant affecter la qualité du service public et compromettre le développement économique. Des réformes de la masse salariale dans la fonction publique peuvent contribuer à l'amélioration du marché du travail et augmenter la capacité d'action de l'Etat.

*b. Evolution historique*

La masse salariale a augmenté de +9.7% par an en moyenne entre 2014 et 2021, pour atteindre un montant de 2.942 milliards d'Ariary (Graphique 1). Le PIB nominal ne croît quant à lui qu'à un taux de +9.2%.

La croissance de la masse salariale s'est accélérée ces quatre dernières années, atteignant notamment 19.8% en 2018 et 14.3% en 2020. Surtout, excepté en 2019, elle est systématiquement supérieure à la croissance du PIB nominal (Graphique 2). En 2020, le PIB nominal affiche une récession de -1.5% tandis que la masse salariale augmente de +14.3% afin de faire face à l'épidémie de Covid-19 et au paiement en année pleine des recrutements en 2019. Cette situation n'est pas tenable à long terme.

**Graphique 1** : Evolution de la masse salariale en montant et en pourcentage, 2014-2021



**Graphique 2** : Evolution de la masse salariale et du PIB nominal en pourcentage, 2014-2021



Source : DGEAE

En conséquence, le ratio Masse salariale / PIB nominal atteint 5.2% en 2020 et se maintient à ce niveau en 2021, et enfreint la règle de 5.1% fixée dans les conditionnalités du Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre du programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) (Graphique 3). Par ailleurs, le ratio Masse salariale / Recettes fiscales nettes atteint 57.3% en 2020 et 51.8% en 2021. A titre indicatif, ce ratio doit être inférieur à 35% pour les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) selon les critères de convergence de second rang, ce qui n'est pas le cas pour Madagascar sur les huit (08) dernières années. Pour respecter ce ratio en 2021, la masse salariale devrait être de 1 987 Mds d'Ariary, contre 2 942 Mds d'Ariary, soit une réduction de 32% représentant 3.5% du PIB. Enfin, la part de la masse salariale dans les dépenses totales atteint un point bas à 28.5% en 2017, puis augmente progressivement pour atteindre 37.1% en 2021. Cela réduit la marge de manœuvre de l'Etat pour les Projets d'Investissements Publics. Néanmoins, ce ratio reste inférieur au niveau de 2014 (40.2%) et proche de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, à titre de comparaison.

**Graphique 3 : Evolution de la masse salariale en fonction du PIB nominal, des dépenses totales et des recettes fiscales nettes, 2014-2021**



Source : DGEAE

A noter que la comparaison avec d'autres pays, bien que proches en termes de développement économique et social, doit être considérée avec précaution étant donné qu'il existe des conditions propres à chaque pays en ce qui concerne la comptabilisation de la masse salariale, ainsi que des moyens de mesurer les dépenses salariales différents. L'exercice est d'autant plus difficile lorsque les pays ne se situent pas dans une union économique ou monétaire commune.

Il apparaît que la croissance de la masse salariale est plus rapide que celle des effectifs payés (Graphique 4), à hauteur de +2.9 points de pourcentage sur la période 2014 – 2021 et +3.7 points sur la période 2019 – 2021. Cela suggère qu'elle a été principalement tirée par la hausse des salaires des agents de l'Etat plutôt que par des plans de recrutements massifs. Bien qu'il existe une faible corrélation entre le nombre d'agents et la qualité des services publics, et que le système de rémunération est un élément clé de l'efficacité de la dépense publique, cet élément constitue un point d'attention dans le cadre de potentielles réformes.

**Graphique 4 : Evolution du taux de croissance des effectifs payés et de la masse salariale, 2014-2021**



Source : DGEAE

### c. Prévisions 2023

En 2023, la masse salariale est estimée à 3 623,9 milliards d'Ariary, soit 5.1% du Produit Intérieur Brut (PIB) nominal. Ce taux est en ligne avec celui fixé par le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre du programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Elle représente 22,11% du total des dépenses publiques et 41,85% des recettes fiscales nettes.

Comparativement à 2022, le montant de la masse salariale augmente de +386.3 milliards d'Ariary, soit +11,93%. Cette hausse s'explique par plusieurs facteurs, dont :

- La comptabilisation en année pleine en 2023 des mesures adoptées en 2022, notamment la hausse généralisée des salaires via les taux dégressifs allant de 25% à 5%, les recrutements de 16 197 agents, tant en direct que via des concours sortants, et l'intégration dans le Budget Général du paiement du Personnel Administratif et Technique au sein des Universités, des IST et du CROUA ;
- La budgétisation des nouveaux recrutements au titre de 2023 dont 6 010 recrutements directs, 2 955 agents sortant de formation sur concours administratifs effectués en 2021 et 2022 et la nomination d'ambassadeurs ou consuls dans les pays où Madagascar n'est pas encore représenté diplomatiquement ainsi que du personnel technique et administratif associé ;
- La majoration des salaires pour maintenir le pouvoir d'achat des agents de l'Etat et la hausse du montant de l'enveloppe allouée aux secours aux décès face à la persistance de la pandémie ; Les régularisations de certains arriérés et rappels sur solde (cotisations patronales, avancements, reclassements, diverses indemnités, etc.) et l'adoption de mesures catégorielles qui seront mises en vigueur à partir de 2023.

## **2. Fonctionnement et investissements**

Le niveau des dépenses relatives au fonctionnement (hors intérêt) accuse un écart positif de l'ordre de 313,3 milliards d'Ariary par rapport à l'année 2022, soit une augmentation de 15.24% en une année.

En ce qui concerne le niveau des investissements publics, une hausse sera à constater pour l'année 2023, en vue de la poursuite des projets prioritaires. Ainsi, si la LFR de l'année 2022 a enregistré un niveau global de 5 735,1 milliards d'Ariary, cette somme s'est vue augmenter de 2 940,4 milliards d'Ariary pour atteindre un niveau de 8 675,4 milliards d'Ariary en une année, soit un taux de croissance de 51,26%. En effet, cette

forte croissance des investissements est principalement motivée par la hausse des financements externes. Cette rubrique est passée de 4 179,2 milliards d'Ariary en 2022, pour atteindre un niveau de 5 966,3 milliards d'Ariary en 2023.

## **E. Déficit budgétaire**

Le déficit public sur base caisse est évalué à 1 607,5 mds Ariary à fin septembre 2022. La prévision pour l'année 2022 est de 6,2% du PIB.

La cible du déficit global, sur base engagement, 2023 est fixée à 6,0% du PIB, soit une amélioration de 0,2 point de pourcentage par rapport à celui de 2022. En terme nominal, le déficit s'est évalué à 4 287,6 mds Ariary et est financé à 89,6% par l'extérieur. Ainsi le concours extérieur des partenaires techniques et financiers à travers les prêts projets et les aides budgétaires totalisent à 3 843,0 mds Ariary dont les appuis budgétaires de la Deutschebank et de la Banque Mondiale qui s'élèvent respectivement à 200,0 millions euros et de 100,0 millions usd, le décaissement par le FMI des fonds issus du programme FEC (Facilité Elargie de Crédit) de 48,8 millions dts.

Le financement intérieur est assuré notamment par l'émission des bons du Trésor et le recours aux avances statutaires auprès de la « BankyFoiben'i Madagasikara ». Le montant de l'allocation de DTS du FMI utilisé dans cette Loi de Finances 2023 s'élève à 300 mds Ariary (72 millions dts).

Dans le cadre de la gestion des finances publiques, l'effort de l'Etat pour améliorer le solde primaire à moyen terme continue. Ainsi, le déficit primaire est ramené à 300 mds Ariary en 2023 si la cible est de 888,4 mds Ariary dans la LFR 2022.

### III. SITUATION EXTERIEURE

#### 1. Balance des paiements

En 2022, outre les fondamentaux de l'économie nationale, le contexte international a également déterminé la situation des paiements extérieurs du pays. Il en sera de même pour l'année 2023.

Tableau 2: Les transactions courantes

En million de DTS	2021 [*]	LFR 2022	2022 [**]	2023 [**]
<b>Compte courant</b>	<b>-495,9</b>	<b>-659,2</b>	<b>-720,6</b>	<b>-797,7</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-1011,0</b>	<b>-1 028,3</b>	<b>-1066,1</b>	<b>-976,1</b>
Balance commerciale	-679,0	-643,3	-574,7	-498,6
-Exportations FOB	1 904,0	2 338,30	2 757,3	2 963,4
-Importations FOB	-2 583,0	-2 981,60	-3 332,0	-3 461,9
Services (solde)	-332,0	-385	-491,5	-477,6
-Recettes	449,1	619,3	759,7	955,0
-Paiements	-781,2	-1 004,40	-1251,2	-1432,6
<b>Revenus des investissements</b>	<b>-182,5</b>	<b>-248,8</b>	<b>-268,4</b>	<b>-367,5</b>
-Recettes	30,1	31,4	32,6	35,5
-Paiements	-212,6	-280,1	-301,0	-403,0
<i>Dont: Intérêts de la dette publique</i>	<i>-22,4</i>	<i>-35,2</i>	<i>-35,4</i>	<i>-55,6</i>
<b>Transferts courants</b>	<b>697,6</b>	<b>617,9</b>	<b>614,0</b>	<b>546,0</b>
-Administrations publiques	22,4	9,2	24,7	26,5
<i>Dont: Aide budgétaire</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>
-Autres secteurs	675,2	608,7	589,3	519,5

Source : BFM/DET, [\*] Provisoire, [\*\*] Prévisions

Sur les trois premiers trimestres de 2022, le solde des « transactions courantes » a été déficitaire de -5,6 % du PIB, contre -4,3 % sur la même période en 2021. Le gap devrait atteindre -6,2 % du PIB sur l'ensemble de l'année. L'écart par rapport à la LFR 2022 (-6,0 % du PIB) est essentiellement expliqué par le creusement du déficit de la balance des « biens et services », ainsi que par la détérioration de la balance des « transferts courants ».

En 2023, les paiements extérieurs demeureront soumis à la situation internationale. Les exportations seront revigorées par une demande mondiale dynamique, notamment pour les produits de la zone franche et les produits miniers tels que le nickel et le cobalt, ainsi que par une hausse de leur prix au niveau international. Pareillement, les exportations de vanille, de girofle ainsi que celles des entreprises franches verront leurs valeurs augmenter sur l'ensemble de l'année. Les importations seront stimulées par la croissance. Le redressement du secteur « voyage » continuera avec l'amélioration de la situation sanitaire mondiale ainsi que l'ouverture des frontières de Madagascar. Les transactions courantes se solderont par un déficit de -6,2 % du PIB.

Tableau 3 : Les transactions en capital et financières

En million de DTS	2021 [*]	LFR 2022	2022 [**]	2023 [**]
<b>Opérations en capital et financiers</b>	660.9	639.6	635.3	819.4
<i>Opérations en capital</i>	56.2	320.6	321.8	474.8
<i>Administration publique</i>	56.2	320.6	321.8	474.8
<i>Autres secteurs</i>	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Opérations financières</i>	604.7	319.0	313.5	344.6
Investissement direct (net)	171.2	206.2	201.0	217.6
Investissements de portefeuille	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	433.5	112.8	112.5	127.1
Gouvernement	238.9	400.7	402.1	696.3
<i>Tirages</i>	306.3	480.9	482.7	823.6
<i>PIP</i>	206.0	444.8	446.5	606.3
<i>Aide budgétaire</i>	100.2	36.1	36.2	217.3
<i>Amortissement</i>	-67.3	-80.2	-80.5	-127.2
<i>Autres secteurs</i>	247.5	-120.9	-91.8	-133.1
<i>Banques (net)</i>	-7.5	-80.7	-21.2	0.0
<i>Autres (net)</i>	-45.4	-86.2	-176.5	-436.2
<b>Erreurs et omissions</b>	14.5	-33.9	-45.7	0.0

Source : BFM/DET, [\*] Provisoire, [\*\*] Prévisions

Au cours des neuf premiers mois de 2022, la balance des « opérations en capital et financières » a affiché +5,1 % du PIB, après +5,9 % sur la même période en 2021. Les prévisions donnent un solde de 5,5 % pour l'ensemble de l'année 2022. Selon la LFR 2022, le compte des « opérations en capital et financières » devait se solder à +5,8 % du PIB. L'écart serait attribuable au raffermissement du compte financier, les projections sur les « dons en capital » demeurant inchangées.

En 2023, les opérations « en capital et financières » seront déterminées, entre autres, par le développement du secteur minier, lequel stimulera la progression des nouveaux flux d'IDE. Les « prêts projets » s'accroîtront avec les projets du Gouvernement et stimuleront les investissements privés. La prévision annuelle des opérations « en capital et financières » s'élèveront à 6,4% du PIB.

Tableau 4 : Le financement

En million de DTS	2021 [*]	LFR 2022	2022 [**]	2023 [**]
<b>Balance globale</b>	179.5	-53.5	-130.9	21.7
<b>Financement</b>	-179.5	53.5	130.9	-21.7
<i>Avoirs extérieurs nets (augmentation -)</i>	-194.9	50.5	127.9	-21.7
<i>F.M.I. (net)</i>	96.9	58.1	60.6	3.7
<i>Autres avoirs, nets (augmentation -)</i>	-291.8	-7.6	67.3	-25.5
<i>Variation nette des arriérés (excl. BCM)</i>	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Allègement et annulation de la dette</i>	15.4	3.0	3.0	0.0
<i>Financement à trouver</i>	0.0	0.0	0.0	0.0

Source : BFM/DET, [\*] Provisoire, [\*\*] Prévisions

En ce qui concerne le solde global des paiements extérieurs, les réalisations pour les neuf premiers mois de 2022 seraient de -0,6 % du PIB. La prévision de -0,5 % du PIB dans la LFR 2022 serait révisée à -1,1% du PIB et les perspectives pour 2023 seraient de 0,2 % du PIB.

Le stock des réserves officielles de change a été de 2 094,2 millions de dollars US à la fin du troisième trimestre 2022, représentant 4,3 mois d'importations de biens et services non-facteurs. Ce stock, attendu à 4,9 mois d'importations de biens et services non-facteurs dans la LFR 2022, seraient ramenées à 4,1 mois. Cette réduction est essentiellement expliquée par une augmentation conséquente des importations de biens et services. Ces dernières se situeraient à 3,9 mois d'importations de biens et services non-facteurs à fin 2023.

## 2. Taux de change

A fin septembre 2022, le cours du dollar US a été de 4 179,6 ariary, contre 3 956,7 ariary à fin décembre 2021, ce qui correspond à une dépréciation de l'Ariary de 5,6 % sur cet intervalle de temps. Quant au DTS, il valait 5 332,7 ariary à fin septembre 2022, après un taux de 5 537,7 ariary à 2021, soit une appréciation de 3,7 %.

En 2023, le cours du dollar moyen serait de 4 216, 3 ariary et de 4 282,8 en fin de période. Celui du DTS, entre autres, serait de 5 519 ariary en moyenne période et de 5 596,9 en fin de période.

Tableau 1: Taux de change

Taux de change (Fin de période)	2021	LFR 2022	2022 (Sept-22)	2023 [**]
DTS/Ariary	5 537,7		5 332,7	5 596,9
Dollars/Ariary	3 956,7		4 179,6	4 282 ,8
Taux de change effectif réel (en %)			-0,4	0,0
Taux de change (moyenne période)	2021	LFR 2022	2022 (Sept-22)	2023 [**]
DTS/Ariary	5 456,0	5 440,0	5 438,0	5 519
Dollars/Ariary	3 830,0	4 054,6	4 027,7	4 216,3
Taux de change effectif réel (en %)	-0,5		-1,1	

Source : BFM/DET, [\*\*] Prévisions

En termes réels, la monnaie nationale a enregistré une appréciation. De fin décembre 2021 à fin septembre 2022, le Taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié de -0,4 %, ce qui pourrait se traduire par une « perte de compétitivité prix » de nos produits d'exportation.

En termes de perspectives, les prévisions tablent sur une stabilité de valeur réelle de la monnaie nationale, ce qui correspond à une variation nulle du Taux de change effectif réel.

## SECTEUR MONETAIRE

### 1. Politique monétaire conduite par BFM en 2022

Pour rappel, Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) s'est engagée dans un processus de modernisation de la conduite de la politique monétaire depuis 2019. A cet effet, il a été décidé la migration du cadre opérationnel de ciblage strict d'agrégats monétaires vers celui de ciblage des taux d'intérêt. Par ailleurs, la reprise progressive des activités économiques après la période pandémique et le renchérissement des frais de transport résultant de la volatilité du prix des matières premières ont accentué les pressions inflationnistes. C'est dans ce contexte que BFM a entrepris des restrictions progressives de sa politique monétaire au cours des dix premiers mois de l'année 2022. Ceci a été matérialisé par le relèvement du niveau des instruments, à l'exception du coefficient des réserves obligatoires qui a été maintenu à 13,00% tout au long de cette période.

Tout d'abord, le Comité monétaire de BFM a décidé de rétrécir la largeur du corridor des taux d'intérêt lors de sa réunion ordinaire en date du 1er février 2022. Ainsi, le taux des facilités de dépôt est relevé à 4,10% tandis que celui des facilités de prêt marginal a été maintenu à 7,20%. Ce resserrement entre dans le processus de stabilisation des taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire afin d'améliorer la transmission de la politique monétaire vers les taux appliqués par les banques et in fine, vers l'économie. A partir de cette décision, le taux cible des opérations principales de BFM est alors porté à 5,65%, correspondant au milieu de ce nouveau corridor, contre 5,50% auparavant.

Ensuite, la poursuite du resserrement de la largeur du corridor des taux d'intérêt a été décidé au cours de la deuxième réunion ordinaire du Comité monétaire qui s'est tenue le 3 mai 2022. Dans le contexte de bouleversements des relations internationales et d'une prévision de hausse des prix au niveau local, les

taux de facilités permanentes ont été modifiés. Ainsi, le taux des facilités de dépôts a été relevé à 6,00 % et celui des facilités de prêt marginal à 8,00 %.

Enfin, la hausse des prix du carburant au mois de juillet 2022 à la suite de l'augmentation du prix de baril de brut enregistrée sur le marché international et la persistance de la pandémie Covid-19 engendrent une pression accrue sur les prix locaux. Dans une telle conjoncture, la régulation de la demande globale à travers le relèvement des taux d'intérêt sur le marché monétaire constitue une mesure contribuant à la maîtrise de l'inflation. De ce fait, le Comité monétaire de BFM a décidé lors de sa troisième réunion ordinaire de relever à 6,90 % le taux des facilités de dépôt et de porter à 8,90 % le taux des facilités de prêt marginal.

## **2. Evolution de la base monétaire et de ses contreparties sur les neuf premiers mois de 2022** **[Provisoires]**

Sur les neuf premiers mois de 2022, la base monétaire a été en hausse de 164,7 milliards d'ariary ou +2,8 %, contre -1,1 % sur la même période en 2021. Les créances nettes sur l'Etat de BFM ont augmenté de 772,9 milliards d'ariary (contre -43,0 milliards d'ariary sur la même période de 2021), à la suite de la mobilisation des dépôts de l'Etat à hauteur de 353,1 milliards d'ariary, dont 274,2 milliards d'ariary sur les dépôts en devise, et la hausse des créances brutes de 419,8 milliards d'ariary avec la rétrocession des aides à la balance des paiements (FEC) en faveur de l'Etat par BFM et les tirages d'avances statutaires. En revanche, les créances nettes de BFM sur les banques ont été en baisse de -262,5 milliards d'ariary (contre -133,9 milliards d'ariary sur la même période de 2021), représentant une ponction nette de BFM sur le marché monétaire sur la période. Les avoirs extérieurs nets de BFM ont baissé de -336,9 milliards d'ariary, ou -37,6 millions de DTS (contre une hausse de 40,9 milliards d'ariary sur la même période de 2021). En effet, les avoirs extérieurs bruts de BFM se sont reconstitués de 29,2 millions de DTS, alimentés essentiellement par l'approvisionnement des différents comptes de projets de développement ainsi que par le décaissement des aides à la balance des paiements dans le cadre du programme FEC. Cependant, les engagements extérieurs de BFM se sont alourdis de 66,8 millions de DTS, après l'inscription en contrepartie des aides à la balance des paiements. Par ailleurs, BFM a réalisé un achat net de devises de 3,2 millions de DTS sur le MID. En rythme annuel, la croissance de la base monétaire a été de 11,6 % à fin septembre 2022, contre 5,0 % en septembre 2021 et 7,4 % à fin 2021.

## **3. Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties sur les huit premiers mois de 2022**

Sur les huit premiers mois de 2022, la croissance de la masse monétaire M3 a été de 6,3 %, correspondant à une hausse de 1 008,7 milliards d'ariary, contre 5,0 % sur la même période de 2021. Les Créances Nettes sur l'Etat du système bancaire ont augmenté de 708,0 milliards d'ariary, contre une baisse de -50,6 milliards d'ariary en août 2021. D'un côté, les CNE de BFM ont été en hausse de 647,6 milliards d'ariary après la mobilisation des dépôts de l'Etat à hauteur de 448,2 milliards d'ariary, dont 381,0 milliards d'ariary sur les dépôts en devise. Les créances brutes sur l'Etat de BFM se sont élargies de 199,4 milliards d'ariary, dont la rétrocession de la FEC et des tirages d'avances statutaires. De l'autre, les CNE des banques se sont accrues de 60,5 milliards d'ariary, après la souscription nette des banques aux titres publics. Les Crédits à l'Économie ont augmenté de 410,3 milliards d'ariary, contre 430,9 milliards d'ariary sur la même période de 2021. Les crédits bancaires ont notamment évolué de 588,8 milliards d'ariary, soit une augmentation de 6,4 % sur la période tandis que les créances accordées par le Trésor public (lettre de change au secteur privé) ont baissé de -180,0 milliards d'ariary. A fin août 2022, l'encours des créances bancaires sur l'économie a été de 9 719,5 milliards d'ariary, soit un glissement annuel de +20,1 %, contre +16,0 % en août 2021. En revanche, les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire ont baissé de -266,9 milliards d'ariary soit -18,2 millions de DTS, contre -91,7 milliards d'ariary ou -8,8 millions de DTS en août 2021. La baisse de -335,5 milliards d'ariary (ou -39,4 millions de DTS) des AEN de BFM a été atténuée par la hausse de 68,7 milliards d'ariary (ou 21,2 millions de DTS) des AEN des banques. En terme annuel, le glissement de M3 a été de 13,6 % à fin août 2022, contre 12,7 % en août 2021 et 12,2 % à fin 2021.

#### 4. Hypothèses pour 2023

La projection monétaire en 2023 repose principalement sur les hypothèses suivantes :

- Une reconstitution des réserves officielles de devises, alimentées essentiellement par les différentes aides extérieures attendues en 2023 sous forme d'aides budgétaires ainsi que des prêts programmes et projets ;
- Un financement par le système bancaire du déficit public, après utilisation de la rétrocession de l'allocation de DTS, conforme à la prévision des OGT ;
- Une poursuite de la progression des créances bancaires sur l'économie.

Par ailleurs, la masse monétaire atteindrait les 30,6% du PIB au titre de l'année 2023 ce qui s'élèvera à hauteur de 21 796,2 milliards d'ariary contre 19 052,9 milliards d'ariary, soit une augmentation de 14,3%.

Tableau 4 : La masse monétaire et de ses contreparties

Rubrique	2021	LFI2022 [*]	LFR 2022 [*]	Août-22	2022 [*]	2023 [*]
Masse monétaire (M3) en % PIB	29,3	32,7	30,5	26,8	30,2	30,6
Masse monétaire (M3)	15 919,1	19 714,5	19 149,9	16 927,7	19 052,9	21 796,2
Avoirs extérieurs nets	5 018,1	5 633,9	5 894,8	4 751,3	5 902,7	6 674,7
Avoirs intérieurs nets	10 900,9	14 080,6	13 255,18	12 176,4	13 150,2	15 121,5

Source : BFM/DET, [\*] Provisoire, [\*\*] Prévisions

**Tableau 1: Principaux indicateurs économiques 2021-2025**

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(Variation en pourcentage; sauf indication contraire)</i>					
Produit intérieur brut et prix					
PIB à prix constants	4,4	4,2	4,9	5,7	6,6
Déflateur du PIB	8,6	8,1	7,5	6,3	5,5
Indice des prix à la consommation (moyenne période)	5,8	8,0	8,6	7,0	6,3
Indice des prix à la consommation (fin de période)	6,2	9,9	7,8	6,5	5,9
Monnaie et crédit (En fin de période)					
Masse monétaire (M <sub>3</sub> )	12,2	19,7	14,4	13,0	16,8
Avoirs extérieurs net	2,9	17,6	13,1	5,1	25,6
Avoirs intérieurs net	17,0	20,6	15,0	16,5	13,2
Crédits à l'économie	19,9	14,7	17,0	17,0	15,9
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Finances publiques					
Recettes budgétaires (hors dons)	10,9	11,8	12,9	13,7	14,5
dont: Recettes fiscales nettes	10,2	11,1	12,1	13,0	13,7
Dons	0,7	2,8	3,7	2,1	1,0
dont: Dons courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses totales	14,3	20,5	22,7	24,0	23,5
Dépenses courantes	9,0	11,4	10,5	10,4	10,5
Dépenses en capital	5,3	9,1	12,2	13,6	13,0
sur financement interne	2,6	2,5	3,8	3,6	4,0
sur financement externe	2,7	6,6	8,4	9,9	9,0
Solde global (base engagement)	-2,8	-6,0	-6,0	-8,2	-8,0
Variations des arriérés intérieurs	-0,4	0,0	-0,8	0,0	0,0
Solde global (base caisse)	-3,2	-6,0	-6,9	-8,2	-8,0
Financement total	3,2	6,0	6,9	7,2	6,7
extérieur (net)	2,3	3,5	5,4	6,8	6,7
intérieur (net)	0,8	2,5	1,5	0,4	0,1
Financement à trouver	0,0	0,0	0,0	-1,0	-1,3
Epargne et investissement					
Investissement	20,3	21,0	25,3	28,3	30,2
Public	5,3	9,1	12,2	13,6	13,0
Privé	15,1	11,9	13,1	14,7	17,1
Epargne nationale	15,5	14,7	19,1	22,2	24,4
Secteur extérieur					
Exportations de biens, fob	18,5	23,8	23,0	22,5	22,3
Importations de biens, fob	-25,1	-28,7	-26,8	-26,1	-26,2
Solde du compte courant (hors dons)	-5,4	-9,0	-9,9	-8,2	-6,8
Solde du compte courant (dons inclus)	-4,3	-3,4	-2,5	-4,0	-4,7
Dettes publiques					
Extérieure	36,2	38,2	40,7	43,4	45,3
Intérieure	28,5	28,8	30,9	34,3	37,1
Intérieure	7,7	9,3	9,7	9,1	8,1
<i>(Unités comme indiquées)</i>					
Réserves brutes officielles (millions de DTS)	1 629,6	1 562,3	1 587,7	1 613,9	1 809,9
Mois d'importations de biens et services	5,8	4,1	3,9	3,7	3,9
Pour mémoire					
PIB par habitant (dollars américains)	519,3	536,0	564,3	598,2	636,1
PIB nominal (milliards d'Ariary)	56 038,9	63 099,1	71 162,0	80 014,1	89 994,7
Taux de change (moyenne période)					
DTS/Ariary	5 456,0	5 440,0	5 519,0	5 755,5	5 929,2
Dollars/Ariary	3 830,0	4 054,6	4 216,3	4 342,2	4 460,9
Euro/Ariary	4 523,6	4 219,1	3 887,9	4 151,4	4 423,4

Tableau 2: Comptes nationaux 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(Variation en pourcentage)</i>					
Croissance réelle de l'offre					
Secteur Primaire	0,3	0,9	2,3	3,1	3,6
Agriculture	1,0	1,0	3,0	4,0	4,6
Élevage et pêche	-1,8	0,4	0,6	0,8	1,0
Sylviculture	1,8	1,0	1,3	1,5	1,6
Secteur Secondaire	18,6	10,9	8,6	8,9	9,1
Industrie extractive	55,4	23,6	14,7	14,6	14,5
Alimentaire, boisson, tabac	5,2	7,8	7,6	7,5	7,4
Textile	33,9	8,0	3,7	6,4	6,0
Bois, papiers, imprimerie	3,1	8,1	6,6	5,8	5,4
Matériaux de construction	3,5	-5,4	1,0	1,4	1,6
Industrie métallique	3,3	-3,2	0,5	0,8	1,1
Machine, matériels électriques	1,8	-3,2	0,4	0,6	0,7
Industries diverses	1,5	6,2	6,4	5,4	5,2
Electricité, eau, gaz	0,8	-0,9	0,8	1,5	2,1
Secteur Tertiaire	3,4	4,1	4,1	4,6	4,9
BTP	2,8	3,2	4,6	5,2	5,6
Commerce, entretiens, réparations	2,8	2,4	3,1	3,6	4,0
Hôtel, restaurant	-60,3	133,4	30,2	21,4	17,9
Transport	13,4	4,2	4,8	5,1	5,4
Poste et télécommunication	8,5	7,2	5,4	8,1	8,4
Banque, assurance	7,2	7,4	7,1	6,9	6,7
Services aux entreprises	1,5	1,7	2,1	2,6	2,9
Administration	1,2	1,3	1,6	1,8	1,9
Éducation	2,0	1,2	1,5	1,7	1,9
Santé	4,0	1,2	1,7	2,1	2,5
Services rendus aux ménages	1,2	0,9	1,3	1,7	1,7
SIFIM	4,3	4,2	5,9	6,5	6,9
Impôts sur les produits	3,1	3,5	9,4	11,7	15,5
PIB aux prix d'acquisition	4,4	4,2	4,9	5,7	6,6
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Composition nominale de la demande					
Consommation finale	89,5	88,2	82,3	78,9	76,4
Publique	8,8	10,7	10,4	9,6	9,6
Privée	80,7	77,5	71,9	69,3	66,8
Investissement brut	20,3	21,0	25,3	28,3	30,2
Public	5,3	9,1	12,2	13,6	13,0
Privé	15,1	11,9	13,1	14,7	17,1
<i>dont: investissements directs étrangers</i>	1,7	1,7	1,7	2,1	2,9
Exportations nettes de bsnf	-9,8	-9,2	-7,6	-7,2	-6,6
Exportations de bsnf	22,9	30,3	30,4	30,3	30,5
Importations de bsnf	32,8	39,5	38,0	37,5	37,1
Balance courante	-4,8	-6,2	-6,2	-6,1	-5,8
Épargne nationale	15,5	14,7	19,1	22,2	24,4
Publique	2,1	3,1	5,3	5,4	5,0
Privée	13,4	11,6	13,8	16,8	19,4
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
PIB nominal	56 038,9	63 099,1	71 162,0	80 014,1	89 994,7
PIB au prix constant de 2007	21 212,6	22 097,8	23 180,6	24 511,4	26 129,2

Tableau 3: Opérations Globales du Trésor 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
Total des recettes et des dons	6 454,3	9 170,3	11 832,8	12 673,7	13 945,4
Recettes totales (hors dons)	6 083,4	7 417,4	9 212,1	10 986,7	13 015,3
Recettes fiscales brutes	5 913,2	7 242,8	9 022,3	10 772,2	12 769,6
Impôts	3 256,1	3 848,6	4 786,2	5 854,2	7 151,3
Douanes	2 657,0	3 394,2	4 236,1	4 917,9	5 618,3
Remboursement TVA (-)	175,0	185,0	357,0	296,0	341,7
Remboursement TVAPP (-)	30,8	34,0	45,0	60,0	70,8
Recettes fiscales nettes	5 707,4	7 023,8	8 620,3	10 416,2	12 357,0
Impôts	3 081,1	3 663,6	4 429,2	5 558,2	6 809,5
Douanes	2 626,3	3 360,2	4 191,1	4 857,9	5 547,5
Recettes non fiscales	170,2	174,6	189,9	214,5	245,7
Dons	370,9	1 753,0	2 620,6	1 687,0	930,0
Courants	1,1	2,5	0,4	0,0	0,0
En capital	369,8	1 750,5	2 620,3	1 687,0	930,0
Dépenses totales	8 008,8	12 947,8	16 120,5	19 205,5	21 142,7
Dépenses courantes	5 054,2	7 212,7	7 445,0	8 355,9	9 411,5
Dépenses budgétaires	5 384,5	6 014,5	6 879,9	7 819,9	8 799,0
Dépenses de personnels	2 866,3	3 492,3	3 868,7	4 450,7	5 010,8
dont: soldes	2 689,0	3 237,6	3 623,9	4 126,1	4 645,4
dont: indemnités	177,3	254,7	244,8	324,6	365,4
Fonctionnement hors Intérêts	2 164,3	2 055,8	2 369,1	2 659,4	3 017,2
Biens et services	337,8	517,4	542,3	695,6	804,4
Subventions et transferts	1 826,5	1 538,4	1 826,9	1 963,8	2 212,8
Intérêts dus sur	353,9	466,4	642,1	709,8	771,0
dettes extérieures	122,9	192,5	306,6	414,2	449,9
dettes intérieures	231,0	273,9	335,5	295,6	321,0
Autres opérations nettes du Trésor	-330,3	1 198,2	565,1	536,0	612,5
dont: remboursement TVA	205,8	219,0	402,0	356,0	412,5
Autres	-536,0	979,2	163,1	180,0	200,0
Dépenses en capital	2 954,6	5 735,1	8 675,4	10 849,6	11 731,2
Financement interne	1 460,7	1 555,9	2 709,2	2 896,7	3 599,7
Financement externe	1 493,9	4 179,2	5 966,3	7 952,9	8 131,4
Emprunts extérieurs	1 124,1	2 428,7	3 346,0	6 265,9	7 201,4
Subventions extérieures	369,8	1 750,5	2 620,3	1 687,0	930,0
Déficit base des engagements	-1 554,5	-3 777,5	-4 287,7	-6 531,8	-7 197,3
Variations des arriérés intérieurs	-221,9	0,0	-591,0	0,0	0,0
Déficit global, base caisse	-1 776,4	-3 777,5	-4 878,7	-6 531,8	-7 197,3
Solde primaire, base caisse	-77,6	-884,9	-300,0	443,9	775,0
Financement	1 776,4	3 777,5	4 878,7	5 748,4	6 055,4
Extérieur (net)	1 303,7	2 187,6	3 843,0	5 412,6	5 998,7
Tirages	1 671,1	2 625,7	4 545,2	6 265,9	7 201,4
dont: prêts projets	1 124,1	2 428,7	3 346,0	6 265,9	7 201,4
dont: prêts programmes	547,0	197,0	1 199,2	0,0	0,0
Amortissement	-367,4	-438,1	-702,2	-853,4	-1 202,7
Intérieur (net)	472,7	1 589,8	1 035,7	335,9	56,7
Système bancaire	229,6	1 693,6	983,2	279,4	31,0
dont: banque centrale	0,0	1 536,4	927,7	220,7	-85,2
dont: FMI / FEC	536,0	402,0	227,9	225,7	-55,2
dont: allocation DTS	0,0	800,0	300,0	0,0	0,0
Effets de la variation de change	25,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Système non bancaire	-87,4	-103,7	52,6	56,4	25,7
Dépôts des correspondants du Trésor	304,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Gap ou écart de financement	0,0	0,0	0,0	-783,4	-1 141,9
<i>(en millions de dollars)</i>	0,0	0,0	0,0	-180,4	-256,0

Tableau 4: Opérations Globales du Trésor 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Total des recettes et des dons	11,5	14,5	16,6	15,8	15,5
Recettes totales (hors dons)	10,9	11,8	12,9	13,7	14,5
Recettes fiscales brutes	10,6	11,5	12,7	13,5	14,2
Impôts	5,8	6,1	6,7	7,3	7,9
Douanes	4,7	5,4	6,0	6,1	6,2
Remboursement TVA (-)	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4
Remboursement TVAPP (-)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Recettes fiscales nettes	10,2	11,1	12,1	13,0	13,7
Impôts	5,5	5,8	6,2	6,9	7,6
Douanes	4,7	5,3	5,9	6,1	6,2
Recettes non fiscales	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Dons	0,7	2,8	3,7	2,1	1,0
Courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En capital	0,7	2,8	3,7	2,1	1,0
Dépenses totales	14,3	20,5	22,7	24,0	23,5
Dépenses courantes	9,0	11,4	10,5	10,4	10,5
Dépenses budgétaires	9,6	9,5	9,7	9,8	9,8
Dépenses de personnels	5,1	5,5	5,4	5,6	5,6
dont: soldes	4,8	5,1	5,1	5,2	5,2
dont: indemnités	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
Fonctionnement hors Intérêts	3,9	3,3	3,3	3,3	3,4
Biens et services	0,6	0,8	0,8	0,9	0,9
Subventions et transferts	3,3	2,4	2,6	2,5	2,5
Intérêts dus sur	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9
dette extérieure	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5
dette intérieure	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Autres opérations nettes du Trésor	-0,6	1,9	0,8	0,7	0,7
dont: remboursement TVA	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5
Autres	-1,0	1,6	0,2	0,2	0,2
Dépenses en capital	5,3	9,1	12,2	13,6	13,0
Financement interne	2,6	2,5	3,8	3,6	4,0
Financement externe	2,7	6,6	8,4	9,9	9,0
Emprunts extérieurs	2,0	3,8	4,7	7,8	8,0
Subventions extérieures	0,7	2,8	3,7	2,1	1,0
Déficit base des engagements	-2,8	-6,0	-6,0	-8,2	-8,0
Variations des arriérés intérieurs	-0,4	0,0	-0,8	0,0	0,0
Déficit global, base caisse	-3,2	-6,0	-6,9	-8,2	-8,0
Solde primaire, base caisse	-0,1	-1,4	-0,4	0,6	0,9
Financement	3,2	6,0	6,9	7,2	6,7
Extérieur (net)	2,3	3,5	5,4	6,8	6,7
Tirages	3,0	4,2	6,4	7,8	8,0
dont: prêts projets	2,0	3,8	4,7	7,8	8,0
dont: prêts programmes	1,0	0,3	1,7	0,0	0,0
Amortissement	-0,7	-0,7	-1,0	-1,1	-1,3
Intérieur (net)	0,8	2,5	1,5	0,4	0,1
Système bancaire	0,4	2,7	1,4	0,3	0,0
dont: banque centrale	0,0	2,4	1,3	0,3	-0,1
dont: FMI / FEC	1,0	0,6	0,3	0,3	-0,1
dont: allocation DTS	0,0	1,3	0,4	0,0	0,0
Effets de la variation de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système non bancaire	-0,2	-0,2	0,1	0,1	0,0
Dépôts des correspondants du Trésor	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Gap ou écart de financement	0,0	0,0	0,0	-1,0	-1,3

**Tableau 5: Balance des paiements 2021-2025**

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En millions de DTS)</i>					
Transactions courantes	-495,9	-720,5	-797,7	-845,1	-875,0
Biens et services	-1 011,0	-1 066,1	-976,1	-995,7	-1 004,4
Balance commerciale	-679,0	-574,7	-498,6	-501,5	-590,8
Exportations FOB	1 904,0	2 757,3	2 963,4	3 122,3	3 387,9
Importations FOB	-2 583,0	-3 332,0	-3 461,9	-3 623,8	-3 978,8
Services nets	-332,0	-491,5	-477,6	-494,2	-413,6
Recettes	449,1	759,7	955,0	1 092,7	1 246,4
Paiements	-781,2	-1 251,2	-1 432,6	-1 586,9	-1 659,9
Revenus des investissements	-182,5	-268,4	-367,5	-404,3	-431,0
Recettes	30,1	32,6	35,5	40,8	47,0
Paiements	-212,6	-301,0	-403,0	-445,2	-477,9
<i>dont: intérêts de la dette publique</i>	-22,4	-35,4	-55,6	-72,0	-75,9
Transferts courants	697,6	614,1	546,0	555,0	560,3
Administrations publiques	22,4	24,8	26,5	26,3	28,1
<i>dont: aide budgétaire</i>	0,2	0,5	0,1	0,0	0,0
Autres secteurs	675,2	589,3	519,5	528,6	532,2
Opérations en capital et financiers	660,9	635,3	819,4	739,5	943,9
Opérations en capital	56,2	321,8	474,8	293,1	156,9
Administration publique	56,2	321,8	474,8	293,1	156,9
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Opérations financières	604,7	313,5	344,6	446,4	787,0
Investissement direct (net)	171,2	201,0	217,6	291,0	440,3
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	433,5	112,5	127,1	155,4	346,7
Gouvernement	238,9	402,1	696,3	940,4	1 011,7
Tirages	306,3	482,7	823,6	1 088,7	1 214,6
PIP	206,0	446,5	606,3	1 088,7	1 214,6
Aide budgétaire	100,2	36,2	217,3	0,0	0,0
Amortissement	-67,3	-80,5	-127,2	-148,3	-202,8
Autres secteurs	247,5	-91,8	-133,1	-104,9	-95,8
Banques (net)	-7,5	-21,2	0,0	0,0	0,0
Autres (net)	-45,4	-176,5	-436,2	-680,1	-569,3
Erreurs et omissions	14,5	-45,7	0,0	0,0	0,0
Balance globale	179,5	-130,9	21,7	-105,6	68,8
Financement	-179,5	130,9	-21,7	105,6	-68,8
Avoirs extérieurs nets (augmentation -)	-194,9	127,9	-21,7	-30,5	-261,4
F.M.I. (net)	96,9	60,6	3,7	-4,4	-65,4
Autres avoirs, nets (augmentation -)	-291,8	67,3	-25,5	-26,2	-196,0
Variation nette des arrières (excl. BCM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement et annulation de la dette	15,4	3,0	0,0	0,0	0,0
Financement à trouver	0,0	0,0	0,0	136,1	192,6
Pour mémoire					
<i>(En millions de DTS)</i>					
Avoirs Extérieurs Nets	666,5	559,0	841,2	867,4	1 177,8
Avoirs Extérieurs Bruts	1 629,6	1 562,3	1 587,7	1 613,9	1 809,9
Engagements Extérieurs à CT et LT	963,1	1 003,3	746,5	746,5	632,1

**Tableau 6: Balance des paiements 2021-2025**

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Transactions courantes	-4,8	-6,2	-6,2	-6,1	-5,8
Biens et services	-9,8	-9,2	-7,6	-7,2	-6,6
Balance commerciale	-6,6	-5,0	-3,9	-3,6	-3,9
Exportations FOB	18,5	23,8	23,0	22,5	22,3
Importations FOB	-25,1	-28,7	-26,8	-26,1	-26,2
Services nets	-3,2	-4,2	-3,7	-3,6	-2,7
Recettes	4,4	6,5	7,4	7,9	8,2
Paiements	-7,6	-10,8	-11,1	-11,4	-10,9
Revenus des investissements	-1,8	-2,3	-2,9	-2,9	-2,8
Recettes	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Paiements	-2,1	-2,6	-3,1	-3,2	-3,1
<i>dont: intérêts de la dette publique</i>	-0,2	-0,3	-0,4	-0,5	-0,5
Transferts courants	6,8	5,3	4,2	4,0	3,7
Administrations publiques	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>dont: aide budgétaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	6,6	5,1	4,0	3,8	3,5
Opérations en capital et financiers	6,4	5,5	6,4	5,3	6,2
Opérations en capital	0,5	2,8	3,7	2,1	1,0
Administration publique	0,5	2,8	3,7	2,1	1,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Opérations financières	5,9	2,7	2,7	3,2	5,2
Investissement direct (net)	1,7	1,7	1,7	2,1	2,9
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	4,2	1,0	1,0	1,1	2,3
Gouvernement	2,3	3,5	5,4	6,8	6,7
Tirages	3,0	4,2	6,4	7,8	8,0
PIP	2,0	3,8	4,7	7,8	8,0
Aide budgétaire	1,0	0,3	1,7	0,0	0,0
Amortissement	-0,7	-0,7	-1,0	-1,1	-1,3
Autres secteurs	2,4	-0,8	-1,0	-0,8	-0,6
Banques (net)	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0
Autres (net)	-0,4	-1,5	-3,4	-4,9	-3,8
Erreurs et omissions	0,1	-0,4	0,0	0,0	0,0
Balance globale	1,7	-1,1	0,2	-0,8	0,5
Financement	-1,7	1,1	-0,2	0,8	-0,5
Avoirs extérieurs nets (augmentation -)	-1,9	1,1	-0,2	-0,2	-1,7
F.M.I. (net)	0,9	0,5	0,0	0,0	-0,4
Autres avoirs, nets (augmentation -)	-2,8	0,6	-0,2	-0,2	-1,3
Variation nette des arrières (excl. BCM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement et annulation de la dette	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement à trouver	0,0	0,0	0,0	1,0	1,3

**Tableau 7: Situation monétaire 2021-2025**

	2021 Déc.	2022 Déc.	2023 Déc.	2024 Déc.	2025 Déc.
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
Circulation fiduciaire	4 117,1	4 405,0	4 708,2	5 097,7	5 780,5
Dépôts totaux (y. c. DAT, dép. d'épar. et oblig.)	11 801,9	14 647,9	17 088,0	19 528,9	22 978,1
Agrégat (M3) = Contreparties	15 919,1	19 052,9	21 796,2	24 626,6	28 758,6
Avoirs extérieurs nets	5 018,1	5 902,7	6 674,7	7 015,9	8 815,3
Banque centrale	3 690,8	4 040,3	4 777,9	5 075,4	6 831,4
Banque de dépôts	1 327,3	1 862,4	1 896,8	1 940,5	1 984,0
Avoirs intérieurs nets	10 900,9	13 150,2	15 121,5	17 610,7	19 943,3
Crédit intérieur net	12 411,3	14 866,2	16 775,5	19 180,7	21 537,9
Créances nettes sur l'Etat	3 072,2	4 152,9	4 245,1	4 524,5	4 555,5
CNE du S.B.	2 838,1	3 731,6	3 823,8	4 103,2	4 134,2
Banque centrale	1 271,1	2 007,6	2 044,3	2 265,0	2 179,8
Banques	1 566,9	1 724,0	1 779,5	1 838,2	1 954,4
Autres créances nettes	234,2	421,3	421,3	421,3	421,3
Crédits à l'économie	9 339,1	10 713,3	12 530,4	14 656,2	16 982,4
Banque centrale	28,4	30,4	31,4	32,4	33,4
Trésor	180,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques	9 130,7	10 682,9	12 499,0	14 623,9	16 949,0
Autres postes nets	-1 510,4	-1 716,0	-1 654,0	-1 570,0	-1 594,6
Pour mémoire					
Vitesse de circulation de la monnaie	3,5	3,3	3,3	3,2	3,1
Taux de change (DTS/Ariary, fin de période)	5 537,7	5 454,8	5 596,9	5 851,3	6 015,8
<i>(En millions de DTS)</i>					
Avoirs Extérieurs Nets	906,2	819,9	1 137,0	1 199,0	1 473,5
Banque Centrale	666,5	559,0	841,2	867,4	1 177,8
Banques de dépôts	239,7	260,9	295,8	331,6	295,8

# ANNEXE 2

DOCUMENT  
DE  
PERFORMANCE

## DOCUMENT DE PERFORMANCE

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>01-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>010-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>001-Administration Et Coordination</b>					
<b>OG 001-1: ASSURER LE FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DES SERVICES DE LA PRÉSIDENCE</b>					
<b>OS 001-1-1: ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DES ACTIVITÉS ET PROJETS RELEVANT DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE</b>					
<b>Coordination de suivi des Projets présidentiels assurée</b>					
Pourcentage des projets identifiés incorporés dans le plan de suivi consolidé des projets de la DGPP(Priorisation, compilation, synchronisation)	%	100	100	100	100
Taux de réalisations des moyens nécessaires	%	100	100	100	100
<b>Hautes personnalités, infrastructures et patrimoines de la Présidence de la République sécurisés</b>					
Niveau de sécurisation des Palais présidentiels , des autres infrastructures et patrimoines de la Présidence de la République	%	100	100	100	100
<b>LE BUDGET ALLOUÉ À LA PRÉSIDENCE EST UTILISÉ À BON ESCIENT</b>					
TAUX D'ENGAGEMENT DES DÉPENSES	%	98	98	98	98
<b>Les distinctions honorifiques , toutes les grades confondus sont décernées aux bénéficiaires</b>					
Nombre de distinctions honorifiques décernées	Nombre	30000	30000	30000	40000
<b>Les dossiers de demande de distinctions honorifiques et de proposition de liste de bénéficiaires à soumettre à l'approbation du Président de la République sont instruits</b>					
Nombre des dossiers instruits	Nombre	35736	35800	35800	45000
<b>OS 001-1-4: COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES DE LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DES RÉFORMES Y AFFÉRENTES</b>					
<b>LA CONTRIBUTION À LA SÉCURISATION DU TERRITOIRE NATIONAL EST APPORTÉE</b>					
Nombre des atteintes à la sécurité nationale déjouées	Nombre	2	2	2	2
<b>OS 001-1-C: Assurer effectivement la sécurité du Président de la République et de sa famille à tout moment</b>					
<b>Sécurité du Président de la République et de sa famille assurée effectivement à tout moment</b>					
Taux de sécurisation du Président de la République et de sa famille	%	100	100	100	100
<b>138-Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit</b>					
<b>OG 138-1: RENFORCER L'AUTORITÉ DE L'ETAT, LA BONNE GOUVERNANCE ET L'ETAT DE DROIT</b>					
<b>OS 138-1-1: RENFORCER LES SYSTÈMES JUDICIAIRE, ANTI-CORRUPTION, ANTI-BLANCHIMENT ET ANTI-FINANCEMENT DU TERRORISME</b>					
<b>Disposer une culture de performance au sein de son administration et renforcer les actions de contrôle et de suivi évaluation</b>					
Nombre de missions	Nombre	0	40	45	48
Nombre de PV de réception	Nombre	0	20	22	24
Nombre de rapport d'activités	Nombre	0	4	4	4
<b>Les Concours Administratifs sont suivis par le BIANCO</b>					
Nombre de Concours Administratifs suivis par le BIANCO	Nombre	0	8	8	8
<b>Recueillir tous les renseignements et prendre communication de tout dossier ou document utile à l'accomplissement de sa mission auprès des services ou entités requis</b>					
Nombre de document effectué	Nombre	0	30	40	50
<b>100% des crédits alloués au BIANCO sont versés dans le compte de dépôt au Trésor</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	0	100	100	100
<b>Acquisition de véhicules d'inspections ou missions</b>					
Nombre de véhicules acquis	Nombre	0	7	4	3
<b>Assurer avec les services compétents le recouvrement des gaps décelés</b>					
Nombre des services décelés	-	0	15	20	25
<b>Assurer l'interopérabilité et l'exploitation des données de tous les services de l'Etat concerné par la lutte contre les fraudes</b>					
Nombre des donnes exploités	Nombre	0	20	30	40
<b>Coordination des activités de l'ANAF assurée et améliorée</b>					
Nombre de réunions de STAFF	Nombre	0	48	48	48
<b>Des dénonciations ou interpellations sont reçues, émanant des OSCs</b>					
Nombre de dénonciation ou d'interpellation reçues, émanant des OSCs	Nombre	0	70	100	150
<b>Des OSCs sont actifs dans la LCC</b>					
Nombre des OSCs actifs dans la LCC	Nombre	0	100	50	40
<b>LE SYSTÈME JUDICIAIRE EST RENFORCÉ</b>					
NOMBRE DE DOLEANCES REÇUES PAR LE CSM (INDICATEUR DE RÉSULTAT TRADUISANT DES GAINS EN RÉDUCTION)	Nombre	29	29	25	22
<b>Les Cellules Anti-Corruption (CAC) sont mises en place</b>					
Nombre de Cellules Anti-Corruption (CAC) mises en place	Nombre	0	200	150	100
<b>Les Départements Ministériels ont établi leur Politique sectorielle en matière de LCC</b>					
Nombre de Département Ministériel ayant établi leur Politique sectorielle en matière de LCC	Nombre	0	15	5	2
<b>Les dossier de corruption dénoncés sont traités et transmis par le BIANCO auprès des juridictions.</b>					
Nombre de dossier de corruption dénoncés et transmis par le BIANCO aux juridictions	Nombre	0	350	400	450
<b>Les mesures de renforcement de l'efficacité du SAMIFIN sont mises en œuvre</b>					
Taux de variation de l'enjeu financier des DOS traitées et transmises aux autorités compétentes.	%	0	100	100	100
<b>Les Missions du Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité sont assurées d'une manière effective au bénéfice de la Promotion de la Bonne Gouvernance et la Lutte contre la Corruption</b>					
Nombre de Piliers d'intégrité actifs dans la promotion de la Gouvernance et de la Lutte Contre la Corruption	Nombre	3	6	9	12
Taux de conformité à la convention des Nations Unies contre la corruption et à celle de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption	%	53	65	70	75
Taux de crédit inscrit dans la LF, allouée au organne de LCC	%	0,3	0,35	0,4	0,45
<b>Mener des investigations sur des faits rentrant dans le cadre de la mission de l'ANAF</b>					
Nombre des investigations faites	Nombre	0	30	40	47
<b>Recouvrement des Avoirs Illicites saisis et confisqués au profit de l'Etat</b>					
Taux d'avoirs illicites recouverts	%	25	40	75	100
Taux d'équipement et d'opérationnalisation de l'Agence	%	11	41	100	0
<b>OS 138-1-2: AMELIORER LES ACTIVITES MILITAIRES DANS LES ZONES DE DEFENSE ET SECURITE (ZDS)</b>					
<b>Instauration de l'Etat de droit , paix durable dans tout le pays, baisse du taux d'insécurité sur toute l'étendue du territoire</b>					
Nombre de rapports de missions	Nombre	84	14	20	24
<b>OS 138-1-4: RENFORCER LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE EN MATIERE DE DROIT DE L'HOMME</b>					
<b>Dossier de doléance des usagers traités</b>					
Nombre de dossier de doléance traité	Nombre	0	450	600	750
<b>Délégation provincial et régional institué</b>					
Nombre de délégations provinciale et régionale instituées	Nombre	1	5	5	5

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 138-1-5 : AMELIORER LA QUALITE DE SERVICE RENDU AUX USAGERS</b>					
<b>Les réformes initiées auprès du Ministère de l'Economie et des Finances (DGI, DGD), Ministère de l'Education Nationale (MEN), Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), Ministère auprès de la Présidence en charge des Mines et des Pétroles (MPMP), les Organes de Contrôle des Finances Publiques (OCFP) sont effectives</b>					
Taux des Ministères dotés de système de suivi	%	0	20	30	50
Taux des réformes réalisés/ prévus	%	0	20	40	60
<b>Lettre de politique sur l'e-gouvernance disponible</b>					
Taux d'engagement des crédits ouverts	%	0	80	90	95
<b>La gestion axée sur les résultats est appropriée par les agents de l'Etat</b>					
Nombre de réunions du Comité d'Orientation Stratégique (COS) effectuées	Nombre	0	2	2	2
<b>OS 138-1-6 : RENFORCER LES CAPACITES OPERATIONNELLES DES MILITAIRES</b>					
<b>Harmonisation de l'Administration militaire: militaires respectueux de la discipline, et crédibles vis-à-vis de la population et le pouvoir en place</b>					
Nombre de pv établis (MP, dossiers traités,taux de dérivés en baisse...)	Nombre	25	50	60	70
<b>OS 138-1-7 : AMELIORER LA FONCTION DE COORDINATION ET DE CONTRÔLE DE LA GESTION DES RESSOURCES PUBLIQUES</b>					
<b>LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES A POSTERIORI DE LA GESTION DES FINANCES ET DES RESSOURCES PUBLIQUES, DU PATRIMOINE PUBLIC ET DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION SONT AMÉLIORÉES</b>					
Pourcentage de rapports de vérification ayant fait l'objet de suivi des recommandations	%	50	50	60	80
<b>Le système commun est fonctionnel, constamment amélioré et maîtrisé par les agents de l'Etat</b>					
Nombre de systèmes d'informations concernant les finances publiques, les ressources et patrimoines publics auxquelles l'IGE peut se connecter	%	5	5	5	5
<b>LES CONTRÔLES DES ACTIVITÉS DES GRANDES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE (GN) ET LUTTER CONTRE LA FRAUDE ET LES TRAFICS ILLICITES DE TOUT GENRE SONT INTENSIFIES</b>					
NOMBRE D'INSPECTION EFFECTUÉE	Nombre	22	22	-	-
<b>OS 138-1-C : LE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF, FINANCIER ET LES MATERIELS TECHNIQUES DES UNITES MILITAIRES SONT CONTROLES ET SUIVIS</b>					
<b>Baisse du taux de corruption, amélioration des conditions de vie de la population, harmonisation du système économique nationale</b>					
Nombre de formations militaires visitées (descente des unités et contacts des autorités locaux...)	Nombre	0	11	14	20
<b>620-Appui au développement social et économique</b>					
<b>OG 620-1: CONTRIBUTION À UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE</b>					
<b>OS 620-1-2 : PRESERVER LA PAIX SOCIALE ET PROTECTION SOCIALE</b>					
<b>Les capacités technologiques et industrielles relatives à la défense et la sécurité nationale développées</b>					
Taux d'insécurité au niveau national réduit	%	75	75	80	80
<b>Participation des populations défavorisées à la vie sociale et au progrès collectif</b>					
Taux de populations bénéficiaires	%	25	50	75	80
<b>SPDSN opérationnel</b>					
Taux de réalisations des objectifs liés à la gestion administrative et financière.	%	75	75	80	80
Taux d'insécurité par zone et par secteur d'intervention réduit	%	75	75	80	80
<b>OS 620-1-3 : PILOTAGE DE LA REFORME RELATIVE A LA R.S.S</b>					
<b>Documents de politique de défense et de stratégie de sécurité nationale élaboré</b>					
Nombre de documents cadres relatifs au renforcement de sécurité national validés	Nombre	4	4	4	4
<b>OS 620-1-7 : CONCEVOIR ET METTRE EN OEUVRE , EN CONCERTATION AVEC LE GOUVERNEMENT ET LE SECTEUR PRIVE.LA STRATEGIE NATIONALE EN MATIERE D'ACCROISSEMENT DES INVESTISSEMENTS PRIVES NATIONAUX ET ETRANGERS AFIN D'ACCELERER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MADAGASCAR</b>					
<b>Augmentation du nombre de foire, atelier, séminaire et road show</b>					
Nombre de foire réalisée	Nombre	1523	1827	2010	2211
<b>Participation effective en vue de l'amélioration des climats des affaires et redynamisation des groupes de travail réformes .</b>					
Nombre de PPP établis- reformes effectués	Nombre	3	5	7	9
<b>OG 620-2 : RENFORCER LA PREVENTION DES EPIDEMIES ET DES MALADIES</b>					
<b>OS 620-2-1 : AMELIORER L'ORGANISATION DE LA GESTION DU SYSTÈME DE SANTE</b>					
<b>Réduction d'au moins 75% du nombre de nouvelle infection au VIH dans les populations clés les plus exposées aux risques, chez les jeunes de 10 à 24 ans et la population générale d'ici fin 2025.</b>					
Pourcentage de résultat de test VIH positif parmi le total des tests de dépistage du VIH effectué au cours de la période de rapportage	%	0	1	1	2
<b>OS 620-2-2 : REDUIRE LE TAUX DE MORBIDITE ET MORTALITE MATERNELLE, INFANTILE ET JUVENILE</b>					
<b>Réduction d'au moins 5% de la proportion des nourrissons infectés par le VIH nés de mères séropositives au VIH et celles des nourrissons atteints de la Syphilis congénitale d'ici fin 2025.</b>					
Pourcentage de femme enceinte connaissant leur statut sérologique VIH	%	0	30	33	34
Pourcentage de femme enceinte séropositive au VIH ayant reçu une TARV durant leur grossesse et/ou le travail et l'accouchement	%	0	22	23	23
<b>Réduction du taux de mortalité due au Sida de 4,4 décès pour 100.000 habitants à 1,5 décès en 2025.</b>					
Pourcentage de personne sous TARV parmi toutes les personnes vivant avec le VIH à la fin de la période de rapportage	%	0	23	25	27
Pourcentage de personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral qui ont commencé la thérapie préventive de la tuberculose parmi celles éligibles durant la période de rapportage	%	0	40	45	-
Promptitude des rapports des établissements de santé : Pourcentage de rapports mensuels remis par les établissements (pour la période d'établissement de rapport) reçus dans les délais, conformément aux directives nationales	%	0	92	95	97

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>02-SENAT</b>					
<b>020-SENAT</b>					
<b>002-Administration Et Coordination</b>					
<b>OG 002-1 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE AU NIVEAU DE L'ADMINISTRATION DU SENAT</b>					
<b>OS 002-1-1 : ASSURER LA BONNE GESTION DES MOYENS MATÉRIELS, FINANCIERS ET HUMAINS BONNE COORDINATION DES ACTIVITÉS DU SENAT</b>					
<b>AGENTS EFFICACES, COMPÉTENTS ET MOTIVÉS</b>					
DURÉE MOYENNE DU TRAITEMENT DES DOSSIERS	Jour	28	28	28	28
<b>ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DÉCENT</b>					
NOMBRE DE LOCAUX RÉPONDANT AUX NORMES	Nombre	40	40	40	40
<b>OS 002-1-2 : ASSURER UNE BONNE COORDINATION DES ACTIVITÉS DU SENAT</b>					
<b>GESTION TRANSPARENTE ET EFFICIENTE DES ACTIVITÉS DU SENAT</b>					
NOMBRE DE RAPPORTS ET COMPTE RENDU	Nombre	15	15	15	15
<b>OG 002-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 002-2-1 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Gestion transparente et efficiente des activités du Sénat</b>					
Délai moyen de traitement de dossiers	Nombre	28	28	28	28
<b>119-Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat</b>					
<b>OG 119-1 : PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE DU SÉNAT</b>					
<b>OS 119-1-1 : RENFORCER LES RÔLES : LÉGISLATIF, DU CONSEIL AU GOUVERNEMENT ET DU CONTRÔLE SUR L'EXÉCUTIF DU SÉNAT ET ÉVALUATION</b>					
<b>POUVOIR LÉGISLATIF OPÉRATIONNEL ET EFFICACE</b>					
TAUX D'ASSIDUITÉ DES SÉNATEURS AUX TRAVAUX PARLEMENTAIRES	%	95	95	95	95
<b>OS 119-1-2 : RENFORCER LA CULTURE DE REDEVABILITÉ, DE TRANSPARENCE ET LE RÔLE DES SÉNATEURS DANS LE PROCESSUS DE LA DÉCENTRALISATION</b>					
<b>SÉNATEURS REDEVABLES ET RESPONSABLES</b>					
POURCENTAGE DE COMPTE-RENDU PÉRIODIQUE POUR CHAQUE MISSION DES SÉNATEURS	%	95	95	95	95
<b>OS 119-1-3 : RENFORCER LA STABILITÉ INSTITUTIONNELLE</b>					
<b>APAISEMENT POLITIQUE</b>					
DIMINUTION DE TAUX DES MANIFESTATIONS	%	10	10	10	10
<b>OG 119-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 119-2-1 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Délai moyen de traitement de dossiers</b>					
Délai moyen de traitement de dossiers	Nombre	28	28	28	28
Garantir l'exercice du pouvoir du Sénat	Nombre	28	28	28	28
<b>OS 119-2-2 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux</b>					
<b>Garantir l'exercice du pouvoir du Sénat</b>					
Délai moyen de traitement de dossiers	Nombre	28	28	28	28

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>03-ASSEMBLEE NATIONALE</b>					
<b>030-ASSEMBLEE NATIONALE</b>					
<b>003-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 003-1 : RENDRE L'ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE PLUS PERFORMANTE ENVUE D'ACCROITRE SON EFFICACITE</b>					
<b>OS 003-1-1 : RENFORCER L'ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE EN VUE D'ACCROITRE SON EFFICACITÉ</b>					
<b>Administration parlementaire efficace renforcée</b>					
Délai de traitement des dossiers	Nombre de jours	10	10	10	10
<b>101-Gouvernance Responsable</b>					
<b>OG 101-1 : RENFORCER L'ETAT DE DROIT ET AFFIRMER LA DÉMOCRATIE AU NIVEAU INTERNATIONAL</b>					
<b>OS 101-1-1 : RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LES ÉLUS ET LES CITOYENS</b>					
<b>Relations entre les élus et les citoyens renforcées</b>					
Nombre de contrôles parlementaires	Nombre	48	48	48	48
Nombre de tournées parlementaires	Nombre	3688	3688	3688	3688
<b>OS 101-1-2 : SOUTENIR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PARLEMENTAIRES ET ASSURER LE PAIEMENT DES SALAIRES ET AVANTAGES DES DÉPUTÉS</b>					
<b>Capacités des parlementaires renforcées, et paiement des salaires et avantages des Députés assuré</b>					
Nombre de lois votées	Nombre	34	25	25	25
Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
<b>OS 101-1-3 : PARTICIPER À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES</b>					
<b>Relations internationales raffermiss</b>					
Nombres de participations à des réunions internationales	Nombre	15	30	30	30

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>04-HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
<b>040-HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
<b>004-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 004-2 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 004-2-1 : Intensifier les actions relatives à l'amélioration des conditions fondamentales des travailleurs</b>					
<b>*Capacités techniques et opérationnelles des agents améliorées *</b>					
Taux de réalisation des activités de formation	Taux (%)	80	90	100	100
<b>Agents en situation régulière</b>					
Taux de dossiers du personnel traités	Taux (%)	100	100	100	100
<b>OG 004-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 004-3-1 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>*Efficacité de l'organe de commande publique *</b>					
Taux de réalisation des marchés publics	Taux (%)	99	98	98	98
<b>*Entretien du patrimoine de la HCC assurée *</b>					
Taux de réalisation des entretiens et maintenance	Taux (%)	80	80	80	80
<b>*Utilisation des ressources financières optimisée *</b>					
Taux d'exécution du budget	Taux (%)	98	98	98	98
<b>OS 004-3-2 : Renforcer le contrôle budgétaire et financier</b>					
<b>*Système de contrôle et de suivi évaluation rigoureux et efficace *</b>					
*Nombre de Directions ayant fait leurs rapports d'activités *	Taux (%)	8	8	8	8
Nombre de contrôles effectués	Nombre	2	2	2	2
<b>OS 004-3-3 : Doter des équipements et infrastructures adéquats pour la défense du territoire</b>					
<b>*Sécurité assurée, sérénité de la Cour *</b>					
Nombre de dispositifs de sécurité mis en place	Nombre	15	20	20	20
Pourcentage des agents de sécurité ayant suivi de formation	Taux (%)	50	50	50	50
Taux de satisfaction des besoins en matériels et en infrastructures de sécurité	Taux (%)	80	80	80	80
<b>OS 004-3-5 : Mettre en place des Institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux</b>					
<b>*Effectivité de l'autonomie de l'Institution *</b>					
Nombre de délibérations à caractère administratif et financier adoptées	Nombre	5	5	5	5
<b>*Visibilité et présence effective de l'Institution *</b>					
Nombre de correspondances et communiqués officiels	Nombre	10	10	10	10
Nombre de déplacements, représentations et visites	Nombre	10	15	15	15
<b>Capacités électorales de la HCC améliorées ou renforcées</b>					
Nombre d'acteurs du processus électoral formés	Nombre	-	30	30	30
Nombre d'applications informatiques de gestion du contentieux et de traitement des résultats développées	Nombre	-	1	2	1
Nombre de réunions avec les autres Institutions impliquées dans le processus électoral	Nombre	-	2	2	2
Nombre de sessions d'évaluation du processus électoral	Nombre	-	-	2	1
Nombre de sessions, d'ateliers ou séminaires d'appropriation des cadres légaux et réglementaires des élections organisés	Nombre	-	1	1	1
Nombre de voyages d'études ou d'échanges d'expériences en matière électorale avec les Cours étrangères organisés	Nombre	-	2	1	3
Taux de satisfaction en matériels et équipements électoraux	Taux (%)	-	90	70	50
<b>Citoyens mieux informés : citoyens responsables et participatifs à la vie socio-politique et économique</b>					
Nombre de Régions bénéficiant des séances de sensibilisation et d'information	Nombre	-	23	23	-
Nombre de manuels de procédure sur le contentieux électoral conçus	Nombre	-	1000	1000	1000
<b>Régularité et sincérité du scrutin assurée</b>					
Nombre de sessions, d'ateliers ou séminaires d'appropriation des cadres légaux et réglementaires des élections organisés	Nombre	-	1	2	1
<b>Système informatique sécurisé et efficace</b>					
Nombre de techniciens et d'utilisateurs informatiques formés	Nombre	-	5	5	5
Système informatique intègre	Logique	-	OUI	OUI	OUI
<b>OS 004-3-6 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation,...)</b>					
<b>*Gestion des ressources automatisée, bonne gouvernance assurée *</b>					
Nombre d'applications informatiques de gestion développées	Nombre	3	3	3	3
<b>OG 004-4 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge</b>					
<b>OS 004-4-1 : Assurer la santé et le bien-être social de jeunes et adultes</b>					
<b>*Personnel en bonne santé et dynamique *</b>					
Nombre d'activités physiques et sportives organisées	Nombre	24	12	24	24
Nombre de visites et consultations médicales	Nombre	30	30	30	30
<b>102-Gouvernance responsable</b>					
<b>OG 102-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 102-2-1 : Mettre en place des Institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux</b>					
<b>*Citoyens mieux informés : citoyens responsables et participatifs à la vie socio-politique et économique *</b>					
Nombre de consultation et de prêts enregistrés	Nombre	70	80	90	90
Nombre de portes ouvertes organisées	Nombre	23	23	23	-
Nombre de visiteurs du site web	Nombre	100000	110000	120000	120000
<b>*Transparence des actions de l'Institution en matière électorale *</b>					
Nombre de Régions bénéficiant des séances de sensibilisation et d'information	Nombre	23	23	23	-
<b>Professionalisme des Juges, des cadres et du personnel du Greffe</b>					
Nombre de formations, de voyages d'étude et/ou d'échanges d'expériences tant à l'intérieur qu'à l'extérieur	Nombre	2	3	3	3
Nombre de participations aux réunions statutaires des Cours ou Conseils constitutionnels étrangers	Nombre	2	3	3	2
<b>OS 102-2-2 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice</b>					
<b>*Respect de la Constitution garanti *</b>					
Nombre d'audiences	Nombre	15	25	25	25
Nombre de décisions prises, d'arrêts rendus et d'avis émis	Nombre	20	25	25	25

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>05-PRIMATURE</b>					
<b>050-PRIMATURE</b>					
<b>005-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 005-1 : ASSURER LES CONDITIONS FAVORABLES AU BON FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA PRIMATURE</b>					
<b>OS 005-1-1 : ASSURER UNE GESTION EFFICACE DES RESSOURCES</b>					
<b>ADMINISTRATION DE LA PRIMATURE PERFORMANT</b>					
Administration performant (Oui-Non)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>OS 005-1-2 : ASSURER LA SÉCURITÉ DU PREMIER MINISTRE, ET DU DOMAINE DE MAHAZOARIVO EN TANT QUE PALAIS D'ETAT (DS)</b>					
<b>DOMAINE DE MAHAZOARIVO EN TANT QUE PALAIS D'ETAT (DS) SÉCURISÉE</b>					
DOMAINE DE MAHAZOARIVO EN TANT QUE PALAIS D'ETAT (DS) SÉCURISÉE(OUI-NON)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>SÉCURITÉ DU PREMIER MINISTRE ASSURÉE</b>					
Intégrité physique et morale du PM assurées(oui-non)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>OS 005-1-3 : AMÉLIORER LES STRATÉGIES DE COMMUNICATION ET LA TÉLÉCOMMUNICATION AU SEIN DE LA PRIMATURE</b>					
<b>DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS RÉDUIT, ÉCONOMIE DE COÛT ET D'ÉNERGIE</b>					
Doléances réduites (gain en réduction)	Nombre	-	4	3	2
<b>L'IMAGE DU PREMIER MINISTRE PROTÉGÉE</b>					
Taux de critiques à l'encontre du Premier Ministre par rapport aux articles de presses axées sur la vie de la Nation	%	7	7	10	10
<b>139-Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales</b>					
<b>OG 139-1 : HARMONISER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS RELATIVES À LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ETAT DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS</b>					
<b>OS 139-1-1 : ASSURER LE PROCESSUS D'ÉLABORATION DES TEXTES ET LA DÉFENSE DE L'INTERÊT DE L'ETAT</b>					
<b>TEXTES EN VIGUEUR ET INTERÊT DE L'ETAT PROTÉGÉ</b>					
Textes en vigueur et intérêt de l'Etat protégé (OUI-NON)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>OS 139-1-2 : HARMONISER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA SECURITÉ ET DE LA DÉFENSE NATIONALE</b>					
<b>PLANS STRATEGIQUES EN MATIÈRE DE SECURITÉ ET DÉFENSE ÉLABORÉS ET OPÉRATIONNELS</b>					
Nombre de documents de stratégie nationale de sécurité élaboré et validé	Nombre	2	2	2	2
<b>OS 139-1-3 : COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE LUTTE CONTRE TOUTES FORMES DE TRAFICS ILLICITES</b>					
<b>LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE TOUTES FORMES DE TRAFICS ILLICITES SONT EFFECTIVES</b>					
Actions de lutte contre toutes formes de trafics illicites effectives (OUI-NON)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>OS 139-1-4 : PILOTAGE DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT</b>					
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE EFFICIENTE ET EFFICACE</b>					
Indice de performance	-	1	1	1	1
<b>OG 139-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 139-3-1 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Gestion des finances publiques améliorées</b>					
Réduction des doléances	Logique (0:NON/1:OUI)	oui	OUI	OUI	OUI
<b>OS 139-3-2 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation, ...)</b>					
<b>Administration publique plus accessible, efficace, efficiente et modernisée</b>					
Réduction des doléances, actes de l'administration accessibles et plus sécurisés, système de suivi électronique des actes de l'administration	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>Nombre d'archives numérisées</b>					
Numérisation des archives royales: 3600/an	Nombre	3600	3600	3600	3600
<b>Nombre de copie d'actes délivrés</b>					
Textes en vigueur trouvés, numérisés, archivés et publiés	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>Nombre de documents restaurés</b>					
Procéder à la mise en page et reliure	Nombre	400	400	200	200
<b>Nombre de références d'ouvrages insérés dans la base de données</b>					
"1 exposition, 4 conférences débats, 5 visites d'archives, 2 formations en archivistique, 2 émissions radiophoniques et télévisées, 2 activités de vacances "	%	100	100	100	100
Assurer la recherche, la saisie et la délivrance des copies d'actes: 800/an	Nombre	800	800	800	800
Mettre à jour les ouvrages inventoriés sur le site intranet: 1000/an	Référence	1000	1000	1000	1000
Procéder à la mise en page et reliure	Nombre	400	400	200	200
Procéder aux inventaires, tris et classement des archives 1/an	Nombre	1	1	1	1
Réduction des doléances, actes de l'administration accessibles et plus sécurisés, système de suivi électronique des actes de l'administration	Logique (0:NON/1:OUI)	oui	OUI	OUI	OUI
<b>Nombre d'inventaires manuels d'archives effectués</b>					
Procéder aux inventaires, tris et classement des archives 1/an	Nombre	1	1	1	1
<b>Travail de vulgarisation des archives</b>					
"1 exposition, 4 conférences débats, 5 visites d'archives, 2 formations en archivistique, 2 émissions radiophoniques et télévisées, 2 activités de vacances "	%	100	100	100	100
<b>OS 139-3-3 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice</b>					
<b>Textes en vigueur et intérêt de l'Etat protégé</b>					
taux des dossiers traités avec résultats	%	100	100	100	100
<b>Textes en vigueur trouvés, numérisés, archivés et publiés</b>					
Textes en vigueur et intérêt de l'Etat protégés	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>OS 139-3-4 : Renforcer le contrôle budgétaire et financier</b>					
<b>Impunité réduite en matière de fautes de gestion commises par les acteurs budgétaires</b>					
Taux de dossiers traités au niveau du CDBF	%	80	90	90	95
<b>OS 139-3-5 : Renforcer la défense du territoire : ordre et sécurité publique, service de police, service de protection civil et militaire, service de protection aux frontières</b>					
<b>Plans stratégiques en matière de sécurité et défense élaborés et opérationnels</b>					
Ateliers provinciaux et nationaux pour sensibiliser la stratégie nationale de sécurité et des actions de suivi sectoriel organiser sur les lieux.	Nombre	3	-	-	-
<b>OS 139-3-6 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux</b>					
<b>Célérité des traitements des Textes</b>					
Délai de traitement des textes	Jour	3	-	-	-
<b>Grande accessibilité aux documents pour les usagers.</b>					
Nombre de formations effectuées (annuel)	Nombre	4	-	-	-
<b>Préservation assurée et pérenne des documents</b>					
Textes archivés (annuel)	Nombre	70	-	-	-
<b>Qualité améliorée des textes administratifs, législatifs et règlementaires traités</b>					
Décrets et notes de conseil enregistrés dans le logiciel I-log (annuel)	Nombre	540	-	-	-
<b>Satisfaction des Ministère ou des Institutions ou tous autres usagers sur les travaux réalisés au sein du Gouvernement</b>					
Nombre d'atelier organisé (annuel)	Nombre	6	-	-	-
<b>OG 139-4 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 139-4-1 : Intensifier les actions relatives à l'amélioration des conditions fondamentales des travailleurs</b>					
<b>Les actions de lutte contre toute forme de traite de personnes sont effectives</b>					
Effectivité des actions de lutte contre toutes formes de traite de personne	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>OG 139-5 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable</b>					
<b>OS 139-5-1 : Développer la résilience à la protection durable des écosystèmes marins et côtiers afin d'éviter leur dégradation</b>					
<b>Ecosystèmes marins et ressources naturelles protégés et exploités durablement</b>					
TAUX DES INFRACTIONS (AEM) ET ACCIDENTS EN MER REDUITS	%	16	18	25	30

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>827-Appui au développement</b>					
<b>OG 827-2 : SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR MADAGASCAR</b>					
<b>OS 827-2-1 : SOUTENIR LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES FACE AUX RISQUES ET AUX ALÉAS CLIMATIQUES</b>					
<b>RÉSILIENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE, ENVIRONNEMENTALE ET INFRASTRUCTURES CLÉES RENFORCÉE</b>					
Ratio des nombres de personnes touchées par des aléas avant et après le projet	Ratio	6	6	6	6
<b>OS 827-2-2 : AMÉLIORER LE SECTEUR SOCIAL DES POPULATIONS DÉFAVORISÉES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF</b>					
<b>LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES VULNÉRABLES POUR UNE AUTONOMIE FINANCIÈRE AMÉLIORÉES</b>					
Conditions de vie des personnes vulnérables pour une autonomie financière améliorées(OUI-NON)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
<b>OS 827-2-3 : COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS ET DES AIDES AU DÉVELOPPEMENT</b>					
<b>LES INTERVENTIONS EN MILIEU RURAL AINSI QUE LES ACTEURS AU DÉVELOPPEMENT RURAL SONT COORDONNÉS ET HARMONISÉS SUIVANT LE CADRE DES DOCUMENTS STRATÉGIQUES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT RURAL (PGE, IEM)</b>					
Interventions en milieu rural ainsi que les acteurs au développement rural sont coordonnés et harmonisés (Oui-Non)	Logique	oui	-	-	-
<b>UN DISPOSITIF DE COORDINATION ET UN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE RÉGISSANT LA GESTION DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EST DISPONIBLE ET APPROPRIÉ PAR TOUS LES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT.</b>					
Disponibilité d'un document de politique de coopération au développement (OUI-NON)	Logique	oui	-	-	-
<b>OS 827-2-4 : RENFORCER LES CAPACITÉS ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES (CAPACITY DEVELOPMENT) À TRAVERS L'ACCÈS À DES FORMATIONS ET À DES CONNAISSANCES DE HAUT NIVEAU</b>					
<b>INFORMATIONS ET CONNAISSANCES DÉTERMINANTES DANS L'ACCOMPAGNEMENT DU CHANGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE</b>					
Taux d'impact socio-économique	%	85	80	85	85
<b>OG 827-3 : AMÉLIORER LE SECTEUR SOCIAL DES POPULATIONS DÉFAVORISÉES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF</b>					
<b>OS 827-3-1 : LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES VULNÉRABLES POUR UNE AUTONOMIE FINANCIÈRE AMÉLIORÉES</b>					
<b>Conditions de vie des personnes vulnérables pour une autonomie financière améliorées</b>					
Individus bénéficiaires directs du projet	Personne	3500000	-	-	-
<b>OG 827-5 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 827-5-1 : valoriser les recherches et l'innovation</b>					
<b>Des séances de communications dans le cadre des rencontres scientifiques seront organisées</b>					
Individus bénéficiaires directs du projet	Personne	3 500 000	-	-	-
nombres de communications effectués	Nombre	55	55	55	55
<b>OG 827-6 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim</b>					
<b>OS 827-6-1 : Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale</b>					
<b>*-Ménages extrêmement pauvres bénéficient des revenus supplémentaires grâce aux travaux durant l'intervention. Activités liées à l'aménagement du paysage et/ou la production agricole des ménages bénéficiaires développés -Ménages extrêmement pauvres bénéficient des transferts monétaires. Préservation de la santé des enfants des ménages bénéficiaires et maintien de leurs enfants à l'école primaire -Infrastructures communautaires de base (écoles, centres de santé de base, pistes rurales, ouvrages de franchissement...) endommagées par les catastrophes naturelles réhabilitées et/ou reconstruites (priorisation définie suivant la lettre de la BNGRC) - Ménages dans les zones déclarées en sinistre après le passage d'une catastrophe bénéficient des revenus supplémentaires grâce aux chantiers Argent Contre Travail - Ménages extrêmement pauvre touchés par la crise alimentaire bénéficient des transferts mensuellement un appui monétaire avec un appui nutritionnel pour les enfants*</b>					
Individus bénéficiaires directs du projet (Filets Sociaux de Sécurité)	Personne	3 500 000	4500000	4500000	-
Individus bénéficiaires directs du projet (Programme de financement des risques et des catastrophes en Afrique)	Personne	3 500 000	3 900 000	3 900 000	-
<b>OG 827-7 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable</b>					
<b>OS 827-7-1 : Réduire la faim, en particulier, pour les pauvres et les personnes en situation vulnérable</b>					
<b>Aliments disponibles auprès des ménages</b>					
nombre de ménages ayant reçu la pratique de conservation et transformation	Nombre	3 000	6000	8 000	-
<b>Condition de vie des ménages vulnérables améliorée</b>					
Nombre de communes vitrines ayant des activités multisectorielles	Nombre	6	-	-	-
<b>Etat nutritionnel des cibles bénéficiaires amélioré</b>					
Nombre de bénéficiaires de programme	Nombre	1 600 000	2 000 000	2 500 000	-
<b>OS 827-7-2 : Réduire la malnutrition des adolescents, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées</b>					
<b>Cible ayant bénéficié des services de nutrition de base</b>					
Nombre de bénéficiaires de programme	Nombre	-	2221900	3036000	4148300
<b>Enfants malnutris modérés et référés guéris</b>					
Taux d'enfants guéris dans le centre de récupération nutritionnelle	%	-	80	83	85
<b>Sites de nutrition opérationnels</b>					
Nombre de sites fonctionnels	Nombre	4 000	4800	6100	6300
<b>OG 827-8 : RENFORCER LES MOYENS DE METTRE EN ŒUVRE LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LE REVITALISER - ODD17</b>					
<b>OS 827-8-1 : Développer toutes formes de partenariat technique et financier</b>					
<b>Données qualitatives et quantitatives sur l'intervention des partenaires à Madagascar disponibles et diffusées</b>					
pourcentage de données à jour	%	100	-	-	-
<b>les pays développés honorent tous leurs engagements en matière d'aide publique au développement</b>					
Nombre de pays partenaires ayant un pourcentage satisfaisant, honorant leurs engagements.	Nombre	60	-	-	-
<b>Partenariat technique et financier renforcé et bien coordonné</b>					
nombre de réunions de coordination, de conception organisées	Nombre	1	-	-	-
nombre de réunions de coordination, de préparation organisées	Nombre	2	-	-	-
<b>Politique de coopération publié et mise en œuvre</b>					
Stratégie de coopération au développement disponible	Oui	oui	-	-	-
<b>Ressources financières supplémentaires mobilisées de diverses provenances en faveur des pays en développement</b>					
Pourcentage de financement supplémentaires reçu par secteur	%	75	-	-	-
<b>OG 827-A : Soutenir le développement durable des zones côtières de Madagascar pour l'atteinte de l'ODD 14 notamment "la conservation et l'exploitation de manière durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable"</b>					
<b>OS 827-A-1 : Améliorer et renforcer la gouvernance des zones côtières et marines pour "développer la résilience à la protection durable des écosystèmes marins et côtiers afin d'éviter leur dégradation"</b>					
<b>La gouvernance de la structure de Gestion Intégrée des Zones Côtières ou GIZC et les activités y afférentes sont renforcée</b>					
IND1: Taux d'opérationnalisation des structures GIZC	%	50	-	-	-
<b>OS 827-A-2 : Améliorer l'environnement économique et social des communautés littorales pour "Promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation"</b>					
<b>Les activités sociales et économiques sont entreprises au niveau des Régions côtières</b>					
Taux d'augmentation des revenus	%	10	-	-	-
Taux de développement des AGR	%	40	-	-	-
<b>OS 827-A-3 : Assurer la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines pour "développer la résilience à la protection durable des écosystèmes marins et côtiers afin d'éviter leur dégradation"</b>					
<b>Les actions de protection et de conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines sont renforcées</b>					
Taux de restauration des écosystèmes de mangroves	%	50	-	-	-
<b>OG 827-B : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions</b>					
<b>OS 827-B-1 : Augmenter la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat</b>					
<b>Maximiser le nombre de Localités bénéficiaires des matériels SAP sonores et visuels</b>					
Capacité des autorités et population locales renforcée sur l'utilisation des matériels et outils SAP	Nombre	100	100	100	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>06-CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY</b>					
<b>060-RECONCILIATION MALAGASY</b>					
<b>057-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 057-1 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE</b>					
<b>OS 057-1-1: INSTAURER UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE ORIENTÉE VERS L'EFFICIENCE ET L'EFFICACITÉ</b>					
<b>RESSOURCES FINANCIERES UTILISEES A BON ESCIENT</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	98	98	98	-
<b>OG 057-2 : Assurer les conditions favorables au bon fonctionnement de l'Administration du CFM</b>					
<b>OS 057-2-1: Instaurer une administration efficiente et efficace</b>					
<b>Gestion améliorée des Ressources humaines et du Patrimoine</b>					
Gestion améliorée des Ressources humaines et du Patrimoine	%	95	95	95	-
<b>Ressources financières utilisées à bon escient</b>					
Ressources financières utilisées à bon escient	%	98	98	98	-
<b>OS 057-2-2 : Assurer la coordination des activités du CFM</b>					
<b>Activités du CFM coordonnées</b>					
Activités du CFM coordonnées	Nombre	15	15	15	-
<b>Communication interne et externe renforcée</b>					
Communication interne et externe renforcée	%	100	100	100	-
<b>OS 057-2-3 : Assurer une gestion efficiente des ressources</b>					
<b>Ressources financières, humaines et matérielles utilisées à bon escient</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	98	98	98	-
<b>823-Réconciliation Nationale</b>					
<b>OG 823-1 : PROMOUVOIR UNE POPULATION RÉCONCILIÉE, UNE SOCIÉTÉ PAISIBLE ET UNE NATION DÉVELOPPÉE</b>					
<b>OS 823-1-1: ERADIQUER ET PRÉVENIR LES CRISES RÉCURRENTES</b>					
<b>DINAM-PIARAHAMONINA EN CONFORMITÉ AVEC LES LOIS ET TEXTES EN VIGUEUR</b>					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	10	10	-	-
<b>ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU RESPECT DE LA DÉMOCRATIE, INSTAURÉ</b>					
Nombre d'initiatives de réconciliation et de paix déployées	Nombre	10	10	-	-
<b>RESPECT DE L'ETAT DE DROIT ET DE LA DEMOCRATIE, RENFORCE</b>					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	6	6	-	-
<b>RESPECT MUTUEL DE LA CULTURE, TRADITION ET RELIGION, CONSOLIDÉ</b>					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	10	10	-	-
<b>OS 823-1-2 : PROMOUVOIR LA REFONDATION DE LA NATION ET DE LA REPUBLIQUE</b>					
<b>PROCESSUS POUR LA PAIX DURABLE OPERATIONNALISE</b>					
Nombre d'initiatives de réconciliation et de paix déployées	Nombre	9	9	-	-
<b>STABILITÉ SOCIALE RESTAURÉE ET CONSOLIDÉE</b>					
Nombre de forums organisés	Nombre	22	22	-	-
<b>OS 823-1-4 : RÉPARER ET/OU INDEMNISER LES VICTIMES DES CONFLITS POLITIQUES</b>					
<b>DOSSIERS PARVENUS AU CFM TRAITÉS</b>					
Nombre de dossiers traités	Nombre	50	50	-	-
<b>VICTIMES IDENTIFIÉES</b>					
Victimes identifiées	Nombre	500	500	-	-
<b>VICTIMES RÉPARÉES ET/OU INDEMNISÉES</b>					
Nombre de victimes identifiées	Nombre	500	500	-	-
<b>OS 823-1-5 : FINALISER LE PROCESSUS DE L'AMNISTIE CONCERNANT LES ÉVÈNEMENTS POLITIQUES DE 2002 À LA FIN DE LA TRANSITION</b>					
<b>DOSSIERS PARVENUS AU CFM, TRAITES</b>					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	10	-	-	-
<b>RESPECT DE L'ETAT DE DROIT ET DE LA DÉMOCRATIE, RENFORCÉ</b>					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	6	6	-	-
<b>OS 823-1-6 : PROCÉDER À LA GESTION EFFICACE DES RESSOURCES HUMAINES</b>					
<b>RESSOURCES HUMAINES BIEN GÉRÉES</b>					
Pourcentage de personnel assidu et compétant	%	80	80	-	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>07-COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE</b>					
<b>070-ELECTIONS</b>					
<b>060-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 060-2 : Promouvoir une gouvernance électorale crédible et démocratique</b>					
<b>OS 060-2-1 : Renforcer l'indépendance et le professionnalisme de la CENI</b>					
<b>La CENI est doté d'un budget adéquat afin qu'elle puisse utiliser de façon rationnelle toutes les ressources (financières, humaines, matérielles) au niveau central et au sein des démembrements</b>					
Taux de réalisation des activités des démembrements (RALE, Exécution budgétaire, PTA)	%	100	100	100	100
Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
<b>La CENI est opérationnelle et gère de façon professionnelle et effective le processus électoral</b>					
Taux de réalisation des activités	%	100	100	100	100
<b>126-Mise en Oeuvre du Processus Electoral</b>					
<b>OG 126-1 : Garantir le droit de vote pour tous les citoyens ayant droit</b>					
<b>OS 126-1-B : Assurer l'exactitude et la fiabilité des listes électorales</b>					
<b>Atteindre un nombre d'électeurs de 13 500 000 après la Refonte en 2022,</b>					
Taux d'augmentation des électeurs dans les Registres Nationale électorales	%	2	20,4	2	2
<b>Les listes électorales pendant les RALE augmentent annuellement de 2% en moyenne</b>					
Taux d'augmentation des électeurs dans les listes électorales	%	2	20,4	2	2
<b>OS 126-1-C : Organiser des élections crédibles, transparentes, dans la légalité</b>					
<b>Toutes les opérations électorales sont réalisées dans le respect de la légalité et dans un climat d'apaisement</b>					
Délai moyen de traitement des résultats des élections (norme 7 jours cf. article 60 de la loi Organique 2018-009 du 11/05/2018)	Nombre de jours	7	7	7	7
<b>825-Education Electorale et Communication</b>					
<b>OG 825-3 : Mettre en œuvre la stratégie nationale de communication, d'éducation civique électorale et de sensibilisation de la CENI</b>					
<b>OS 825-3-1 : Appuyer efficacement l'inscription sur les listes électorales et la participation active au processus électoral par une stratégie nationale d'éducation civique électorale et de sensibilisation actualisée</b>					
<b>Augmentation du taux de participation au processus électoral</b>					
Taux annuel d'augmentation des électeurs inscrits dans les listes électorales pendant les RALE au moins de 2% en moyenne	%	2	20,4	2	2

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>11-MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES</b>					
<b>080-COOPERATION ET DEVELOPPEMENT</b>					
<b>622-Diplomatie économique et partenariat au Développement</b>					
<b>OG 622-1 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.</b>					
<b>OS 622-1-1 : Développer la destination Madagascar.</b>					
<b>Rayonnement et crédibilité de Madagascar sur la scène internationale</b>					
Nombre de réunions assistées auxquelles Madagascar a participé dans les prises de décision.					
	Nombre	40	-	-	-
<b>OS 622-1-2 : Instaurer la culture de concertation entre le secteur public et le secteur privé.</b>					
<b>Partenariat public privé renforcé.</b>					
Nombre de manifestations d'intérêts.					
	Nombre	100	-	-	-
<b>OS 622-1-3 : Intensifier les actions relatives à l'amélioration des conditions fondamentales des travailleurs.</b>					
<b>Liens avec la diaspora intensifiés</b>					
Nombre de projets initiés par la diaspora.					
	Nombre	20	-	-	-
<b>OS 622-1-4 : Promouvoir le label malagasy.</b>					
<b>Opportunités d'investissement à Madagascar valorisées.</b>					
Nombre d'investisseurs, partenaires ou porteurs de projets prospectés.					
	Nombre	40	-	-	-
<b>OG 622-2 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable au service de l'émergence.</b>					
<b>OS 622-2-1 : Développer la destination Madagascar</b>					
<b>Rayonnement et crédibilité de Madagascar sur la scène internationale</b>					
Nombre d'investisseurs, partenaires ou porteurs de projets prospectés					
	Nombre	-	40	50	60
<b>OS 622-2-2 : Intensifier les liens avec la diaspora</b>					
<b>Développement de projets initiés par la diaspora</b>					
Nombre de projets initiés par la diaspora					
	Nombre	-	10	15	20
<b>Mise en œuvre de la Politique nationale d'engagement de la diaspora (PNED)</b>					
Etat d'avancement de la mise en œuvre de la PNED					
	%	-	80	90	100
<b>OG 622-3 : Promouvoir la coopération et les initiatives de partenariat au développement en vue de l'atteinte des ODD</b>					
<b>OS 622-3-1 : Développer des partenariats innovants</b>					
<b>Développement durable à travers l'action extérieure de l'Etat</b>					
Nombre d'accords de siège renouvelés					
	Nombre	-	10	15	20
Nombre de relations diplomatiques établies dans le cadre de la coopération internationale décentralisée					
	Nombre	-	40	50	60
<b>Valorisation des potentialités des Régions</b>					
Nombre de JIR réalisées					
	-	-	2	2	2
<b>110-AFFAIRES ETRANGERES</b>					
<b>006-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 006-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.</b>					
<b>OS 006-3-1 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation, ...)</b>					
<b>Célérité de traitement des dossiers.</b>					
Diminution du nombre de doléances sur les dossiers traités					
	Nombre	15	-	-	-
<b>Outils de e-gouvernance renforcés pour la facilitation de nos relations avec nos interlocuteurs publics et privés.</b>					
Efficacité de la chaîne de validation des passeports et visas					
	%	65	-	-	-
<b>Rehausse de la souveraineté de la diplomatie malagasy.</b>					
Etat d'avancement de la modernisation du Département Central et des représentations extérieures					
	%	65	-	-	-
<b>Service public de proximité.</b>					
Etat d'avancement de la gestion des dossiers du personnel du Ministère dans la base de données de l'AUGURE					
	%	65	-	-	-
<b>OS 006-3-2 : Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin</b>					
<b>Transparence dans la délivrance des services publics, zéro cas de corruption</b>					
Satisfaction des usagers					
	%	90	-	-	-
<b>Transparence dans la procédure de lancement des marchés publics, zéro cas de corruption</b>					
Etat d'avancement de la mise en œuvre des actions pour traiter efficacement les non conformités relevées dans les rapports d'audit.					
	%	60	-	-	-
<b>OG 006-4 : Poursuivre la bonne gouvernance au profit de l'émergence.</b>					
<b>OS 006-4-1 : Promouvoir les réformes administratives</b>					
<b>GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL EFFICACE ET EFFICIENTE</b>					
Efficacité de la gestion des dossiers du personnel					
	%	-	50	75	100
<b>Gestion financière et matérielle optimisée</b>					
Obtention de quitus					
	Nombre	-	1	1	1
<b>Outils de e-gouvernance renforcés pour la facilitation de nos relations avec nos interlocuteurs publics et privés</b>					
Capacité des agents informaticiens					
	%	-	50	75	100
<b>Service public de proximité</b>					
Taux de satisfaction des usagers					
	%	-	85	90	95
<b>Un budget et programme établi et appliqué</b>					
Taux d'exécution budgétaire					
	%	-	100	100	100
<b>Valorisation du patrimoine dans les représentations extérieures de Madagascar</b>					
Nombre de repex réhabilitées					
	Nombre	-	1	2	3
<b>Visibilité internationale de Madagascar</b>					
Nombre de documentaires réalisés					
	Nombre	-	3	3	3
Partage des informations à toutes directions					
	Nombre	-	48	48	48
<b>623-Diplomatie politique et actions extérieures</b>					
<b>OG 623-1 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.</b>					
<b>OS 623-1-1 : Développer toutes formes de partenariat technique et financier.</b>					
<b>Appartenance de Madagascar dans les organisations multilatérales et régionales optimisée.</b>					
Nombre d'accords signés					
	Nombre	30	-	-	-
<b>Nouvelles coopérations avec les pays stratégiques.</b>					
Nombre de relations diplomatiques établies.					
	Nombre	15	-	-	-
<b>OG 623-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 623-2-1 : Renforcer tout mécanisme pour la promotion du genre au service du développement.</b>					
<b>Visibilité et présence de Madagascar accrue dans le monde.</b>					
Nombre de candidatures malagasy appuyées					
	Nombre	50	-	-	-
Nombre de représentants de Madagascar dans les instances internationales					
	Nombre	45	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OG 623-3 : Établir des modes de consommation et de production durables.</b>					
<b>OS 623-3-1 : Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les politiques, programmes et projet de développement.</b>					
<b>Développement durable à travers l'action extérieure de l'Etat.</b>					
Nombre de projets mis en œuvre	Nombre	15	-	-	-
Nombre de relations diplomatiques établies dans le cadre de la coopération internationale décentralisée	Nombre	40	-	-	-
Nombre des REPEX réhabilités	Nombre	4	-	-	-
Nombre des véhicules achetés.	Nombre	10	-	-	-
<b>OG 623-4 : Redynamiser la coopération internationale pour le développement durable</b>					
<b>OS 623-4-1 : Développer toutes formes de partenariat technique et financier</b>					
<b>Appartenance de Madagascar dans les organisations multilatérales et régionales</b>					
Nombre de malagasy recrutés au sein des instances internationales (multilatérales, régionales, économiques)	Nombre	-	10	20	30
<b>Nouveaux partenariats identifiés au service de l'urgence</b>					
Nombre de relations établies	Nombre	-	10	15	20

**12-MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE****122-DÉFENSE ET SÉCURITÉ****007-Administration et Coordination****OG 007-1 : ENTRETEINIR UNE CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE ET ADMINISTRATIVE EN ADÉQUATION AVEC LES ENJEUX DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE****OS 007-1-1 : COORDONNER LES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, TECHNIQUES ET FINANCIÈRES EN COHÉRENCE AVEC LES EXIGENCES DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE****RESSOURCES DÉFINIES CONFORMÉMENT AUX ENJEUX DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE**

Taux d'adéquation de l'emploi des ressources face aux enjeux de sécurité et de défense	%	80	-	-	-
Taux de conformité des ressources définies aux enjeux de sécurité et de défense	%	80	-	-	-

**OS 007-1-2 : Coordonner les affaires générales sur la sécurité et la défense****Affaires générales coordonnées**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Affaires juridiques rationnelles**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Cabinet ministériel de sécurité et de défense nationale**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Cadres sous-officiers**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Capacité de réformes**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Communication ministérielle expressive**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Contrats de marchés publics optimisés**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Culture militaire et sportive entretenue**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Dispositions administratives et financières réglementées**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Enseignements académiques aux enfants de troupe**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Projets ministériels cohérents**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Tableau d'effectif, d'emploi et de compétence à jour**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**103-Pilotage de la politique de défense****OG 103-1 : ADAPTER EN PERMANENCE LE DISPOSITIF DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE AU CONTEXTE****OS 103-1-1 : PROMOUVOIR L'ESPRIT DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ****LIEN RENFORCÉ ENTRE LES FORCES-ARMÉES ET LA SOCIÉTÉ**

TAUX D'IMPREGNATION DE LA CULTURE ET DE L'ESPRIT DE DÉFENSE AUPRES DE LA SOCIÉTÉ	%	80	-	-	-
--	---	----	---	---	---

**OS 103-1-2 : ETABLIR, PLANIFIER ET METTRE À JOUR LA STRATÉGIE DE DÉFENSE NATIONALE 2020-2023 CONFORMÉMENT AUX DÉFIS DE LA PGE****DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES ARMÉES ADAPTÉE ET FORMALISÉE**

TAUX DE RÉALISATION DES BESOINS CAPACITAIRES DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ	%	75	-	-	-
---	---	----	---	---	---

**OS 103-1-5 : Doter en infrastructures et en matériels les organes opérationnels des Etat-Majors****Les infrastructures et les matériels sont mis en place**

Nombre de munitions acquises	Nombre	-	1200000	2200000	3200000
------------------------------	--------	---	---------	---------	---------

**Les infrastructures et les matériels sont mis en place, les techniciens sont formés**

Nombre d'armement acquis	Nombre	-	400	733	1066
--------------------------	--------	---	-----	-----	------

Nombre de base du GFSI construite et équipée	Nombre	-	1	-	-
--	--------	---	---	---	---

Nombre de bâtiment naval acquis	Nombre	-	1	2	-
---------------------------------	--------	---	---	---	---

Nombre de B0A construite et équipée	Nombre	-	15	17	19
-------------------------------------	--------	---	----	----	----

Nombre de DSS construit et équipé	Nombre	-	14	16	18
-----------------------------------	--------	---	----	----	----

Nombre de Potse de Commandement de ZDS construit et équipé	Nombre	-	4	10	-
--	--------	---	---	----	---

Nombre de Sémaphore construit et équipé	Nombre	-	2	3	4
---	--------	---	---	---	---

Nombre d'hélicoptère acquis	Nombre	-	1	2	-
-----------------------------	--------	---	---	---	---

**OS 103-1-6 : Doter en matériels et en compétences les organes opérationnels des Etat-Majors****Les matériels et les savoir-faires sont acquis**

Nombre de matériels et de formation reçus	Nombre	-	2	4	6
---	--------	---	---	---	---

**OS 103-1-7 : Promouvoir l'esprit commun de sécurité et de défense****Actions coordonnées sur la promotion de l'esprit commun de sécurité et de défense**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Adhésion de la population au devoir de mémoire envers les combattants nationalistes**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Capacité d'accueil entretenue à l'Hôpital Militaire Antsirana**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Jeunes sensibilisés et motivés à l'assujettissement au service national**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Mémoire perpétuée envers les anciens combattants et victimes de guerre**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Système de santé militaire répondant au soutien des armes et de la population**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**OS 103-1-8 : Tenir à jour la stratégie nationale de sécurité et de défense****Actions coordonnées de planification sur la stratégie nationale de sécurité et de défense**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Besoins capacitaires anticipés et planifiés du secteur de la sécurité et de la défense**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Génération d'officiers professionnels aux métiers des armes**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Opérations de sécurité et de défense coordonnées**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Système d'information fiable au sein du secteur de la sécurité et à la défense**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**Usine militaire productif**

Taux de réalisation du planing de travail annuel	%	-	100	100	100
--	---	---	-----	-----	-----

**123-ARMÉE MALAGASY****008-Administration et Coordination****OG 008-1 : GERER RATIONNELLEMENT LES RESSOURCES POUR SOUTENIR LES FORCES ARMÉES****OS 008-1-1 : MODERNISER LES INFRASTRUCTURES DÉDIÉES À L'OPÉRATIONNÉLITÉ DES FORCES****INFRASTRUCTURES MODERNISÉES ET ADAPTÉES AUX EXIGENCES DES FORCES ARMÉES**

Taux d'avancement des travaux de normalisation des infrastructures militaires	%	65	-	-	-
---	---	----	---	---	---

Taux de normalisation des infrastructures militaires	%	65	-	-	-
--	---	----	---	---	---

**OS 008-1-2 : MUTUALISER L'EMPLOI, LE SOUTIEN ET L'APPUI TECHNIQUE DES FORCES****EMPLOI, SOUTIEN ET APPUI TECHNIQUE DES FORCES COORDONNÉES**

Taux d'interopérabilité des forces	%	85	-	-	-
------------------------------------	---	----	---	---	---

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 008-1-3 : ORGANISER LA GESTION DES RESSOURCES</b>					
<b>RESSOURCES ADAPTEES AU SOUTIEN ET A L'OPERATIONNALITE DES FORCES</b>					
Taux de satisfaction des besoins en soutien opérationnel	%	85	-	-	-
<b>OG 008-4 : GERER RATIONNELLEMENT LES RESSOURCES POUR SOUTENIR LES ETATS-MAJORS</b>					
<b>OS 008-4-1 : MODERNISER LES INFRASTRUCTURES DEDIEES A L'OPERATIONALITE DES ETATS-MAJORS</b>					
<b>INFRASTRUCTURES MODERNISEES ET ADAPTEES AUX EXIGENCES DES ETATS-MAJORS</b>					
Taux d'avancement des travaux de normalisation des infrastructures militaires	%	-	70	75	80
Taux de normalisation des infrastructures militaires	%	-	70	75	80
<b>OS 008-4-2 : MUTUALISER L'EMPLOI, LE SOUTIEN ET L'APPUI TECHNIQUE DES ETATS-MAJORS</b>					
<b>EMPLOI, SOUTIEN ET APPUI TECHNIQUE COORDONNES AUX ETATS-MAJORS</b>					
Taux d'interopérabilité des armées	%	-	90	95	100
<b>OS 008-4-3 : ORGANISER LA GESTION DES RESSOURCES</b>					
<b>RESSOURCES ADAPTEES AU SOUTIEN ET A L'OPERATIONNALITE DES ETATS-MAJORS</b>					
Taux de satisfaction des besoins en soutien opérationnel	%	-	90	95	100
<b>104-Armée de Terre</b>					
<b>OG 104-1 : ASSURER LA DEFENSE OPERATIONNELLE TERRESTRE</b>					
<b>OS 104-1-1 : DEVELOPPER LES ACQUIS MILITAIRES (SAVOIR-FAIRE, SAVOIR-ÊTRE, SAVOIR-VIVRE)</b>					
<b>CONNAISSANCES MILITAIRES ACQUISES ET MAITRISEES</b>					
Nombre de stages effectués par spécialités	Nombre	15	-	-	-
<b>OS 104-1-2 : RAMENER ET REHAUSSER LA CONFIANCE DE LA POPULATION ENVERS LES FORCES ARMEES (VIA LES FDS) - INSTAURER UNE DYNAMIQUE D'ACTIONS CIVILO-MILITAIRE (CADRAGE DES DINA)</b>					
<b>LES LIENS ENTRE LES FORCES ARMÉES ET LA SOCIÉTÉ SONT RENFORCÉS</b>					
NOMBRE DE PLATEFORMES DE DIALOGUES ETABLIES ET APPUYEES, AVEC LES COMMUNAUTES PAR DES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES (ACM)	Nombre	28	-	-	-
<b>OS 104-1-3 : RÉTABLIR LA SÉCURITÉ PAR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE ADOPTÉE DE SÉCURISATION DES ZONES RURALES INCLUANT LA FRANGE MARITIME</b>					
<b>TERRITOIRE NATIONAL SECURISE</b>					
TAUX DE REDUCTION DE L'INSECURITE DANS LES ZRPS OCCUPES	%	100	-	-	-
TAUX DE REDUCTION DU NOMBRE D'ACTES DE VOLS DE ZEBUS	%	100	-	-	-
TAUX DE REDUCTION DU NOMBRE DE ZEBUS VOLES	%	100	-	-	-
TAUX DE RESTITUTION DE ZEBUS VOLES	%	100	-	-	-
<b>OS 104-1-4 : APPUYER LA SECURISATION DU TERRITOIRE NATIONAL (INTERVENTIONS)</b>					
<b>TERRITOIRE NATIONAL SECURISE</b>					
Taux de régression de l'insécurité sur l'ensemble du territoire national	%	100	-	-	-
<b>OS 104-1-5 : DEVELOPPER LES ACQUIS MILITAIRES (SAVOIR.FAIRE, SAVOIR.ÊTRE, SAVOIR.VIVRE)</b>					
<b>CONNAISSANCES MILITAIRES ACQUISES ET MAITRISEES</b>					
NOMBRE DE STAGES EFFECTUES PAR SPECIALITES	Nombre	16	-	-	-
<b>OS 104-1-6 : ENTRAINER LES FORCES TERRESTRES (TOUS CORPS - MCO)</b>					
<b>FORCES TERRESTRES ENTRAINEES ET APTEES AU COMBAT</b>					
Nombre d'activités d'entraînement effectué par chaque régiment	Nombre	100	-	-	-
<b>OS 104-1-8 : RASSURER LA POPULATION SUR LES CAPACITÉS ET LES INTENTIONS DES FDS À LA PROTÉGER OU REHAUSSER L'EFFICACITÉ DE L'ARMÉE .</b>					
<b>LA FERMETÉ, LA RIGUEUR ET L'AUTO-DISCIPLINE RESTAURES DANS LE RANG DES ELEMENTS DES FORCES ARMEES SUR TERRAIN</b>					
NOMBRE DE MISSIONS DE CONTROLE-QUALITE EFFECTUEES	Nombre	90	-	-	-
<b>LA LEGALITE DES REGLES D'ENGAGEMENT EST STRICTEMENT RESPECTEE (APPLICATION ET CONTRÔLE)</b>					
POURCENTAGE DES MILITAIRES EN OPERATION MAITRISANT LES REGLES D'ENGAGEMENT	%	90	-	-	-
<b>OG 104-2 : Garantir la disponibilité de Forces Terrestres entraînées aptes à répondre efficacement aux déploiements opérationnels</b>					
<b>OS 104-2-1 : Organiser, former et entraîner les forces terrestres</b>					
<b>Cycle de génération de Forces Terrestres établi avec cohérence</b>					
Taux de réalisation des cycles de génération de forces terrestres établi	Taux (%)	-	70	80	90
<b>OG 104-4 : ASSURER LA PREPARATION DE LA DEFENSE OPERATIONNELLE TERRESTRE</b>					
<b>OS 104-4-1 : DEVELOPPER LES ACQUIS MILITAIRES (SAVOIR-FAIRE, SAVOIR-ÊTRE, SAVOIR-VIVRE)</b>					
<b>CONNAISSANCES MILITAIRES ACQUISES ET MAITRISEES</b>					
Nombre de stages effectués par spécialités	Nombre	-	15	20	25
<b>OS 104-4-2 : DEVELOPPER LES ACQUIS MILITAIRES (SAVOIR.FAIRE, SAVOIR.ÊTRE, SAVOIR.VIVRE)</b>					
<b>CONNAISSANCES MILITAIRES ACQUISES ET MAITRISEES</b>					
Nombre de stages effectués par spécialités	Nombre	-	16	16	16
<b>OS 104-4-3 : APPUYER LA SECURISATION DU TERRITOIRE NATIONAL (INTERVENTIONS)</b>					
<b>TERRITOIRE NATIONAL SECURISE</b>					
Taux de régression de l'insécurité sur l'ensemble du territoire national	Taux (%)	-	100	100	100
<b>OS 104-4-4 : ENTRAINER LES FORCES TERRESTRES (TOUS CORPS - MCO)</b>					
<b>FORCES TERRESTRES ENTRAINEES ET APTEES AU COMBAT</b>					
Nombre d'activités d'entraînement effectué par chaque régiment	Nombre	-	100	100	100
<b>OS 104-4-5 : RASSURER LA POPULATION SUR LES CAPACITÉS ET LES INTENTIONS DES FDS À LA PROTÉGER OU REHAUSSER L'EFFICACITÉ DE L'ARMÉE .</b>					
<b>LA FERMETÉ, LA RIGUEUR ET L'AUTO-DISCIPLINE RESTAURES DANS LE RANG DES ELEMENTS DES FORCES ARMEES SUR TERRAIN</b>					
NOMBRE DE MISSIONS DE CONTROLE-QUALITE EFFECTUEES	Nombre	-	100	100	100
<b>LA LEGALITE DES REGLES D'ENGAGEMENT EST STRICTEMENT RESPECTEE (APPLICATION ET CONTRÔLE)</b>					
POURCENTAGE DES MILITAIRES EN OPERATION MAITRISANT LES REGLES D'ENGAGEMENT	Taux (%)	-	100	100	100
<b>105-Armée de l'Air</b>					
<b>OG 105-1 : RENFORCER L'OPÉRATIONNALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA DÉFENSE AÉRIENNE DANS LES ESPACES TERRESTRES</b>					
<b>OS 105-1-1 : RENDRE EFFECTIVE LA CAPACITÉ OPERATIONNELLE DE SECURISATION DANS LES ESPACES TERRESTRE, AÉRIEN ET MARITIME</b>					
<b>MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNEL DE LA TROUPE</b>					
Nombre de mission opérationnelle effectuée	Nombre	20	-	-	-
Nombre d'entretien périodique effectué	Nombre	20	-	-	-
Taux d'avancement du projet	%	100	-	-	-
Taux d'avancement global du projet	%	100	-	-	-
<b>OG 105-2 : RENFORCER L'OPÉRATIONNALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA DÉFENSE AÉRIENNE SUR LE TERRITOIRE NATIONAL</b>					
<b>OS 105-2-1 : RENDRE EFFECTIVE LA CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE SÉCURISATION DANS LES ESPACES TERRESTRE, AÉRIEN ET MARITIME</b>					
<b>CAPACITÉ DE RÉPONSE AÉRIENNE AU BESOIN DE LA PROTECTION CIVILE</b>					
TAUX DE RÉPONSE AÉRIENNE AUX BESOINS DE LA PROTECTION CIVILE	%	75	-	-	-
<b>CAPACITÉ DE RÉPONSE SÉCURITAIRE POUR LA SURVEILLANCE DES ESPACES TERRESTRE, AÉRIEN ET MARITIME ASSURÉE DE MANIÈRE EFFECTIVE ET EFFICACE</b>					
Taux de couverture sécuritaire effective et efficace dans le cadre de la surveillance des espaces terrestre, aérien et maritime	%	65	-	-	-
<b>CAPACITÉ D'INTERVENTION AEROTERRESTRE RAPIDE ASSURÉE DE MANIÈRE EFFECTIVE ET EFFICACE</b>					
HEURE DE VOL EFFECTUEE	Nombre	480	-	-	-
<b>CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION CIVILE RÉÉVALUÉE DE MANIÈRE PERMANENTE POUR RÉPONDRE À L'ATTENTE DE LA POPULATION</b>					
Nombre d'opérations de sécurité et de protection civile effectuées par l'Armée de l'Air au profit de la population	Nombre	6	-	-	-
<b>OS 105-2-2 : OPTIMALISER ET MUTUALISER TOUS LES MOYENS PAR LA FORMATION/ PLANIFICATION DANS LA GESTION DES RESSOURCES (HUMAINES, MATÉRIELLES..) ET L'APPUI TECHNIQUE</b>					
<b>FORMATION ADAPTÉE ET RESSOURCES HUMAINES GÉRÉES RATIONNELLEMENT</b>					
Nombre PN et PNNT formés et affectés	Nombre	60	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OG 105-3 : ASSURER UNE CAPACITE OPERATIONNELLE PERMETTANT D'EXECUTER DE MANIERE EFFICACE ET EFFICIENTE LES MISSIONS ASSIGNEES A L'ARMEE DE L'AIR</b>					
<b>OS 105-3-1 : Maintenir en condition opérationnelle l'Armée de l'Air</b>					
<b>Aéronefs opérationnels</b>					
Taux de disponibilité technico-opérationnelle des aéronefs	%	70%	-	-	-
<b>Personnel apte, formé et compétent</b>					
Nombre de personnel formé	Nombre	6 commandants de bord Cessna	-	-	-
<b>OG 105-5 : RENFORCER L'OPERATIONNALITE ET L'EFFICACITE DE L'ARMEE DE L'AIR</b>					
<b>OS 105-5-1 : RENDRE EFFECTIVE LA CAPACITE OPERATIONNELLE DE L'ARMEE DE L'AIR</b>					
<b>CAPACITE D'INTERVENTION AEROTERRESTRE RAPIDE ASSUREE DE MANIERE EFFECTIVE ET EFFICACE</b>					
Nombre de mission effectuée	Nombre	-	3	3	3
<b>CAPACITE OPERATIONNELLE DE SECURITE ET DE PROTECTION CIVILE REEVALUEE DE MANIERE PERMANENTE POUR REPONDRE A L'ATTENTE DE LA POPULATION</b>					
Nombre d'heures de vol d'opérations de sécurité et de protection civile effectuées par l'Armée de l'Air au profit de la population (PARTICIPER ACTIVEMENT AUX MISSIONS DE PROTECTION CIVILE)	Nombre	-	20	20	20
Nombre d'heures de vol d'opérations de sécurité et de protection civile effectuées par l'Armée de l'Air au profit de la population (APPUYER ET SOUTENIR LES ORGANISMES ETATIQUES DANS LES MISSIONS D'ADMINISTRATION ET ECONOMIQUES)	Nombre	-	30	30	30
<b>MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DE L'ARMEE DE L'AIR</b>					
Taux de disponibilité technico-opérationnelle des aéronefs	Taux (%)	-	75	90	100
<b>OS 105-5-2 : FORMER LE PERSONNEL SPECIALISTE AERONAUTIQUE SUIVANT LES BESOINS DE L'ARMEE DE L'AIR</b>					
<b>FORMATION ADAPTEE ET RESSOURCES HUMAINES GEREES RATIONNELLEMENT</b>					
Nombre de personnels formés et affectés	Nombre	-	20	20	20
<b>106-Marine Nationale</b>					
<b>OG 106-1 : RESTAURER L'AUTORITE DE L'ETAT MALAGASY EN MER</b>					
<b>OS 106-1-1 : PROTEGER L'ESPACE MARITIME MALAGASY</b>					
<b>ESPACE MARITIME PROTEGE</b>					
NOMBRE DE JOURS DE PATROUILLE EN MER	Nombre	578	-	-	-
<b>OS 106-1-2 : PARTICIPER A L'ACTION DE L'ETAT MALAGASY EN MER : MIN PECHE, MEEF, OLEP, DOUANES, CFIM</b>					
<b>INFRACTIONS EN MER, ACCIDENTS EN MER ET ZONES ENCLAVEES REDUITS (AEM)</b>					
TAUX DES INFRACTIONS (AEM) / DES ACCIDENTS EN MER / DES ZONES ENCLAVEES REDUITS	Taux (%)	16	16	-	-
<b>OG 106-2 : 106-2 Garantir la disponibilité de Forces Marines entraînées aptes à répondre efficacement aux déploiements opérationnels</b>					
<b>OS 106-2-1 : Organiser, former et entraîner les Forces Marines</b>					
<b>Cycle de génération de forces établi avec cohérence</b>					
Taux de réalisation des cycles de génération de forces terrestres établis	%	50	75	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>13-SECRETARIAT D'ETAT APRÈS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE CHARGÉ DE LA GENDARMERIE NATIONALE</b>					
<b>130-GENDARMERIE NATIONALE</b>					
<b>009-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 009-1 : PROMOUVOIR/INSTAURER UNE ADMINISTRATION EFFICACE ET EFFICIENTE AU SEIN DE LA GENDARMERIE NATIONALE</b>					
<b>OS 009-1-1 : ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION</b>					
<b>STRATÉGIES ET DIRECTIVES PÉRIODIQUES DE L'ÉCHELON STRATÉGIQUE ÉLABORÉES</b>					
Nombre de plan stratégique et directives opérationnelles conçus	Nombre	27	0	0	0
Nombre Stratégies et Directives élaborées	Unité	2	0	0	0
<b>SYSTÈME DE GESTION DES RESSOURCES DE LA GENDARMERIE AMÉLIORÉ (MODERNISÉ)</b>					
Nombre des systèmes d'informations opérationnels (bases des données et applications en hausse)	Unité	11	0	0	0
<b>OS 009-1-2 : REGAGNER LA CONFIANCE DE LA POPULATION</b>					
<b>STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU SEIN DE LA GENDARMERIE ÉLARGIE</b>					
Nombre de textes de création et de mise en place des différentes structures	Unité	1	0	0	0
<b>TRAITEMENT DES PLAINTES CONTRE LE PERSONNEL EN HAUSSE</b>					
Taux de traitement des plaintes contre personnels	%	100	0	0	0
<b>OG 009-2 : PROMOUVOIR/INSTAURER UNE ADMINISTRATION EFFICACE ET EFFICIENTE AU SEIN DE LA GENDARMERIE</b>					
<b>OS 009-2-1 : ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION</b>					
<b>COORDINATION DES ACTIONS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELLES EFFICACES</b>					
Nombre de plan stratégique et directives opérationnelles conçus	Nombre	36	0	0	0
Nombre de rapport ou compte rendu de suivi et d'évaluation effectués	Nombre	4	0	0	0
Nombre des activités mixtes réalisées	Nombre	52	0	0	0
<b>MOYENS UTILISÉS RATIONNELLEMENT</b>					
Ratio effectif de la GN au niveau central	%	6	0	0	0
Taux d'absorption du budget	%	95	0	0	0
<b>OS 009-2-2 : LUTTER CONTRE LA CORRUPTION</b>					
<b>PHÉNOMÈNE DE CORRUPTION ENDIGUÉE</b>					
Nombre de contrôles des officiers effectués	Nombre	1540	0	0	0
Nombre de séances de sensibilisation en matière LCC effectuée	Nombre	1023	0	0	0
Taux d'application du standard de service	%	85	0	0	0
<b>PLAINTES ET DOLEANCES CONTRE LE PERSONNEL DE L'ARME TRAITÉES</b>					
Taux de traitement des doléances traitées	%	90	0	0	0
Taux de traitement des plaintes contre le personnel de l'Arme	%	70	0	0	0
<b>OS 009-2-Y : Promouvoir la performance socioéconomique de Madagascar à moyen terme</b>					
<b>Infrastructure Levier d'Émergence fonctionnelle</b>					
Nombre d'Infrastructure Levier d'Émergence fonctionnelle	Nombre	-	0	0	0
<b>OG 009-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouverte à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.</b>					
<b>OS 009-3-1 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux</b>					
<b>Coordination des actions stratégiques et opérationnelles efficaces</b>					
Taux d'atteinte à l'intégrité physique du personnel dans l'exécution de leur mission	%	0,06	0,0982747	0,0828329	0,0689112
<b>Ressources utilisées rationnellement</b>					
Taux de réalisation du budget des programmes opérationnels	%	65	-	-	-
<b>Utilisation du budget optimisé</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	-	95	95	95
<b>OS 009-3-2 : Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin</b>					
<b>Phénomène de corruption endiguée</b>					
Taux du personnel impliqué dans des affaires de corruption	%	0,17	0,1364927	0,0983641	0,0689112
<b>Plaintes et doléances contre le personnel de l'Arme traitées</b>					
Taux de traitement des plaintes et des doléances contre le personnel de l'Arme	%	55	60	65	67
<b>108-Intervention spéciale et/ou mixte</b>					
<b>OG 108-1 : RETABLIR ET MAINTENIR L'ORDRE ET LA SECURITE PUBLICS</b>					
<b>OS 108-1-1 : RENFORCER LA CAPACITE OPERATIONNELLE DES UNITES DANS LES ZONES D'INSECURITE</b>					
<b>SECURITE AMELIOREE</b>					
Nombre d'interventions de l'USAD	Nombre	40	0	0	0
Nombre d'opérations de sécurisation effectuée	Nombre	18	0	0	0
<b>OS 108-1-2 : MAITRISER L'ORDRE PUBLIC EN MILIEU RURAL ET URBAIN</b>					
<b>ORDRE PUBLIC MAITRISE</b>					
Nombre de pré-positionnements effectués	Nombre	552	0	0	0
Nombre d'interventions dans le cadre du M.O	Nombre	276	0	0	0
<b>OG 108-2 : RÉTABLIR ET MAINTENIR L'ORDRE PUBLIC ET LA SÉCURITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>					
<b>OS 108-2-1 : MAITRISÉS L'ORDRE PUBLIC EN MILIEUX RURAL ET URBAIN</b>					
<b>FOYERS DE TROUBLE À L'ORDRE PUBLIC MAITRISÉS</b>					
Pourcentage des interventions réussies	%	100	0	0	0
<b>OS 108-2-2 : RENFORCER LE DISPOSITIF OPÉRATIONNEL DES UNITÉS DANS LES ZONES D'INSÉCURITÉ ACCRUE</b>					
<b>SÉCURITÉ RETROUVÉE</b>					
Pourcentage des opérations réussies	%	100	0	0	0
<b>OG 108-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouverte à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.</b>					
<b>OS 108-3-1 : Renforcer la défense du territoire : ordre et sécurité publique, service de police, service de protection civile</b>					
<b>Ordre public maîtrisé</b>					
Taux de districts objet de manifestation visant à troubler l'ordre public	%	5,00	0	0	0
<b>Ordre public maintenu</b>					
Taux de districts ayant fait l'objet d'interventions dans le cadre du maintien de l'ordre public	%	-	13	6	4
<b>Sécurité au niveau des districts renforcée</b>					
Taux de districts ayant bénéficié de renforts dans le cadre d'opérations de sécurisation et d'interventions de l'USAD	%	24,00	30	26	24
<b>121-SECURITE ET ORDRE PUBLICS</b>					
<b>OG 121-1 : FAIRE SENTIR UNE NETTE AMELIORATION DE LA SITUATION SECURITAIRE</b>					
<b>OS 121-1-1 : MAITRISER LE PHENOMENE DE VOLS DE BOEUFIS ET DES ACTES DE BANDITISME</b>					
<b>CAS D'ACTES DE BANDITISME REDUITS</b>					
Nombre auteurs AB arrêtés	Nombre	600	0	0	0
Nombre d'armes contrôlées	Nombre	1000	0	0	0
Nombre de contrôles armement effectués	Nombre	650	0	0	0
Nombre de trafiquants arrêtés	Nombre	200	0	0	0
<b>CAS DE VOLS DE BOEUFIS REDUITS</b>					
Nombre des boeufs de commerce contrôlés	Nombre	4500	0	0	0
Nombre des opérations ponctuelles effectuées	Nombre	84	0	0	0
Nombre des patrouilles de surveillance effectuée	Nombre	18000	0	0	0
Nombre des quartiers mobiles formés	Nombre	40000	0	0	0
Taux de recuperation des boeufs volés	%	10	0	0	0
<b>OS 121-1-2 : SECURISER LA CIRCULATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES SUR LES ROUTES</b>					
<b>ATTAQUES SUR LES AXES RN REDUITES</b>					
Nombre de surveillances des axes routiers effectuées	Nombre	10220	0	0	0
Nombre d'interventions ponctuelles sur les axes routiers	Nombre	2400	0	0	0

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 121-1-3 : DEMENTELER LES RESEAUX DE KIDNAPPING</b>					
<b>CAS DE KIDNAPPING REDUITS</b>					
Nombre d'auteurs de kidnapping arrêtés	Nombre	270	0	0	0
Nombre de personnes fichées dans la base de données	Nombre	675	0	0	0
<b>OG 121-2 : INSTAURER UN CLIMAT DE SÉCURITÉ PÉRENNE FAVORABLE AUX DÉVELOPPEMENTS</b>					
<b>OS 121-2-1 : LUTTER CONTRE LE TERRORISME ET LES CRIMINALITÉS TRANSNATIONALES ORGANISÉES</b>					
<b>MADAGASCAR ÉPARGNÉ DES ACTES DE TERRORISME</b>					
Nombre d'actes terroristes subis	Nombre	-	0	0	0
<b>RESSOURCES NATURELLES NATIONALES PROTÉGÉES</b>					
Nombre de trafiquants arrêtés	Nombre	80	0	0	0
<b>OS 121-2-2 : RENDRE EFFÉCTIVE ET PERMANENTE LA POLICE DE PROXIMITÉ</b>					
<b>SURVEILLANCE PRÉVENTIVE ASSURÉE</b>					
Taux de couverture spatiale	%	30	0	0	0
<b>SURVEILLANCE RÉPRESSIVE EFFICACE</b>					
Nombre d'individus arrêtés	Nombre	60000	0	0	0
<b>OG 121-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouverte à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.</b>					
<b>OS 121-3-1 : Renforcer la défense du territoire : ordre et sécurité publique, service de police, service de protection civil et militaire, service de protection aux frontières</b>					
<b>Actes affiliés au grand banditisme (vol de bœufs - actes de banditisme - kidnapping - vol de vanille) en récession</b>					
Taux de récession des actes affiliés au grand banditisme	%	15	0	0	0
<b>Axes RN sécurisés</b>					
Nombre de personnes blessées et de décédées sur les axes RN	Nombre	1332	0	0	0
<b>Criminalité en baisse</b>					
Taux de criminalité pour 1.000 habitants	‰	-	4,1521539	2,6403069	2,4347634
<b>Infraction à la loi pénale en baisse</b>					
Taux d'infractions à la loi pénale pour 1.000 habitants	‰	-	5,939063	3,9134412	3,2886949
<b>Police administrative efficace</b>					
Taux de diminution des cas d'infractions à la loi pénale	%	14	0	0	0
<b>Surveillance des axes routiers améliorée</b>					
taux de personnes blessées et décédées sur les axes	%	-	-14,37526	-33,05474	-50,64772
<b>124-Normalisation des équipements et infrastructures</b>					
<b>OG 124-1 : AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL FACE AUX EXIGENCES DE SES MISSIONS</b>					
<b>OS 124-1-1 : NORMALISER ET RENDRE SUFFISANTS LES INFRASTRUCTURES ET MOYENS MATÉRIELS MIS À LA DISPOSITION DU PERSONNEL</b>					
<b>CAPACITÉ D'ACCUEIL, ÉQUIPEMENTS ET MOBILITÉ DES ÉLÉMENTS DE LA GENDARMERIE AMÉLIORÉE</b>					
TAUX D'INFRASTRUCTURE ET D'ÉQUIPEMENT AMÉLIORÉS	%	100	0	0	0
<b>OS 124-1-2 : ÉQUIPER LE PERSONNEL DE MOYENS MATÉRIELS STRATÉGIQUES ET SPÉCIFIQUES</b>					
<b>DIMINUTION DES PERTES EN VIE HUMAINE ET BLESSURES EN SERVICE COMMANDÉ</b>					
NOMBRE DE GENDARMES TUÉS OU BLESSÉS EN OPÉRATION	Nombre	0	0	0	0
<b>125-Formation</b>					
<b>OG 125-1 : AMÉLIORER LA COUVERTURE ET LE PROFESSIONNALISME DU PERSONNEL DE LA GN</b>					
<b>OS 125-1-1 : AUGMENTER LE RATIO GENDARMERIE/POPULATION</b>					
<b>CAPACITÉ OPERATIONNELLE DES ÉLÈVES GENDARMES RECRUTES ACTUELLEMENT SATISFAISANTES A LA SORTIE</b>					
NOMBRE DE CADRES ET DES INSTRUCTEURS RECYCLES	Nombre	200	0	0	0
Taux de réalisation du programme de formation	%	90	0	0	0
<b>OS 125-1-2 : AMÉLIORER LE PROFESSIONNALISME DU PERSONNEL AU SEIN DE LA GN</b>					
<b>CULTURE DU MÉRITOCRATIE PROMUE</b>					
Nombre de concours organisés	Nombre	40	0	0	0
Nombre de lettres de félicitation allouées à l'occasion des stages de formation	Nombre	72	0	0	0
<b>FORMATION CONTINUE DU PERSONNEL ASSURÉE</b>					
Nombre de stages de formations planifiés	Nombre	24	0	0	0
Taux de réalisation des activités des stages de formation	%	90	0	0	0
<b>OG 125-2 : AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE LA GENDARMERIE NATIONALE</b>					
<b>OS 125-2-1 : AMÉLIORER LE PROFESSIONNALISME DU PERSONNEL</b>					
<b>PERSONNEL DE LA GENDARMERIE FORMÉ CONTINUELLEMENT</b>					
TAUX DE PARTICIPATION DU PERSONNEL DE LA GENDARMERIE À LA FORMATION SUR TERRAIN	%	80	0	0	0
<b>STAGES ET FORMATIONS ORGANISÉS RÉPONDANT AUX BESOINS DE LA GENDARMERIE</b>					
NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX DIFFÉRENTS STAGES	Unitaire	2419	0	0	0
<b>OS 125-2-2 : AUGMENTER LE RATIO GENDARMERIE / POPULATION</b>					
<b>ÉLÈVES GENDARMES RECRUTÉS ANNUELLEMENT RECEVANT LA FORMATION REQUISE</b>					
NOMBRE ÉLÈVES-GENDARMES SORTIES/NOMBRE RECRUTÉS	Unitaire	1200/1200	0	0	0
<b>OG 125-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouverte à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. *</b>					
<b>OS 125-3-1 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux*</b>					
<b>Compétences techniques et professionnelles du personnel améliorées</b>					
Taux d'amélioration des compétences techniques et professionnelles du personnel de la Gendarmerie	%	-	3,89	3,84	3,7
<b>Couverture spatiale améliorée</b>					
Ratio gendarme au km2	Ratio	-	1/32	1/30	1/29
<b>Formation continue du personnel assurée</b>					
Taux du personnel ayant participé à un stage de perfectionnement	%	4	0	0	0
<b>Ratio gendarmes/population amélioré</b>					
Ratio gendarmes/population pour dix mille (10.000) habitants	Nombre	7	0	0	0

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>14-MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION</b>					
<b>142-ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DECENTRALISATION</b>					
<b>063-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 063-1 : REDRESSEMENT DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE TANT DÉCONCENTRÉE QUE DÉCENTRALISÉE</b>					
<b>OS 063-1-1 : ASSURER UNE ADMINISTRATION OPTIMALE DES RESSOURCES</b>					
<b>GESTION DES MARCHÉS PUBLICS OPTIMISÉE</b>					
Pourcentage des marchés publics gérées	%	100	100	100	100
<b>GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE OPTIMISÉE</b>					
Pourcentage des ressources financières gérées	%	35	35	35	35
<b>GESTION DES RESSOURCES HUMAINES OPTIMISÉE</b>					
Pourcentage des ressources humaines gérées	%	35	35	35	35
<b>GESTION DU PATRIMOINE FONCIER, IMMOBILIER ET MATÉRIEL DU MINISTÈRE OPTIMISÉE</b>					
Pourcentage du patrimoine géré	%	35	35	35	35
<b>OS 063-1-2 : METTRE AUX NORMES LE SYSTÈME INFORMATIQUE ET LE SYSTÈME DE COMMUNICATION DU MINISTÈRE</b>					
<b>FAIRE CONNAÎTRE LES ACTIVITÉS DU MID ET VALORISER SON IMAGE</b>					
Pourcentage de réalisation	%	100	100	100	100
<b>SYSTÈME INFORMATIQUE DU MID OPTIMISÉE ET AUX NORMES</b>					
Pourcentage de l'optimisation et de normalisation	%	75	75	-	-
<b>OS 063-1-3 : ASSURER LA BONNE MARCHÉ DU PROCESUS ÉLECTORAL</b>					
<b>ELECTION RESPECTANT LES VALEURS DÉMOCRATIQUES</b>					
Pourcentage de réalisation	%	50	50	50	50
<b>OS 063-1-4 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DES CADRES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉCOLOGIQUE AU NIVEAU DES CTD.</b>					
<b>ENVIRONNEMENT ÉCOLOGIQUE AMÉLIORÉ AU NIVEAU DES CTD</b>					
Pourcentage de réalisation	%	50	50	50	50
<b>OS 063-1-Y : Promouvoir la performance socioéconomique de Madagascar à moyen terme</b>					
<b>Infrastructure Levier d'Emergence fonctionnelle</b>					
Nombre d'Infrastructure Levier d'Emergence fonctionnelle	Nombre	20	50	60	100
<b>133-Administration Territoriale</b>					
<b>OG 133-1 : AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICACITÉ DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>					
<b>OS 133-1-1 : AMÉLIORER LA PERFORMANCE DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET DES CTD</b>					
<b>CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET CTD PERFORMANTES</b>					
Nombre de structures territoriales bénéficiaires	Nombre	1200	1200	1200	1200
<b>OS 133-1-2 : RENFORCER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET LA BONNE GOUVERNANCE</b>					
<b>AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET BONNE GOUVERNANCE RENFORCÉES</b>					
Taux d'insécurité réduit	%	80	80	80	80
<b>OS 133-1-3 : RENFORCER LA PRÉVENTION, LE MAINTIEN DE L'ORDRE ET LA SÉCURITÉ PUBLICS</b>					
<b>ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS RENFORCÉS</b>					
Taux d'insécurité réduit	%	65	65	65	65
<b>OS 133-1-4 : FAIRE DE L'ÉTAT-CIVIL UN PUISSANT INSTRUMENT MODERNE AU SERVICE DES POPULATIONS, DE LA BONNE GOUVERNANCE, DE LA SÉCURITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT</b>					
<b>L'ÉTAT-CIVIL EST DEVENU UN PUISSANT INSTRUMENT MODERNE AU SERVICE DES POPULATIONS, DE LA BONNE GOUVERNANCE, DE LA SÉCURITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT</b>					
Taux d'instruments de l'état civil harmonisés, normalisés et modernisés	%	70	70	70	70
<b>OS 133-1-5 : RENFORCER LE SYSTÈME DE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>					
<b>SYSTÈME DE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE RENFORCÉ</b>					
Taux de dysfonctionnements corrigés	%	100	100	100	100
<b>OS 133-1-6 : FAVORISER LA GESTION RATIONNELLE DE LA MIGRATION</b>					
<b>MIGRATION BIEN GÉRÉE ET CONTRÔLÉE</b>					
Taux d'étrangers enregistrés et contrôlés	%	85	85	85	85
<b>134-Décentralisation et Développement Local</b>					
<b>OG 134-1 : METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE DE LA DÉCENTRALISATION AU PROFIT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL.</b>					
<b>OS 134-1-1 : AMÉLIORER L'ACCÈS DE LA POPULATION AUX INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX DE BASE</b>					
<b>SOUS-PROJETS D'INVESTISSEMENTS DES CTD EN INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX RÉALISÉS</b>					
Pourcentage de sous-projets réalisés	%	870	870	870	870
<b>OS 134-1-2 : COORDONNER LES APPUIS AUX CTD</b>					
<b>APPUIS AUX CTD COORDONNÉS</b>					
nombre des CTD appuyés	Nombre	1520	1520	1520	1520
<b>OS 134-1-3 : CONCERTER ET AGIR DANS LE PROCESSUS DE LA DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL.</b>					
<b>CADRE DE CONCERTATION SONT DYNAMISÉS AUTOUR D'UNE VISION PARTAGÉE SUR LA DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL</b>					
Nombre de cadres de concertation mis en place aux niveaux central et local	Nombre	400	400	400	400
<b>OS 134-1-4 : RENFORCER LA CAPACITÉ DES RESPONSABLES DE CTD EN GOUVERNANCE, EN DÉVELOPPEMENT LOCAL, EN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET EN URBANISME.</b>					
<b>CAPACITÉS DES RESPONSABLES DES CTD RENFORCÉES</b>					
Nombre des responsables des CTD formés par an	Nombre	2500	2500	2500	2500
<b>OS 134-1-5 : METTRE EN COHÉRENCE AVEC LA SNDL LES APPUIS AU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL.</b>					
<b>PROGRAMME D'APPUIS AU DÉVELOPPEMENT LOCAL MIS EN COHÉRENCE</b>					
Nombre d'empiètement thématique et géographique des appuis réduits	Nombre	90	90	90	90
<b>135-Réformes Administratives</b>					
<b>OG 135-1 : REFORMER L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES PUBLICS DES CTD</b>					
<b>OS 135-1-1 : RENFORCER LA COORDINATION DES ACTIONS DE RÉFORME DU MID</b>					
<b>SYNERGIE DES ACTIONS DE RÉFORME RENFORCÉE</b>					
Taux de réalisation des réformes adopté	%	55	55	55	55
<b>OS 135-1-2 : PILOTER LES ACTIONS DE RÉFORMES AU NIVEAU DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>					
<b>ACTIONS DE RÉFORME DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE PILOTÉES</b>					
Taux de réalisation des actions de réformes de l'administration du territoire	%	55	55	55	55
<b>OS 135-1-3 : MODERNISER LES SERVICES PUBLICS OFFERTS PAR LES CTD</b>					
<b>SERVICES PUBLICS OFFERTS PAR LES CTD MODERNISÉS</b>					
Taux de satisfaction des usagers (par rapport à la qualité des services offerts)	%	55	55	55	55
<b>SYSTÈME INFORMATIQUE DU MID OPTIMISÉE ET AUX NORMES</b>					
Pourcentage de l'optimisation et de normalisation	-	75	75	75	75
<b>216-Gestion des Risques et des Catastrophes</b>					
<b>OG 216-1 : Accroître la résilience des institutions nationales et collectivités territoriales face aux catastrophes</b>					
<b>OS 216-1-1 : Améliorer les outils techniques de préparation</b>					
<b>Besoins nationaux en logistique et communication évalués afin de garantir une réponse efficace aux désastres</b>					
Taux d'accroissement du montant des besoins nationaux en logistique et communication	Nombre	25	25	25	25
<b>Des outils sont développés pour la planification, la mise en oeuvre et le monitoring en matière de la préparation et réponse aux urgences</b>					
Nombre d'outils de planification, de mise en oeuvre et de monitoring en matière de la préparation et réponse aux urgences développés	Nombre	20	20	20	20
<b>Les actions de prévention, d'assistance et de reconstruction sont exécutées professionnellement par des antennes locales du BNGRC</b>					
Pourcentage des interventions de prévention, d'assistance et de reconstruction exécutées par des antennes locales du BNGRC	%	75	75	75	75
<b>Les capacités des acteurs sont renforcées en matière de préparation et de réponse</b>					
Nombre formations ou de remises à niveau des acteurs en préparation et réponse	Nombre	40	40	40	40
<b>Les centres opérationnels sont renforcés aux niveaux national et régional</b>					
Nombre de districts dotés de centres opérationnels actifs	Nombre	20	20	20	20

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>Les outils techniques de la préparation aux situations d'urgence sont adaptés et opérationnels</b>					
Nombre d'outils techniques renouvelés ou nouvellement développés, adaptés et opérationnalisés	Nombre	20	20	20	20
<b>Les systèmes d'alerte précoce sont opérationnels au niveau communautaire</b>					
Nombre de communes ayant un système d'alerte précoce opérationnel	Nombre	60	60	60	60
<b>Mission du BNGRC de prévision, d'assistance et de relèvement assurée</b>					
Taux d'interventions du BNGRC par rapport au nombre de sinistres	Nombre	90	90	90	90
<b>Une banque de données et d'informations est opérationnelle afin de centraliser les informations</b>					
Taux d'accroissement de la taille de la banque de données et d'informations	Nombre	35	35	35	35
<b>OS 216-1-2 : Un système national d'alerte précoce multirisque est renforcé et relayé par les SAP communautaires</b>					
<b>Le système national d'alerte précoce multirisque est renforcé et relayé par les SAP communautaires</b>					
Nombre de nouveaux SAP multirisques mis en place	Nombre	40	40	40	40
<b>OS 216-1-3 : Les risques majeurs sur l'ensemble du territoire sont connus et évalués et le SAP national multirisques renforcé</b>					
<b>Les risques tant au niveau national et local sont identifiés et évalués, et leur profil contribue de façon adéquate à la prise de décision des acteurs</b>					
Nombre de risques au niveau national et local étudiés, évalués et documentés de façon à aider à la prise de décision des acteurs	Nombre	20	20	20	20
<b>OS 216-1-4 : La RRC et la GRC sont intégrées dans les politiques nationale et sectorielles de développement</b>					
<b>L'intégration de la GRC dans les politiques, plans, programmes sectoriels est améliorée</b>					
Nombre de nouveaux documents de politique, plans, programmes sectoriels de développement intégrant la GRC	Nombre	35	35	35	35
<b>Le cadre juridique de la réduction et de gestion des risques des catastrophes est renforcé</b>					
Nombre de textes juridiques relatifs à la RRC et la GRC	Nombre	25	25	25	25
<b>Le cadre politique de la RRC et de la GRC est renforcé par la clarification autant que possible de toutes les clauses</b>					
Nombre de clauses du cadre politique de la RRC et la GRC clarifiées	Nombre	15	15	15	15

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>15-MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
<b>150-SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
<b>036-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 036-1 : REHABILITER L'ADMINISTRATION DE LA POLICE NATIONALE</b>					
<b>OS 036-1-1 : ASSURER LA GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES DE LA POLICE NATIONALE</b>					
<b>LES RESSOURCES DE LA POLICE NATIONALE SONT RENFORCÉES</b>					
Taux de réalisation des projets des infrastructures et d'acquisition des matériels roulant, des mobiliers, des équipements et du projet de recrutement	%	100	100	-	-
<b>OS 036-1-2 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>					
<b>LE CADRE D'ÉTHIQUE, DE L'INTÉGRITÉ ET DE LA REDEVABILITÉ SOCIALE EST RENFORCÉ</b>					
Taux de réduction du nombre des Policiers impliqués aux affaires de corruption et similaires	%	15	20	-	-
<b>OS 036-1-3 : ASSURER LE PILOTAGE ET LA COORDINATION DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE</b>					
<b>LE SYSTÈME DE CONTRÔLE ET DE SUIVI-ÉVALUATION EST RENFORCÉ</b>					
Transparence et efficience dans la gestion des affaires administratives et financières	%	100	100	-	-
<b>120-Sécurité publique</b>					
<b>OG 120-1 : GARANTIR LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS</b>					
<b>OS 120-1-1 : RENFORCER LA CAPACITÉ PRÉVENTIVE DE LA POLICE NATIONALE</b>					
<b>LA CAPACITÉ PRÉVENTIVE DE LA POLICE NATIONALE EST RENFORCÉE</b>					
Réduction du taux de criminalité	%	1,60	1,60	-	-
<b>OS 120-1-2 : RENFORCER LA CAPACITÉ DE PRISE EN CHARGE JUDICIAIRE DE LA POLICE NATIONALE</b>					
<b>LE TRAITEMENT DES AFFAIRES À CARACTÈRES JUDICIAIRE ET ÉCONOMIQUE EST AMÉLIORÉ</b>					
Taux d'élucidation des affaires traitées	%	55	60	-	-
<b>136-Surveillance du territoire et renseignements généraux</b>					
<b>OG 136-1 : INTENSIFIER LA COLLECTE DES RENSEIGNEMENTS ET LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE NATIONAL</b>					
<b>OS 136-1-1 : RENFORCER LA STRUCTURE DE RENSEIGNEMENTS DE LA POLICE NATIONALE POUR INFORMER LES INSTANCES ÉTATIQUES</b>					
<b>RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POLICE NATIONALE SONT PERTINENTS ET FIABLES</b>					
Nombre des renseignements exploités, récupérés et communiqués par la Police Nationale	Nombre	10450	10450	-	-
<b>OS 136-1-2 : RENFORCER LA SUREVEILLANCE DU TERRITOIRE NATIONAL</b>					
<b>LA DÉLIVRANCE DES DOCUMENTS DES VOYAGES ET OPTIMISÉE</b>					
Taux d'accroissement du nombre des documents de voyage délivrés	%	20	25	-	-
<b>LA SÛRETÉ PORTUAIRE ET AÉROPORTUAIRE EST RENFORCÉE</b>					
Taux d'élucidation de traitement des infractions à la législation sur l'immigration et émigration	%	100	100	-	-
<b>LE CONTRÔLE DES ÉTRANGERS EST INTENSIFIÉ</b>					
Taux d'accroissement du nombre des étrangers contrôlés	%	15	15	-	-
<b>137-Formation et réforme</b>					
<b>OG 137-1 : RENFORCER LA CAPACITÉ PROFESSIONNELLE, OPERATIONNELLE DES FONCTIONNAIRES DE POLICE ET LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU MINISTÈRE</b>					
<b>OS 137-1-1 : AMÉLIORER LE PROFESSIONNALISME DES FONCTIONNAIRES DE POLICE</b>					
<b>CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE LA POLICE NATIONALE AMÉLIORÉE</b>					
Taux d'accroissement des policiers bénéficiés de renforcement de capacité professionnelle	Nombre	80	85	-	-
<b>LA FORMATION INITIALE EST AMÉLIORÉE</b>					
Nombre des élèves formés	Nombre	1250	1250	-	-
<b>OS 137-1-2 : REFORMER LE CADRE LÉGAL ET LA STRUCTURE DE FONCTIONNEMENT DE LA POLICE NATIONALE</b>					
<b>LES TEXTES DE FONCTIONNEMENT DE LA POLICE NATIONALE SONT REFORMÉS</b>					
Nombre des textes de fonctionnement mis à jour	Nombre	8	-	-	-

**16-MINISTÈRE DE LA JUSTICE****160-JUSTICE****012-Administration et Coordination****OG 012-1 : OPTIMISER ET MODERNISER L'ORGANISATION ET LA GESTION DES SERVICES DE LA JUSTICE DANS UN SOUCI D'EFFICACITÉ ET D'EFFICIENCE****OS 012-1-1 : Rendre l'environnement de travail au niveau de la Chancellerie favorable à l'instauration de l'Etat de droit et de la Bonne Gouvernance****Gestion de la logistique du Ministère de la Justice améliorée**

Normes internes et état mis à jour des besoins en équipement matériel des services centraux disponibles

Logique  
(0:NON/1:OUI)

1

-

-

-

Pourcentage des bureaux disposant des matériels et mobiliers respectant les normes minimales au niveau de la Chancellerie

%

60

-

-

-

**Implication des Acteurs de la Justice pour l'instauration de l'Etat de droit renforcée**

Taux d'avancement de la mise en œuvre du projet PAJMA

%

93

-

-

-

Taux d'exécution financière des budgets annuels du PAJMA

%

0

-

-

-

Taux d'exécution physique des plans annuels du PAJMA

%

0

-

-

-

**Travaux de construction de nouveau bâtiment du Ministère de la Justice achevés**

Taux d'avancement des travaux de construction du nouveau bâtiment du Ministère de la Justice

Taux (%)

100

-

-

-

**OS 012-1-2 : METTRE LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DES RÉFORMES ENGAGÉES AU NIVEAU DE LA JUSTICE****RENDEMENT DE TRAVAIL AMÉLIORÉ GRÂCE À L'INFORMATISATION**

NOMBRE DE LOGICIELS DEVELOPPES

Nombre cumulé

6

-

-

-

POURCENTAGE DES SERVICES DES GREFFES DES JURIDICTIONS ET ETABLISSEMENTS UTILISANT L'OUTIL INFORMATIQUE

%

0

-

-

-

**VISIBILITÉ DES ACTIONS MENÉES PAR LE DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE**

Existence de Plan de communication cohérent avec la nouvelle stratégie de communication

Logique  
(0:NON/1:OUI)

1

-

-

-

POURCENTAGE DES ÉVÉNEMENTS ET ACTIONS EN ADÉQUATION AVEC LES THÈMES ET LES DOMAINES SPÉCIFIQUES DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE FAISANT L'OBJET DE COUVERTURES MÉDIATIQUES

%

0

-

-

-

**OS 012-1-3 : DISPOSER DES RESSOURCES HUMAINES MOTIVÉES ET EN NOMBRE SUFFISANT POUR ACCOMPAGNER LA MODERNISATION DE LA JUSTICE****EFFECTIF DU PERSONNEL DE LA JUSTICE RENFORCÉ**

NOMBRE DE NOUVEAUX PERSONNELS RECRUTÉS PAR VOIE DE CONCOURS

Nombre

730

-

-

-

**GESTION DE CARRIÈRE PLUS RATIONNELLE**

NOMBRE DE CATÉGORIES DE CORPS DONT LA BASE DES DONNÉES EST DISPONIBLE ET À JOUR

Nombre

0

-

-

-

Pourcentage des demandes traitées (suites données) par la DRH en matière de gestion de carrière du personnel

%

100

-

-

-

**OS 012-1-4 : INSTAURER LA CULTURE DE PERFORMANCE DANS LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET PATRIMONIALE DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE****BUDGET DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE EXÉCUTÉ CONFORMÉMENT À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNELLE**

TAUX D'EXÉCUTION DU BUDGET

%

98

-

-

-

**SYSTÈME DE PLANIFICATION ET DE SUIVI-ÉVALUATION AMÉLIORÉ**

POURCENTAGE DES INDICATEURS DE RESULTATS DISPONIBLES

%

0

-

-

-

Pourcentage des indicateurs de résultats disponibles

%

0

-

-

-

POURCENTAGE DES INDICATEURS D'OBJECTIFS SPÉCIFIQUES ET DE RÉSULTATS DISPONIBLES

%

100

-

-

-

**OG 012-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous****OS 012-2-1 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation, ...)****Capacité de pilotage et de coordination de la mise en œuvre de la mission assignée au Ministère de la Justice renforcée**

Niveau d'atteinte des valeurs cibles des indicateurs de résultats

Taux (%)

85

-

-

-

**Contreparties nationales dans la mise en œuvre des projets sur financement externe honorées**

Pourcentage des contreparties nationales des fonds sur financement externe régularisées

%

100

-

-

-

**CULTURE DE PERFORMANCE AU SEIN DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE AMÉLIORÉE**

Ratio de performance du Département de la Justice

%

-

80

85

90

**DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE DISPOSE PROGRESSIVEMENT DE RESSOURCES HUMAINES MOTIVÉES ET EN NOMBRE SUFFISANT POUR ACCOMPAGNER LA MODERNISATION DE LA JUSTICE**

Pourcentage des Juridictions et Etablissements respectant les normes minimales en termes d'effectif

%

15

20

25

30

**Environnement de travail au niveau de la Chancellerie plus favorable à l'instauration de l'Etat de droit et de la Bonne Gouvernance**

Pourcentage des bureaux disposant de local et d'équipements matériels respectant les normes minimales au niveau de la Chancellerie

%

30

50

70

75

**L'E-JUSTICE est progressivement mise en place**

Nombre de Tribunaux où services d'état-civil (casier judiciaire et/ou nationalité) accessibles en ligne

Nombre cumulé

0

3

7

11

**L'INFORMATISATION EST DÉPLOYÉE POUR ACCOMPAGNER L'ACCELERATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS**

Nombre de Tribunaux de Première Instance où logiciel de traitement de la chaîne commerciale (LTA-JCOM) déployé

Nombre cumulé

1

7

11

22

Nombre de Tribunaux de Première Instance où logiciel de traitement de la chaîne pénale (LOGI-PENAL) déployé

Nombre cumulé

2

7

11

16

**111-Administration judiciaire****OG 111-1 : ASSURER UNE JUSTICE DILIGENTE, INTÈGRE, RESPECTUEUSE DES DROITS HUMAINS ET SÉCURISANTE POUR LES INVESTISSEMENTS****OS 111-1-1 : RAPPROCHER LES JURIDICTIONS ET LES SERVICES JUDICIAIRES DES CITOYENS****JUSTICE PLUS ACCESSIBLE ET PLUS PROCHE DES CITOYENS**

NOMBRE DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE OUVERTS ET FONCTIONNELS

Nombre cumulé

48

-

-

-

**OS 111-1-2 : METTRE EN PLACE UN ENVIRONNEMENT JURIDIQUE STABLE ET SÉCURISANT, FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE****TEXTES NATIONAUX RÉFORMÉS ET DAVANTAGE CONNUS PAR LES CITOYENS**

POURCENTAGE DES TEXTES RÉFORMÉS ET/OU DES NOUVEAUX TEXTES ÉLABORÉS SOUMIS AUX INSTANCES D'ADOPTION

%

90

-

-

-

**Vulgarisation juridique accentuée en matière de lutte contre la vindicte populaire**

Nombre d'actions de vulgarisation et de sensibilisation en matière de lutte contre la vindicte populaire

Nombre

0

-

-

-

**OS 111-1-3 : ACCÉLÉRER ET SIMPLIFIER LES PROCÉDURES DE TRAITEMENT DES DOSSIERS AU NIVEAU DES COURS ET TRIBUNAUX****OUTILS DE TRAVAIL (STANDARDS DE SERVICE) APPLIQUÉS AU NIVEAU DES COURS ET TRIBUNAUX**

Pourcentage des jugements/arrêts couchés au niveau des Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire et administratif

%

0

-

-

-

POURCENTAGE DES JURIDICTIONS RESPECTANT LES STANDARDS DE SERVICE

%

0

-

-

-

Rapport Condamnés / Prévenus

Rapport

0

-

-

-

Taux des dossiers jugés au niveau de la Cour de Cassation

Taux (%)

60

-

-

-

Taux des dossiers jugés au niveau des Cours d'Appel

Taux (%)

70

-

-

-

Taux des dossiers jugés au niveau des Tribunaux de Première Instance

Taux (%)

70

-

-

-

Taux des requêtes jugées au niveau des Tribunaux Administratifs

Taux (%)

0

-

-

-

Taux des requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat

Taux (%)

0

-

-

-

**OS 111-1-4 : RENFORCER LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET DÉVELOPPER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE EN LA MATIÈRE****OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DE MADAGASCAR EN MATIÈRE DES DROITS DE L'HOMME RESPECTÉS**

Pourcentage d'achèvement de la rédaction des rapports annuels à présenter devant les organes de traités et le conseil des droits de l'homme rédigés

%

100

-

-

-

Pourcentage des projets de textes de ratification des conventions internationales, traités et/ou protocoles élaborés et transmis aux instances d'adoption

%

0

-

-

-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 111-1-5 : Accélérer le traitement des dossiers au niveau des juridictions administratives</b>					
<b>Standards de service des juridictions administratives respectés</b>					
POURCENTAGE DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES RESPECTANT LES STANDARDS DE SERVICE	%	0	-	-	-
Taux des requêtes jugées au niveau des Tribunaux Administratifs	Taux (%)	70	-	-	-
Taux des requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat	Taux (%)	73	-	-	-
<b>OG 111-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 111-2-1 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice.</b>					
<b>ENVIRONNEMENT JURIDIQUE STABLE ET SÉCURISANT, FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE</b>					
POURCENTAGE DES PROJETS DE TEXTES RÉFORMÉS ET/OU ÉLABORÉS SOUMIS AUX INSTANCES D'ADOPTION (par rapport aux textes identifiés à être réformés et/ou élaborés)	%	90	90	90	90
<b>Nouveaux Projets d'Emergence réalisés</b>					
taux de réalisation des activités validés après arbitrage des NPE	Taux (%)	100	-	-	-
<b>PROMOTION DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME RENFORCEE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE DEVELOPPEE</b>					
Pourcentage des projets de textes de ratification des conventions internationales, traités et/ou protocoles élaborés et transmis aux instances d'adoption	%	100	100	100	100
<b>SERVICES JUDICIAIRES D'AVANTAGE RAPPROCHÉS DES CITOYENS</b>					
Nombre de Districts où Tribunal de Première Instance implanté est implanté	Nombre cumulé	46	51	56	61
<b>Traitement des dossiers au niveau des Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire accéléré</b>					
Rapport Condamnés/Prévenus	Proportion	65/35	70/30	70/30	70/30
<b>Traitement des dossiers judiciaires accéléré</b>					
Rapport Condamnés/Prévenus	Proportion	70/30	-	-	-
<b>112-Administration pénitentiaire</b>					
<b>OG 112-1: METTRE EN PLACE UNE ADMINISTRATION PENITENTIAIRE RESPECTUEUSE DES DROITS HUMAINS, GARANT DE LA SECURITE ET DU DEVELOPPEMENT</b>					
<b>OS 112-1-1: PROMOUVOIR LA POLITIQUE DE LA REINSERTION SOCIALE EN MILIEU CARCERAL</b>					
<b>ACCÈS DES PERSONNES DETENUES A DES ACTIVITES DE REINSERTION SOCIALE</b>					
POURCENTAGE DES PERSONNES DETENUES AYANT ACCÈS A DES ACTIVITES DE REINSERTION SOCIALE	%	0	-	-	-
RAPPORT ENTRE EFFECTIF GLOBAL DES PERSONNES DETENUES ET NOMBRE DE FICHES D'ORIENTATIONS INDIVIDUELLES DE REINSERTION SOCIALE CONSTITUEES	%	26	-	-	-
<b>OS 112-1-2: FAVORISER LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN MILIEU CARCERAL</b>					
<b>ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES RESPECTANT LES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES DETENUES</b>					
CAPACITE D'ACCUEIL DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EXPRIMEE EN NOMBRE	Nombre	19554	-	-	-
TAUX DE SURPOPULATION CARCERALE REDUIT	%	0	-	-	-
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SEVERE	Taux (%)	1,4	-	-	-
<b>OS 112-1-3 : RENFORCER LA SECURISATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES</b>					
<b>ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES SECURISES</b>					
TAUX MAXIMAL D'EVASION	Taux (%)	0,2	-	-	-
<b>OS 112-1-4 : PROMOUVOIR L'APPROCHE NORMATIVE EN VUE D'AMELIORER LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE</b>					
<b>FORMATION PROFESSIONNALISANTE ET GESTION RATIONNELLE DU PERSONNEL PENITENTIAIRE</b>					
NIVEAU DE RESPECT DU STANDARD EN MATIERE DE GESTION ET REPARTITION DU PERSONNEL	%	37	-	-	-
TAUX DE REALISATION DU CALENDRIER DE FORMATION	%	57	-	-	-
<b>NORMES EN MATIERE DE CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL PENITENTIAIRE RESPECTEES</b>					
NIVEAU D'ATTEINTE DES NORMES	%	30	-	-	-
<b>OG 112-2 : NORMALISER LES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES</b>					
<b>OS 112-2-1 : AMÉLIORER LES CONDITIONS DE DÉTENTION EN MILIEU CARCÉRAL</b>					
<b>ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES RÉPONDANT AUX NORMES SANITAIRES</b>					
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES BÉNÉFICIAIRES D'AMÉLIORATION EN MATIÈRE DE SANTÉ	Nombre	0	-	-	-
<b>ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES RESPECTANT LES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES DETENUES</b>					
NOMBRE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES RESPECTANT LES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES DETENUES	Nombre	0	-	-	-
TAUX DE SURPOPULATION CARCERALE REDUIT	%	0	-	-	-
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SEVERE	Taux (%)	0	-	-	-
<b>GESTION DES GREFFES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES AMELIOREE</b>					
POURCENTAGE DES GREFFES RESPECTANT DES TEXTES EN VIGUEUR INHERENTS A LA GESTION ET A LA TENUE DES GREFFES	%	0	-	-	-
<b>PERSONNES DETENUES ATTEINTES DE MALNUTRITION SEVERE REDUITES</b>					
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SEVERE	%	0	-	-	-
<b>SURPOPULATION CARCERALE REDUITE</b>					
TAUX DE SURPOPULATION CARCERALE REDUIT	%	0	-	-	-
<b>TAUX DE MALNUTRITION SÉVÈRE RÉDUIT</b>					
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SÉVÈRE	%	0	-	-	-
<b>OS 112-2-2 : METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE DE PRÉPARATION À LA RÉINSERTION SOCIALE EN MILIEU CARCÉRAL</b>					
<b>ACCÈS DES PERSONNES DÉTENUES À DES ACTIVITÉS DE RÉINSERTION SOCIALE</b>					
TAUX DES PERSONNES DÉTENUES AYANT ACCÈS AUX ACTIVITÉS DE RÉINSERTION SOCIALE	%	0	-	-	-
<b>OS 112-2-3 : PROMOUVOIR UN ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL PROPICE À LA NORMALISATION DES CONDITIONS DE DÉTENTION AU SEIN DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE</b>					
<b>ADMINISTRATION PENITENTIAIRE PERFORMANTE</b>					
NIVEAU D'ATTEINTE DES INDICATEURS D'OBJECTIFS	%	0	-	-	-
<b>ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DU PERSONNEL PENITENTIAIRE AMELIORE</b>					
NIVEAU D'ATTEINTE DES NORMES MINIMALES SUR L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DU PERSONNEL PENITENTIAIRE	%	0	-	-	-
<b>ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DU PERSONNEL PÉNITENTIAIRE AMÉLIORÉ</b>					
NIVEAU D'ATTEINTE DES NORMES DANS L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DU PERSONNEL PÉNITENTIAIRE	%	0	-	-	-
<b>PERSONNEL PÉNITENTIAIRE DISCIPLINÉ, PLUS PERFORMANT ET INTÈGRE</b>					
NOMBRE DE DOSSIERS PARVENUS AU CONSEIL DE DISCIPLINE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	Nombre	0	-	-	-
<b>OG 112-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 112-3-2 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière des droits de l'homme</b>					
<b>Niveau de respect des normes en alimentation des personnes détenues (Norme minimale jugée acceptable: 2000Kcal/jour/personne détenue)</b>					
Taux de malnutrition sévère en milieu carcéral	Taux (%)	1,2	-	-	-
<b>OS 1123-3-3 : RENFORCER LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE EN MATIERE DES DROITS DE L'HOMME EN MILIEU CARCERAL</b>					
<b>APPROCHE NORMATIVE PROMUE AUX PERFORMANCES DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE</b>					
NIVEAU D'ATTEINTE DES NORMES	%	20	24	30	34
NIVEAU DE RESPECT DE NORME EN MATIERE DE GESTION ET DE REPARTITION DU PERSONNEL	%	20	32	38	43
TAUX DE REALISATION DU CALENDRIER DE FORMATION	%	49	57	70	70
<b>POLITIQUE DE RÉINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE EN MILIEU CARCÉRAL AINSI QUE LA PRODUCTIVITÉ DES CAMPS PÉNAUX PROMUE</b>					
PROPORTION (TAUX) DES BESOINS REELS EN ALIMENTATION DES PERSONNES DETENUES COUVERTS PAR LA PRODUCTION DES CAMPS PÉNAUX	%	5	8	10	12
RAPPORT ENTRE EFFECTIF GLOBAL DES PERSONNES DETENUES ET NOMBRE DE FICHES D'ORIENTATIONS INDIVIDUELLES DE REINSERTION SOCIALE CONSTITUEES	%	16	26	38	42
<b>RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN MILIEU CARCÉRAL DEFENDU</b>					
CAPACITE D'ACCUEIL DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EXPRIMEE EN NOMBRE	Nombre	17585	20285	21000	23000
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SEVERE	%	1,5	1,4	1,3	1,3
<b>SECURITE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES RENFORCEE TOUT EN RESPECTANT LES DROITS HUMAINS EN MILIEU CARCERAL</b>					
TAUX MAXIMAL D'EVASION	%	0,3	0,3	0,2	0,2

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>127-Promotion de l'intégrité</b>					
<b>OG 127-1: CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>					
<b>OS 127-1-1: CONTRIBUER À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>					
<b>CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE DES PÔLES ANTI-CORRUPTION RENFORCÉE</b>					
Taux des dossiers jugés au niveau des PAC opérationnalisés	%	0	-	-	-
<b>CHAÎNE SPÉCIALE DE LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE BOIS DE ROSE ET/OU DE BOIS D'ÉBÈNE MISE EN PLACE ET OPÉRATIONNELLE</b>					
Taux des dossiers jugés au niveau de la chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène	%	0	-	-	-
<b>Lutte contre le trafic illicite de bois de rose et/ou de bois d'ébène renforcée</b>					
Taux des dossiers jugés au niveau de la CSBDR	Taux (%)	0	-	-	-
<b>OS 127-1-2: RENFORCER LA PROMOTION DE L'INTÉGRITÉ ET DE LA CRÉDIBILITÉ DE LA JUSTICE</b>					
<b>LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES JUDICIAIRES ET PÉNITENTIAIRE EST AMÉLIORÉ ET AINSI LA CONFIANCE DES USAGERS ET DES INVESTISSEURS EST PROGRESSIVEMENT RESTAURÉE</b>					
Niveau de respect des outils de travail (standards de services, manuels de procédure,...)	%	0	-	-	-
Taux des suites données aux recommandations issues du contrôle de fonctionnement exercés par la DIJ et la DIP	%	80	-	-	-
<b>LES RÈGLES ÉTHIQUES ET DÉONTOLOGIQUES DES MAGISTRATS AINSI QUE LES RÈGLES DE CONDUITE DES PERSONNELS DE LA JUSTICE SONT DAVANTAGE RESPECTÉES</b>					
Niveau de respect des outils et dispositifs anti-corruption	%	0	-	-	-
Pourcentage des personnels de la Justice disposant les outils anti-corruption	%	100	-	-	-
<b>Lutte contre les rabatteurs au niveau des juridictions renforcée</b>					
Nombre de juridiction (Cour d'Appel, TPI) munie de dispositifs anti-rabatteurs	Nombre	8	-	-	-
<b>Repression effective de trafic illicite de bois de rose et de bois d'ébène</b>					
Taux des affaires jugées au niveau de la haine spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène est renforcé	Taux (%)	60	-	-	-
<b>OG 127-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 127-2-1: Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin</b>					
<b>INTÉGRITÉ ET CRÉDIBILITÉ DE LA JUSTICE AMÉLIORÉE</b>					
Pourcentage des acteurs du Département de la Justice faisant l'objet de doléances de corruption et/ou d'atteinte aux règles éthiques et déontologiques des magistrats et des règles de bonne conduite des personnels de la Justice	Taux (%)	3	2,8	2,5	2
<b>LES RÈGLES ÉTHIQUES ET DÉONTOLOGIQUES DES MAGISTRATS AINSI QUE LES RÈGLES DE CONDUITE DES PERSONNELS DE LA JUSTICE SONT DAVANTAGE RESPECTÉES</b>					
Niveau d'application de la nouvelle politique sectorielle de lutte contre la corruption	Taux (%)	60	-	-	-
<b>132-Contrôle externe des Finances Publiques</b>					
<b>OG 132-1: PROMOUVOIR LA RÉGULARITÉ, LA PERFORMANCE ET LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>					
<b>OS 132-1-1: S'ASSURER DE LA RÉGULARITÉ DES COMPTES PUBLICS À TRAVERS LES MISSIONS JURIDICTIONNELLES</b>					
<b>CONTRÔLE JURIDICTIONNEL SYSTÉMATIQUE ET À JOUR</b>					
Nombre d'arrêts et jugements définitifs sortis par les juridictions financières	Nombre	90	-	-	-
<b>CONTRÔLE SYSTÉMATIQUE ET À JOUR DE L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES</b>					
Taux d'avancement annuel du contrôle du projet de loi de règlement	%	100	-	-	-
<b>Moyens matériels de la juridiction financière renforcés</b>					
Pourcentage des bureaux des juridictions financières disposant des matériels et mobiliers respectant les normes minimales	%	80	-	-	-
<b>OS 132-1-2: CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES SERVICES PUBLICS (ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLIQUES, COLLECTIVITÉS LOCALES)</b>					
<b>CONTRÔLE PLUS ACCRU DE LA GESTION DES SERVICES PUBLICS</b>					
Nombre d'organismes publics audités	Nombre	5	-	-	-
<b>OS 132-1-3 : S'assurer de la régularité et de la transparence des comptes de campagnes électorales</b>					
<b>Comptes de campagne exhaustifs contrôlés</b>					
Pourcentage de comptes de campagne contrôlés	%	100	-	-	-
<b>OS 132-1-4 : CADRER ET RENFORCER LES RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS (GOUVERNEMENT, PARLEMENT, POUVOIRS AU NIVEAU DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES)</b>					
<b>COUR DES COMPTES ET TRIBUNAUX FINANCIERS SOLlicitÉS DAVANTAGE PAR LES POUVOIRS PUBLICS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE</b>					
Nombre d'activité d'assistance au gouvernement, parlement, pouvoirs publics décentralisés effectuée	Nombre	3	-	-	-
<b>OS 132-1-5 : INFORMER LES CITOYENS SUR LA SITUATION ET LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>					
<b>COUR DES COMPTES VISIBLE ET RECONNUE PAR LE PUBLIC SUR LA SCÈNE DES FINANCES PUBLIQUES</b>					
Nombre de rapports publics, thématiques et particuliers sortis	Nombre	4	-	-	-
<b>OS 132-1-6 : Rendre opérationnelle la Commission de Contrôle du Financement de la Vie Politique</b>					
<b>Commission fonctionnelle et opérationnelle</b>					
Degré de la fonctionnalité (en pourcentage) de la commission	%	100	-	-	-
<b>OS 132-1-7 : Informer les citoyens sur la situation et la gestion des comptes de campagnes</b>					
<b>Rapport sur le contrôle du financement des comptes de campagnes disponible et publié</b>					
Nombre de rapport émis et publié	Nombre	2	-	-	-
<b>OS 132-1-8 : PARTICIPER AUX ACTIVITÉS ORGANISÉES AU NIVEAU DES INSTANCES INTERNATIONALES (INTOSAI, AFROSAI, CREFIAF) ET RENFORCER LA CAPACITÉ DES MEMBRES DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES</b>					
<b>CAPACITÉ RENFORCÉE DES MEMBRES DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES</b>					
Nombre d'ateliers, réunions, conférences, symposiums, congrès, colloques assistés	Nombre	9	-	-	-
<b>OG 132-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 132-2-1: Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Contrôle de régularité, de performance, de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques renforcé</b>					
Existence de rapport public sur la gestion des finances publiques sortie	Logique	1	-	-	-
<b>140-Répression des actes de corruption</b>					
<b>OG 140-1: Contribuer à la lutte contre la recrudescence de la corruption et infractions assimilées, du blanchiment du produit du crime, du financement du terrorisme et des infractions économiques et financières</b>					
<b>OS 140-1-1: Renforcer continuellement la capacité institutionnelle des PAC en vue d'être crédibles et efficaces dans tout le territoire national</b>					
<b>Crédibilité et performance des PAC</b>					
Taux de condamnations assorties de Confiscation	%	45	-	-	-
Taux de condamnations assorties de peines complémentaires/accessoires	%	80	-	-	-
Taux des décisions couchées	%	100	-	-	-
Taux des pièces d'exécution établies	%	100	-	-	-
Taux d'exécution des décisions de condamnations définitives rendues par les PAC: amendes	%	20	-	-	-
Taux d'exécution des décisions de condamnations définitives rendues par les PAC: emprisonnement	%	100	-	-	-
<b>Disponibilité et efficacité des PAC à travers tout le territoire national</b>					
Nombre de PAC opérationnels	Nombre	3	-	-	-
Nombre de PAC opérationnels disposant de bâtiment administratif adéquat (Bâtiment Public)	Nombre	0	-	-	-
Pourcentage des services et juridiction dématérialisés au niveau de la DCN et des PAC	%	80	-	-	-
Pourcentage du personnel de la DCN, des Magistrats et des Greffiers des PAC bénéficiant au moins d'une formation	%	85	-	-	-
<b>OG 140-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 140-2-1: Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin</b>					
<b>Repression effective des actes de corruption, avec zéro tolérance par la mise en place progressive des Pôles anti-corruption au niveau de chacune des 06 Provinces</b>					
Nombre de Provinces où Pôles anti-corruption (1er et 2nd degré) ouverts et fonctionnels	Nombre	2	3	4	6

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>143-Justice Administrative</b>					
<b>OG 143-1 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 143-3-1 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice.</b>					
<b>Traitement des dossiers au niveau des juridictions administratives accéléré</b>					
Taux des requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat et des Tribunaux Administratifs	Taux (%)	70	72	75	80
<b>161-JUSTICE FINANCIERE</b>					
<b>074-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 074-1 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 074-1-4 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Contrôle de la régularité et de la sincérité dans la gestion financière des organismes publics nationaux exercé par la Cour des Comptes renforcé</b>					
Taux de performance global des organes de contrôle externe des finances publics	Taux (%)	ND	80	85	90
<b>141-Contrôle externe des finances publiques et assistance aux pouvoirs publics</b>					
<b>OG 141-1 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 141-1-1 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Contrôle de la régularité et de la sincérité dans la gestion financière des organismes publics nationaux exercé par la Cour des Comptes renforcé</b>					
Taux des comptes jugés au niveau de la Cour des Comptes par rapport aux comptes mis en état d'examen	Taux (%)	70	75	80	85
<b>Contrôle du financement de la vie politique renforcé</b>					
Pourcentage de comptes de campagne contrôlés	%	ND	100	100	100
<b>Transparence dans la gestion des deniers publics renforcé</b>					
Nombre de rapport public sorti par la Cour des Comptes	Nombre	1	1	1	1
<b>142-Contrôle des finances locales et assistance aux CTD</b>					
<b>OG 142-1 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 142-1-1 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Contrôle de la régularité et de la sincérité dans la gestion financière locale exercé par les Tribunaux Financiers renforcé</b>					
Taux des comptes des collectivités territoriales jugés au niveau des Tribunaux Financiers (rapport aux comptes mis en état d'examen)	Taux (%)	65	70	75	80
<b>Transparence dans la gestion des deniers publics renforcé</b>					
Nombre de rapport public sorti par les Tribunaux Financiers	Nombre	1	1	1	1

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>21-MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
<b>220-FINANCES ET BUDGET</b>					
<b>013-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 013-1 : CONTRIBUER A PILOTER LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>					
<b>OS 013-1-1 : AMÉLIORER LA DISPONIBILITÉ ET LA COHÉRENCE DES SUPPORTS TECHNIQUES POUR RENDRE EFFICACE, TRANSPARENTE ET RIGOREUSE LA BUDGÉTISATION DES POLITIQUES PUBLIQUES</b>					
<b>LES DOCUMENTS ET INFORMATIONS SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES SONT DISPONIBLES ET COHÉRENTS</b>					
POURCENTAGE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS DISPONIBLES SUR LES FINANCES PUBLIQUES	%	100	100	100	100
<b>OS 013-1-2 : RENFORCER LES NORMES ET LES CONTRÔLES EN MATIÈRE DE FINANCES PUBLIQUES</b>					
<b>LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES EST AMÉLIORÉE</b>					
POURCENTAGE DES NORMES ET PROCÉDURES MISE EN PLACE EN MATIÈRE DE GESTION PUBLIQUES	%	100	100	100	100
<b>OS 013-1-3 : PILOTER EFFICACEMENT LES RÉFORMES</b>					
<b>LES REFORMES SONT EFFECTIVES</b>					
POURCENTAGE DES REFORMES MISE EN PLACE	%	100	100	100	100
TAUX DE DISPONIBILITÉ DES RAPPORTS ET COMPTE-RENDU D'ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIONS STRATEGIQUES DU MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	(%)	neant	neant	-	-
<b>OS 013-1-4 : COORDINATION ET GESTION DES FINANCEMENTS DE L'UNION EUROPEENNE</b>					
<b>LES RESSOURCES FINANCIÈRES PAR L'UNION EUROPEENNE SONT BIEN GÉRÉES</b>					
NOMBRE DE RAPPORTS TRIMESTRIELS DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES FINANCIERS PAR L'UE PAR TYPES DE FINANCEMENT	NOMBRE	4	4	4	4
<b>OS 013-1-5 : DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES, L'ÉTHIQUE ET LES PERFORMANCES DES FONCTIONNAIRES</b>					
<b>LES AGENTS SONT MOTIVÉS ET EFFICACES</b>					
POURCENTAGE DES AGENTS MOTIVÉS ET EFFICACES	%	100	100	100	100
<b>OS 013-1-6 : RENFORCER LE SYSTÈME STATISTIQUE</b>					
<b>INFORMATIONS ET DONNÉES À JOUR ET FIABLES MISES À DISPOSITION DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT</b>					
Cartographie censitaire et rapport d'enquête MICS disponibles ( Travaux)	Nombre	1	1	-	-
Subvention reçu	%	100	100	-	-
Publication des résultats statistiques (IPC..)	Nombre	4	4	-	-
Nombre de données centralisées et gérées par l'INSTAT ( DATA CENTER)	Nombre	3	3	-	-
Pourcentage des arrières apurés	%	20	15	-	-
Nombre de publication du TBE mise en ligne	Nombre	4	4	-	-
Textes sur la Loi sur les statistiques et mise en application des organes prévus par la loi ( decret , arrêtés, fonctionnement des différents organes..)	Nombre	1	1	-	-
Hangar construit	%	10	0	-	-
<b>OS 013-1-7 : FOURNIR DES DONNÉES D'ANALYSES ET DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES AUX DÉCIDEURS ET INTERVENANTS ÉCONOMIQUES</b>					
<b>POLITIQUES PUBLIQUES ET ÉCONOMIQUES FAVORISANT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE</b>					
Taux d'utilisation des données d'analyses et de recherches	%	75	100	-	-
<b>OS 013-1-8 : AMÉLIORER LA TRANSPARENCE ET L'EFFICACITÉ DE LA DIN</b>					
<b>LES RECETTES DE LA DIN SONT EN HAUSSE</b>					
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES DE LA DIN	%	0	0	0	0
<b>OS 013-1-9 : AUGMENTER ANNUELLEMENT LES CHIFFRES D'AFFAIRES DE L'IN</b>					
<b>LES DEMANDES DE TRAVAUX FAITES PAR LES ORGANISMES PUBLIQUES ONT ÉTÉ RÉALISÉES</b>					
Pourcentage de satisfaction des demandes de travaux faites par les organismes publics	%	85	90	95	95
<b>LE CHIFFRE D'AFFAIRES FAIT PAR LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PRIVÉES AUPRÈS DE L'IN A CONNU DES AUGMENTATIONS</b>					
Pourcentage de chiffre d'affaire fait par les privées auprès de l'IN	%	3	5	7	7
<b>LES ACTIFS DE L'IN SONT BIENS SÉCURISÉS</b>					
Pourcentage de produits finis disparus	%	moins de 5	moins de 5	moins de 5	moins de 5
<b>RÉDUIRE LE NOMBRE DE TRAVAUX QUI ONT REÇU LA DÉROGATION DE LA CNIA</b>					
Pourcentage de demandes de dérogation accordé par la CNIA	%	15	20	25	25
<b>114-Gestion du Budget</b>					
<b>OG 114-1 : GÉRER DE MANIÈRE EFFICACE, EFFICIENTE ET TRANSPARENTE LE BUDGET DE L'ETAT</b>					
<b>OS 114-1-1 : RENFORCER LA DÉCONCENTRATION ET LES SERVICES DE PROXIMITÉ</b>					
<b>STD ET CTD APPUYÉS EN MATIÈRE DE GESTION BUDGÉTAIRE</b>					
NOMBRE DE CTD FORMÉS EN BUDGET PROGRAMME	Nombre	1000	1000	-	-
<b>OS 114-1-2 : ASSURER UNE GESTION EFFICACE , TRANSPARENTE ET FLUIDE DU PROCESSUS BUDGÉTAIRE (PROGRAMMATION, EXÉCUTION, SUIVI ÉVALUATION ET GESTION DU PATRIMOINE</b>					
<b>SERVICES OPERATIONNELS DE LA DGFAG FONCTIONNELS ET PERFORMANTS</b>					
ÉCART ENTRE LES PRÉVISIONS ET LES RÉALISATIONS EN TERMES DE PRODUITS	%	20	20	-	-
<b>PROCESSUS PROGRAMMATION, PLANIFICATION, BUDGETISATION, SUIVI EVALUATION COHERENT</b>					
Pourcentage des Institutions et Ministères assistés en matière de PPBSE	%	100	100	-	-
<b>PROCESSUS PPBSE COHÉRENT ET GESTION RATIONNEL LE DU PATRIMOINE</b>					
Taux de réalisation de mise à jour du Texte sur la gestion du Patrimoine de l'Etat	%	60	80	-	-
Taux de réalisation de la Gestion Informatisée du Patrimoine de l'Etat	%	60	70	-	-
<b>OS 114-1-3 : DÉVELOPPER L'EFFICACITÉ DES SERVICES DE LA DGB</b>					
<b>SERVICES OPERATIONNELS DE LA DGB FONCTIONNELS ET PERFORMANTS</b>					
ÉCART ENTRE LES PRÉVISIONS ET LES RÉALISATIONS EN TERMES DE PRODUITS	%	20	20	-	-
<b>OG 114-2 : RENDRE PERFORMANT LA GESTION BUDGÉTAIRE DE L'ETAT</b>					
<b>OS 114-2-1 : ASSURER L'EFFICACITÉ, L'EFFICIENCE, L'INCLUSIVITÉ ET LA TRANSPARENCE DE LA GESTION BUDGÉTAIRE</b>					
<b>ACCÈS ACCRU DU PUBLIC AUX PRINCIPALES INFORMATIONS BUDGÉTAIRES</b>					
INDICE SUR LE BUDGET OUVERT (IBO)	%	60	70	75	80
<b>AUTONOMISATION ACCRUE DES ACTEURS DE LA CHAÎNE DES DEPENSES PUBLIQUES</b>					
POURCENTAGE D'ACTEURS FORMÉS AYANT ACQUIS DES CONNAISSANCES SUFFISANTES RELATIVES A LEUR FONCTION BUDGÉTAIRE	%	100	100	100	100
<b>AFFECTATION OPTIMISÉE DES RESSOURCES AU NIVEAU DES MINISTÈRES, INSTITUTIONS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX</b>					
TAUX DE RÉALLOCATION DE CRÉDITS EN COURS D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	%	7	6	5	4
<b>OS 114-2-2 : OPTIMISER LA GESTION DU PATRIMOINE DE L'ETAT</b>					
<b>TRACABILITÉ AMÉLIORÉE DES PATRIMOINES MATÉRIELS, MOBILIERS ET IMMOBILIERS DE L'ETAT</b>					
TAUX DE TRACABILITÉ DES PATRIMOINES (POURCENTAGE DES RENSEIGNEMENTS SOMMAIRES SUR LE PATRIMOINE DE L'ETAT)	%	80	90	100	100
<b>115-Gestion Fiscale</b>					
<b>OG 115-1 : AMÉLIORER LA MOBILISATION DES RECETTES FISCALES</b>					
<b>OS 115-1-1 : MAÎTRISE DE L'ASSIETTE FISCALE</b>					
<b>LA POPULATION FISCALE AUGMENTE ET RESPECTE LES OBLIGATIONS FISCALES</b>					
TAUX DE DÉFAILLANCE GLOBALE (SRE)	%	7.5	7.5	5	5
TAUX D'AUGMENTATION DU NOMBRE DE CONTRIBUABLES	%	178	40	14	-
NOMBRES DE CONTRIBUABLES IMMATRICULÉS	NOMBRE	1250000	1750000	2000000	2250000
<b>QUALITÉ DU CONTRÔLE FISCAL AVÉRÉE</b>					
TAUX DE RECLAMATION CONTENTIEUSE EN BAISSE	%	25	20	15	10
<b>AMÉLIORATION DU TAUX DE RECOUVREMENT DES RECETTES FISCALES DES CTD</b>					
TAUX DE RECOUVREMENT MOYEN DES RECETTES FISCALES DES CTD	%	40	45	47	-
<b>ARRIÉRÉS FISCAUX APURÉS</b>					
TAUX D'APUREMENT DES RESTES À RECOUVRER	%	40	50	45	50

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>LES RÉSEAUX DE FRAUDEURS FISCAUX SONT DÉMANTELÉS</b>					
NOMBRE DE DOSSIERS DE CONTRIBUABLES À RISQUES, OBJETS D'INVESTIGATION SUR PLACE	Nombre	60	80	120	100
<b>CONTRIBUTION DU CONTRÔLE FISCAL DANS LA PRÉVISION DE RECETTES</b>					
POURCENTAGE DES REDRESSEMENTS FISCAUX PAR RAPPORT À LA PRÉVISION DE RECETTES	%	1.5	2.5	4.5	4.5
<b>OS 115-1-2 : AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE FISCALE</b>					
<b>MEILLEURE COMPRÉHENSION DES PROCÉDURES CONTENTIEUSES</b>					
TAUX D'APPUI MÉTHODOLOGIQUE EN MATIÈRES DE CONTENTIEUX, DE RECouvreMENTS FORCÉS ET DE POURSUITES (CAS IST)	%	100	100	100	-
<b>PRÉVISIONS DE CHAQUE BUREAU DE RECETTES OPTIMALES</b>					
POURCENTAGE DE L'ÉCART ABSOLU DE PRÉVISION DE RECETTES	%	< 5%	< 5%	<5%	-
<b>TEXTES FISCAUX MALGACHE CONFORMES AUX NORMES, RÈGLES ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ INTERNATIONALE</b>					
NOMBRE DE TEXTES D'APPLICATION SIGNÉS OU DE DOCTRINE ADMINISTRATIVE ELABORÉE	NOMBRE	4	4	4	-
NOMBRE DE DISPOSITIONS FISCALES CREEES OU MODIFIEES DANS LE CGI	NOMBRE	3	3	3	-
POURCENTAGE DE DISPOSITIONS FISCALES MODIFIÉES	%	50	100	-	-
<b>LE SAFI EST OPERATIONNEL</b>					
NOMBRE D'UO OU LES MODULES E-HETRA DU SAFI SONT OPERATIONNELS	NOMBRE	10	10	113	119
<b>LES PROCÉDURES DE CREATION D'ENTREPRISE (PERSONNE MORALES) RENOUVELLEMENT CREEES</b>					
NOMBRE D'ENTREPRISE (PERSONNES MORALES) NOUVELLEMENT CREEES	Nombre	3500	1500	1750	2000
<b>LES BESOINS STANDARDS DE RÉALISATION DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME SONT SATISFAITS</b>					
DOTATION DES MOYENS MATÉRIELS PAR RAPPORT AUX BESOINS STANDARDS DES SERVICES	%	40	60	80	100
POURCENTAGE DES SITUATIONS TRAITÉES ET GÉRÉES A TEMPS DES AGENTS	%	100	100	100	100
RÉALISATION DES DEPENSES	%	100	100	100	100
<b>LA COMPÉTENCE DES AGENTS EST ACCRUE</b>					
NOMBRE D'AGENTS FORMÉS	Nombre	404	436	500	960
<b>TRAITEMENT OPTIMUM DES CORRESPONDANCES</b>					
TAUX D'APUREMENT DES CORRESPONDANCES REÇUES	%	95	95	95	95
<b>UNITÉS OPÉRATIONNELLES PERFORMANTES</b>					
NOMBRE D'AGENTS AYANT SIGNÉ UN CONTRAT DE PERFORMANCE INDIVIDUEL	NOMBRE	31	155	195	416
PROPORTION D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES AYANT ATTEINT LA NOTE SUPÉRIEURE OU ÉGALE AU SEUIL DE PERFORMANCE (600/1000)	%	85	85	85	85
<b>UN DOCUMENT ANALYTIQUE CHIFFRÉ DES DÉPENSES FISCALES EST DISPONIBLE ET VALIDÉ</b>					
PROPORTION DES MESURES DÉROGATOIRES ÉVALUÉES	%	35	40	45	45
<b>DÉCISIONS RENDUES DANS LE DÉLAI EN RESPECT DE LA LÉGISLATION EN VIGUEUR</b>					
TAUX D'APUREMENT DES DOSSIERS	%	90	90	90	90
<b>LA BASE DE DONNÉES DES ACTIFS ET DES INFORMELS EST MISE À JOUR</b>					
NOMBRE CONTRIBUABLE NOUVELLEMENT FORMALISÉS	NOMBRE	30000	35000	40000	45000
TAUX DE FORMALISATION DES CONTRIBUABLES RECENSÉS DANS L'INFORMEL	%	40	50	60	-
<b>LE SAFI EST OPÉRATIONNEL</b>					
NOMBRE DUO OU LES MODULES E-HETRA DU SAFI SONT OPERATIONNELS	NOMBRE	10	113	119	-
<b>OS 115-1-3 : PROMOUVOIR UN CADRE JURIDIQUE STABLE, ACCESSIBLE ET TRANSPARENT RELATIF AUX LOIS ET DISPOSITIONS FISCALES</b>					
<b>DES RENFORCEMENTS DE CAPACITÉ SUR LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA FISCALITÉ INTERNATIONALE SONT ASSURÉS</b>					
NOMBRE D'INSPECTEURS MAÎTRISANT LE PRIX DE TRANSFERT, LES CONVENTIONS FISCALES, LE PROJET BEPS	Nombre	0	0	-	-
<b>LA TRANSPARENCE DES TEXTES FISCAUX EST ASSURÉE</b>					
DIMINUTION DES DOLÉANCES SUR LES THÈMES AYANT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE TEXTE LÉGISLATIF OU RÉGLEMENTAIRE	POURCENTAGE	0	0	-	-
<b>LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS EST AMÉLIORÉ</b>					
POURCENTAGE DE DOSSIERS TRAITÉS DANS LES DÉLAIS	POURCENTAGE	0	0	-	-
<b>OS 115-1-4 : ASSURER DES SERVICES DE PROXIMITÉ DE QUALITÉ AUX USAGERS</b>					
<b>L'UNITÉ OPÉRATIONNELLE NE PRÉSENTE PAS DE DÉFAILLANT</b>					
TAUX DE DÉFAILLANCE EN TVA ET IRSA	POURCENTAGE	0	0	-	-
<b>LES ARRIÉRÉS FISCAUX SONT APURÉS</b>					
TAUX D'APUREMENT DES RESTES À RECOURRER	POURCENTAGE	0	0	-	-
<b>LES USAGERS SONT SATISFAITS DES SERVICES RENDUS(DGE)</b>					
TAUX DE SATISFACTION DES USAGERS(DGE)	POURCENTAGE	0	0	-	-
<b>OS 115-1-5 : ÉTABLIR UNE PRÉVISION DE RECETTES FISCALES PAR RAPPORT AUX AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUES, ASSURER LA BONNE GESTION DE L'ENVELOPPE BUDGÉTAIRE ALLOUÉE À LA DGI ET RENFORCER LA COMPÉTENCE DES AGENTS</b>					
<b>LA COMPÉTENCE DES AGENTS EST ACCRUE</b>					
NOMBRE AGENTS FORMÉS PAR THÉMATIQUE	NOMBRE	0	0	-	-
NOMBRE DE FORMATIONS DISPENSÉES	Nombre	0	0	-	-
<b>LA PRÉVISION DE RFI EST RÉALISTE ET OBJECTIVE</b>					
POURCENTAGE DES BUREAUX DE RECETTES FAISANT DES RÉCLAMATIONS	POURCENTAGE	0	0	-	-
<b>LES DONNÉES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES À TEMPS RÉELS</b>					
DÉLAI DE RÉPONSES	HEURE	0	0	-	-
<b>LES FORMATIONS DISPENSÉES ONT DE RÉELLES FEED BACK</b>					
NOMBRE DE FICHES DE SUIVI EXPLOITÉES	Nombre	0	0	-	-
<b>LES RESSOURCES HUMAINES, FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES SONT BIEN GÉRÉES</b>					
POURCENTAGE DES CRÉDITS SANS EMPLOIS PAR RAPPORT AUX CRÉDITS OUVERTS	POURCENTAGE	0	0	-	-
TAUX DE SATISFACTION DES BESOINS DES AGENTS ET DES SERVICES					
<b>OS 115-1-6 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE ET LA MODERNISATION DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION FISCALE</b>					
<b>LES ENREGISTREMENTS D'ACTES SONT CONFORMES</b>					
SIEA VULGARISÉ DANS LES CF	Oui	0	0	-	-
<b>DES OUTILS ET RAPPORTS SERVANT DE TABLEAUX DE BORD POUR LES DÉCISIONS SONT DISPONIBLES</b>					
NOMBRE DE TYPES DE TABLEAUX DE BORD, DISPONIBLES(FEC,SGMPF, PTA...)	Nombre	0	0	-	-
<b>L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL ET D'ÉCHANGES AVEC LES CONTRIBUABLES EST AMÉLIORÉ</b>					
PORTAIL DES APPLICATIONS EN LIGNE	Oui	0	0	-	-
<b>L'INTÉGRITÉ DES AGENTS EST PROMUÉE</b>					
NOMBRE D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES, OBJET D'INSPECTION	Nombre	0	0	-	-
<b>LA QUALITÉ DES CONTRÔLES EST ASSURÉE</b>					
<b>LE NOMBRE DE RÉCLAMATION EST RÉDUITE</b>					
APPLICATION OPÉRATIONNELLE	Oui	0	0	-	-
<b>LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOLÉANCES EST OPTIMISÉ</b>					
LOGICIEL DE SUIVI DES APPELS OPÉRATIONNEL	Oui	0	0	-	-
NUMÉRO DE TÉLÉPHONE CALLCENTER DISPONIBLE					
<b>LE NIVEAU DE SATISFACTION DES USAGERS EST ÉVALUÉ</b>					
NOMBRE DE BUREAUX DE RECETTES AUPRÈS DESQUELS L'ENQUÊTE DE SATISFACTION EST OPÉRATIONNELLE	Nombre	0	0	-	-
<b>LES DÉCLARATIONS FISCALES SONT NORMALISÉES</b>					
APPLICATION OPÉRATIONNELLE	Oui	0	0	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 115-1-7: RENFORCER LA PRÉSENCE DE L'ADMINISTRATION FISCALE PAR LE BIAIS DU CONTRÔLE FISCAL</b>					
<b>LES RÉSEAUX DE FRAUDEURS FISCAUX SONT DÉMANTÉLÉS</b>					
NOMBRE DE DOSSIERS DE CONTRIBUABLES À RISQUES, OBJETS D'INVESTIGATION SUR PLACE	Nombre	0	0	-	-
<b>LA QUALITÉ DES VÉRIFICATIONS DE LA DGI EST ASSURÉE PAR LES ACTEURS CONCERNÉS</b>					
POURCENTAGE DE VÉRIFICATIONS VALIDÉES	POURCENTAGE	0	0	-	-
<b>LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT DE CRÉDIT DE TVA, PAR CATÉGORIE EST RESPECTÉ: CATÉGORIE VERTE (15 JOURS); CATÉGORIE JAUNE (40 JOURS) ET CATÉGORIE ROUGE (60 JOURS)</b>					
POURCENTAGE DE DOSSIERS TRAITÉS DANS LE DÉLAI	POURCENTAGE	0	0	-	-
<b>116-Douanes</b>					
<b>OG 116-1: ACCROÎTRE LES RECETTES DOUANIÈRES</b>					
<b>OS 116-1-1: RENFORCER LES SYSTÈMES ET PROCÉDURES DOUANIÈRES POUR UNE MOBILISATION OPTIMISÉE DES RECETTES</b>					
<b>Mécanismes de recouvrement et de lutte contre la fraude développés</b>					
Taux de réalisation de l'objectif des recettes annuelles	%	100	100	100	100
<b>Procédures de dédouanement renforcées</b>					
Nombre de module de SYDONIA World implémenté	NOMBRE	16	-	-	-
Nombre de bureaux appliquant les procédures de dédouanement dématérialisées	NOMBRE	0	0	-	-
<b>OS 116-1-2: FACILITER ET SÉCURISER LES ÉCHANGES</b>					
<b>Echanges facilités et sécurisés</b>					
Taux de réalisation des activités inhérentes à la facilitation et sécurisation des échanges	%	0	0	-	-
Taux de réduction du délai de dédouanement	%	10	-	-	-
<b>OS 116-1-3: OPTIMISER LES SOUTIENS DES SERVICES OPERATIONNELS</b>					
<b>Appuis nécessaires pour les services opérationnels de la Direction Générale des Douanes</b>					
Mise à disposition des appuis nécessaires	%	0	0	-	-
Taux de mise à disposition des appuis nécessaires	%	100	100	-	-
<b>OS 116-1-4: OPTIMISER LES SOUTIENS DES SERVICES OPÉRATIONNELS</b>					
<b>APPUIS NÉCESSAIRES POUR LES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA DGD MISE À DISPOSITION</b>					
TAUX DE MISE À DISPOSITION DES APPUIS NÉCESSAIRES	%	100	100	-	-
<b>117-Trésor</b>					
<b>OG 117-1: ASSURER UNE BONNE GOUVERNANCE FINANCIÈRE DANS LA CONDUITE DE LA POLITIQUE FINANCIÈRE DE L'ÉTAT ET DANS LA GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DES ORGANISMES PUBLICS</b>					
<b>OS 117-1-1: ASSURER LA SÉCURISATION DES FONDS, TITRES ET VALEURS PUBLICS</b>					
<b>MOYEN DE RÉGLEMENT DES DÉPENSES PUBLIQUES MODERNISÉS</b>					
Part des dépenses dont paiement dématérialisé	%	77,97	80	82	82
<b>SÉCURISATION DES SITES DE CONSERVATION DES FONDS AMÉLIORÉE</b>					
Pourcentage des Postes Comptables Conforme aux normes d'hygiène, de sécurisation et de conservation des fonds publics	%	61,98	61,98	64,46	65,29
<b>ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE PROXIMITÉ AMÉLIORÉE</b>					
Niveau d'extension de la couverture des Ministères	%	16,99	24,61	25,96	28,06
Niveau d'extension de la couverture des Communes	%	8,56	8,56	8,56	8,56
<b>GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES DES AGENTS AMÉLIORÉE</b>					
Pourcentage des agents du Trésor de corps spécifique	%	29,71	30,55	32,78	33,85
<b>OS 117-1-2: RENFORCER LA GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DES ORGANISMES PUBLICS ET DES SOCIÉTÉS À PARTICIPATION PUBLIQUE</b>					
<b>TRANSPARENCE ET MISE AUX NORMES DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES RENFORCÉES</b>					
Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion des CTD	%	100	100	100	100
Régularité et respect des délais pour la production de la loi de règlement	ANNÉE	-	2021	2022	2023
Délais des rapports d'exécution budgétaire (OGT) produits en cours d'année	JOURS	52,83	60	60	60
Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion de l'EPN	%	100	95	95	95
Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion de l'Etat	%	81,81	100	100	100
<b>GESTION DE LA TRÉSORERIE OPTIMISÉE</b>					
Rapport entre remboursement Capital et Tirage des BTA et BTf	%	<1	<1	<1	<1
<b>APPUI À LA RÉALISATION DE LA MISSION DE LA DGT AMÉLIORÉ</b>					
Taux d'exécution budgétaire du service administratif et financier	%	88	100	100	100
<b>GESTION DE LA DETTE AMÉLIORÉE</b>					
Respect des échéances de paiement du service de la dette	%				
Niveau d'endettement du Gouvernement Central	Ariary	Plafond d'endettement nt LF 2022	Plafond d'endettement nt LF 2023	Plafond d'endettement nt LF 2024	Plafond d'endettement nt LF 2025
<b>GOUVERNANCE DANS LA GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DES FONDS PUBLICS AMÉLIORÉE</b>					
Niveau de prévalence des détournements du réseau comptable direct du Trésor	%	<3	<3	<3	<3
<b>NIVEAU D'EXTENSION DU CHAMP DE CONTRÔLE AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET RÉGIES NON ENCORE CONTRÔLÉS</b>	%	45	60	65	70
Taux de recouvrement des recettes non fiscales incombant au Trésor Public	%	100	100	100	100
Taux d'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat	%	20	20	20	20
Taux de suivi des dossiers juridiques et contentieux en matière budgétaire et comptable	%	100	100	100	100
Taux de régularisation des dossiers d'arriérés de paiement éligibles	%	0	100	100	100
<b>OS 117-1-3: DÉVELOPPER LES SERVICES FINANCIERS</b>					
<b>EXPANSION DU SECTEUR FINANCIER</b>					
Taux de contribution à la mise en œuvre de la politique et des projets liés au secteur financier	%	40	40	45	45
<b>ACCÈS DE LA POPULATION AUX SERVICES FINANCIERS DE PROXIMITÉ AMÉLIORÉ</b>					
Nombre de points d'accès pour 10 000 adultes au niveau national	%	ND	130,5	148,5	166,5
<b>OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE CHANGE POUR LES OPÉRATIONS EN CAPITAL ET COURANTES OBSERVÉES</b>					
Taux de régularité des opérations en capital et financières, exportations et importations	%	>90	>85	>90	>90
<b>FIABILITÉ ACCRU DU SYSTÈME DE CONTRÔLE MIS EN ŒUVRE AU NIVEAU DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET DES ENS</b>					
Niveau de contrôle des organismes sous tutelle du MEF	%	60	60	60	60
<b>129-Contrôle Budgétaire et Financière</b>					
<b>OG 129-1: RENFORCER LE CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES</b>					
<b>OS 129-1-1: ALLÉGER LE CONTRÔLE A PRIORI</b>					
<b>ORDONNATEURS FORMÉS EN VUE DE RENFORCEMENT DE LEURS CAPACITÉS</b>					
NOMBRE DE SÉANCES DE FORMATIONS DES ORDSEC EFFECTUÉES	Nombre	3	3	-	-
<b>CONTRÔLE A PRIORI RENDU PLUS EFFICACE</b>					
TAUX DE REJET	%	3	2	-	-
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS SUPÉRIEUR A 5 JOURS	%	3	3	-	-
<b>OS 129-1-2: RENFORCER LES CONTRÔLES A POSTERIORI</b>					
<b>AUDIT DES PROCÉDURES DE CHED RENFORCÉ</b>					
TAUX DE COUVERTURE DE CONTRÔLE PAR LE CONTRÔLE FINANCIER DES CREDITS MANDATES	%	30	30	-	-
TAUX D'INFRACTION/FAUTES DE GESTION CONSTATÉES PAR LE CONTRÔLE FINANCIER PAR RAPPORT AUX CREDITS MANDATES CONTRÔLÉS	%	6	6	-	-
<b>CONTRÔLE À POSTERIORI DEVENU SYSTÉMATIQUE</b>					
TAUX DE COUVERTURE DE CONTRÔLE PAR LE CONTRÔLE FINANCIER DES CREDITS MANDATES	%	30	30	-	-
TAUX DE DÉTOURNEMENT DES DENIERS PUBLICS CONSTATÉS PAR LE CONTRÔLE FINANCIER PAR RAPPORT AUX CREDITS MANDATES CONTRÔLÉS	%	6	6	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>130-Gestion Financière du Personnel de l'Etat</b>					
<b>OG 130-1 : RENFORCER LA GOUVERNANCE FINANCIERE ET BUDGETAIRE DU PERSONNEL DE L'ETAT</b>					
<b>OS 130-1-1 : RENFORCER LE MÉCANISME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DES EFFECTIFS DES AGENS DE L'ETAT</b>					
<b>PREVISION DE LA MASSE SALARIALE FIABLE</b>					
Taux de réalisation par rapport à la prévision de la masse salariale	%	100	100	-	-
<b>OS 130-1-2 : OPTIMISER LA GESTION FINANCIÈRE DU PERSONNEL DE L'ETAT</b>					
<b>DÉFICIT DES CAISSES DE RETRAITE RÉDUIT</b>					
Taux de recouvrement de cotisations sociales	%	80	80	-	-
<b>AGENTS PLUS PERFORMANTS</b>					
Taux des dossiers rejetés et en instance	%	15	10	-	-
<b>DEPENSES DE SOLDE EXECUTEES DE MANIÈRE OPTIMALE</b>					
Taux d'exécution crédit de soldes	%	100	100	-	-
<b>OS 130-1-3 : AMÉLIORER LE CADRE ORGANISATIONNEL, PHYSIQUE, LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE DE LA GESTION FINANCIÈRE DU PERSONNEL DE L'ETAT</b>					
<b>GESTION FINANCIÈRE DU PERSONNEL DE L'ETAT MODERNE</b>					
Nombre de réformes initiées & réalisées	NOMBRE	3	3	-	-
<b>OG 130-2 : -- RENDRE PERFORMANT LA GESTION FINANCIERE DU PERSONNEL DE L'ETATSaisir un objectif global --</b>					
<b>OS 130-2-1 : -- RENFORCER L'EFFICIENCE ET LA QUALITE DE LA GESTION FINANCIERE DU PERSONNEL DE L'ETAT --</b>					
<b>DÉFICIT DES CAISSES DE RETRAITE DES AGENTS DE L'ETAT RÉDUIT</b>					
RATIO COTISANTS/RETRAITES	Ratio	1,9	2,3	2,5	2,6
<b>RATIONALISATION ACCRUE DE LA GESTION DE LA MASSE SALARIALE</b>					
INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DE LA PERFORMANCE DES AGENTS DE L'ETAT	NOMBRE	8	9	9,5	10
<b>EFFECTIVITE ACCRUE DES PRESTATIONS DE SERVICE EN MATIERE DE SOLDE ET DE PENSIONS</b>					
Taux de services rendus atteignant le standard de qualité de service	%	90	100	100	100
<b>803-Action sociale et développement</b>					
<b>OG 803-1 : CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LES APPUIS TRANSVERSAUX AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL</b>					
<b>OS 803-1-1 : AMÉLIORER LE NIVEAU DE REVENU DES COUCHES VULNÉRABLES ET RESTAURER DES INFRASTRUCTURES SOCIALES D'UTILITÉ PUBLIQUE</b>					
<b>CONDITION DE VIE DE LA POPULATION AMÉLIORÉE</b>					
Nombre de projets réalisés	Nombre	55	63	-	-
<b>OS 803-1-2 : AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES LOCALES ET LA CONCERTATION AU NIVEAU DES COMMUNES</b>					
<b>INFRASTRUCTURES PUBLIQUES (ROUTIÈRES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES, HYDRAULIQUES) CONTRUITES OU RÉHABILITÉES</b>					
Nombre d'infrastructures publiques réalisées	Nombre	4	5	-	-
<b>290-PILOTAGE DE L'ECONOMIE</b>					
<b>014-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 014-1 : PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE PERFORMANTE ET EFFICIENTE</b>					
<b>OS 014-1-1 : ASSURER LE PILOTAGE MINISTÉRIEL ET LE PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ET À LA RECONSTRUCTION DE L'ECONOMIE</b>					
<b>COORDINATION EFFICACE DES SERVICES DÉCONCENTRÉS</b>					
Taux de réalisation des PTA	TAUX	0	0	-	-
<b>PILOTAGE MINISTÉRIEL PERFORMANT</b>					
Taux de suivi de la mise en œuvre du PTA et du PASP	TAUX	0	0	-	-
<b>OS 014-1-2 : RENFORCER L'UTILISATION DES MOYENS EN VUE D'UNE COORDINATION EFFECTIVE DU MINISTÈRE</b>					
<b>LA GESTION DE LA PASSATION DES MARCHÉS EST AMÉLIORÉE ET TRANSPARENTE</b>					
Taux d'exécution du plan de passation des marchés	TAUX	0	0	-	-
<b>CADRE JURIDIQUE DU MINISTÈRE ASSURÉ</b>					
Taux de réalisation	TAUX	0	0	-	-
<b>LE PATRIMOINE DU MEP VALORISÉ ET GÉRÉ RATIONNELLEMENT</b>					
Pourcentage des structures restaurées et sauvegardées	TAUX	0	0	-	-
<b>LES RESSOURCES FINANCIÈRES GÉRÉES À BON ESCIENT</b>					
Taux d'exécution budgétaire	TAUX	0	0	-	-
<b>STRUCTURES RGPH OPÉRATIONNELLES</b>					
Taux de réalisation des infrastructures programmées	TAUX	0	0	-	-
<b>SUIVI SANITAIRES DES MOYENS HUMAINS RENFORCÉ</b>					
Taux de réalisation	TAUX	0	0	-	-
<b>SYSTÈME D'INFORMATION OPÉRATIONNEL</b>					
Taux de satisfaction des usagers	TAUX	0	0	-	-
<b>SYSTÈME DE GRH MODERNE ET PERFORMANT</b>					
Taux d'effectivité de la modernisation du système de GRH	TAUX	0	0	-	-
<b>OG 014-2 : ASSURER LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES DU MINISTÈRE</b>					
<b>OS 014-2-1 : Gérer de manière optimale la masse salariale</b>					
<b>Rémunération du personnel honorée à temps</b>					
Taux d'exécution des dépenses de solde	%	100	100	-	-
<b>604-Economie</b>					
<b>OG 604-1 : Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Département Economie et Plan en vue de réalisation de sa mission</b>					
<b>OS 604-1-1 : GÉRER RATIONNELLEMENT ET EFFICACEMENT LES RESSOURCES</b>					
<b>PILOTAGE BUDGETAIRE PERFORMANT</b>					
Taux d'exécution budgétaire	POURCENTAGE	0	0	0	0
Pourcentage de la mise en œuvre du processus CDMT	POURCENTAGE	0	0	0	0
Nombre de séances de renforcement de capacités et de sensibilisation des acteurs budgétaires	NOMBRE	2	0	0	0
Budget programme du Département Economie et Plan élaboré	NOMBRE	0	0	0	0
Pourcentage des projets (PIP) exécutés	POURCENTAGE	95	0	0	0
Document de CDMT de la DGEF mis à jour, cadré et cohérent	(%)	0	0	0	-
<b>MOYENS MATÉRIELS ET HUMAINS RENFORCÉS ET PATRIMOINES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE VALORISÉS</b>					
Nombre de journées informatives sur les droits et obligations des agents de l'Etat au niveau des SREP organisées	NOMBRE	0	0	0	-
Taux d'actes réglementaires établis, finalisés et mandatés	POURCENTAGE	100	0	0	0
Pourcentage des matériels et patrimoines restaurés et sauvegardés	POURCENTAGE	0	0	0	0
Nombre de bâtiment administratif réhabilité et équipé	NOMBRE	10	0	0	0
Pourcentage des outils GPEEC informatisés et opérationnels	POURCENTAGE	0	0	0	-
Pourcentage de rénovation et d'entretien du parc de véhicules réalisés	POURCENTAGE	0	0	0	-
Taux de réalisation du suivi sanitaire des agents	POURCENTAGE	0	0	0	-
Nombre de séances de renforcement de capacités managériales et techniques des agents de la DGEF réalisées	NOMBRE	0	0	0	0
Nombre de séances d'information et de formation réalisées en LOLF et CDMT	NOMBRE	0	0	0	-
<b>GESTION DE PASSATION DE MARCHÉS TRANSPARENTE</b>					
Pourcentage de convention conclue	POURCENTAGE	0	0	0	0
Taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés (PPM)	POURCENTAGE	100	0	0	0

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>SYSTÈME D'INFORMATION OPÉRATIONNEL</b>					
Taux des informations pertinentes et des documents mises en ligne	TAUX	100	0	0	0
		100%	0	0	0
Pourcentage d'opérationnalisation du standard de service public au sein du Département Economie et Plan	POURCENTAGE	75	0	0	0
Nombre de matériels de communication et d'information acquis	NOMBRE	0	0	0	0
Taux de satisfaction des usagers sur le site web	POURCENTAGE	0	0	0	0
<b>OG 604-2 : RÉHABILITER L'ADMINISTRATION, INSTAURER L'AUTORITÉ DE L'ETAT ET ASSURER LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET AUGMENTER L'ESPACE BUDGÉTAIRE</b>					
<b>OS 604-2-1 : RENFORCER LE SYSTÈME STATISTIQUE</b>					
<b>INFORMATIONS ET DONNÉES À JOUR ET FIABLES MISES À DISPOSITION DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT</b>					
POURCENTAGE DE MISE EN ŒUVRE DE LA LOI SUR LES STATISTIQUES	POURCENTAGE	50	0	0	0
NOMBRE ENQUÊTES STATISTIQUES EFFECTUÉES	NOMBRE	4	0	0	0
NOMBRE D'ATELIERS DE DISSEMINATION DES RESULTATS DU RGPH ET DE L'ENQUETE MICS REALISES	NOMBRE	5	0	0	0
NOMBRE DE VEILLES INFORMATIONNELLES STATISTIQUES EFFECTUÉES	NOMBRE	2	0	0	0
<b>MISE À DISPOSITION DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT D'INFORMATION ET DE DONNÉES À JOUR ET FIABLES ASSURÉ</b>					
NOMBRE DE RAPPORTS D'ENQUÊTES STATISTIQUES DISPONIBLES	Nombre	0	0	0	0
<b>OS 604-2-2 : DÉVELOPPER DES POLITIQUES PUBLIQUES ORIENTÉES VERS L'EFFICACITÉ, L'EFFICIENCE ET L'ÉQUITÉ ET ASSURER LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET AUGMENTER L'ESPACE BUDGÉTAIRE</b>					
<b>OUTILS ET MÉCANISMES D'ÉCLAIRAGE ET DE CADRAGE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE CONÇUS ET DISPONIBLES</b>					
RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	0
NOMBRE DE CADRAGES MACROÉCONOMIQUES À MOYEN TERME ELABORES	NOMBRE	2	0	0	0
TAUX DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE	POURCENTAGE	5.5	0	0	0
NOMBRE D'ÉTUDES SPÉCIFIQUES SELON LE BESOIN DE L'ÉCONOMIE	NOMBRE	0	0	0	0
NOMBRE D'ÉTUDES EFFECTUÉES ET DISSEMINÉES	NOMBRE	10	0	0	0
NOMBRE D'OUTILS D'ANALYSE ÉCONOMIQUE DISPONIBLES ET OPÉRATIONNELS	Nombre	0	0	0	0
NOMBRE D'ATELIERS DE CONCERTATION AVEC L'ETAT ET LE SECTEUR PRIVÉ	NOMBRE	0	0	0	0
NOMBRE D'ÉTUDES ET ANALYSES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DISPONIBLES	NOMBRE	2	0	0	0
NOMBRE DE NOTES DE CONJONCTURE ELABOREES	NOMBRE	3	0	0	0
NOMBRE DE MODÈLES MACROÉCONOMIQUES ELABORES	NOMBRE	1	0	0	0
NOMBRE DE NOTES DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES OU « POLICY BRIEFS ELABOREES	NOMBRE	0	0	0	0
<b>OUTILS D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ÉLABORÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES MOBILISÉES</b>					
NOMBRE D'OUTILS DE POLITIQUE PUBLIQUES DISPONIBLES	Nombre	0	0	0	-
<b>OS 604-2-3 : ASSURER LA COORDINATION DE LA COOPÉRATION ET LE SUIVI-ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE, STRATÉGIES ET MÉCANISMES POUR LA COORDINATION DE LA COOPÉRATION AVEC LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS ET LES AUTRES PARTIES PRENANTES DÉVELOPPÉS</b>					
POURCENTAGE DE MISE EN COHÉRENCE DE LA POLITIQUE DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT COORDONNÉE	POURCENTAGE	0	0	0	-
NOMBRE D'ÉTUDES SUR L'INDICE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL EFFECTUÉES	NOMBRE	0	0	0	-
NOMBRE DE PROGRAMMES DE COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES COORDONNÉS	NOMBRE	5	0	0	-
RAPPORT SUR LA COOPÉRATION AU DEVELOPPEMENT DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
NOMBRE DE DOCUMENTS DE POLITIQUES ET STRATÉGIES DISPONIBLE	Nombre	0	0	0	-
POLITIQUE NATIONALE SUR LA COOPERATION DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	0
NOMBRE DE PROGRAMMES DE COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES COORDONNÉ	NOMBRE	0	0	0	-
POLITIQUE NATIONALE SUR LA COOPÉRATION EXTÉRIEURE DISPONIBLE	NOMBRE	0	0	0	-
<b>SYSTÈME NATIONAL INTÉGRÉ DE SUIVI-EVALUATION (SNISE) DISPOSANT DES INFORMATIONS FIABLES ET SUIVANT L'APPROCHE DE GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS (GAR), OPÉRATIONNEL À TOUS LES NIVEAUX</b>					
NOMBRE DE RAPPORT DISPONIBLE POUR LE SYSTÈME NATIONAL INTÉGRÉ DE SUIVI EVALUATION (SNISE)	Nombre	0	0	0	0
<b>OG 604-3 : CONCEVOIR, PILOTER ET ANALYSER LA POLITIQUE DE L'ETAT EN MATIÈRE DE GESTION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES</b>					
<b>OS 604-3-1 : DÉFINIR LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE</b>					
<b>OUTILS ET MÉCANISMES D'ÉCLAIRAGE ET DE CADRAGE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE CONÇUS ET DISPONIBLES</b>					
NOMBRE D'ÉTUDES EFFECTUÉES	NOMBRE	0	2	2	2
NOMBRE DE NOTES DE CONJONCTURE PUBLIÉES	NOMBRE	0	3	3	3
NOMBRE DE RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER PUBLIE	NOMBRE	0	1	1	1
NOMBRE DE LETTRES DE CADRAGE DE LA LOI DE FINANCES ELABOREES	NOMBRE	0	2	2	2
NOMBRE DE MODELES MACROECONOMIQUES OPERATIONNELS	NOMBRE	0	1	1	1
TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE OPERATIONNEL	NOMBRE	0	40	80	100
NOMBRE DE CADRAGES MACROECONOMIQUES ELABORES	NOMBRE	0	2	2	2
<b>OG 604-4 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE ET L'ETAT DE DROIT</b>					
<b>OS 604-4-1 : GERER RATIONNELLEMENT ET EFFICACEMENT LES RESSOURCES</b>					
<b>GESTION COHERENTE ET EFFICIENTE DES ALLOCATIONS DES RESSOURCES</b>					
Pourcentage de la mise en œuvre du processus CDMT	%	0	100	100	100
POURCENTAGE DES MATERIELS ET PATRIMOINES RESTAURES ET SAUVEGARDES	%	0	95	98	100
TAUX D'INFORMATIONS PERTINENTES ET DES DOCUMENTS MIS EN LIGNE	%	0	100	100	100
TAUX D'ACTES REGLEMENTAIRES ETABLIS, FINALISES ET MANDATES	%	0	100	100	100
NOMBRE DE SEANCES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES ET DE SENSIBILISATION DES ACTEURS EFFECTUES	NOMBRE	0	2	3	4
TAUX D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)	%	0	100	100	100
<b>612-Planification</b>					
<b>OG 612-1 : PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE PERFORMANTE ET EFFICIENTE</b>					
<b>OS 612-1-1 : RENFORCER LA PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL À CARACTÈRE INCLUSIF ET DURABLE À TOUS LES NIVEAUX</b>					
<b>LES CADRES DE PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT À MOYEN ET LONG TERME SONT INCLUSIFS ET DURABLES</b>					
POURCENTAGE DE REALISATION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA « VISION MADAGASCAR 2045» DISPONIBLE	NOMBRE	0	0	0	-
PEM INTEGRANT LES DIMENSIONS POPULATION/GENRE	NOMBRE	0	0	0	-
POURCENTAGE DE REALISATION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DES ODD ET DE L'AGENDA 2063	POURCENTAGE	50	0	0	-
PTA DE LA PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT, SECTEUR PRIVÉ ET EMPLOI (PDSPE) DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
PLAN EMERGENCE MADAGASCAR ET PLAN DE MISE EN ŒUVRE ELABORE	NOMBRE	1	0	0	-
PEM INTEGRANT LA DIMENSION "CAPITAL NATUREL"	NOMBRE	0	0	0	-
PLAN DE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME INTÉGRANT LES DIMENSIONS TRANSVERSALES DISPONIBLES	Nombre	0	0	0	-
POURCENTAGE DE MISE EN ŒUVRE DU PTA DE LA PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT, SECTEUR PRIVÉ ET EMPLOI (PDSPE)	%	100	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS SUR L'EXAMEN SUR LA STRATÉGIE FAIM ZERO A MADAGASCAR REALISES	NOMBRE	0	0	0	-
PLAN EMERGENCE MADAGASCAR INTEGRANT LES DIMENSIONS TRANSVERSALES	NOMBRE	0	0	0	-
<b>LES CADRES DE PLANIFICATION NATIONAUX, SECTORIELS ET RÉGIONAUX SONT EN SYNERGIE</b>					
ODD, PEM ET PMO ARTICULES AUX POLITIQUES SECTORIELLES ET RÉGIONALES	POURCENTAGE	0	0	0	-
NOMBRE DE REGIONS AYANT MIS A JOUR LEURS MONOGRAPHIES REGIONALES	NOMBRE	22	0	0	-
NOMBRE DE SEANCES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DES ACTEURS EN MATIÈRE DE PLANIFICATION	NOMBRE	2	0	0	-
PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE MOBILISATION DE RESSOURCES INTERIEURES ELABORE ET ACTUALISE	NOMBRE	0	0	0	-
POURCENTAGE D'OPERATIONNALISATION DE LA BASE DE DONNÉES CENTRALISÉE DES POLITIQUES SECTORIELLES ET RÉGIONALES	POURCENTAGE	50	0	0	-
PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE MOBILISATION DE RESSOURCES INTERIEURES ELABORE	NOMBRE	1	0	0	-
NOMBRE DE NOTES D'ANALYSE SUR LA SYNERGIE SECTORIELLE ET RÉGIONALE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉLABORÉES	Nombre	4	0	0	-
NOMBRE DE REGIONS DISPOSANT DE PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT	NOMBRE	15	0	0	-
NOMBRE DE SEANCES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DES ACTEURS EN MATIÈRE DE PLANIFICATION ET DE MISE À JOUR DES MONOGRAPHIES RÉGIONALES	NOMBRE	0	0	0	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN EMERGENCE MADAGASCAR EST RENFORCÉE</b>					
POURCENTAGE DE REALISATION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE L'INDICE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	POURCENTAGE	0	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE DISSÉMINATION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE (PMO) RÉGIONALISÉ DU PEM AU NIVEAU DES RÉGIONS	NOMBRE	15	0	0	-
POURCENTAGE DE PIP COHERENTS AVEC LE PEM	POURCENTAGE	0	0	0	-
<b>OS 612-1-2 : ASSURER LE SUIVI-ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT</b>					
<b>SYSTÈME NATIONAL INTÉGRÉ DE SUIVI-EVALUATION (SNISE) DISPOSANT DES INFORMATIONS FIAIBLES ET SUIVANT L'APPROCHE DE GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS (GAR), OPÉRATONNEL À TOUS LES NIVEAUX</b>					
POLITIQUE NATIONALE DE L'EVALUATION ET PLAN DE MISE EN ŒUVRE (PNEVAL) DISPONIBLES	NOMBRE	1	0	0	-
TAUX DE REALISATION PHYSIQUE DU PROGRAMME SECTORIEL DE LA DGEP	POURCENTAGE	0	0	0	-
RAPPORT DE SUIVI EVALUATION DES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
RAPPORT DE SUIVI DE L'AGENDA 2063 DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
RAPPORT DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
POURCENTAGE DES INDICATEURS DE SUIVI BUDGÉTAIRE HARMONISÉS AVEC LES INDICATEURS DU SNISE	POURCENTAGE	0	0	0	-
DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE DE L'EVALUATION ET PLAN DE MISE EN ŒUVRE (PNEVAL) DISPONIBLES/NOMBRE	NOMBRE	0	0	0	-
RAPPORT DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
POURCENTAGE D'OPERATIONNALISATION DE LA BASE DE DONNÉES DU SNISE	POURCENTAGE	50	0	0	-
RAPPORT DE MISSIONS DE SUIVI DES PROGRAMMES D'URGENCE ÉTABLIS	NOMBRE	0	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE SUIVI DU PORTEFEUILLE DES PROJETS RÉALISÉS	NOMBRE	4	0	0	-
NOMBRE DE RAPPORTS DE MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS RÉGIONALES ÉLABORÉS	NOMBRE	22	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉ DE TOUS LES ACTEURS EN SUIVI-ÉVALUATION	NOMBRE	4	0	0	-
<b>OS 612-1-3 : Réhabiliter l'administration, Instaurer l'autorité de l'Etat et assurer la stabilité macroéconomique et augmenter l'espace budgétaire</b>					
<b>La transition démographique est cernée dans le temps et dans l'espace</b>					
NOMBRE DE TABLES RONDE DES ACTEURS (MINISTÈRES, SOCIÉTÉ CIVILE, SECTEUR PRIVÉ, PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS) ORGANISÉS	NOMBRE	0	0	0	-
NOMBRE D'EXPERTS EN MODÈLES ET PROJECTIONS DÉMOGRAPHIQUES RECRUTÉS	NOMBRE	0	0	0	-
<b>Le Dividende Démographique est paramétré dans la planification sectorielle</b>					
FEUILLE DE ROUTE DE LA DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE SENSIBILISATION ET DE VALIDATION SUR LA DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE RÉALISÉS	NOMBRE	0	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE SENSIBILISATION ET DE VALIDATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE SUR LA DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE RÉALISÉS	NOMBRE	10	0	0	-
<b>OG 612-2 : PLANIFIER, COORDONNER ET SUIVRE LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS À MOYEN ET LONG TERME À TOUS LES NIVEAUX : NATIONAL, SECTORIEL, RÉGIONAL ET LOCAL</b>					
<b>OS 612-2-1 : CONCEVOIR, DÉVELOPPER ET METTRE EN ŒUVRE LES MÉTHODOLOGIES, MÉCANISMES ET OUTILS DE PLANIFICATION ET DE SUIVI ÉVALUATION</b>					
<b>PLAN STRATÉGIQUE, PRD, PCD, POLITIQUES ET STRATÉGIES SECTORIELLES PLANIFIÉS, SUIVIS ET ÉVALUÉS</b>					
NOMBRE D'ÉTUDES EFFECTUÉES	NOMBRE	0	2	2	2
POURCENTAGE D'OPERATIONNALISATION DE LA BASE DE DONNÉES DU SNISE	%	0	50	100	100
POURCENTAGE DES ACTIVITÉS COORDONNÉES ET RÉALISÉES SUR LA CIPD	%	0	25	50	75
POURCENTAGE DES PIP ANALYSES ET PRIORISÉS	%	0	100	100	100
NOMBRE DE RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES ET DES PRIORITÉS RÉGIONALES PUBLIÉS	NOMBRE	0	23	23	23
NOMBRE DE SÉANCES DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS EN SUIVI EVALUATION EFFECTUÉES	NOMBRE	0	7	10	10
POURCENTAGE DE NOTES TECHNIQUES DES POLITIQUES SECTORIELLES ANALYSÉES	%	0	25	50	75
RAPPORT SUR LE PLAN D'ACTIONS D'ISTANBUL PUBLIÉ	NOMBRE	0	1	1	1
POURCENTAGE DE RÉGIONS DISPOSANT DU MANUEL D'UTILISATION DE LA BASE DE DONNÉES DU SNISE	%	0	50	100	100
NOMBRE DE REVUES DE PORTEFEUILLE DES PROJETS EFFECTUÉES	NOMBRE	0	5	5	5
NOMBRE DE PRD/PCD ÉLABORÉS	NOMBRE	0	5	5	5
POURCENTAGE DES MONOGRAPHIES RÉGIONALES MISES À JOURS	%	0	25	50	75
POURCENTAGE DES ACTIVITÉS COORDONNÉES ET RÉALISÉES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FRDD	%	0	25	50	75
RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN PUBLIÉ	NOMBRE	0	1	1	1
TABLEAU DE BORD DU SUIVI DU PEM SUD DISPONIBLE	NOMBRE	0	4	4	4
NOMBRE DE RAPPORT SUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PUBLIÉ	NOMBRE	0	1	1	1
POURCENTAGE DE PIPS ET POLITIQUES SECTORIELLES INTÉGRÉES DANS LA BASE DE DONNÉES	%	0	25	50	75
NOMBRE DE DOCUMENTS DE PLANIFICATIONS ÉLABORÉS	NOMBRE	0	3	3	3
NOMBRE D'ÉVALUATIONS MENEES	NOMBRE	0	2	3	4
NOMBRE DE POLITIQUES SECTORIELLES ET RÉGIONALES COORDONNÉES	NOMBRE	0	5	5	5
RAPPORT SUR LE SUIVI DE LA SGIP DISPONIBLE	NOMBRE	0	1	1	1
MATRICES CPIA DISPONIBLES	NOMBRE	0	1	1	1
MISE À JOUR DES FICHES TECHNIQUES DE COOPÉRATION EFFECTUÉE	%	0	100	100	100
GUIDE DE SUIVI EVALUATION DISPONIBLE	NOMBRE	0	1	1	1
POURCENTAGE DES POLITIQUES SECTORIELLES ET RÉGIONALES APPUYÉES	%	0	25	50	75
POLITIQUE NATIONALE DE L'EVALUATION MISE EN ŒUVRE	NOMBRE	0	1	1	1
NOMBRE DE MÉCANISMES ET D'OUTILS DE PLANIFICATION ET SUIVI EVALUATION DISPONIBLE	NOMBRE	0	3	3	3
PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DES ODD, DE L'AGENDA 2063 RÉALISÉS	%	0	75	100	100

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>32-MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES</b>					
<b>310-TRAVAIL ET LOIS SOCIALES</b>					
<b>824-Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail</b>					
<b>OG 824-2 : CONTRIBUER À LA PROMOTION DU TRAVAIL DÉCENT</b>					
<b>OS 824-2-1 : INTENSIFIER LES ACTIONS RELATIVES À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS FONDAMENTALES DES TRAVAILLEURS VULNÉRABLES</b>					
<b>MÉCANISME DE PROMOTION DES ACTIVITÉS INFORMELLES VERS CELLES DES FORMELLES EFFECTIF</b>					
Pourcentage des activités informelles recensées transformées en activités formelles	%	19	26	42	42
<b>VISIBILITÉ DE LA PROMOTION DU TRAVAIL DÉCENT AMÉLIORÉE</b>					
Augmentation de travailleurs en relation avec les entités oeuvrant sur la promotion du travail décent	%	15	18	20	20
<b>OS 824-2-2 : ASSURER LA COORDINATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT 2015-2019</b>					
<b>PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DECENT 2015-2019 EVALUE</b>					
rapport d'évaluation du PPTD disponible	Nombre	0	-	-	-
<b>PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DECENT 2020-2024 ELABORE</b>					
Nombre de documents PPTD 2020-2024 édités	Nombre	0	-	-	-
<b>PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DECENT 2020-2024 MIS EN ŒUVRE</b>					
Nombre des missions de suivi	Nombre	0	-	-	-
<b>PROMOTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS ASSUREE</b>					
Pourcentage des travailleurs recensés bénéficiant de promotion sociale	%	-	60	90	90
<b>SYNERGIE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT 2015</b>					
Taux de participation des entités concernées par le PPTD	%	0	-	-	-
<b>SYNERGIE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT DEUXIEME GENERATION ASSUREE</b>					
Taux de participation des entités concernées par le PPTD	%	45	-	-	-
<b>OS 824-2-3 : REGULIER LES FLUX MIGRATOIRES, NOTAMMENT PAR LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION BILATERALE ET INTERNATIONALE EN MATIERE DE MIGRATION PROFESSIONNELLE</b>					
<b>Flux migratoires bien régulés</b>					
Taux d'activités de régulation des flux migratoires effectuées	%	0	-	-	-
<b>Madagascar impliqué dans le processus de recrutement et de gestion sous-régional, régional, bilatéral et international en matière de migration professionnelle</b>					
Nombre d'activités effectuées impliquant Madagascar dans le processus de recrutement et de gestion sous-régional, régional, bilatéral et international en matière de migration professionnelle	Nombre	0	-	-	-
<b>Un Plan National de Migration professionnelle élaboré, mis en œuvre et effectivement suivi</b>					
Nombre d'actions menées dans le cadre de l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Plan National de Migration professionnelle	Nombre	0	-	-	-
<b>OS 824-2-5 : Intensifier les mesures efficaces et immédiates pour réduire la migration irrégulière -- Des mesures efficaces et immédiates pour lutter contre la migration irrégulière sont intensifiées</b>					
Nombre d'actions menées pour lutter contre la migration irrégulière	Nombre	16	24	32	32
<b>Flux migratoires bien régulés</b>					
Nombre d'actions menées visant à réguler les flux migratoires	Nombre	0	-	-	-
<b>OS 824-2-6 : RENFORCER LA CAPACITE DES INSTITUTIONS TOUCHEES PAR LA MIGRATION POUR UNE GOUVERNANCE JUSTE ET EQUITABLE DE LA MIGRATION DU TRAVAIL</b>					
<b>Les capacités des acteurs publics (départements ministériels touchés par la migrations) et des partenaires sociaux (organisations d'employeur et syndicat des travailleurs) pour une gouvernance juste et équitable de la migration du travail sont renforcées.</b>					
Nombre d'acteur publiques et des partenaires sociaux bénéficiaire d'un renforcement des capacités	Nombre	12	18	24	24
<b>OS 824-2-7 : ASSURER LA COORDINATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT DEUXIEME GENERATION</b>					
<b>SYNERGIE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT DEUXIEME GENERATION ASSUREE</b>					
Taux de participation des entités concernées par le PPTD	%	-	65	99	100
<b>826-Promotion de l'inspection et de l'administration du Travail</b>					
<b>OG 826-1 : ASSURER LE PILOTAGE DE L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL ET LA PROMOTION DU TRAVAIL DÉCENT</b>					
<b>OS 826-1-1 : INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS</b>					
<b>ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS HARMONISÉES ET RENFORCÉES</b>					
Proportion d'action de lutte harmonisée et renforcée	%	20	30	40	40
Pourcentage d'atteinte des objectifs du PNA (Harmoniser et renforcer les actions de lutte contre les travail des enfants)	%	10	40	50	60
Pourcentage d'atteinte des objectifs du PNA (EFFECTUER LA MISE A JOUR DES BASES DE DONNEES SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET SES PIRES FORMES À MADAGASCAR)	%	10	40	50	60
Pourcentage d'atteinte des objectifs du PNA (Plan national d'action (PNA) de lutte contre le travail des enfants 11ème phase disponible)	%	-	100	100	100
<b>OS 826-1-2 : INSTAURER UNE ADMINISTRATION DE TRAVAIL MODERNISÉE ET PROCHE DES USAGERS</b>					
<b>ADMINISTRATION DE PROXIMITÉ MISE EN PLACE ET MODERNISÉE EN MATIÈRE DE TRAVAIL ET LOIS SOCIALES</b>					
Taux de disponibilité et d'accès à l'information en matière de travail et lois sociales	%	0	-	-	-
<b>TEXTES RELATIFS AU TRAVAIL MIS A JOUR ET ACCESSIBLES AU PUBLIC</b>					
Taux des textes mis à jour	%	0	-	-	-
<b>OS 826-1-3 : PARVENIR À RESPECTER LES ENGAGEMENTS DE L'ETAT MALGACHE EN MATIÈRE DE NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL EN FAVEUR DU TRAVAIL DÉCENT</b>					
<b>ENGAGEMENTS DE L'ETAT MALGACHE EN MATIÈRE DE NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL HONORÉS</b>					
Pourcentage d'engagements respectés	%	100	100	100	100
<b>OS 826-1-4 : PROMOUVOIR LE TRAVAIL DÉCENT PAR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LE REHAUSSEMENT DE NIVEAU DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS</b>					
<b>CULTURE DE SECURITE ET SANTE AU TRAVAIL INSTAURE AU NIVEAU DES ENTREPRISES</b>					
Nombres des entreprises sensibiliser en matière de la sécurité et santé au travail	Nombre	50	-	-	-
<b>CULTURE DE SECURITE ET SANTE AU TRAVAIL INSTAURE AU NIVEAU DES ENTREPRISES FORMELLES</b>					
Nombres des entreprises sensibiliser en matière de la sécurité et santé au travail	Nombre	-	208	208	208
Pourcentage d'entreprises sensibilisées en matière de la sécurité et santé au travail	%	30	-	-	-
<b>PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LE VIH ET LE SIDA DANS LE MONDE DU TRAVAIL ÉTABLI</b>					
Nombre des entreprises, Ministère et Institution, Association et ONG possédant un Plan d'Action de Lutte	Nombre	-	200	200	300
pourcentage de la mise en œuvre de la Politique Nationale de riposte contre le VIH-SIDA dans les entreprises formelles	%	25	-	-	-
pourcentage des entreprises, Ministère et Institution, Association et ONG possédant un Plan d'Action de Lutte	%	25	50	50	80
<b>SYSTÈME DE SECURITÉ SOCIAL EXISTANT MODERNISÉ ET ÉTENDU AUX TRAVAILLEURS DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE ET INDÉPENDANTE</b>					
Taux de couverture de la sécurité sociale	%	25	30	35	40
<b>SYSTÈME DE SECURITÉ SOCIAL RENFORCÉ ET ÉTENDU AUX TRAVAILLEURS DEL'ÉCONOMIE INFORMELLE ET INDÉPENDANTE</b>					
Taux de couverture de la sécurité sociale	%	25	30	35	40
<b>OS 826-1-5 : AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ DANS LE MONDE DU TRAVAIL PAR LA PROMOTION DU DIALOGUE SOCIAL</b>					
<b>Formalisation de l'économie informelle bien coordonnée/administrée</b>					
Taux d'entreprise formalisé	%	0	-	-	-
<b>Promouvoir le dialogue social aux droits fondamentaux (INTRA)</b>					
Nombre des travailleurs formés	Nombre	0	-	-	-
<b>OS 826-1-6 : Réaliser des ateliers de formation avec les partenaires sociaux dans le domaine de la législation du travail et du développement personnel pour la promotion du dialogue social, du travail décent et de la productivité au travail.</b>					
<b>Dialogue social effectif et relation professionnelle favorable conduisant à la productivité et la performance des entreprises</b>					
Modules et thèmes de formations élaborés et mises en œuvre	Nombre	18	20	20	20
Nombre d'ateliers de formation effectués	Nombre	50	60	70	80
<b>OS 826-1-7 : Coordonner les actions tendant à formaliser l'économie informelle</b>					
<b>Formalisation de l'économie informelle bien coordonnée/administrée</b>					
Taux d'entreprise formalisé	%	10	15	20	25

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 826-1-8 : Adapter la législation du travail par rapport aux contextes et aux conditions de la promotion du travail décent</b>					
Législation du travail favorable à la promotion du travail décent					
Nombre de textes adoptés mis à jour	Nombre	5	10	15	20
<b>OG 826-2 : Promouvoir le Travail Décent dans le secteur formel et l'économie informelle</b>					
<b>OS 826-2-1 : Rendre l'économie informelle un secteur apte à assurer les droits des travailleurs par la modernisation et mise en proximité de l'Administration de travail</b>					
L'administration du travail est moderne et proche des usagers					
taux d'informations échangées	%	0	0	0	-
<b>320-FONCTION PUBLIQUE</b>					
<b>015-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 015-1 : INSTAURER UNE ADMINISTRATION EFFICACE ET HARMONIEUSE AU SEIN DU MFPRATLS</b>					
<b>OS 015-1-1 : AMÉLIORER LA CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE ET MANAGÉRIALE ET ASSEOIR LA CULTURE DE L'EXCELLENCE</b>					
<b>TRAITEMENT DES DOSSIERS CONTENTIEUX</b>					
Nombre de contentieux traité	Nombre	-	13	13	13
<b>APPUI ET ETUDE DE PROJET</b>					
Nombre d'Etude et Appui effectué	Nombre	-	7	8	9
<b>COORDINATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET TECHNIQUE DES ORGANISMES RATTACHES</b>					
GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET TECHNIQUE DES ORGANISMES RATTACHES COORDONNEES	%	100	100	100	100
<b>ELABORATION DES PROJETS DE TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES</b>					
Nombre de textes élaborés	Nombre	8	2	2	2
<b>FLUIDITÉ DE LA COMMUNICATION ASSURÉE</b>					
Taux de médiatisation de toutes les événements survenus au sein du MFPTLS	%	90	90	90	90
<b>HARMONISATION DES TEXTES D'ORDRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRES RENTRANT DANS LES MISSIONS DU MFPRATLS</b>					
Taux des textes harmonisés	%	0	-	-	-
<b>LA GESTION DU PERSONNEL RÉPOND AUX BESOINS D'EXCELLENCE DU MINISTÈRE</b>					
Taux des dossiers traités à temps	%	100	100	100	100
<b>L'INFORMATISATION RÉPOND AUX BESOINS DE GESTION ET D'ACCÈS À L'INFORMATION DU MINISTÈRE</b>					
taux d'accessibilité à l'information du Ministère	%	80	80	80	80
<b>MARCHES APPROUVEES CONFORMEMENT AUX TEXTES REGLEMENTAIRES EN VIGUEUR</b>					
Taux de marchés approuvés	%	100	100	100	100
<b>Optimisation de la planification et le suivi évaluation</b>					
Ratio objectifs atteints sur objectifs planifiés	%	100	100	100	100
<b>Relevés de services automatisés</b>					
nombre des actes codifiés et numérisés	Nombre	25000	25000	25000	25000
<b>VULGARISATION DES TEXTES ET DOCUMENTS OFFICIELS</b>					
Nombre de textes vulgarisés	Nombre	85	60	70	80
<b>OS 015-1-2 : RENDRE EFFECTIVE LA FONCTION PUBLIQUE DE PROXIMITÉ</b>					
<b>L'ACCÈS AUX SERVICES DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES EST EFFECTIF SUR TOUT LE TERRITOIRE</b>					
Nombre de régions ayant accès aux services de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales	Nombre	23	23	23	23
<b>OS 015-1-Y : Promouvoir la performance socio-économique de Madagascar à moyen terme</b>					
<b>Effectivité de l'administration de proximité par l'installation des bâtiments administratifs régionaux</b>					
Nombre de bâtiments administratifs construits	Nombre	6	7	-	-
<b>128-Réforme de l'Administration</b>					
<b>OG 128-1 : REVALORISER L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN AUGMENTANT LA PERFORMANCE DES SERVICES PUBLICS À TRAVERS UNE COORDINATION DES PROJETS DE RÉFORME DE QUALITÉ</b>					
<b>OS 128-1-7 : Appuyer les réformes de la Fonction Publique pour une gestion rationnelle des ressources humaines publiques</b>					
<b>Appropriation des outils et documents GPEEC par les responsables RH des Ministères et Institutions au niveau régional et central</b>					
Nombre des responsables RH maîtrisant les outils GPEEC	Nombre	150	150	150	150
<b>L'Etat dispose d'une base fiable et exhaustive pour une gestion rationnelle de ses ressources humaines</b>					
Taux de couverture de l'AUGURE	%	60	-	-	-
<b>Satisfaction des agents publics et des usagers du service public</b>					
Taux de satisfaction des agents publics et des usagers effectuant des services au sein de la fonction publique	%	40	50	60	70
<b>Système de recrutement répondant aux réels besoins de l'Administration Publique</b>					
Nombre de réunion organisé sur la création et missions de la Commission Centrale de Recrutement ainsi que ceux du SCAR	Nombre	2	-	-	-
<b>131-Promouvoir une fonction publique professionnelle moderne, intègre et centrée sur le service public</b>					
<b>OG 131-1 : MODERNISER ET COORDONNER LA GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE.</b>					
<b>OS 131-1-1 : Renforcer la réforme de l'Administration à travers les formations initiales et continues des agents de l'Etat (INFA)</b>					
<b>Réforme de l'Administration effective</b>					
Nombre des agents formés	Nombre	451	235	235	400
<b>OS 131-1-2 : ASSURER LA COORDINATION ET LE PILOTAGE DES ACTIONS RELATIVES À LA FONCTION PUBLIQUE POUR LA RENDRE PLUS PERFORMANTE</b>					
<b>SYNERGIE ET COHÉRENCE DES ACTIONS ASSURÉES</b>					
Nombre d'ateliers impliquant les syndicats et les DRH tenus	Nombre	0	-	-	-
Nombre des actions menées dans le cadre de la vulgarisation et de la visibilité de la réalisation de la PNFOP	Nombre	0	-	-	-
<b>OS 131-1-3 : PROMOUVOIR L'APPROCHE PAR COMPÉTENCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT</b>					
<b>CAPACITÉS DES AGENTS DE L'ETAT RENFORCÉES</b>					
Taux d'agents bénéficiant d'un renforcement de compétences	%	0	-	-	-
<b>EQUIVALENCE ADMINISTRATIVES DES TITRES COHÉRENTE AVEC LE CLASSEMENT HIÉRARCHIQUE DES FONCTIONNAIRES</b>					
Taux d'incohérences identifiées	%	0	-	-	-
<b>RECRUTEMENT DES AGENTS DE L'ETAT ASSAINIS</b>					
Taux d'agent de l'Etat bénéficiant de renforcement des capacités	%	0	-	-	-
Taux d'incohérences identifiées	%	0	-	-	-
<b>OS 131-1-4 : PROMOUVOIR L'ÉTHIQUE ET RESTAURER LA DISCIPLINE AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>					
<b>RÈGLES DÉONTOLOGIQUES DE L'ADMINISTRATION RESPECTÉES PAR LES AGENTS DE L'ETAT ET SYSTÈME DISCIPLINAIRE EFFICACE</b>					
Effectif des agents jugés par le Codis	Nombre	0	-	-	-
Taux de codes distribués par rapport au nombre des agents de l'Etat	%	0	-	-	-
<b>OS 131-1-5 : MODERNISER LE SYSTÈME DE GESTION ADMINISTRATIVE DES CARRIÈRES DES AGENTS DE L'ETAT</b>					
<b>SYSTÈME ET OUTILS DE GESTION ADMINISTRATIVE DES CARRIÈRES DES AGENTS DE L'ETAT MODERNISÉS</b>					
Nombre des dossiers traités	Nombre	0	-	-	-
Taux de mise en place d'une base de données fiable	%	0	-	-	-
<b>OS 131-1-6 : GARANTIR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AGENTS DE L'ETAT (ENAM)</b>					
<b>QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS ET CAPACITÉ DES AGENTS DE L'ETAT DANS LES NORMES DE PROGRAMME DE FORMATION ORGANISÉ SUIVANT LE RECADRAGE PÉDAGOGIQUE</b>					
Formation suivant les normes appropriées par les agents de l'Etat	%	100	100	100	100
<b>OG 131-2 : Moderniser la gouvernance de la Fonction publique afin de la rendre plus redevable et performante</b>					
<b>OS 131-2-1 : Assurer la coordination et pilotage des actions relatives à la Fonction Publique pour une meilleure synergie des actions</b>					
<b>SYNERGIE ET COHÉRENCE DES ACTIONS ASSURÉES</b>					
Coordonner les activités des directions techniques placées sous l'autorité de la DGFP ainsi que les services régionaux de la FOP	Nombre	0	-	-	-
Nombre de correspondances avec les Organismes internationaux et PTF traitées	Nombre	1	1	1	1
Nombre de descentes régionales tenues	Nombre	3	3	3	3
Nombre de réunions de coordination tenues avec les piliers de la GRHE au niveau central	Nombre	14	14	14	14
Nombre de réunions de coordination, d'information, de partage et de réflexion avec tous les acteurs de la Gestion des ressources humaines publiques tenues	Nombre	0	-	-	-
Pourcentage des acteurs de la GRHE inclus dans les activités de réflexion, de partage et de décisions	%	100	100	100	100

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 131-2-2 : Restructurer et moderniser la Gouvernance de la Fonction Publique afin de rendre disponible sur l'ensemble du territoire national des ressources humaines performantes, et en effectifs suffisants</b>					
<b>Système de formation et de perfectionnement des agents de l'Etat répondant en permanence aux besoins en compétences de l'Administration publique</b>					
Nombre de Ministère et Institutions bénéficiant d'un appui dans l'identification de leur besoin en formation	Nombre	12	15	17	17
<b>système d'évaluation dans la fonction publique amélioré</b>					
taux d'appropriation des méthodes d'évaluation par les responsables des ressources humaines	%	40	50	50	50
<b>SYSTÈME ET OUTILS DE GESTION ADMINISTRATIVE DES CARRIÈRES DES AGENTS DE L'ETAT MODERNISÉS</b>					
Nombre de dossiers traités	Nombre	20000	20000	20000	20000
Taux de mise en place d'une base de données fiable	%	50	75	90	100
<b>Système de recrutement dans la Fonction Publique assainis à travers le contrôle d'authenticité des diplômes et des certificats présentés par les candidats ainsi que le suivi des concours administratifs</b>					
Nombre de concours administratifs faisant l'objet de suivi et de contrôle du Ministère en charge de la FOP	Nombre	5	5	4	4
Nombre de dossiers portant demande des équivalences administratives traités et étudiés	Nombre	65000	70000	70500	70500
<b>OS 131-2-3 : PROMOUVOIR L'ÉTHIQUE ET RESTAURER LA DISCIPLINE AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>					
<b>RÈGLES DÉONTOLOGIQUES DE L'ADMINISTRATION RESPECTÉES PAR LES AGENTS DE L'ETAT ET SYSTÈME DISCIPLINAIRE EFFICACE</b>					
Nombre de Comité national et Comités régionaux opérationnels pour le développement de la déontologie et de la bonne conduite dans l'Administration publique mis en place	Nombre	-	5	3	3
<b>Règles déontologiques de l'Administration respectées par les agents de l'Etat et système disciplinaire efficace</b>					
Effectifs des agents de l'Etat jugés par le CODIS	Nombre	75	70	70	-
Nombre de codes distribués	Nombre	15000	17000	19000	20000
<b>330-EMPLOI</b>					
<b>607-Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent</b>					
<b>OG 607-1 : PROMOUVOIR L'EMPLOI DECENT ET PRODUCTIF</b>					
<b>OS 607-1-1 : RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTIFS (JEUNES, SANS EMPLOI, SALARIÉS, AUTO VALORISATION DES COMPETENCES DES ACTIFS</b>					
NOMBRE D'ACTIF CIBLÉS	Nombre	400	900	1400	1400
<b>OS 607-1-2 : IDENTIFIER LES BESOINS EN FORMATIONS ET REALISER LES FORMATIONS</b>					
<b>Formation continue et Perfectionnement Professionnel des Jeunes assurés sur les métiers ruraux et l'entrepreneuriat</b>					
NOMBRE DES JEUNES FORMÉS SUR LES METIERS URBAINS ET RURAUX	Nombre	900	1850	2850	2850
<b>OS 607-1-3 : METTRE EN RELATION LES DEMANDEURS D'EMPLOI ET LES OFFRES D'EMPLOI RECUES</b>					
<b>Demandeurs d'emploi et offre d'emploi reçus</b>					
Accord de partenariat signé	Nombre	0	0	-	-
<b>Informations sur le MT disponible</b>					
Accord de partenariat signé	%	0	0	-	-
<b>OS 607-1-4 : PROMOUVOIR L'EMPLOI DÉCENT PAR L'INTENSIFICATION DU PARTENARIAT PUBLIC</b>					
<b>Informations nécessaires à la promotion de l'emploi produites et diffusées</b>					
Bulletin et rapport d'étude sur la situation de l'emploi diffusé	Nombre	6	-	-	-
<b>Partenariat public privé sensibilisé</b>					
Accord de partenariat signé	Nombre	1	1	2	2
<b>Système de bases de données opérationnelles et à jour</b>					
bases de données opérationnelles et à jour	Nombre	0	-	-	-
<b>OS 607-1-5 : AMELIORER LE CADRE JURIDIQUE EN MATIERE D'EMPLOI ET AUGMENTER LE NOMBRE DE JEUNES ET GROUPES VULNERABLES INSERES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL</b>					
<b>L'INSERTION DES JEUNES ET DES GROUPES VULNERABLES DANS LE SALARIAT ET LA CREATION DE LEUR PROPRE ENTREPRISE EST FACILITE</b>					
NOMBRE DES JEUNES CHOMEURS QUALIFIÉS À UN EMPLOI POTENTIEL	Nombre	0	0	-	-
<b>POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI, MISE A JOUR ET DISPONIBLE</b>					
INFORMATION SUR L'EMPLOI DISPONIBLE	Nombre	0	0	-	-
NOMBRE DE PROJET DE LOI MIS A JOUR ET VALIDE	Nombre	0	0	-	-
NOMBRES DES PERSONNELS FORMES,	Nombre	0	0	-	-
<b>OS 607-1-6 : Promouvoir l'employabilité de la population active et la création d'emploi</b>					
<b>Centres de Formations professionnelles mis en place</b>					
Centres de Formations professionnelles sont mis en place	Nombre	0	-	-	-
<b>Informations sur les formations et les métiers facilitées</b>					
Jeunes et groupes vulnérables formés	Nombre	0	-	-	-
<b>Jeunes sensibilisés et formés sur les techniques de montage de projet et de création d'emploi</b>					
jeunes sensibilisés et formés	Nombre	0	-	-	-
<b>L'Agence Nationale pour l'Emploi créé</b>					
Agence Nationale pour l'Emploi créé	Nombre	0	-	-	-
<b>Legislation en faveur de la promotion de l'emploi améliorée et harmonisée suivant les orientations de l'EM</b>					
Politique Nationale sur l'Emploi et élaboration des textes sur l'emploi mise à jour	Nombre	0	-	-	-
<b>Productivité des PME, des artisans, des agriculteurs est améliorée</b>					
Jeunes formés et bien encadrés en PME, en artisanat, en agriculture	%	0	-	-	-
<b>Suivre et évaluer les projets en cours</b>					
Nombre de jeunes recadrés	Nombre	300	300	300	300
<b>Système d'information sur le Marché du travail mis en place et opérationnel</b>					
Information sur le Marché du travail mis en place et opérationnel	%	0	-	-	-
<b>OS 607-1-7 : Mettre en relation le monde professionnelle , le marché du travail et un système d'information sur l'emploi</b>					
<b>Informations nécessaires à la promotion de l'emploi et à l'insertion professionnelle produites et diffusées</b>					
Jeunes informés et formés sur les techniques de montage de projet et de création d'emploi	Nombre	30000	30000	30000	30000
<b>Système de bases de données opérationnel et à jour</b>					
bases de données opérationnel et à jour	%	65	75	85	85
<b>OS 607-1-8 : GÉRER ET SÉCURISER LA MIGRATION PROFESSIONNELLE</b>					
<b>MAIN D'OEUVRE FORMÉE À L'EMPLOI À L'ÉTRANGER EN RESPECTANT LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES</b>					
NOMBRE D'AGENTS FORMÉS À L'EMPLOI À L'ÉTRANGER	Nombre	0	-	-	-
<b>OS 607-1-A : Informations sur le MT disponible</b>					
<b>Informations sur le MT disponible</b>					
Accord de partenariat signé	%	0	0	-	-
<b>OS 607-1-B : Augmenter le nombre des jeunes et chercheurs d'emploi insérés dans le monde professionnel</b>					
<b>Faciliter le passage des jeunes et des populations actives vers l'emplois</b>					
Nombres des jeunes encadrés et insérés dans le monde professionnel	Nombre	1040	1500	2000	2000
<b>OS 607-1-C : Promouvoir l'entrepreneuriat urbains et ruraux</b>					
<b>Auto-emploi urbain et rural promu</b>					
Pourcentage	%	50	-	-	-
<b>Compétences des jeunes ruraux valorisés</b>					
Pourcentage	%	70	-	-	-
Pourcentage des auto-emplois créés en milieu rural	%	-	100	100	100
<b>Compétences des jeunes urbains valorisés</b>					
Pourcentage	%	70	-	-	-
Taux de création d'emploi urbains	%	-	100	100	100
<b>Création d'entreprise par des jeunes et des groupes vulnérables favorisée</b>					
POURCENTAGE	%	70	-	-	-
Pourcentage des jeunes ayant reçu des formation en entrepreneuriat	%	-	100	100	100
<b>OS 607-1-D : opérationnaliser une agence nationale pour l'emploi et ses démembrements dans les 23 régions</b>					
<b>Agence Nationale pour l'Emploi institué avec ses démembrements régionaux</b>					
NOMBRE DE AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI INSTITUE ET SES DEMEMBREMENTS	Nombre	-	6	7	8

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 607-1-E : Déployer des centres de formations en entrepreneuriat centres de formations en entrepreneuriat déployés</b>					
Nombre de Centres de formation en entrepreneuriat accompagnés	Nombre	-	7	7	7
<b>OS 607-1-F : Promouvoir la productivité des des PME, artisans et agriculteurs productivité améliorée des PME, artisans et agriculteurs</b>					
Nombre des PME innovés en matière de productivité	Nombre	-	1800	1000	2500
<b>OS 607-1-G : Créer des emplois décents pour les femmes vulnérables en vue de l'Autonomisation économique dans les régions Femmes formés et accompagnés sur la création des Activités Génératrice des Revenues (AGR)</b>					
Nombre des femmes formés et accompagnés	Nombre	-	200	200	200
<b>OS 607-1-H : Faire respecter et appliquer les textes sur la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Respecter et application des textes sur la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle</b>					
Nombre des régions respectant et appliquant les textes sur la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Nombre	-	5	10	10

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>35-MINISTRE DU TOURISME</b>					
<b>350-TOURISME</b>					
<b>040-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 040-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 040-3-1 : Mettre en œuvre des politiques de développement du tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux</b>					
<b>L'Administration est gérée de manière efficace</b>					
Taux d'exécution des programmes	%	100	100	100	100
<b>018-Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme</b>					
<b>OG 018-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 018-3-1 : Mettre en œuvre des politiques de développement du tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux</b>					
<b>La capacité d'accueil a augmenté</b>					
Nombre de Chambres créées	Nombre	-	600	3960	9300
<b>Le nombre de centres de formations a augmenté</b>					
Nombre de centres de formation en tourisme créés	Nombre	-	1	1	1
<b>Le nombre d'emplois directs liés au tourisme a augmenté</b>					
Nombre de nouveaux emplois directs créés	Nombre	-	1500	9900	23250
<b>Les Projets Emmergents ont été réalisés</b>					
Taux de réalisation du Projet Emmergent	%	-	100	100	100
<b>019-Aménagement et développement du secteur tourisme</b>					
<b>OG 019-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 019-3-1 : Mettre en œuvre des politiques de développement du tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux</b>					
<b>Le nombre d'arrivées touristiques a augmenté</b>					
Nombre d'arrivées touristiques	Nombre	-	350000	480000	610000
<b>Les potentialités touristiques sont valorisés et promus</b>					
Nombre d'arrivées touristiques	Nombre	8	-	-	-
Nombre d'événements d'envergures internationales organisés	Nombre	-	3	3	3

**37-MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE****370-COMMUNICATION****030-Administration et Coordination****OG 030-1 : PROCÉDER À LA COORDINATION ET À L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE À TOUS LES NIVEAUX DE L'ORGANISATION****OS 030-1-1 : COORDONNER ET APPUYER LES ACTIONS DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DE LA NTIC DU MCRI****LES ACTIONS PROGRAMMÉES DU MINISTÈRE APPROPRIÉES AUX MOYENS ALLOUÉS (RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES) ET MISES EN SYNERGIE**

NOMBRE DES ACTIONS PRIORITAIRES DU MINISTÈRE

Nombre 41 - - -

NOMBRE DES ÉQUIPES TECHNIQUE FORMES

Nombre 20 25 25 25

NOMBRE DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES AU NIVEAU DE SERVICE RÉSEAU

Nombre 35 40 40 40

**OS 030-1-2 : ASSURER L'UTILISATION RATIONNELLE ET RENTABLE DES RESSOURCES ALLOUÉES EN FAISANT DÉVELOPPER LES DISPOSITIFS DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI-EVALUATION.****UTILISATION OPTIMALE ET EFFICACE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT**

TAUX D'EXÉCUTION BUDGETAIRE

% 98 98 98 98

**OS 030-1-3 : GÉRER ET DÉPLOYER D'UNE MANIÈRE EFFICIENTE LES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTÈRE AGENTS RECRUTÉS EN EFA ET ECD RÉGULARISÉS**

NOMBRE DES AGENTS FORMES

Nombre 100 100 100 100

NOMBRE DES AGENTS RÉGULARISÉS ET RECRUTES

Nombre 60 60 60 60

**OS 030-1-4 : GÉRER EFFICACEMENT LES PATRIMOINES DU MINISTÈRE****LA LISTE ET LA SITUATION DE PATRIMOINE DU MINISTÈRE RÉPERTORIÉES AU NIVEAU CENTRAL, RÉGIONAL ET LA PROCÉDURE DE MIS À JOUR ENTAMÉE;**

NOMBRE DE TERRAIN, IMMEUBLES, INFRASTRUCTURES RECENSES

Nombre 40 40 40 40

**OS 030-1-5 : COORDONNER ET REDYNAMISER LES ACTEURS COMMUNAUTAIRES CENTRES COMMUNAUTAIRES OPÉRATIONNELS**

NOMBRE DE CENTRES COMMUNAUTAIRES RÉHABILITÉS ET RÉPERTORIES

Nombre 22 22 22 22

**OS 030-1-6 : REVALORISER L'IMAGE ET LA NOTORIÉTÉ DU MINISTÈRE EN TANT QU'INSTITUTION PUBLIQUE****PERSONNEL MOTIVÉ ET PUBLIC SATISFAIT**

DEGRÉ DE SATISFACTION DE NOTORIÉTÉ DE LA RÉPUTATION DU MINISTÈRE

% 60 75 75 75

**OS 030-1-7 : DECENTRALISER LES PRODUCTIONS DE PROGRAMMES RADIO/TELEVISION****EMISSIONS NOUVELLEMENT CRÉÉES**

NOMBRE DE PROGRAMME DIFFUSE

Nombre 200 380 380 380

**OS 030-1-8 : DELIMITATION, RESTAURATION ET CLASSEMENT DES SITES CULTURELS****VALORISATION DU PATRIMOINE, DE LA CULTURE MALAGASY**

NOMBRE DES SITES RESTAURÉS ET RÉPERTORIES

Nombre 45 70 70 70

**212-Média****OG 212-1 : CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS ET LA LIBRE CIRCULATION DES INFORMATIONS AUPRÈS DE LA POPULATION.****OS 212-1-6 : REVALORISER L'ORDRE DES JOURNALISTES DE MADAGASCAR****DOSSIERS DE L'ORDRE DE JOURNALISTE TRAITÉS**

NOMBRE DES DOSSIERS DE L'ORDRE DES JOURNALISTES DE MADAGASCAR RÉGULARISER

Nombre 30 30 4 4

**OS 212-1-7 : ASSURER LA CONTINUITÉ DE LA GESTION EFFICACE ET INNOVANTE DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION MÉDIATISÉE.****MANUEL DE PROCÉDURE MODIFIÉ ET AMÉLIORÉ**

NOMBRE DES DOCUMENTS ÉLABORÉS

Nombre 3 3 4 4

**OS 212-1-8 : RELEVER LE NIVEAU DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS****COMPÉTENCES DES JOURNALISTES, ANIMATEURS ET TECHNICIENS AUDIOVISUELS RENFORCÉES**

NOMBRE DES AGENTS DE MÉDIAS FORMES

Nombre 200 200 200 200

**OS 212-1-9 : MISE EN PLACE UN SYSTÈME EFFICACE ET INNOVANT DE GESTION DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION MÉDIATISÉE.****GUICHET UNIQUE OPÉRATIONNEL**

NOMBRE DES GUICHETS UNIQUE OPÉRATIONNEL

Nombre 2 - - -

**OG 212-2 : DEPECHE TARATRA : REFERENCE EN INFORMATIONS OFFICIELLES****OS 212-2-1 : PROMOUVOIR L'ACCÈS A L'INFORMATION ET LA DEPECHE INFORMATIVE TARATRA****120000 ABONNÉS POUR 2021**

NOMBRE DE COLLABORATEURS FORMES (DÉVELOPPER LES PLATEFORMES DIGITALES (BOOST))

Nombre 40 50 60 70

NOMBRE DE COLLABORATEURS FORMES (FORMATION ET RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES COLLABORATEURS)

Nombre 120000 200000 500000 750000

NOMBRE DES ABONNÉS (DÉVELOPPER LES PLATEFORMES DIGITALES (BOOST))

Nombre 40 50 60 70

NOMBRE DES ABONNÉS (FORMATION ET RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES COLLABORATEURS)

Nombre 120000 120000 500000 750000

**OS 212-2-2 : CONTRIBUTION A LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET LA TRANSPARENCE****EMISSIONS PRODUITES RAPPORTANT DES INFORMATIONS SUR L'ADMINISTRATION ET LES SERVICES PUBLICS A TRAVERS LE SITE WEB**

NOMBRE DES EMISSIONS RÉALISÉES

Nombre 23 3000 5000 8000

**OG 212-3 : DECENTRALISATION ET OPERATIONALISATION DU CENTRE IVOTORO VERS LES AUTRES RÉGIONS****OS 212-3-1 : GÉRER EFFICACEMENT L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'IVOTORO****CENTRE IVOTORO OPÉRATIONNALISÉ DANS LES 22 RÉGIONS**

NOMBRE DE CENTRE IVOTORO OPÉRATIONNEL

Nombre 22 12 5 2

**OG 212-4 : DÉPLOIEMENT DE TNT A MADAGASIKARA****OS 212-4-1 : ASSURER LES TRAVAUX D'ÉTUDES ET DE DÉPLOIEMENT VERS LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE****TRAVAUX D'ÉTUDE ET DE DÉPLOIEMENT VERS LA RADIO TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE RÉALISÉS**

NOMBRE DE DOCUMENTS PRODUITS SUR LE DÉPLOIEMENT DE TNT

Nombre 125 130 150 160

**213-Développement des infrastructures Radio et Télévision****OG 213-1 : DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES AUDIO-VISUELLES****OS 213-1-1 : CONSTRUIRE DE NOUVEAUX SITES TECHNIQUES****DES STATIONS MODERNES APPROPRIÉES À LA NTIC**

NOMBRE DES NOUVEAUX SITES TECHNIQUES CONSTRUITS

Nombre 40 20 15 15

Taux d'avancement de la construction de la Maison de la Presse

Nombre - 100 - -

Taux d'avancement de la mise en place de la nouvelle chaîne culturelle TVM 3

Nombre - 20 60 100

Taux d'avancement de la mise en place de la nouvelle chaîne d'information TVM 2

Nombre - 20 60 100

**OS 213-1-2 : PROCÉDER AU LANCEMENT DE PROCÉDURE DE LA NUMÉRISATION DES STUDIOS.****DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE COMMUNICATION DÉVELOPPÉES ET DES MATÉRIELS AUDIO-VISUELS REDÉPLOYÉS RATIONNELLEMENT**

NOMBRE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES, MATÉRIELS ET DES LOCAUX DE L'ORTM RÉHABILITÉS

Nombre 150 200 300 400

Taux d'avancement de l'équipement de l'Auditorium et Musée du Patrimoine de l'Audiovisuel de Madagascar dénommé

Nombre - 100 - -

« Havoria »

Taux de couverture en émetteurs TV et radio publiques

Nombre 35 98 100 -

**L'AUDIOVISUEL PUBLIC (TVM/RNM) EST PRÉPARÉ À LA MIGRATION NUMÉRIQUE**

Taux d'avancement du basculement vers la Télévision numérique terrestre et du Digital Audio Broadcast

% - 25 30 35

TAUX D'AVANCEMENT DU BASCULEMENT VERS LA NUMÉRIQUE

% 35 20 30 50

Taux de migration vers l'utilisation de panneaux solaires pour les stations TVM et RNM dans les 119 Districts

% - 40 50 55

**860-CULTURE****831-Culture****OG 831-1 : LE SECTEUR DE LA CULTURE JOUE PLEINEMENT SON RÔLE DE CATALYSEUR DU DÉVELOPPEMENT ET EST ÉCONOMIQUEMENT DYNAMIQUE****OS 831-1-1 : LA CULTURE JOUE PLEINEMENT LE RÔLE DE CATALYSEUR DU DÉVELOPPEMENT****LE PATRIMOINE CULTUREL - MATÉRIEL ET IMMATERIEL - EST CONSERVÉ ET VALORISÉ**

Nombre de biens culturels nationaux conservés

Nombre 20 30 40 50

Nombre de biens culturels nationaux mis en valeur

Nombre 20 30 40 50

Nombre de personnes prenant part aux actions de conservation, de valorisation et de capitalisation de biens culturels

Nombre 1600000 1600000 1600000 1600000

NOMBRE DES SITES ET MONUMENTS CULTURELS RÉHABILITÉS ET AMÉNAGÉS

Nombre 22 22 25 25

TAUX DE VALORISATION DU PATRIMOINE MONDIAL

Nombre 3 30 40 50

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>LES ACTIONS CULTURELLES SONT PLUS ÉTENDUES ET PLUS VISIBLES</b>					
Nombre de secteurs intégrant la culture dans leurs stratégies	Nombre	15	15	20	25
Nombre et variétés d'actions culturelles répertoriées	Nombre	250	250	300	350
<b>OS 831-1-2 : LE SECTEUR DE LA CULTURE EST ÉCONOMIQUEMENT DYNAMIQUE</b>					
<b>LE SECTEUR DE LA CULTURE EST DAVANTAGE PLUS STRUCTURÉ ET L'INDUSTRIE CULTURELLE SE DÉVELOPPE</b>					
NOMBRE DES APPUIS DU MINISTÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CULTUREL	Nombre	40	50	75	100
<b>LES BIENS CULTURELS (ŒUVRES ARTISTIQUES, BIENS CULTURELS PATRIMONIAUX, ...) ET LES DROITS Y AFFÉRENTS SONT PROTÉGÉS</b>					
Nombre de plaintes concernant l'utilisation abusives et le trafic de biens culturels enregistrés	Nombre	200	250	300	350
<b>LES MÉTIERS DE LA CULTURE SE PROFESSIONNALISENT</b>					
Nombre d'Antennes Régionales de l'Académie Nationale des Arts et de la Culture opérationnelles	Nombre	-	5	5	5
Nombre d'établissements artistiques formalisés à travers l'Académie National des Arts et de la Culture (ANAC) dans tout Madagascar	Nombre	-	30	75	150
Nombre d'entreprises culturelles actives	Nombre	500	500	550	600
NOMBRE DES ARTISTES ET DES ACTEURS CULTURELS INTRODUIT DANS LE SECTEUR FORMEL	Nombre	200	500	700	900
NOMBRE DES ATELIERS ET DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES POUR LES ARTISTES ET ACTEURS CULTURELS	Nombre	100	150	200	250
<b>OG 831-2 : RENFORCER L'IDENTITE NATIONALE</b>					
<b>OS 831-2-1: VALORISATION DU PATRIMOINE, DES TRADITIONS ET DE LA CULTURE MALAGASY</b>					
<b>PATRIMOINE, TRADITIONS ET CULTURE MALAGASY VALORISE</b>					
TAUX D'AVANCEMENT	%	60	70	80	90
<b>OS 831-2-2: CREATION DE STRUCTURES DE RENFORCEMENT DE L'IDENTITE NATIONALE</b>					
<b>STRUCTURES DE RENFORCEMENT DE L'IDENTITE NATIONALE MISE EN PLACE</b>					
NOMBRE DE MATÉRIELS ACQUIS	Nombre	400	250	100	-
TAUX D'AVANCEMENT CENTRE INTERNATIONAL CULTUREL	%	75	75	100	-
TAUX D'AVANCEMENT MUSÉES D'ESCLAVE	%	70	75	100	-
<b>OG 831-3 : PROMOTION DE LA CULTURE</b>					
<b>OS 831-3-1: CREATION DE STRUCTURES DE PROMOTION DE LA CULTURE</b>					
<b>STRUCTURES DE PROMOTION DE LA CULTURE CREE</b>					
Nombre d'antennes de la Bibliothèque Nationale mises en place	-	-	9	1	-
NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS METTANT EN EXERGUE LA PARTICULARITÉ CULTURELLE DE MADAGASCAR	Nombre	13	14	14	15
Nombre de villages culturels construits	Nombre	-	1	1	1
NOMBRE DES CENTRES CULTURELS CONSTRUITS	Nombre	6	13	-	-
Nombre d'arènes de jeux traditionnels construits et fonctionnels	Nombre	-	-	2	2
<b>OS 831-3-2: REDYNAMISATION DES ACTIVITES CULTURELLES</b>					
<b>UNE JOURNÉE CITOYENNE DE NETTOYAGE MENSUELLE</b>					
NOMBRE DES ACTIVITES CULTURELS	Nombre	30	1500	1600	1750

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>38-MINISTRE DE L'ARTISANAT ET DES METIERS</b>					
<b>342-ARTISANAT</b>					
<b>071-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 071-1: PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE</b>					
<b>OS 071-1-1: Instaurer Une Administration Publique Orientée Vers L'Efficiency Et L'Efficacité</b>					
<b>Les Activités En Lien Avec Les Finances, La Logistique Et Les Services Medicos-Ociaux Sont Effectivement Executees</b>					
Nombre De Dossier Traités et signés	Nombre	25	25	25	-
<b>OS 071-1-2: Disposer D'Une Administration Plus Efficace Et Efficiente</b>					
<b>Assurer L'Utilisation Rationnelle Et Efficace Des Ressources Matérielles Et Financières</b>					
Activités Et Realisations Du Ministère Connues Du Public	Nombre	300	300	300	-
Coordination Et suivi efficaces des activités ainsi que des réalisations Du MAM Assurée	Nombre	20	20	20	-
Nombre de rapport d'activités émises	Nombre	20	20	20	-
Outils Performants Et Disponibles	Nombre	500	500	500	-
Personnel indemnisés et effectivement payés	%	100	100	100	-
Procédures De Passation Des Marches Transparents Et Respectées	Nombre	25	25	25	-
Ressources Humaines Bien Gérées Et Dynamisées	Nombre	50	50	50	-
<b>Instaurer Une Administration Publique Orientée Vers L'Efficiency</b>					
Les Infrastructures de tous les demembrements du MAM aux niveaux central et régional sont modernisées	%	90	90	90	-
Ressources Financières Du Ministère Utilisées A Bon Esient	%	100	100	100	-
<b>Instaurer Une Administration Publique Orientée Vers L'Efficiency Et L'Efficacité</b>					
La confiance des usagers et des citoyens envers le MAM est retable	Nombre	15	10	10	-
<b>Promouvoir La performance Socio-économique de Madagascar à moyen terme</b>					
Activités du Ministère Coordinées	Nombre	20	20	20	-
Infrastructures des partenariat, des projets et du développement	%	75	75	75	-
<b>016-Artisanat</b>					
<b>OG 071-1: PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE</b>					
<b>OS 071-1-3: Renforcer les dispositifs de lutte contre la corruption au sein du Ministère</b>					
<b>Assurer la sensibilisation du personnel du Ministère sur la corruption et ses diverses formes</b>					
Personnel sensibilisé et informé sur la corruption et ses préventions	Nombre	-	200	300	-
<b>Prevention et élimination des risques pouvant favoriser la corruption</b>					
Standard de Service opérationnel au sein du Ministère	%	-	75	100	-
<b>Veiller au respect de la législation en vigueur en matière de corruption</b>					
Standard de Service opérationnel au sein du Ministère	%	-	100	100	-
<b>OG 016-3: Faire De L'Artisanat Un Avant-Garde Dans Le Processus De Développement Et Valoriser Les Potentiels Artisanaux</b>					
<b>OS 016-3-1: Renforcer La Chaîne De Valeur De L'Artisanat Malagasy</b>					
<b>Artisans Professionnels Et Produits Compétitifs</b>					
Taux D'Augmentation En Valeur Des Exportations Des Produits Artisanaux	%	10	15	15	-
<b>L'Accessibilité Des Artisans Aux Matières Premières Et À La Technologie Est Améliorée</b>					
Nombre D'Artisans Membres Des Chambres Des Métiers	Nombre	600	50	100	-
<b>Les Métiers Artisanaux Ainsi Que Les Artisans Sont Professionnalisés</b>					
Nombre D'Artisans Dotés D'Une Carte Professionnelle	Nombre	100	2500	2500	-
<b>Métiers D'Artisans Promus Et Professionnalisés</b>					
Nombre De Filières Et Métiers Artisanaux Professionnalisés	Nombre	100	114	114	-
<b>OG 016-4: Valoriser les métiers d'artisans et promouvoir le commerce des produits artisanaux Malagasy</b>					
<b>OS 016-4-1: Améliorer la commercialisation des produits artisanaux</b>					
<b>villages artisanaux implantées et fonctionne - création d'emploi décent - produits artisanaux de qualité livrés</b>					
Contribuer à la création d'emplois et à la formalisation des activités des artisans - Vitrine de Madagascar dans la région touristique	Nombre	10	5	12	-
<b>OG 016-5: Professionnaliser les métiers d'artisans et valoriser les produits artisanaux Malagasy</b>					
<b>OS 016-5-1: créer un site unique et innovant regroupant les métiers d'artisans</b>					
<b> cité de métiers implantées, fonctionnelles et rentables</b>					
Métiers d'artisans reconnus, promus et valorisés	Nombre	1	1	1	-
<b>OS 016-5-2: promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emploi décent, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation</b>					
<b>Foire national et international</b>					
exposition et vente de produits artisanaux	Nombre	10	1	5	-
<b>OG 016-6: Promouvoir une croissance économique soutenu, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 016-6-1: promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emploi décent, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation</b>					
<b>Rond point des artisans</b>					
Métiers d'artisans reconnus, promus et valorisés	Nombre	23	23	23	-
<b>OS 016-6-2: Valoriser le savoir-faire féminin</b>					
<b>Promotion du secteur de l'Artisanat</b>					
Nombre de savoir-faire féminine valorisés	Nombre	-	30	50	-
<b>OS 016-6-3: Développer l'Entrepreneuriat des femmes artisanes</b>					
<b>Authenticité des produits artisanaux Malagasy</b>					
Nombre de galerie virtuelle créées	Nombre	-	6	23	-
<b>OG 016-7: Améliorer le niveau de vie des femmes artisanes</b>					
<b>OS 016-7-1: Assurer l'Empowerment des artisanes</b>					
<b>Contribution des femmes artisanes au développement de l'économie nationale</b>					
Nombre d'emploi créés	Nombre	-	100	200	-
<b>OG 016-8: Apporter un développement durable et une prospérité pour tous en une génération</b>					
<b>OS 016-8-1: Apporter du soutien aux artisans répondant à leurs attentes et adapté au contexte malgache</b>					
<b>Artisans formé</b>					
Renforcement de la résilience des artisans face aux aléas de la vie	Nombre	-	2300	2300	-
<b>Carte professionnelle des artisans</b>					
insertion des artisans au secteur formel	Nombre	-	5000	10000	-
<b>Convention mise en œuvre</b>					
Création de système de protection sociale participative pour les artisans	Nombre	-	1	1	-
<b>Plateforme opérationnel</b>					
Réseautage des artisans et création de plateforme de vente, du vivier d'informations et d'interface pour les exportateurs et importateurs de produits artisanaux (intrans - extrants)	Nombre	-	3	3	-
<b>OG 016-9: DEVELOPPER LES 14 FILIERES ET LES METIERS ARTISANAUX</b>					
<b>OS 016-9-1: Promouvoir toutes formes d'organisation des artisans</b>					
<b>Filières structurés et opérationnelles</b>					
Nombre de filière	Nombre	-	210	290	-
<b>Métiers repertoriés et classés dans les 14 filières</b>					
Nombre des métiers	Nombre	-	184	250	-
<b>OS 016-9-2: Accompagner les acteurs dans leur développement et offrir une plus grande visibilité</b>					
<b>Filières structurés et opérationnelles</b>					
Acteurs artisanaux	%	-	50	70	-
<b>OG 016-A: Promouvoir et valoriser les métiers artisanaux</b>					
<b>OS 016-A-1: Redéployer les actions pour le développement des métiers artisanaux</b>					
<b>Donnés fiable et palpable</b>					
Numérisation des données	Nombre	-	1	2	6

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>Entreprises artisanales nouvellement créés</b>					
Entreprise artisanale créée et structuré	Nombre	-	2000	3000	4000
Nombre d'entreprises artisanales nouvellement créer	Nombre	-	1500	2500	3500
<b>Mise en place des labels des produits artisanaux promus</b>					
Label des produits	Nombre	-	10	20	30
<b>Obtention de stratégies sur l'entrepreneuriat, innovation et developpement des métiers</b>					
Document stratégique ayant une valeur palpable et fiable	Nombre	-	2	0	-
<b>Obtention des unités de productions artisanaux compétitif</b>					
Entreprise artisanale créée et structuré	Nombre	-	4	6	23

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>39-MINISTÈRE DE L'INDUSTRIALISATION, DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION</b>					
<b>340-INDUSTRIE</b>					
<b>051-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 051-6 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 051-6-1: Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux</b>					
<b>La coordination et le suivi des activités ainsi que les réalisations du Ministère est assurée</b>					
Taux de performance globale du Ministère	%	80	85	90	95
<b>Les activités des Directions Régionales sont exécutées avec efficacité</b>					
Taux de redevabilité des démembrement du Ministère au niveau des régions	%	100	100	100	100
<b>Les activités du ministère sont bien coordonnées</b>					
Nombre de STAFF MEETINGS tenues	Nombre	12	48	48	48
<b>Les activités en lien avec les finances, la logistique et les services médico-sociaux sont effectivement exécutées</b>					
Taux moyen de rapidité de traitement des dossiers financiers	%	100	110	120	130
<b>Les ressources humaines sont bien gérées et dynamisées</b>					
Taux moyen de rapidité de traitement des dossiers RH	%	100	110	120	130
<b>OS 051-6-2 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Les avantages pécuniaires du personnel sont assurés</b>					
Taux d'engagement des frais médicaux	%	100	100	100	100
<b>Les personnels sont indemnisés et effectivement payés</b>					
Taux d'absentéisme du personnel	%	20	15	10	7
<b>Les procédures de passation de marchés sont respectées</b>					
Taux de rapidité de traitement des dossiers de passation de marchés	%	100	110	120	130
<b>Les ressources financières du ministère sont utilisées à bon escient</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
<b>OS 051-6-3 : Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin</b>					
<b>La confiance des usagers et des citoyens envers le Ministère est rétablie</b>					
Nombre de cas étudiés et les rapports y afférents	Nombre	8	8	8	8
Taux de diminution des doléances sur la corruption touchant le Ministère	%	20	25	30	35
<b>OS 051-6-4 : Promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation</b>					
<b>Les textes législatif et réglementaire du domaine industriel sont vulgarisés et facilement accessibles</b>					
Nombre de politiques de développement industriel et commercial promues	Nombre	2	2	2	2
<b>OG 051-7 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 051-7-1: développer l'accès aux NTIC et infrastructures connexes de qualité durable</b>					
<b>Outils informatiques performants et disponibles</b>					
Taux de rapidité d'interventions et de maintenance informatique	%	100	110	120	130
<b>OS 051-7-2 : Développer l'accès aux radios, télévisions et infrastructures connexes de qualité durable</b>					
<b>Les activités et réalisations du Ministère sont connues du public</b>					
Fréquence de parutions du Ministère dans les médias	Nombre	500	500	500	500
<b>OS 051-7-3 : Améliorer l'efficacité et l'efficacités des circonscriptions administratives et des CTD</b>					
<b>Les infrastructures de tous les démembrements du Ministère aux niveaux central et régional sont modernisées</b>					
Taux d'engagement des dépenses du projet de modernisation	%	0	97	97	98
<b>OG 051-8 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser</b>					
<b>OS 051-8-1: Développer toutes formes de partenariat technique et financier</b>					
<b>L'horizon partenariale du Ministère est élargie</b>					
Nombre de dialogues avec le secteur privé initiés (DPP)	Nombre	5	10	10	10
<b>605-Industrie</b>					
<b>OG 605-5 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 605-5-1: Renforcer et dynamiser le tissu industriel malagasy</b>					
<b>L'émergence et la croissance des PME/PMI est effective</b>					
Taux d'augmentation des entreprises dans le secteur secondaire	%	40	50	60	75
<b>Les compétitivité des industries locales sont améliorée</b>					
Nombre d'unités industrielles installées dans les zones dédiées	Nombre	23	23	23	23
<b>OG 605-6 : Établir des modes de consommation et de production durables</b>					
<b>OS 605-6-1: Réduire la production de déchets par la prévention, le recyclage et la réutilisation.</b>					
<b>Les déchets et la pollution industriels sont réduits</b>					
Taux de diminution des doléances reçues	%	50	60	75	80
<b>621-Développement du Secteur Privé</b>					
<b>OG 621-4 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 621-4-1: Instaurer un environnement propice aux activités entrepreneuriales du secteur privé et des pôles de développement spécialisés</b>					
<b>L'environnement entrepreneurial est amélioré</b>					
Taux d'augmentation de la création de coopératives	%	100	100	100	100
<b>360-COMMERCE</b>					
<b>037-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 037-4 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 037-4-1: Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux</b>					
<b>Les activités du Ministère sont coordonnées</b>					
Taux d'engagement des projets du Ministère	%	100	100	100	100
<b>Les activités en lien avec les finances, la logistique et les services médico-sociaux sont effectivement exécutées</b>					
Taux moyen de rapidité de traitement des dossiers financiers	%	100	110	120	130
<b>OS 037-4-2 : Renforcer le contrôle budgétaire et financier</b>					
<b>Le Ministère est en règle avec les différentes organisations internationales auxquelles elle appartient</b>					
Taux d'engagement des contributions internationales	%	100	100	100	100
<b>Les avantages pécuniaires du personnel sont assurés</b>					
Taux d'engagement des frais d'hospitalisation, de traitements et soins	%	100	100	100	100
<b>Les transferts pour charges de service publics sont effectués</b>					
Taux d'engagement des subventions et transferts	%	100	100	100	100
<b>OG 037-5 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 037-5-1: Assurer l'assainissement du marché, la protection des consommateurs et le commerce équitable</b>					
<b>Les instruments de mesure règlementés sont vérifiés par le SML</b>					
Taux de fréquence des vérifications	%	100	100	100	100
<b>614-Commerce Intérieur</b>					
<b>OG 614-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 614-3-1: Assurer l'assainissement du marché, la protection des consommateurs et le commerce équitable</b>					
<b>Le marché est contrôlé</b>					
Nombre de contrôles économiques effectués	Nombre	10	500	500	500
<b>Les consommateurs sont protégés par les lois et les dispositifs</b>					
Taux de produits conformes	%	60	60	60	60

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>015-Commerce Extérieur</b>					
<b>OG 015-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous</b>					
<b>OS 015-3-1: Promouvoir les échanges commerciaux</b>					
<b>La qualité des produits agricoles exportés est améliorée</b>					
Taux d'augmentation en valeur des produits agricoles exportés	%	20	20	20	25
<b>L'accès aux marchés internationaux est facilité</b>					
Nombre de pays destinataires des produits Malagasy	Nombre	15	20	20	25
					-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>44-MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
<b>440-ENVIRONNEMENT</b>					
<b>017-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 017-1 : OG44- 017.AMÉLIORER LES CADRES DE TRAVAIL ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE ET FORÊTS</b>					
<b>OS 017-1-1: OS AMÉLIORER LES CADRES TECHNIQUES MATÉRIELS ET HUMAINS</b>					
<b>Les bâtiments sont réhabilités et /ou construit</b>					
BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU MEEF REHABILITE ET/OU CONSTRUIT	NOMBRE	2	-	-	-
<b>Les cadres techniques, matériels et humain du MEEF sont améliorés</b>					
Techniciens forestiers et environnementaux sortants de l'école d'Angavokely	NOMBRE	20	-	-	-
THEMES DISPOSES	NOMBRE	31	-	-	-
<b>OS 017-1-2 : OS OPÉRATIONNALISER LE DISPOSITIF DE FORMATION POUR LE MEEF ET RÉOUVERTURE DE L'ECOLE A ANGAVOKELY</b>					
<b>DISPOSITIF DE FORMATION OPERATIONNEL POUR LE MEEF ET REOUVERTURE DE L'ECOLE A ANGAVOKELY</b>					
BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU MEEF REHABILITES ET / OU CONSTRUIITS	NOMBRE	0	-	-	-
<b>OG 017-2 : AMELIORER LES CADRES DE TRAVAIL ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLES</b>					
<b>OS 017-2-1: AMELIORER LES CADRES TECHNIQUES MATÉRIELS ET HUMAINS</b>					
<b>LES CADRES TECHNIQUES, MATERIELS ET HUMAINS DU MEDD SONT RENFORCES</b>					
THEMES DISPENSES	NOMBRE	31	-	-	-
<b>FONCTION REGALIENNE DE L'ADMINISTRATION ASSUREE</b>					
NOMBRE DE BASES DE DONNEES THEMATIQUES DISPONIBLES	NOMBRE	1	-	-	-
<b>BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU MEDD SONT REHABILITES ET/OU CONSTRUIITS</b>					
Batiments administratifs du MEDD réhabilités et/ou construits et opérationnelles	NOMBRE	8	-	-	-
BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU MEDD REHABILITES ET/OU CONSTRUIITS	NOMBRE	2	-	-	-
<b>OS 017-2-2 : OPERATIONNALISER LE DISPOSITIF DE FORMATION POUR LE MEDD</b>					
<b>DISPOSITIF DE FORMATION OPERATIONNEL POUR LE MEDD</b>					
TECHNICIENS FORESTIERS ET ENVIRONNEMENTAUX SORTANT DE L'ECOLE D'ANGAVOKELY	NOMBRE	20	-	-	-
<b>OG 017-3 : Renforcer la bonne gouvernance du secteur Environnement pour le développement durable</b>					
<b>OS 017-3-1: Améliorer les cadres techniques matériels et humains</b>					
<b>La décentralisation et la déconcentration de la gestion des ressources naturelles sont renforcées.</b>					
Augmentation de STD disposant de bâtiment en bonne état	%	0	-	-	-
<b>OS 017-3-2 : Renforcer le dispositif de formation</b>					
<b>La performance des acteurs du secteur Environnement et du développement durable est optimisée</b>					
Dispositif de formation opérationnel	NOMBRE	2	-	-	-
<b>OG 017-4 : ASSURER LE LEADERSHIP ENVIRONNEMENTAL POUR LA COORDINATION ET LA PERENNISATION DES ACTIONS A DIFFERENTS NIVEAUX</b>					
<b>OS 017-4-1: ASSURER LA DISPONIBILITE DES DONNEES FIABLES</b>					
<b>LE SYSTÈME D'INFORMATION ET DE SUIVI EVALUATION SONT FIABILISES</b>					
NOMBRE DE SYSTÈME D'INFORMATION OPERATIONNEL	NOMBRE	0	10	15	7
NOMBRE DE BASE DE DONNEES MISE EN PLACE	NOMBRE	-	10	15	7
<b>OG 017-5 : REHAUSSER LA PERFORMANCE DES ACTEURS ENVIRONNEMENTAUX PAR LE RENFORCEMENT DE LA COMPETENCE ET DE LA REDEVABILITE MUTUELLE</b>					
<b>OS 017-5-1: OPERATIONNALISER LE DISPOSITIF DE FORMATION POUR LE MEDD</b>					
<b>LA PERFORMANCE DES ACTEURS DU SECTEUR ENVIRONNEMENT ET DEVELOPEMENT DURABLE S'AMELIORE</b>					
TECHNICIENS FORESTIERS ET ENVIRONNEMENTAUX SORTANT DE L'ECOLE D'ANGAVOKELY	NOMBRE	0	30	30	30
NOMBRE D'AGENTS DE L'ADMINISTRATION FORMES	NOMBRE	0	100	100	200
<b>OG 017-6 : RENFORCER LA BONNE GOUVERNANCE DU SECTEUR ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
<b>OS 017-6-1: AMELIORER LES CADRES TECHNIQUES MATERIELS ET HUMAINS</b>					
<b>LA DECENTRALISATION ET LA DECONCENTRATION DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES SONT RENFORCEES</b>					
NOMBRE DE INFRASTRUCTURES CONSTRUITES OU REHABILITEES	NOMBRE	0	2	7	7
<b>701-Gestion durable des ressources naturelles</b>					
<b>OG 701-1: DÉVELOPPER LE RÉFLEXE ENVIRONNEMENTALE</b>					
<b>OS 701-1-1: PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LES POLITIQUES, PROGRAMME, PROJET DE DEVELOPPEMENT</b>					
<b>LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LES MENACES ENVIRONNEMENTALES EST PROMU</b>					
PLAINTES ENVIRONNEMENTALES TRAITEES	NOMBRE	42	-	-	-
<b>OS 701-1-2: Promouvoir l'économie circulaire</b>					
<b>la stratégie de lutte contre les menaces environnementales est promu</b>					
Contrôles environnementales	NOMBRE	44	-	-	-
<b>OG 701-2 : OG44-701.PROTEGER, CONSERVER ET VALORISER DURABLEMENT LE CAPITAL NATUREL ET LES ÉCOSYSTÈMES</b>					
<b>OS 701-2-1. OS44-701.1 DÉVELOPPER LA GESTION RATIONNELLE ET DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES ET DES RESSOURCES NATURELLES</b>					
<b>LA GESTION RATIONNELLE ET DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES ET DES RESSOURCES NATURELLES EST DÉVELOPPÉE</b>					
SUPERFICIE REBOISÉE/RESTAURÉE	HA	40000	-	-	-
Plan de développement local intégrant les engagements internationaux suivant les trois conventions de Riod	NOMBRE	0	-	-	-
PEPINIERES OPERATIONNELLES	NOMBRE	200	-	-	-
PEPINIERES INSTALLEES	NOMBRE	0	-	-	-
SUIVIS ÉCOLOGIQUES EFFECTUES	NOMBRE	78	-	-	-
CONTRÔLES EFFECTUES	NOMBRE	550	-	-	-
FORMATION EN PLANIFICATION	NOMBRE	1	-	-	-
<b>OG 701-3 : Renforcement de la resilience et de la productivité du réseau de l'infrastructure vertes contribuant à la lutte contre le changement climatique</b>					
<b>OS 701-3-1: Augmenter la surface couverte par le foret</b>					
<b>La restauration de la multifonctionnalité des paysages et des forêts pour une meilleur préservation/ conservation et utilisation durable des ressources naturelles est mise en œuvre à toutes les échelles des paysages</b>					
couverture nationale de reboisement	%	0	-	-	-
<b>OG 701-4 : INSTAURER LE RÔLE REGALIEN DE L'ETAT</b>					
<b>OS 701-4-1 : CONDUIRE DES ACTIONS INTEGRES DE CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX ET FORESTIERS</b>					
<b>L'ENVIRONNEMENT ET LES RESSOURCES NATURELLES SONT GERES DURABLEMENT</b>					
NOMBRE DE DOSSIERS D'INFRACTIONS ENVIRONNEMENTALES TRAITEES	NOMBRE	0	25	30	35
NOMBRE DE CONTROLES ENVIRONNEMENTAUX EFFECTUES	NOMBRE	0	50	60	70
NOMBRE DE CONTROLES FORESTIERS EFFECTUES	NOMBRE	0	500	550	600
NOMBRE DE DOSSIERS D'INFRACTIONS FORESTIERS TRAITEES	NOMBRE	0	250	200	150
<b>OG 701-5 : RENFORCER LA RESILIENCE ET LA PRODUCTIVITE DE L'INFRASTRUCTURE VERTE CONTRIBUTANT LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>					
<b>OS 701-5-1: DÉVELOPPER LA GESTION RATIONNELLE ET DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES ET DES RESSOURCES NATURELLES</b>					
<b>LA RESTAURATION DE LA MULTIFONCTIONNALITE DU PAYSAGE ET DES FORETS POUR UNE MEILLEURE CONSERVATION/PRESERVATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES</b>					
NOMBRE DE PLANTS MIS EN TERRE	NOMBRE	0	150000000	150000000	150000000
SUPERFICIE REBOISEE / RESTAUREE	HA	0	75000	75000	75000
PEPINIERES GEANTES	NOMBRE	0	5	5	5
<b>OS 701-5-2 : MAITRISER LA DEFORESTATION ET LA DEGRADATION DES RESOOURCES NATURELLES</b>					
<b>LES ECOSYSTEMES ET LES RESSOURCES NATURELLES SONT GERES DURABLEMENT</b>					
SUPERFICIE DES AIRES PROTEGEES MARINES	HA	0	2546440	2546440	2546440
SUPERFICIE DES AIRES PROTEGES TERRESTRES	HA	0	7225408	8000000	8000000
<b>OS 701-5-3 : LUTTER CONTRE LES FEUX</b>					
<b>REDUCTION SIGNIFICATIVE DE LA SUPERFICIE INCENDIEE</b>					
NOMBRE DE STRUCTURES OPERATIONNELLES DE GESTION DE FEUX	NOMBRE	0	2300	2300	2300
SURFACE BRULÉE	HA	0	2814999	2533499	2280149
LONGUEUR TOTALE DE PARE FEUX	Km	0	500	650	800

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>703-Développement du Reflexe Environnemental</b>					
<b>OG 703-1 : OG44-703.DÉVELOPPER LE REFLEXE ENVIRONNEMENTAL</b>					
<b>OS 703-1-1 : ASSURER LA GESTION RATIONNELLE DES POLLUTIONS</b>					
<b>DISPOSITIFS DE GESTION DE POLLUTION MIS EN PLACE ET OPÉRATIONNELS DANS TOUT MADAGASCAR</b>					
PRINCIPAUX AGENTS POLLUANTS DE L'EAU DE L'AIR DU SOL SUIVI	NOMBRE	0	0	-	-
<b>OS 703-1-2 : PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES, PROJETS DE DÉVELOPPEMENT</b>					
<b>LES INVESTISSEMENTS SONT COMPATIBLES AVEC L'ENVIRONNEMENT</b>					
PLAINTES ENVIRONNEMENTALES TRAITÉES	NOMBRE	0	0	-	-
<b>OS 703-1-3 : PROMOUVOIR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT DE LA POPULATION VIS A VIS DE L'ENVIRONNEMENT</b>					
<b>LES ÉCOGESTES DEVIENNENT DES QUOTIDIENS DE LA POPULATION</b>					
ACTIVITÉS D'IEC ENVIRONNEMENTALE PROMUE	NOMBRE	0	0	-	-
<b>704-Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes malagasy</b>					
<b>OG 704-1 : OG44-XXX.ASSURER L'INTÉGRITÉ DES ÉCOSYSTÈMES MALAGASY</b>					
<b>OS 704-1-1 : PROMOUVOIR LE MÉCANISME DE FINANCEMENT INNOVANT BASÉ SUR LA VALORISATION DES BIENS ET SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES</b>					
<b>LES MÉCANISMES DE FINANCEMENTS INNOVANT ET DURABLE SONT DÉVELOPPÉS ET VULGARISÉS</b>					
GUIDES DE PSE ELABOREES	NOMBRE	1	-	-	-
SYSTEMES PSE TESTEES	NOMBRE	1	-	-	-
<b>OS 704-1-2 : PROMOUVOIR LA GESTION INTEGREE DES ZONES ECOLOGIQUEMENT POTENTIELLES</b>					
<b>LES ZONES ECOLOGIQUEMENT POTENTIELLES SONT GERÉES D'UNE MANIERE DURABLE</b>					
GUIDES DE PSE ELABOREES	NOMBRE	0	-	-	-
BASSINS VERSANT CRITIQUES AMENAGES	NOMBRE	0	-	-	-
<b>OG 704-2 : PROMOUVOIR LES CONDITIONS POUR LE MAINTIEN DES ECOSYSTEMES ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
<b>OS 704-2-1 : Mettre à la disposition de l'administration environnementale des matériels et équipements modernes pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle de leader dans la protection de l'environnement:</b>					
<b>Qualité des milieux naturels préservés</b>					
bâtiments construit	NOMBRE	0	-	-	-
<b>OS 704-2-2 : PROMOUVOIR L'ECONOMIE VERTE ET BLEUE</b>					
<b>BONNES PRATIQUES POUR L'ECONOMIE VERTE PROMUES</b>					
FILIERES VERTES PROMUES	NOMBRE	5	-	-	-
<b>OS 704-2-3 : DEVELOPPER UNE STRATEGIE DE PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
<b>STRATEGIE DE PARTENARIAT DEVELOPPE</b>					
PROTOCOLE DE PARTENARIAT SIGNE	NOMBRE	3	-	-	-
<b>OS 704-2-4 : INTEGRER LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
<b>LES INVESTISSEMENTS SONT COMPATIBLES AVEC L'ENVIRONNEMENT</b>					
TEXTES SUR LA MISE EN COMPATIBILITES DES INVESTISSEMENTS AVEC L'ENVIRONNEMENT MIS A JOUR ET ADOPTES	NOMBRE	1	-	-	-
EVALUATION ET SUIVI ENVIRONNEMENTAL REALISEE	NOMBRE	50	-	-	-
<b>INTEGRATION DE LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE</b>					
STRUCTURE DE L'INTEGRATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE RENFORCEE (CER, CIME)	NOMBRE	8	-	-	-
ACIVITES D'IEC ENVIRONNEMENTALES PROMUES	NOMBRE	20	-	-	-
Structures de l'intégration du Développement Durable opérationnelles	NOMBRE	8	-	-	-
<b>LES INVESTISSEMENT SONT COMPATIBLES AVEC L'ENVIRONNEMENT</b>					
Permis environnementales livrés	NOMBRE	30	-	-	-
<b>INTÉGRATION DE LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE POUR DD</b>					
Structures de l'intégration du Développement Durable opérationnelles	NOMBRE	8	-	-	-
<b>OS 704-2-9 : Promouvoir des mécanismes de financement innovant et de paiement des services écosystémiques</b>					
<b>Les mécanismes de financement innovant et durable sont développés</b>					
Mécanisme de financement identifiés	NOMBRE	4	-	-	-
<b>OG 704-3 : Assurer la promotion de l'économie verte et la contribution des autres secteurs au développement économique national intégrant la dimension environnementale</b>					
<b>OS 704-3-1 : Développer la valorisation rationnelle et durable des écosystèmes et des ressources naturelles</b>					
<b>les initiative économique basées sur les différents services écosystémiques sont développés</b>					
Emplois verts décente créés	NOMBRE	0	-	-	-
<b>OS 704-3-3 : Lutter contre la pollution</b>					
<b>les acteurs de développement liés au secteur Environnement sont soutenus dans le cadre de l'économie de l'environnement (verte et circulaire)</b>					
Investissement compatible à l'environnement	NOMBRE	0	-	-	-
<b>OG 704-4 : ASSURER LA PROMOTION DE L'ECONOMIE VERTE ET LA CONTRIBUTION DES AUTRES SECTEURS AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL INTÉGRANT LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE</b>					
<b>OS 704-4-1 : ASSURER LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE NATIONAL</b>					
<b>LES DIFFERENTS SERVICES ECOSYSTEMIQUES CONTRIBUENT NETTEMENT A ACCROITRE LES AGREGATS ECONOMIQUES NATIONAUX</b>					
NOMBRE D'EMPLOIS VERTS DECENTS CREES	NOMBRE	0	15	30	0
<b>OS 704-4-2 : LUTTER CONTRE LA POLLUTION</b>					
<b>les acteurs de développement liés au secteur Environnement sont soutenus dans le cadre de l'économie de l'environnement (verte et circulaire)</b>					
NOMBRE D'ALTERNATIVE ECOLOGIQUE PROMUE	NOMBRE	0	10	10	10
NOMBRE D'INFRASTRUCTURES DE GESTION DE DECHETS CREES	NOMBRE	0	3	4	4
<b>OS 704-4-3 : INTEGRER LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
<b>LES INVESTISSEMENT SONT COMPATIBLES AVEC L'ENVIRONNEMENT</b>					
NOMBRE DE MISE EN CONFORMITE ,PERMIS /AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE (PREE), PERMIS ENVIRONNEMENTAL	NOMBRE	0	40	50	70

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>48-MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE</b>					
<b>480-AGRICULTURE ET ELEVAGE</b>					
<b>061-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 061-3 : Améliorer la gestion et l'environnement institutionnel du Ministère</b>					
<b>OS 061-3-1 : Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire des secteurs agriculture et élevage</b>					
<b>Assurer le pilotage des secteurs</b>					
Taux de performance annuel du Ministère	Taux (%)	100%	100%	100%	100%
<b>OS 061-3-2 : Renforcer la capacité des acteurs pour la mise en oeuvre du PEM, de la politique et des stratégies du secteur AE</b>					
<b>Assurer l'efficacité des fonctions de gestion</b>					
Nombre des travaux d'audit et de contrôle réalisés	NOMBRE	60	60	60	60
Taux d'exécution budgétaire	Taux (%)	100%	100%	100%	100%
Plan de travail annuel validé	NOMBRE	1	1	1	1
<b>411-Agriculture</b>					
<b>OG 411-3 : Atteindre l'autosuffisance alimentaire et l'émergence d'un secteur agricole moderne</b>					
<b>OS 411-3-1 : Assurer l'autosuffisance alimentaire en riz</b>					
<b>Étendre les superficies rizicoles exploitées</b>					
Superficies de nouveaux Périmètres irrigués aménagées	Hectare	40000	30 000	103000	9000
Superficies de Périmètres irrigués remise en état	Hectare	100000	125000	90000	180000
<b>Augmenter la productivité</b>					
Production additionnelle de paddy	Tonnes	1000000	1000000	1500000	2000000
<b>OS 411-3-2 : Moderniser le secteur agricole</b>					
<b>Développer l'Agribusiness et le professionnalisme dans le secteur Agricole</b>					
Zones d'Emergences Agricoles (ZEA) mises en place	NOMBRE	1	1	1	1
Centres de distribution d'intrants/matériels (DMM) opérationnels	NOMBRE	50	-	-	-
Centres d'Appui à l'Agribusiness (CABIZ) opérationnels	NOMBRE	5	-	-	-
Guichets agricoles opérationnels	NOMBRE	-	16	10	0
<b>Renforcer le socle de l'exportation des produits agricoles</b>					
Usines de transformation réhabilitées et opérationnelles	NOMBRE	3	3	5	2
<b>412-Elevage</b>					
<b>OG 412-3 : Atteindre l'autosuffisance alimentaire et l'émergence d'un secteur élevage moderne</b>					
<b>OS 412-3-1 : Assurer l'autosuffisance alimentaire en protéine</b>					
<b>Augmenter la quantité de viande disponible</b>					
Quantité additionnelle de lait produite par an	NOMBRE	0	6000000	6000000	0
Nombre de Vaches laitières performantes importées	NOMBRE	2500	1000	3800	1000
<b>Développer les filières prioritaires autres que la filière à viande</b>					
Nombre de têtes additionnelles de poulet	NOMBRE	7000000	-	-	-
Nombre de poussins de races performantes mis à la disposition des éleveurs	NOMBRE	0	1118450	1750000	0
<b>Assurer la santé des animaux</b>					
Nombre de bovins vaccinés	NOMBRE	4500000	4500000	4500000	4500000
<b>OS 412-3-2 : Moderniser le secteur élevage</b>					
<b>Améliorer la technologie et et les infrastructures d'élevage</b>					
Nombre de têtes de bovin munis d'un système de traçabilité et/ou d'identification électronique infalsifiable	NOMBRE	1000000	60000	0	0
Abattoirs manara-penitra construits	NOMBRE	15	7	0	0
<b>Développer les marchés nationaux et internationaux des produits d'élevage</b>					
Fermes de bovin modernes et franchisées construites / réhabilitées	NOMBRE	4	-	-	-
Fermes modèles d'élevage appuyés	NOMBRE	0	75	80	0

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>49-MINISTRE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE BLEUE</b>					
<b>430-PECHE</b>					
<b>033-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 033-3 : BONNE GOUVERNANCE DU SECTEUR HALIEUTIQUE</b>					
<b>OS 033-3-1 : Gérer de manière efficiente les ressources du ministère</b>					
<b>Budget du Ministère bien géré</b>					
Taux d'absorption de budget	%	-	100	100	100
Quitus	NOMBRE	-	10	14	14
<b>Renforcement de capacité en matière logistique et technique</b>					
Matériels dotés	NOMBRE	371	-	-	-
<b>Situation administrative du personnel en règle</b>					
Personnel productif	NOMBRE	572	-	-	-
Gestion du personnel efficace	%	100	-	-	-
Dossiers traités	NOMBRE	0	500	550	600
<b>OS 033-3-2 : Assurer l'efficacité des fonctions de gestion</b>					
<b>Bonne gestion de la politique de l'Etat</b>					
Efficacité de gestion de denier public	%	-	100	100	100
Transfert aux Organismes rattachés (AMPA, ASH, CSP, USTA, CDA, URL, CEDP, OEPA, CDPHM) réalisés	%	100	100	100	100
<b>Pilotage des secteurs assurés</b>					
Performance amélioré	%	100	100	100	100
<b>Intégration et Dimension environnementale</b>					
Permis environnemental/ Autorisation environnementale délivrée	NOMBRE	-	15	20	25
Ecosystème restauré	HA	-	850	900	950
<b>Communication des réalisations régionales effectuée</b>					
Activité au niveau régional consolidé	NOMBRE	0	92	92	92
<b>OS 033-3-3 : Elaborer, Analyser et Réformer le cadre juridique du secteur pêche et d'économie bleue</b>					
<b>Cadre juridique élaboré, traité, mise à jour et effectif</b>					
Textes législatifs et réglementaires adoptés	NOMBRE	-	30	30	35
<b>OS 033-3-4 : Gérer de manière optimale la masse salariale</b>					
<b>Rémunération du personnel honorée à temps</b>					
Taux d'exécution des dépenses de solde	%	0	100	100	100
<b>408-Développement de la pêche et des ressources halieutiques</b>					
<b>OG 408-3 : AUGMENTER ET ASSURER UNE BONNE GESTION DE LA PRODUCTION HALIEUTIQUE, AQUACOLE ET PROMOUVOIR L'ECONOMIE BLEUE</b>					
<b>OS 408-3-1 : Augmenter la disponibilité des produits de la pêche et de l'aquaculture</b>					
<b>pêche continentale, maritime et l'aquaculture développé</b>					
ZEP	NOMBRE	10	13	-	-
Le montant de la redevance est augmenté	MILLIARD ARIARY	0	15	20	25
Centres frigorifiques	NOMBRE	0	-	-	-
Production halieutique réalisée	Tonnes	170000	125000	150000	175000
Hangar de Marché	NOMBRE	6	6	6	-
Kits distribués	NOMBRE	5000	6000	-	-
Unité de Froid	NOMBRE	6	6	6	-
Unité de Transformation	NOMBRE	6	6	6	-
<b>OS 408-3-2 : Promouvoir l'économie bleue</b>					
<b>Mise en concertation de toutes les parties prenantes et des promoteurs de l'économie bleue à Madagascar</b>					
Atelier de promotion de l'économie bleue	NOMBRE	0	-	-	-
L'économie bleue connue au niveau National	NOMBRE	0	-	-	-
<b>OS 408-3-4 : Promouvoir l'économie bleue et la gouvernance de l'Océan</b>					
<b>Disposer de cadres stratégiques et légales pour la promotion de l'économie Bleue</b>					
Cadre légal et juridique	NOMBRE	-	7	5	5
<b>Sécuriser les activités des pêches et des espaces maritimes</b>					
Zone à travers une planification spatiale inovante développée	NOMBRE	-	0	3	5
Pêche illégale et illicite diminuée	NOMBRE	0	35	20	15
Nombre de vedette rapide acquis	NOMBRE	7	34	0	0

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>51-MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES HYDROCARBURES</b>					
<b>510-ÉNERGIE</b>					
<b>031-Administration et coordination</b>					
<b>OG 031-1 : RENFORCER LA BONNE GOUVERNANCE</b>					
<b>OS 031-1-1 : AMÉLIORER LA PERFORMANCE DU MINISTÈRE</b>					
<b>LA TRANSFORMATION DIGITALE DU MINISTÈRE FONCTIONNELLE</b>					
outil mis en place	Nombre	-	3	2	2
<b>OG 031-2 : RENFORCER LES PRESTATIONS DE SERVICES PUBLIC</b>					
<b>OS 031-2-1 : PROMOUVOIR LA PRODUCTIVITÉ DES AGENTS DU MINISTÈRE</b>					
<b>LA CONTRIBUTION ACTIVE DES AGENTS DU MINISTÈRE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EST MISE EN PLACE</b>					
TAUX D'EXECUTION BUDGETAIRE	%	100	100	100	100
Délai de traitement de dossiers (PROCEDER A LA GESTION EFFICACE ET EFFICIENTE DES RESSOURCES: HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELLES)	Jour	1	1	1	1
Délai de traitement de dossiers (PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES MATERIELLES ET HUMAINES)	Jour	2	2	2	2
Directions et services contrôlés et suivis (PROCEDER A LA GESTION EFFICACE ET EFFICIENTE DES RESSOURCES: HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELLES)	Nombre	23	23	23	23
Directions et services contrôlés et suivis (PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES MATERIELLES ET HUMAINES)	Nombre	30	30	30	30
<b>OG 031-3 : PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET OUVERTES A TOUS AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCÈS DE TOUS A LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, A TOUS LES NIVEAUX, DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES A TOUS</b>					
<b>OS 031-3-1 : AMÉLIORER LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>					
<b>LA CONTRIBUTION ACTIVE DES AGENTS DU MINISTÈRE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EST MISE EN PLACE</b>					
TAUX D'EXECUTION BUDGETAIRE	%	100	100	100	100
<b>203-Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales</b>					
<b>OG 203-1 : DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES ÉLECTRIQUES ET RESSOURCES D'ÉNERGIE LOCALE</b>					
<b>OS 203-1-2 : SATISFAIRE LA DEMANDE INTERIEURE</b>					
<b>ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS</b>					
Taux d'accès en électricité	%	20	21	22	23
Nombre de kits distribués/année	Nombre	-	300000	400000	-
Avancement du projet en % d'activité en % d'activité	Nombre	-	25	50	80
Nombre de projet ligne exécuté/année	Nombre	-	-	1(PRIITEM 1)	-
Avancement du projet en % d'activité (PROJET ANDEKALEKA)	%	-	100	-	-
<b>LES RESSOURCES D'ÉNERGIES LOCALEMENT DISPONIBLES SONT UTILISÉES EFFICACEMENT</b>					
Taux d'accès en électricité	%	20	21	22	23
Réduction des heures de délestages	%	65	75	80	90
Avancement du projet en % d'activité en % d'activité	%	-	100	-	-
Nombre de [Personnes, entreprises et Centre de santé] Bénéficiaires du projets	%	-	-	[1680000 : 10000 : 750]	-
<b>OS 203-1-1 : GÉRER DURABLEMENT LES RESSOURCES D'ÉNERGIES LOCALES</b>					
<b>LES ÉNERGIES DE SUBSTITUTION AU BOIS ÉNERGIE SONT DÉVELOPPÉES</b>					
Taux de pénétration des alternatives de cuisson aux bois énergies	%	-	25	35	50
Nombre de kits distribués/année	%	-	110000	110000	110000
Taux de substitution du bois énergies aux autres combustibles	%	-	10	15	28
Nombres de biogaz installés	%	-	1000	1300	1500
Avancement du projet en % d'a+P38:U41ctivité	%	-	0,2	0,5	0,75
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION DU BARRAGE HYDRAULIQUE D'ANTETEZAMBATO)	%	-	20	50	75
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDROELECTRIQUE A AMBODIROKA)	%	-	50	75	100
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE TRANSMISSION ELECTRIQUE ENTRE ANTANANARIVO ET ANTETEZAMBATO)	%	-	-	25	50
Avancement du projet en % d'activité (PROJET D'INTERCONNEXION DE LA VILLE DE TOAMASINA (RIT) AU RESEAU INTERCONNECTE D'ANTANANARIVO (RIA))	%	-	50	80	100
Avancement du projet en % d'activité (ELECTRIFICATION HYBRIDE A MADAGASCAR)	%	-	50	75	100
<b>LA POLITIQUE ÉNERGETIQUE EST BIEN CADRÉE</b>					
Code de réseaux et son décret d'application	%	75	100	100	100
Texte réglementaire: Plan directeur et décret efficacité énergétique	%	-	100	-	-
<b>OG 203-2 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS A DES SERVICES ÉNERGETIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES A UN COUT ABORDABLE</b>					
<b>OS 203-2-1 : EXPLOITER LES AUTRES SOURCES D'ÉNERGIE</b>					
<b>LES ÉNERGIES DE SUBSTITUTION AU BOIS ÉNERGIE SONT DÉVELOPPÉES</b>					
RECHAUDS A ETHANOL LEGUES	Nombre	-	2554	0	-
<b>ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS</b>					
LAMPADAIRES SOLAIRES DISTRIBUES	Nombre	-	9400	12000	-
TAUX D'ACCES EN ELECTRICITE	%	20	21	22	23
KITS SOLAIRES DISTRIBUES	Nombre	-	4700	10500	-
Nombre de bénéficiaires du projet:puissance installée	%	-	-	-	23
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION DU BARRAGE HYDRAULIQUE D'ANTETEZAMBATO)	%	-	20	50	75
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDROELECTRIQUE A AMBODIROKA)	%	-	50	75	100
Avancement du projet en % d'activité (PROJET D'AMENAGEMENT DU SITE HYDROELECTRIQUE DE RANOMAFANA SUR L'IKOPA (SINOHYDRO))	%	-	25	50	80
<b>OS 203-2-2 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS AUX SERVICES ÉNERGETIQUES FIABLES ET MODERNES, A UN COUT ABORDABLE</b>					
<b>ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS</b>					
NOMBRE D'HOPITAL DÔTE DE GROUPE ELECTROGENE	Nombre	-	30	35	-
IDEMNISATION PAYEE	MILLIARD D'ARIARY	15	29	-	-
PUISSANCE SUPPLEMENTAIRE	Mw	-	5	5	-
TRANSFORMATEURS INSTALLES	Nombre	-	24	-	-
Avancement du projet en % d'activité en % d'activité	%	-	100	100	100
Nombre de projet ligne exécuté/année	Nombre	-	-	1(PRIITEM 1)	-
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE TRANSMISSION ELECTRIQUE ENTRE ANTANANARIVO ET ANTETEZAMBATO)	Mw	-	-	25	50
Avancement du projet en % d'activité (PROJET D'INTERCONNEXION DE LA VILLE DE TOAMASINA (RIT) AU RESEAU INTERCONNECTE D'ANTANANARIVO (RIA))	Mw	-	50	80	100
<b>LES RESSOURCES D'ÉNERGIES LOCALEMENT DISPONIBLES SONT UTILISÉES EFFICACEMENT</b>					
REDUCTION DES HEURES DE DELESTAGES	%	60	65	70	-
<b>540-HYDROCARBURES</b>					
<b>204-Développement du secteur pétrolier et des biocarburants</b>					
<b>OG 204-1 : DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PÉTROLIER ET DES BIOCARBURANTS</b>					
<b>OS 204-1-3 : CRÉER LES CONDITIONS FAVORABLES AUX NOUVEAUX OPÉRATEURS ET INVESTISSEURS AFIN DE DÉVELOPPER ET DIVERSIFIER LES INFRASTRUCTURES</b>					
<b>NOUVELLES INFRASTRUCTURES CRÉÉES</b>					
ATP octroyée	Unité	45	-	-	-
<b>OG 204-3 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS A DES SERVICES ÉNERGETIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES A UN COUT ABORDABLE</b>					
<b>OS 204-3-1 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS AUX SERVICES ÉNERGETIQUES FIABLES ET MODERNES, A UN COUT ABORDABLE</b>					
<b>VENTE DE PRODUIT AU MEILLEUR QUALITE</b>					
DOLEANCES RECUS SUR UN SUPCON D'ADULTERATION	Nombre	8	6	3	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>52-MINISTRE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE</b>					
<b>520-EAU ET ASSAINISSEMENT</b>					
<b>032-Administration Et Coordination</b>					
<b>OG 032-2 : ASSURER LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES DU MINISTERE</b>					
<b>OS 032-2-1 : GERER DE MANIERE OPTIMALE LA MASSE SALARIALE</b>					
<b>REMUNERATION DU PERSONNEL HONOREE A TEMPS</b>					
Taux d'exécution des dépenses de solde	%	100	100	100	-
<b>OG 032-1 : PROCEDER A LA GESTION EFFICACE ET EFFICIENTE DES RESSOURCES: HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELS</b>					
<b>OS 032-1-1 : EXECUTER DE MANIERE OPTIMALE LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS SOLDE</b>					
<b>BONNE EXECUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Taux d'exécution des dépenses de fonctionnement hors solde	%	100	100	100	-
<b>OG 032-3 : PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES MATERIELLES ET HUMAINES</b>					
<b>OS 032-3-1 : ASSURER LE RENFORCEMENT DES CAPACITES MATERIELLES ET HUMAINES</b>					
<b>BONNE EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>					
Taux d'exécution des dépenses d'investissement	%	100	100	100	-
<b>OG 032-4 : PROMOUVOIR L'AVENEMENT DE SOCIETES PACIFIQUES ET OUVERTES A TOUS AUX FINS DU DEVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCES DE TOUS A LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, A TOUS LES NIVEAUX, DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES A TOUS</b>					
<b>OS 032-4-1 : METTRE EN PLACE LES REFORMES ADMINISTRATIVES</b>					
<b>UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES ET EXECUTION OPTIMALE DES DEPENSES</b>					
TAUX D'EXECUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	%	0	100	100	100
<b>205-Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement</b>					
<b>OG 205-1 : ASSURER L'ACCES UNIVERSEL EN MATIERE D'EAU POTABLE, AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT ET À LA PROMOTION DE L'HYGIÈNE</b>					
<b>OS 205-1-1 : AMELIORER L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT ET A LA PROMOTION DE L'HYGIENE</b>					
<b>DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT</b>					
Matériels d'assainissement de déchets solides acquis	%	40	60	0	-
Rapport d'Etudes de sites de décharges normalisés de déchets remis	Rapport	1	1	0	-
Centre de Tri et valorisation de déchets solides mis en place	NOMBRE	1	0	0	-
Travaux des infrastructures d'assainissement réalisés	%	40	40	20	-
<b>PROMOTION DE L'HYGIENE</b>					
Zones sensibilisées	%	100	100	100	-
Matériels d'hygiène acquis	Pack	2	1	0	-
<b>OS 205-1-2 : AMELIORER L'ACCES A L'EAU POTABLE</b>					
<b>DOTATION D'UN MOYEN MATERIEL AU MINISTERE</b>					
Matériels techniques acquis	%	100	100	100	-
<b>ADDUCTION D'EAU POTABLE</b>					
Travaux d'adduction d'Eau réalisés	%	100	100	100	-
Forages réalisés	NOMBRE	42	42	0	-
Rapport d'Etudes, de Contrôle et Surveillance de travaux par Districts remis	NOMBRE	13	13	2	-
<b>OS 205-1-3 : APPUYER TECHNIQUEMENT ET FINANCIEREMENT LES ORGANISMES RATTACHES</b>					
<b>APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER AU SAMVA</b>					
Taux de transfert de crédits	%	100	100	100	-
<b>APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER A L'AES</b>					
Taux de transferts de crédits de fonctionnement	%	100	100	100	-
Taux d'exécution de crédits d'investissement	%	100	100	100	-
<b>APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER A L'ANDEA</b>					
Taux de transfert de crédits	%	100	100	100	-
<b>OG 205-2 : GARANTIR L'ACCES DE TOUS A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU</b>					
<b>OS 205-2-1 : APPORTER DE L'EAU POTABLE A TOUS, ASSURER L'ACCES A DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIENE ADEQUATS, GERER LES EAUX USEES</b>					
<b>DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT</b>					
INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENTS	%	-	35	35	30
<b>ADDUCTION D'EAU POTABLE</b>					
TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU REALISES	%	100	100	100	100
TAUX D'EXECUTION DU BUDGET ALLOUES ALA JIRAMA	%	0	100	100	100
<b>DOTATION DE MATERIELS TECHNIQUES AU MINISTERE</b>					
TAUX DE REALISATION DE CONSTRUCTION D'USINE DE CONSTRUCTION DE TUYAU	%	0	60	40	-
<b>APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA JIRAMA</b>					
TAUX D'EXECUTION DU BUDGET ALLOUE AU PROJET WATER III	%	0	100	100	100
TRAVAUX D'URGENCE DE LA JIRAMA REALISES	NOMBRE	0	10	15	10

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>53-MINISTRE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES</b>					
<b>530-MINES</b>					
<b>019-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 019-3 : Retombée économique tangible et plausible à tous les niveaux</b>					
<b>OS 019-3-1 : Mise en œuvre de la politique générale de l'Etat en matière de mines et des ressources stratégiques</b>					
<b>Gestion efficace et rationnelle des revenus et des flux monétaires dans le secteur extractif</b>					
Taux de réalisation annuel en matière de coordination, de suivi-évaluation, d'analyse, de contrôle des activités minières et d'audit interne	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation annuelle	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation de l'e-gouvernance dans le secteur extractif	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation de l'Exécution Budgétaire	Taux (%)	98	98	98	98
Taux de réalisation des PTA respectifs des Direction Interrégionales et/ou des Direction Régionales des Mines et des Ressources Stratégiques	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation en matière de communication	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation en matière de GRH	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation en matière de Marchés Publics	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de traitement des dossiers de poursuite	Taux (%)	100	100	100	100
<b>OG 019-4 : Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux</b>					
<b>OS 019-4-1 : Maîtriser les flux de produits miniers</b>					
<b>Traçabilité des flux de produits miniers améliorée</b>					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales minières	Taux (%)	25	30	40	50
<b>OS 019-4-2 : Améliorer la qualité et l'efficacité des services dans le secteur minier</b>					
<b>Traçabilité des flux de produits miniers améliorée</b>					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales minières	Taux (%)	25	30	40	50
<b>OS 019-4-3 : Améliorer la contribution du secteur minier à l'économie nationale</b>					
<b>Recettes non fiscales minières augmentées</b>					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales minières	Taux (%)	25	30	40	50
<b>OS 019-4-4 : Améliorer la contribution du secteur pétrolier à l'économie nationale</b>					
<b>Recettes non fiscales pétrolières augmentées</b>					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales pétrolières	Taux (%)	25	30	40	50
<b>217-Développement du secteur pétrolier</b>					
<b>OG 217-5 : Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux</b>					
<b>OS 217-5-1 : Améliorer la contribution du secteur pétrolier à l'économie nationale</b>					
<b>Contenu local des projets pétroliers optimisé</b>					
Montant annuel investi dans le cadre du Contenu Local	Millier USD	425	452	569	600
Nombres d'emplois (directs, indirects, induits) créés	Nombre cumulé	600	800	1000	1200
<b>OS 217-5-2 : Instaurer un climat d'investissement propice à la protection de l'environnement</b>					
<b>Cadre réglementaire renforçant les rôles des structures existantes dans la gestion des conflits établi</b>					
Taux de la réduction des superficies des aires protégées en superposition avec des blocs pétroliers	Taux (%)	60	40	20	20
<b>OS 217-5-3 : Mettre en œuvre la politique générale de l'Etat en matière de Mines et des Ressources Stratégiques</b>					
<b>Cadre légal attractif et approprié à l'évolution du secteur pétrolier, préservant l'intérêt national instauré</b>					
Taux d'amélioration du cadre légal pétrolier	Taux (%)	75	100	100	100
<b>OS 217-5-4 : Valoriser les Ressources Stratégiques</b>					
<b>Contrats de partage de production des Projets pétroliers répondant au mieux aux attentes de l'Etat</b>					
Nombres de CPP évoluant dans le processus d'exploration, de développement et/ou de production	Nombre	2	4	8	10
<b>Nouveaux investisseurs pétroliers attirés accrus</b>					
Nouveaux investisseurs implantés	Nombre	1	2	9	14
<b>609-Développement du secteur Minier</b>					
<b>OG 609-4 : Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux</b>					
<b>OS 609-4-1 : Valoriser la filière or</b>					
<b>Outils de stabilisation monétaire mis à la disposition de l'Etat</b>					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales sur la filière or	Taux (%)	25	30	40	50
<b>Redevances et ristournes sur la filière aurifère augmentées</b>					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales sur la filière or	Taux (%)	25	30	40	50
<b>OS 609-4-2 : Développer la filière pierres précieuses et pierres fines par la transformation locale</b>					
<b>Valeurs ajoutées générées par la transformation des produits miniers augmentées</b>					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales minières	Taux (%)	25	30	40	50
<b>OS 609-4-3 : Professionnaliser les petits exploitants miniers nationaux</b>					
<b>Recettes fiscales et non fiscales accrues</b>					
Pourcentage des petits exploitants mis aux normes	Taux (%)	40	60	80	100
<b>OS 609-4-4 : Valoriser les données géologiques de Madagascar aux fins d'incitations d'investissements miniers nationaux et internationaux</b>					
<b>Données géologiques et minières disponibles et capitalisées</b>					
Taux de couverture géologique nationale amélioré	Taux (%)	80	90	100	100
<b>OS 609-4-5 : Instaurer un climat d'investissement respectant les normes sociales</b>					
<b>Exploitation minière respectant les droits humains mise en place</b>					
Pourcentage des enfants travaillant dans les mines réduit	Taux (%)	60	30	10	10
<b>OS 609-4-6 : Valoriser et gérer rationnellement le cadastre minier</b>					
<b>Dossiers de demande de permis miniers en instance apurés</b>					
Taux de frais d'administration minière recouverts	Taux (%)	50	60	80	100
<b>Grands Projets miniers implantés et répondant aux attentes de l'Etat</b>					
Pourcentage des grands projets miniers répondant aux attentes de l'Etat	Taux (%)	60	80	100	100

**60-MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE, DE LA TRANSFORMATION DIGITALE, DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS****660-POSTE ET TELECOMMUNICATION****023-Administration et Coordination**

**OG 023-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous**

**OS 023-2-1 : Assurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, matérielles ainsi que la politique sectorielle du Ministère**

**Ressources financières bien gérées**

Taux de satisfaction des Gacs

% 100 100 100 100

**214-Appui à l'extension de la couverture postale**

**OG 214-2 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation**

**OS 214-2-1 : Améliorer la couverture postale**

**Autorité de régulation du secteur postal installée**

Nombre d'autorité du secteur postal installé

NOMBRE - 1 - -

**Concurrence au niveau du secteur postal garantie**

Nombre de contrôle de cahier de charges

NOMBRE - 28 - -

Nombre de coordinations des tâches réalisées

NOMBRE - 1 - -

Nombre de visites des agences de l'opérateurs désignés effectuées

NOMBRE - 30 - -

Nombre d'opérateurs informels intégrés

NOMBRE - 4 - -

**670-TIC****210-Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales**

**OG 210-2 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable**

**OS 210-2-1 : Développer l'accès aux Ntics et infrastructures connexes de qualité durable**

**Fokontany connectés**

Nombre de fokontany connectés

NOMBRE - 450 250 300

**Cartes numériques distribuées**

Nombre de cartes numériques distribuées

NOMBRE - 475000 250000 100000

**Extension du réseau d'exploitation des postes (Smart Village)**

Nombre de smart village construits

NOMBRE - 7 20 25

**Bureaux des postes réhabilités**

Nombre de bureau de postes réhabilités

NOMBRE - 31 35 40

**Cyber bus opérationnels**

Nombre de cyber bus opérationnels

NOMBRE - 6 - -

**Etudes et recherches effectuées**

Nombre des études et recherches effectuées

NOMBRE - 3 - -

**OG 210-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous**

**OS 210-3-1 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation)**

**Services de l'Etat améliorés (Data center)**

Nombre de Data Center implanté

NOMBRE - 1 - -

**Services de l'Etat améliorés (Bâtiments interconnectés)**

Nombre de bâtiments interconnectés

NOMBRE - 188 - -

**OS 210-3-2 : Renforcer la défense du territoire: ordre et sécurité publique, service de police, service de protection civile et militaire, service de protection aux frontières**

**Sécurité publique renforcée et contrôlée**

Nombre de caméras de surveillance installés

NOMBRE - 3 - -

Nombre de caméra simple de surveillance installé

NOMBRE 0 70 - -

E-LTE (Base station, pylones)

NOMBRE 0 20 - -

Nombre de drones avec caméras

NOMBRE 0 3 - -

**64-SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DES NOUVELLES VILLES ET DE L'HABITAT AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE****650-NOUVELLES VILLES ET HABITAT****072-Administration et Coordination**

OG 072-1 : 9. Infrastructures résilientes et innovation (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation)

OS 072-1-1 : COORDONNER TOUTES LES ACTIVITES LIEES A LA GESTION FINANCIERE, ADMINISTRATIVES ET DES AFFAIRES GENERALES

Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs

Taux d'absorption des ressources Allouées

% 90 90 90 -

**219-Nouvelles Villes et Logements**

OG 219-1 : ALLEGER LA PRESSION AU NIVEAU DES GRANDES VILLES ET PROMOUVOIR DES LOGEMENTS DECENTS ET ABORDABLES POUR TOUS

OS 219-1-1 : Etendre les villes dans les 06 provinces et développer des zones à potentialités socio-économiques pour réduire la disparité régionale

Nouveaux pôles urbains créés dans les villes secondaires de Madagascar

Nombre de nouvelles villes, nouveaux pôles urbains et MIAMI structurées et aménagées dans tout Madagascar

Nombre 15 36 51 63

Nouvelles villes, nouveaux pôles urbains et fronts de mers structurés et aménagés dans tout Madagascar

Nombre d'études et sécurisation foncière réalisées

Nombre 10 10 12 15

Nombre de nouvelles villes, nouveaux pôles urbains et MIAMI structurées et aménagées dans tout Madagascar

Nombre 15 36 51 63

Pourcentage de surfaces viabilisées et développées dans le cadre de la Nouvelle Ville Tanà-Masoandro (Phase I : 477 Ha)

% 0,002 0,2023 0,4682 0,7341

Pourcentage de surfaces viabilisées et développées dans le cadre de la Nouvelle Ville Tanà-Masoandro (Phase II : 505 Ha)

% 0 0 0,2 0,4

OS 219-1-2 : Faciliter l'accès au logement tout en tenant compte du pouvoir d'achat de chaque ménage et améliorer l'habitat

Ménages propriétaires de logements sociaux augmentés

Nombre de ménages bénéficiaires de logements sociaux

Nombre 1920 7015 17 360 28620

Nombre de parcelles viabilisées pour auto construction (One Title One Housing OTOH)

Nombre 795 6650 13320 19990

Superficie de réserves foncières sécurisées

Hectare 0 5 7 10

Résilience des ménages face aux aléas climatiques accrue

Nombre de CTA réalisés

Nombre 950 2050 2740 3430

Nombre de villages disposant d'un Abri Communautaire multifonctionnel (AC)

Nombre 0 51 81 111

OS 219-1-3 : Doter la ville d'Antananarivo d'un mode de transport respectueux de l'environnement

Un mode de Transport par Câble reliant l'axe Anosy-Ambatobe + bretelle Soarano-Antaninarenina (ligne orange) et reliant l'axe Anosy-Ankatso mis en place (ligne verte) mis en place

Lignes orange et verte opérationnelles

Nombre 0 2 2 2

Nombre de gares et pilonnes construites

Nombre 0 58 87 87

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>65-MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS</b>					
<b>610-TRAVAUX PUBLICS</b>					
<b>020-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 020-3 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 020-3-1 : Concevoir le plan de développement du secteur routier</b>					
<b>Document stratégique élaboré</b>					
Pourcentage des personnels touchés à la formation	%	35	50	70	70
Proportion des études d'impacts environnementaux (EIE) relatifs aux projets routiers	%	80	80	85	85
Proportion des programmes d'engagements environnementaux (PrEE) relatif aux travaux d'entretiens routiers	%	80	80	85	85
Proportion des zones économiques connectées aux réseaux routiers	%	65	65	65	65
<b>206-Développement des infrastructures routières</b>					
<b>OG 206-2 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 206-2-1 : Maintenir le réseau routier en bon état</b>					
<b>Engins livrés</b>					
Nombre d'engins livrés	Nombre	12	-	-	-
<b>Equipements livrés</b>					
Linéaire des ponts modulaires livrés	MI	70	-	-	-
<b>Ouvrage d'art construit</b>					
Linéaire d'ouvrage d'art construit	Km	-	1012	1012	1012
<b>Ouvrage d'art entretenu</b>					
Linéaire d'ouvrage d'art entretenu	MI	-	500	500	500
<b>Ouvrage d'art réhabilité</b>					
Linéaire d'ouvrage d'art réhabilité	MI	-	600	600	600
<b>Route construite</b>					
Linéaire de route construite	Km	500	180	1200	1200
Linéaire des réseaux routiers construits	Km	-	180	1200	1200
<b>Route entretenue</b>					
Linéaire des réseaux routiers entretenus	Km	-	3000	4000	4000
<b>Route Nationale bitumée</b>					
Linéaire de route bitumée	Km	2000	-	-	-
<b>Route réhabilitée</b>					
Linéaire des réseaux routiers réhabilités	Km	-	1200	8800	8800
<b>OS 206-2-2 : Mettre en place toutes infrastructures connexes de qualité durable concourant à un réel développement économique régional et national</b>					
<b>Ouvrage d'art entretenu</b>					
Linéaire d'ouvrage d'art entretenu	MI	1500	-	-	-
<b>Route Nationale entretenue</b>					
Linéaire des Routes Nationales entretenues	Km	200	-	-	-
<b>218-Gestion du patrimoine routier</b>					
<b>OG 218-2 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 218-2-1 : Définir, proposer et programmer les stratégies d'entretien des infrastructures routières nationales</b>					
<b>Route Nationale entretenue</b>					
Linéaire des routes entretenues	Km	12000	3000	4000	4000
<b>640-GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS</b>					
<b>215-Développement des infrastructures</b>					
<b>OG 215-5 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 215-5-1 : Maintenir le réseau routier en bon état</b>					
<b>Route construite</b>					
Linéaire de route construite	Km	500	180	1200	1200
<b>Route Nationale bitumée</b>					
Linéaire de route bitumée	Km	400	-	-	-
<b>Route Nationale entretenue</b>					
Linéaire de route entretenue	Km	200	3000	4000	4000

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>67-MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MÉTÉOROLOGIE</b>					
<b>630-TRANSPORT</b>					
<b>022-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 022-3 : Mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 022-3-1 : Améliorer la gestion des finances publiques</b>					
<b>Gestion des finances publiques améliorée</b>					
Taux d'exécution budgétaire	TAUX	90	92	92	92
<b>Gestion du système des transports et de la météorologie mise en place</b>					
Nombre de marchés montés	Nombre	25	25	25	20
Nombre de textes élaborés et/ou validés	Nombre	15	25	25	10
Taux de réalisation des activités du PTA	TAUX	0	0,6	0,6	0,75
<b>Infrastructures mises aux normes</b>					
Nombre d'infrastructure construite ou réhabilitée	Nombre	-	8	10	5
<b>208-Transports Routier et Ferroviaire</b>					
<b>OG 208-3 : Bâtir une infrastructure résiliente qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 208-3-1 : Développer les infrastructures de transport routier et ferroviaire</b>					
<b>Infrastructures et moyen de production aux normes et service de qualité offert satisfaisant</b>					
Nombre d'infrastructure ferroviaire mise au norme	Nombre	-	2	2	2
Nombre d'infrastructure de transport routier construites dans l'année	Nombre	-	1	1	4
<b>OS 208-3-2 : Offrir un service régulier, fiable et compétitif</b>					
<b>Ligne ferroviaire exploitée</b>					
Volume de marchandises transportées par voie ferroviaire	TONNE	0	55000	56000	57000
<b>OS 208-3-2 : Offrir un service régulier, fiable et compétitif</b>					
<b>Ligne ferroviaire exploitée</b>					
Nombre de passagers transportés par voie ferroviaire	Nombre	-	19900	20000	21000
<b>209-Transports Maritime, Fluvial et Aérien</b>					
<b>OG 209-3 : Bâtir une infrastructure résiliente qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 209-3-1 : Développer les infrastructures de transport maritime et fluvial</b>					
<b>Navigation fluide, zones désenclavées, fleuves navigables dotées d'infrastructures appropriées et transport fluvial réglementé</b>					
Nombre de ports fluvial réhabilité et/ou aménagé	Nombre	1	1	1	1
Nombre de port maritime réhabilité et/ou aménagé	Nombre	2	2	2	2
<b>Accroissement de la productivité et la sécurité du transport maritime</b>					
Volume de marchandises transportées par voie maritime	TONNE	-	5000000	6000000	6500000
<b>Création d'environnement incitant le développement du secteur maritime et fluviale</b>					
Longueur de voie fluviale navigable draguée	KM LINÉAIRE	20	30	50	10
<b>Infrastructures aéroportuaires mises aux normes</b>					
Nombre d'aérodrome et aéroport certifiés et/ou homologués	Nombre	2	2	2	2
<b>Accroissement du nombre de ligne aérienne exploitée</b>					
Nombre de lignes aériennes exploitées	Nombre	25	27	27	7
Nombre de passagers en vol régulier tout réseau confondu	Nombre	-	320000	350000	400000
<b>Emprises aéroportuaires sécurisés</b>					
Nombre d'emprise aéroportuaire sécurisée	Nombre	4	3	3	2
<b>680-MÉTÉOROLOGIE</b>					
<b>211-Développement météorologique</b>					
<b>OG 211-3 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions</b>					
<b>OS 211-3-1 : Augmenter la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat</b>					
<b>Système d'alerte en temps réel mis en place et/ou renforcé</b>					
Nombre de bulletins et avis d'alerte émis	Nombre	2918	2918	2918	3254
<b>Stations hydrométéorologiques acquis</b>					
Nombre de stations hydrométéorologique acquis	Nombre	1	1	2	5
<b>Station météorologique automatiques acquis</b>					
Nombre de station météorologique automatiques acquis	Nombre	12	52	29	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>68-MINISTRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES SERVICES FONCIERS</b>					
<b>460-DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE</b>					
<b>018-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 018-3 : ODD 16-PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</b>					
<b>OS 018-3-1 : Optimiser la sécurisation foncière</b>					
<b>Accès des usagers au service public modernisé</b>					
*Administration foncière modernisée	Unité	2	-	-	-
Concevoir, développer et mettre à jour les logiciels spécifiques pour les services fonciers déconcentrés et décentralisés	Nombre	10	-	-	-
Mettre en place la gestion informatisée des files d'attente	Unité	2	-	-	-
Mettre en place des contrôles d'accès sécurisés au niveau du service foncier	Unité	2	-	-	-
Nombre Service Foncier équipé	Nombre	1	-	-	-
SIF mis en place	%	10	-	-	-
Système d'Information Foncière (SIF) mis en place et équipé	Nombre	10	-	-	-
<b>Administration du domaine et sécurisation foncière assurée</b>					
ASSURER LA REPRESENTATION INTERREGIONALE DU MINISTERE EN MATIERE DE DOMAINE ET DE TOPOGRAPHIE	%	100	-	-	-
Assurer les fonctionnements interrégionale de domaine et de topographie	Taux (%)	100	-	-	-
<b>Pilotage stratégique et opérationnel des activités du service foncier</b>					
Planifier et coordonner les activités globale du service foncier	%	100	-	-	-
Pourcentage des doléances traitées par rapport à celles enregistrées au niveau du foncier	%	80	-	-	-
Taux d'effectivité des documents de planification et des rapports périodiques	%	100	100	100	100
<b>Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
<b>OS 018-3-2 : Promouvoir les réformes administrateurs (digitalisation, ...) Optimiser la sécurisation foncière</b>					
<b>Accès des usagers au service public modernisé</b>					
Administration foncière modernisée	Nombre	4	-	-	-
Administration foncière modernisée et sécurisée	Nombre	4	-	-	-
Nombre Service Foncier équipé	Nombre	1	-	-	-
SIF mis en place	Nombre	10	-	-	-
<b>Pilotage stratégique et opérationnel des activités du service foncier</b>					
assurer la coordination technique des services régionaux et circonscriptions topographiques	%	-	100	100	100
Assurer la réforme et la modernisation des services fonciers	%	-	100	100	100
Assurer l'immatriculation des terrains et la conservation des propriétés titrés et non titrés	%	-	100	100	100
Mettre en œuvre la Gestion Foncière Décentralisée	%	-	100	100	100
Planifier et coordonner les activités globale du service foncier	%	-	100	100	100
Pourcentage des doléances traitées par rapport à celles enregistrées au niveau du foncier	%	80	-	-	-
<b>Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
<b>409-Domaine et sécurisation foncière</b>					
<b>OG 409-2 : ODD 16-PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</b>					
<b>OS 409-2-1 : Optimiser la sécurisation foncière</b>					
<b>Accès de la population aux services fonciers de proximité</b>					
Construction des services fonciers Mahajanga II	Nombre	10	-	-	-
Guichets uniques des services fonciers construits et opérationnels	Nombre	4	-	-	-
<b>Accès des usagers au service public modernisé</b>					
*Equiper le système d'archivage du service foncier en fournitures et services spécifiques	Nombre	16	-	-	-
Améliorer le système d'archivages du service foncier	Nombre	16	-	-	-
Effectuer des études sur les enjeux et défis de la digitalisation de l'administration foncière réalisées dans les services fonciers d'Antananarivo Atsimondrano, Antananarivo Avaradrano, Ambohidratrimo, Antananarivo renivoitra	Nombre	1	-	-	-
Effectuer la Pré-dématérialisation (Installer les ressources matérielles, former le personnel sur les processus de dématérialisation à suivre	Nombre	1	-	-	-
Mettre en place les dispositifs automatiques de délivrance de Certificats d'Immatriculation des Situations Juridiques et plans individuels	Nombre	2	-	-	-
<b>Boky rovitra et sari-tany rovitra reconstitués</b>					
Reconstituer les Boky rovitra et sari-tany rovitra	Nombre	90 000	-	-	-
<b>Propriété foncière sécurisée via immatriculation individuelle et immatriculation collective</b>					
Immatriculer les propriétés foncières : individuelle et collective	Nombre	4 340 000,00	-	-	-
<b>Qualité de service public rendu aux usagers amélioré</b>					
Renforcer la capacité des services fonciers en ressources matérielles	Nombre	10	-	-	-
<b>OS 409-2-2 : Promouvoir les réformes administrateurs (digitalisation, ...) Optimiser la sécurisation foncière</b>					
<b>Accès des usagers au service public modernisé</b>					
*Equiper le système d'archivage du service foncier en fournitures et services spécifiques	Nombre	16	-	-	-
Améliorer le système d'archivages du service foncier	Nombre	16	-	-	-
Effectuer des études des impacts de la réforme foncière réalisée dans les services fonciers d'Antananarivo Atsimondrano, Antananarivo Avaradrano, Ambohidratrimo, Antananarivo renivoitra	Nombre	1	-	-	-
Effectuer des études sur les enjeux et défis de la digitalisation de l'administration foncière réalisées dans les services fonciers d'Antananarivo Atsimondrano, Antananarivo Avaradrano, Ambohidratrimo, Antananarivo renivoitra	Nombre	1	-	-	-
Effectuer la Pré-dématérialisation (Installer les ressources matérielles, former le personnel sur les processus de dématérialisation à suivre	Nombre	1	-	-	-
Mettre en place les dispositifs automatiques de délivrance de Certificats d'Immatriculation des Situations Juridiques et plans individuels	Nombre	2	-	-	-
<b>Boky rovitra et sari-tany rovitra reconstitués</b>					
Nombre des Boky rovitra et Sari-tany rovitra reconstitués	Nombre	10000	-	-	-
<b>Fournitures spécifiques pour la création des titres fonciers</b>					
Nombre des Boky rovitra et Sari-tany rovitra reconstitués	Nombre	70000	-	-	-
<b>OS 409-2-3 : Assurer l'égalité d'accès aux terres</b>					
<b>Accès de la population aux services fonciers de proximité</b>					
Engager des opérations d'extension de Guichet unique pour mettre en place les CIRGFD et les opérationnaliser	Nombre	9	-	-	-
<b>Dotation des matériels techniques spécifiques Topo</b>					
Achat des matériels techniques spécifiques Topo	%	0	-	-	-
<b>OG 409-3 : ODD 2- Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable</b>					
<b>OS 409-3-1 : O2-2 Assurer l'égalité d'accès aux terres</b>					
<b>OS 08-09 Promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation suite à l'accès facile à la terre</b>					
<b>Dotation des outils de gestion de terrains communaux fiable via PLOF fiable</b>					
Elaborer des PLOFs communaux et effectuer des inventaires parcellaires	Nombre	150	-	-	-
<b>OG 409-4 : PROMOUVOIR LA SECURISATION FONCIERE MASSIVE SUR L'ETENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL</b>					
<b>OS 409-4-1 : Assurer l'égalité d'accès aux terres</b>					
<b>Accès de la population aux services fonciers de proximité</b>					
nombre de Guichet unique réhabilité pour mettre en place les CIRGFD et les opérationnaliser	Nombre	-	9	9	9
<b>OS 409-4-2 : Mettre en œuvre le programme topographique foncière</b>					
<b>Documents topographiques fonciers informatisés, Plofs fiables élaborés et délimitation des terrains inventoriés</b>					
Taux de Couverture nationale en Plan Local d'Occupation Foncière-PLOF au niveau des communes	Taux (%)	-	42,5	52,9	63,3

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 409-4-3 : Mettre en œuvre le programme foncier national</b>					
<b>Appui technique aux Communes</b>					
Nombre de Birao Ifoton'ny Fananantany (BIF) ou guichets fonciers appuyés au niveau des communes	Nombre	-	562	625	688
<b>Propriété foncière sécurisée - Opération de Certification Foncière Massive (certificats fonciers)</b>					
Nombre de Karatany ou Certificats fonciers édités (Opération des Certificats Foncière Massive au niveau des communes -OCFM)	Nombre	-	1 000 000	2 000 000	3 000 000
<b>Propriété foncière sécurisée - Opération Domaniale Concertée (titres fonciers)</b>					
Nombre de Titres Fonciers créés (Opération Domaniale Concertée - ODOC)	Nombre	-	706000	756000	806000
<b>Propriété foncière sécurisée (certificats fonciers)</b>					
Nombre de Karatany ou Certificats fonciers édités (Opération des Certificats Foncière Massive au niveau des communes -OCFM)	Nombre	-	1 000 000	2 000 000	3 000 000
<b>OS 409-4-4 : Moderniser l'administration foncière</b>					
<b>Modernisation des Services fonciers</b>					
Nombre des nouveaux bâtiments construits au niveau des districts	Nombre	-	63	73	106
Nombre des services fonciers réhabilités et équipés au niveau des districts	Nombre	-	0	20	20
<b>Promotion d' une meilleur accessibilité des usagers aux services fonciers</b>					
Taux d'accès aux services fonciers modernisés	Taux (%)	-	0	15	30
<b>620-AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>					
<b>021-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 021-3 : ODD 16-PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</b>					
<b>OS 021-3-1 : Renforcer tout mécanisme pour la promotion du genre au service du développement</b>					
<b>Administration de l' Aménagement du territoire assurés</b>					
Assurer le fonctionnement de la DGATE	Taux (%)	100	-	-	-
Assurer le fonctionnement de la direction de la planification et du soutien du territoire	Taux (%)	100	-	-	-
Biens et services DDUD	Taux (%)	100	-	-	-
Biens et services Direction du Développement Urbain Durable	Taux (%)	100	-	-	-
Coordination et planification des territoires maritimes	Taux (%)	100	-	-	-
Développement et gestion de base des données sur le territoire	Taux (%)	100	-	-	-
Planifier, coordonner, contrôler et suivre les actions pour l'Aménagement du Territoire	Taux (%)	100	-	-	-
Représentant interrégionale du Ministère en matière de l'aménagement du territoire et de l'équipement	%	100	-	-	-
<b>Amélioration des prestations de service public</b>					
Constitution d'un répertoire chronologique et thématique des textes juridiques	%	80	-	-	-
Mise en œuvre de la numérisation et digitalisation au sein de la structure en charge des services juridiques au sein de l'administration de l'aménagement du territoire et des services fonciers	Nombre	500	-	-	-
Mise en place d'un système juridique efficace au sein de l'administration de l'aménagement du territoire et des services fonciers	Nombre	20	-	-	-
Traduction en langue malagasy des textes juridiques	Nombre	250	-	-	-
<b>Nombre des agents encadrés et non encadrés formés</b>					
Agents formés	Nombre	1000	-	-	-
<b>Pilotage stratégique et opérationnel optimal des activités du ministère et de son administration</b>					
Assurer le contrôle et les missions d'audit des services au niveau central et excentrique	%	100	-	-	-
Taux d'appropriation des standards de services	%	50	-	-	-
Taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis	%	100	-	-	-
<b>Renforcement de l'Etat de droit</b>					
Conception des textes législatifs et réglementaires ainsi que tout document à soumettre en Conseil des Ministres et Gouvernement	Nombre	100	-	-	-
Confection des éléments de défense pour garantir la défense des intérêts de l'Etat malagasy dans les affaires contentieuses	Nombre	30	-	-	-
Maintien du rôle d'appui conseil juridique de l'Administration dans son ensemble.	Nombre	30	-	-	-
<b>Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs</b>					
Exécuter les procédures de passation des marchés publique	%	90	-	-	-
Mettre en place le centre de médias institutionnelle	Nombre	16	-	-	-
Taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
<b>OS 021-3-2 : Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration centrale et déconcentrée</b>					
<b>Biens et service du cabinet du ministère</b>					
Assurer le fonctionnement du cabinet du Ministère	Taux (%)	100	-	-	-
<b>Les projets de l'aménagement du territoire sont réalisés avec des mesures de sauvegarde environnementale et sociale approprié</b>					
Délivrance des permis environnementales	Nombre	100	-	-	-
<b>Rénovation et valorisation des patrimoines du ministère</b>					
Rénover et valoriser les patrimoines du ministères	Taux (%)	100	-	-	-
<b>OG 021-4 : Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au ministère</b>					
<b>OS 021-4-1 : Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration</b>					
<b>Pilotage stratégique et opérationnel des activités de l'aménagement du territoire</b>					
Taux d'effectivité des rapports périodiques en matière d'Aménagement du territoire	%	-	100	100	100
<b>Administration de l' aménagement du territoire assuré</b>					
Pourcentage des résultats atteints par rapport au prévu dans le contrat de programme en matière de l'aménagement du territoire	%	-	100	100	100
Nombre de dossiers EIE et PREE traités	%	-	100	100	100
Nombre de rapports, de documents et de textes	Nombre	-	12	12	12
<b>OG 021-5 : INSTAURER UNE ADMINISTRATION EFFICACE ET HARMONIEUSE AU SEIN DU MINISTERE</b>					
<b>OS 021-5-1 : AMÉLIORER LA CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE ET MANAGÉRIALE ET ASSEOIR LA CULTURE DE L'EXCELLENCE</b>					
<b>Administration de proximité</b>					
Nombre des bâtiments construits et/ou réhabilités avec les équipements nécessaires	Nombre	-	10	17	23
<b>COORDINATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET TECHNIQUE DU MINISTERE</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	-	100	100	100
<b>Coordination et appui à la gestion de tous les aspects de la mise en œuvre des projets au sein du Ministère</b>					
Taux de performance du Ministère	%	-	80	90	100
<b>FLUIDITÉ DE LA COMMUNICATION ASSURÉE</b>					
Taux de médiatisation de tous les événements survenus	%	-	90	90	90
<b>LA GESTION DU PERSONNEL RÉPOND AUX BESOINS D'EXCELLENCE DU MINISTÈRE</b>					
Taux des dossiers traités à temps	%	-	100	100	100
<b>L'INFORMATISATION RÉPOND AUX BESOINS DE GESTION ET D'ACCÈS À L'INFORMATION DU MINISTÈRE</b>					
taux d'accessibilité à l' information du Ministère	%	-	80	80	80
<b>MARCHÉS APPROUVÉES CONFORMÉMENT À LA LOI EN VIGUEUR</b>					
Taux de marchés approuvés	%	-	100	100	100
<b>OUTILS DE PLANIFICATION APPROPRIÉS PAR TOUS LES DÉPARTEMENTS DU MINISTÈRE</b>					
Effectivité des Documents de planification et de suivi-évaluation du Ministère	%	-	100	100	100
<b>VULGARISATION DES TEXTES ET DOCUMENTS OFFICIELS</b>					
Textes vulgarisés	%	-	85	100	100
<b>207-Aménagement et équipement des villes</b>					
<b>OG 207-1 : ODD 14-2-gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers</b>					
<b>OS 207-5-1 : Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les politiques, programmes et projet de développement</b>					
<b>Les zones à fortes potentialités de développement valorisées</b>					
Zones littorales (régions, districts, communes, ES) dotés en outils de planification	Nombre	2	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OG 207-3 : ODD 11 - VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES</b>					
<b>OS 207-3-1: 11.a- Favoriser l'établissement des liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale</b>					
<b>Bâtiments administratifs et habitations existants réhabilités</b>					
Police d'aménagement du territoire fonctionnel	Nombre	1	-	-	-
Services régionaux fonctionnels	Nombre	4	-	-	-
<b>outils de planification mis à l'échelle, capitalisés et appropriés par les autorités locales</b>					
Agents formés	Nombre	1000	-	-	-
<b>OS 207-3-2 : 11.3- renforcer l'urbanisation durable pour tout et le capacité de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tout le pays</b>					
<b>irrégularités en matière d'Aménagement du territoire, d'urbanisme réduites</b>					
Police d'aménagement du territoire fonctionnel	Nombre	1	-	-	-
<b>Nombre des agents encadrés et non encadrés formés</b>					
Agents formés	Nombre	1000	-	-	-
<b>plan d'aménagement participatif établi pour donner une vision cohérente de l'ensemble du territoire, et qui évoluera en Plan d'Urbanisme de Détail (PUDé) quartiers équipés en infrastructures de base prioritaires</b>					
mobile interne amélioré	Nombre	10	-	-	-
<b>OS 207-3-3 : 11.b- accroître considérablement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés</b>					
<b>Images satellitaires valorisées avec la dotation de cartographie communale</b>					
Cartographies communales produites avec mise en place de points géodésiques	Nombre	4	-	-	-
<b>OS 207-3-4 : Aménager des villes avec des habitats décents pour tous</b>					
<b>Les zones à fortes potentialités de développement valorisées</b>					
Places et plages le long du littoral aménagé	Nombre	4	-	-	-
<b>OS 207-3-5 : Amélioration de la gouvernance urbaine</b>					
<b>dématérialisation effective des autorisations d'urbanisme</b>					
Dématérialisation des autorisations d'urbanisme	Nombre	25	-	-	-
<b>OS 207-3-6 : Promouvoir la bonne gouvernance et le développement des Équipements et Infrastructures au niveau des CTD et le développement des Espaces de Croissance et de Solidarité prioritaires</b>					
<b>Les collectivités Territoriales Décentralisées sont dotées en infrastructures structurantes et en équipements de base</b>					
Nombre d'infrastructures/d'équipements de base réhabilités ou construits (marchés, blocs sanitaires, lavoirs et espaces publics, ruelles, voirie, ...)	Nombre	-	3722	4114	4114
<b>OS 207-3-7 : Renforcer la planification, l'organisation et la structuration des territoires</b>					
<b>Approche intégrée de la gouvernance municipale et du développement urbain</b>					
IPAM fonctionnel	Oui	-	OUI	OUI	OUI
<b>Appui technique des villes</b>					
Nombre de Villes bénéficiaires du renforcement de la résilience climatique	Nombre	-	2	3	5
<b>Couverture en image satellitaire à haute résolution</b>					
Taux de couverture national en orthoimage à haute résolution	%	-	100	0	0
<b>Développement des Villes durables et compétitives</b>					
Nombre de Villes bénéficiaires de l'Amélioration de leur capacité technique et financière	Nombre	-	33	50	70
<b>Les informations sur l'Aménagement du territoire sont capitalisées, diffusées et utilisées par tous les acteurs publics, privés et la population</b>					
Nombre de communes utilisant MATAC/hanorina	Nombre	-	4	11	13
Système opérationnel de collecte et d'échange de base de données territoriales	Oui	-	OUI	OUI	OUI
<b>Les territoires nationaux, régionaux et communaux sont organisés et planifiés</b>					
Nombre d'outils de planification territoriale élaborés (SRAT, SNAT, SAIC, SAC, PUDI, PUDE, PALOSS, PSM)	Nombre	-	335	470	470
<b>Les villes sont résilientes, sûres et forces motrices du développement économique</b>					
Nombre de Villes bénéficiaires de l'Amélioration de leur capacité technique et financière	Nombre	-	33	50	70
<b>Réhabilitation des réseaux d'assainissement urbains</b>					
Voies et réseaux d'assainissement réhabilités ou construits en km : routes/ruelles et canaux/drains urbains	Km	-	394,4	6000	6000
<b>VALORISATION DE DEUX ESPACES DE CROISSANCES PRIORISEES (EC et ES)</b>					
Nombre d'espaces de croissance ou de solidarité bénéficiant de travaux d'aménagement ou d'équipements structurants	Nombre	-	4	16	28
<b>OG 207-4 : 14- Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable</b>					
<b>OS 207-4-1: Développer la résilience à la protection durable des écosystèmes marins et côtiers afin d'éviter leur dégradation</b>					
<b>Les territoires nationaux, régionaux et communaux sont organisés et planifiés</b>					
Diagnostiques maritimes effectués	Nombre	4	-	-	-
<b>Les territoires nationaux, régionaux et communaux sont organisés et planifiés:</b>					
Atlas maritimes élaborés	Nombre	5	-	-	-
<b>OG 207-5 : ODD 12: CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLE</b>					
<b>OS 207-3-6 : Promouvoir la bonne gouvernance et le développement des Équipements et Infrastructures au niveau des CTD et le développement des Espaces de Croissance et de Solidarité prioritaires</b>					
<b>Les zones à fortes potentialités de développement sont valorisées</b>					
Nombre de projet d'aménagement des littoraux sur les villes et villages côtières de Madagascar	Nombre	-	14	22	29
<b>OS 207-5-1: Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les politiques, programmes et projet de développement</b>					
<b>Cadre juridique mis en place</b>					
Texte juridique élaboré	Nombre	1	-	-	-
<b>Territoires durables grâce à une planification à long terme intégrant les enjeux environnementaux</b>					
Elaborer des outils de planification territoriale à tous les niveaux de territoire	Nombre	4	-	-	-
Mener des études et élaborer des schémas d'aménagement inter communal	Nombre	2	-	-	-
Outils de planification territoriale élaborés intégrant les enjeux environnementaux	Nombre	2	-	-	-
<b>OG 207-6 : 11-Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durable</b>					
<b>OS 207-6-1: Contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires et sociales des habitants de l'agglomération d'Antananarivo</b>					
<b>Etudes techniques validées - Schéma directeur de l'Assainissement d'Antananarivo et ses périphériques élaborés et mis en œuvre - Des infrastructures prioritaires et structurantes construites</b>					
"Disposer d'un outil de planification urbaine et un cadre d'intervention pour améliorer le service de l'assainissement dans l'agglomération d'Antananarivo à l'horizon 2035 Suite de la réalisation des ouvrages de la phase II Renforcement de capacité des entités oeuvrants dans l'Assainissement (CUA, APIPA et SMA) "	Nombre	2	-	-	-
<b>OS 207-6-2 : Aménager des villes avec des habitats décents pour tous</b>					
<b>*PUDI élaborés, contrat programmes élaborés, PUDé élaborés</b>					
Elaboration PUDI, PUDé, et contrat programme	Nombre	8	-	-	-
<b>Amélioration de la mobilité o Accès de la population à des infrastructures sanitaire et équipement de base o Amélioration de l'environnement et de l'aspect organisationnel des o Création d'un dynamisme économique et social dans les quartiers o Réduction conséquente du taux de maladie d'origine hydrique et du nombre d'accident piétonne pendant la période de pluie o Réduction du taux de pauvreté de la population, qui se traduit par l'évolution en standing du niveau de vie des habitants</b>					
"Elaborer des Plans d'Aménagement de quartier et mettre en place des infrastructures de base "	Nombre	10	-	-	-
<b>Infrastructures et équipements divers construits,</b>					
Réaliser des travaux d'aménagement de voiries urbaine	%	100	-	-	-
<b>Infrastructures et équipements divers construits, Construction/ réhabilitation d'infrastructures d'Equipements Marchands construits, Espaces publics aménagés</b>					
Réaliser des travaux d'aménagement de voiries urbaine, de drains, Construire/ réhabiliter des infrastructures d'Equipements Marchands, Travaux d'aménagement paysager et de jardins	Nombre	3	-	-	-
<b>Les zones à fortes potentialités de développement valorisées</b>					
Places et plages le long du littoral aménagé	Nombre	4	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OG 207-7 : 10-Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre</b>					
<b>OS 207-7-1: Améliorer l'accès de la population aux infrastructures et services sociaux de base</b>					
<b>CTD et les communautés de base dotés d'un outil élaboré de façon participative et inclusive pour qu'ils prennent en main la gestion de leurs territoires respectifs</b>					
Guide d'élaboration d'un Plan d'Aménagement Local Simplifié (PALOS) réalisé	Nombre	1	-	-	-
<b>Développement équilibré des territoires grâce à l'optimisation de la relation ville campagne</b>					
Régions ayant élaboré sa stratégie de mise en relation ville-campagne	Nombre	2	-	-	-
<b>Meilleur accès de la population aux services de base grâce à la réhabilitation des voies publiques</b>					
Communes rurales bénéficiant de travaux de réhabilitations de voie publique	Nombre	7	-	-	-
<b>Structure et mécanisme de coordination du secteur infrastructure et équipement mis en place</b>					
Nombre de dispositif institutionnel de mise en œuvre de la PNDIE au niveau gouvernemental et territorial	Nombre	1	-	-	-
<b>OG 207-8 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation</b>					
<b>OS 207-8-1: Améliorer l'accès de la population aux infrastructures et services sociaux de base</b>					
<b>Meilleur accès de la population aux services de base grâce à la réhabilitation d'un centre public</b>					
Réaliser des travaux de réhabilitations d'un centre public	Nombre	1	-	-	-
<b>OS 207-8-2 : Restaurer les infrastructures sociales d'utilité publique</b>					
<b>Equipements de base construits dans les campagnes</b>					
Communes rurales bénéficiant d'équipements	Nombre	8	-	-	-
<b>OS 207-8-3 : Améliorer l'efficacité et l'efficacités des circonscriptions administratives et des CTD</b>					
<b>CTD et les communautés de base dotés d'un outil élaboré de façon participative et inclusive pour qu'ils prennent en main la gestion de leurs territoires respectifs</b>					
CTD et établissements humain ayant élaboré un plan ou un schéma d'aménagement de leur territoire	Nombre	7	-	-	-
Guide d'élaboration d'un Plan d'Aménagement Local Simplifié (PALOS) réalisé	Nombre	1	-	-	-
<b>OS 207-8-4 : "Mettre en place toutes infrastructures connexes de qualité durable concourant à un réel développement économique régional et national "</b>					
<b>Etat des lieux et besoins en infrastructure/équipement établi et disponible à temps réel pour la prise de décision</b>					
01 Base de donnée nationale des infrastructures et équipements opérationnelle, fiable et à jour	%	10	-	-	-
<b>OS 207-8-5 : "Bâtir des infrastructures pour améliorer l'accès de la population aux services sociaux de base "</b>					
<b>Bâtiments administratifs construits aux niveaux des CTD</b>					
Régions bénéficiant de nouvelles constructions de batiments administratif	Nombre	23	-	-	-
<b>OS 207-8-6 : Contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires et sociales des habitants de l'agglomération d'Antananarivo</b>					
<b>Ville assainie</b>					
Travaux d'aménagement des berges du canal C3 - Travaux curage du canal C3 - Travaux d'aménagement du site de confinement des boues de curage	Nombre	1	-	-	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>71-MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE</b>					
<b>710-SANTÉ</b>					
<b>024-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 024-1 : DEVELOPPER LA CAPACITE ORGANISATIONNELLE ET MANAGERIALE DU SYSTEME DE SANTE</b>					
<b>OS 024-1-1 : GARANTIR LA MISE AUX NORMES DES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIFS ET DES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES</b>					
<b>CADRE DE TRAVAIL DU PERSONNEL DE SANTE PUBLIC AMELIORE</b>					
Nombre de bureau administratif doté en materiel et mobilier de bureau	Nombre	0	-	-	-
<b>OS 024-1-2 : ASSURER LE PILOTAGE DU SYTEME DE SANTE</b>					
<b>PILOTAGE DU SYSTEME DE SANTE ASSUREE</b>					
Taux de promptitude des RMA	%	75	80	83	85
<b>OS 024-1-3 : PROMOUVOIR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LA COUVERTURE SANTE UNIVERSELLE</b>					
<b>DISTRICT AYANT FAIT L'OBJET DE CIBLAGE DES PERSONNES VULNERABLES ET D'AFFILIATION DES PERSONNES VULNERABLES A LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE EN SANTE</b>					
Nombre de District ayant fait l'objet de ciblage	-	-	10	15	20
<b>OS 024-1-4 : ASSURER LA MOBILISATION DES MOYENS POUR LE SYSTEME DE SANTE</b>					
<b>RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES DU SYSTEME DE SANTE MOBILISEES DE FACON EFFICIENTE</b>					
Nombre des districts ayant des CSU opérationnelles	Nombre	20	-	-	-
Proportion des SOA encadrés en terme de l'exécution budgétaires	%	-	40	30	15
<b>OS 024-1-5 : ASSURER LA FOURNITURE DES FORMATIONS DE QUALITE AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION DES PARAMEDICAUX</b>					
<b>FOURNITURE DES FORMATIONS DE QUALITE AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION DES PARAMEDICAUX ASSUREE</b>					
Proportion des établissements privés remplissant 75% des normes de formation	-	-	30	40	75
<b>OS 024-1-6 : Assurer la disponibilité des informations sanitaires fiables</b>					
<b>Assurance de la mobilisation des moyens humains du système de santé</b>					
Pourcentage de CSB 2 sans medecins	%	36	45	43	40
<b>505-Lutte contre les maladies</b>					
<b>OG 505-1 : PROMOUVOIR LA LUTTE CONTRE LES MALADIES</b>					
<b>OS 505-1-2 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES Y COMPRIS LA PREVENTION DU HANDICAP</b>					
<b>CONDITION HANDICAPANTE REDUITE</b>					
Taux de dépistage des facteurs de risques des MNT	%	30	35	40	45
<b>OS 505-1-3 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES MALADIES TRANSMISSIBLES, EPIDEMIQUES ET NEGLIGÉES</b>					
<b>PREVENTION ET PRISE EN CHARGE CORRECTE DES CAS DE PALUDISME, TUBERCULOSE ET VIH/SIDA RENFORCÉES</b>					
Pourcentage des cas de tuberculose prise en charge correctement	%	90	93	93	95
<b>SURVEILLANCES EPIDEMIOLOGIQUES RENFORCÉES</b>					
Pourcentage des districts supervisés en matière de surveillance épidémiologique	%	35	40	45	50
<b>OS 505-1-4 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME</b>					
<b>PRISE EN CHARGE CORRECTE DES CAS DE PALUDISME RENFORCÉE</b>					
taux des TDR distribué	%	95	96	97	98
<b>506-Survie et développement de la mère et de l'enfant</b>					
<b>OG 506-1 : ASSURER LA SURVIE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>					
<b>OS 506-1-1 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES MALADIES EVITABLES PAR LA VACCINATION</b>					
<b>ENFANTS DE 0-11 MOIS COMPLETEMENT VACCINES</b>					
Taux de couverture vaccinale pour toute antigène	%	96	98	99	99
<b>OS 506-1-2 : AMELIORER L'ETAT DE SANTE DE LA MERE ET DU NOUVEAU-NE</b>					
<b>Etat de santé de la mère et de l'enfant amélioré</b>					
Taux d'accouchement aux formations sanitaires	%	40	42	43	45
<b>OS 506-1-4 : PROMOUVOIR LA PLANIFICATION FAMILIALE</b>					
<b>UTILISATION DES SERVICES DE PLANIFICATION FAMILIALE AUGMENTEE</b>					
Taux de couverture contraceptive	%	40	43	43	45
<b>OS 506-1-5 : RENFORCER LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION</b>					
<b>PRISE EN CHARGE DES ENFANTS AGES MOINS DE 5 ANS MALNUTRIES AIGUES ASSUREES</b>					
Taux d'insuffisance pondérale en consultation externe chez les enfants moins de 5 ans	%	7	6	5	4
<b>508-Fourniture des soins de santé de qualité</b>					
<b>OG 508-2 : Améliorer l'offre et l'accessibilité de la population aux services de qualité</b>					
<b>OS 508-2-1 : Promouvoir l'offre de soins de qualité aux population</b>					
<b>Offre et accessibilité de la population aux services de santé de base de qualité améliorés</b>					
Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB	%	0	-	-	-
<b>OS 508-2-2 : Améliorer l'offre et l'accessibilité de la population aux formations sanitaires</b>					
<b>Offre et accessibilité de la population au niveau des formations sanitaires assurés</b>					
Pourcentage des FS pouvant offrir des soins de qualité	%	0	-	-	-
<b>OS 508-2-3 : Assurer la disponibilité des intrants de santé</b>					
<b>Approvisionnement continue en intrants de santé au niveau des formations sanitaires</b>					
Taux de disponibilité des poches de sang au niveau des centres hospitaliers (district , region ,universitaire)	%	96	98	100	100
<b>Intrants de santé disponibles au niveau des formations sanitaire</b>					
Taux de disponibilité des intrants de santé	%	100	100	100	100
<b>OS 508-2-4 : Promouvoir l'offre de soins de qualité aux populations au niveau communal</b>					
<b>Offre et accessibilité de la population aux services de santé de base de qualité améliorés</b>					
Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB	%	60	65	70	75
<b>OS 508-2-5 : Améliorer l'offre et l'accessibilité de la population en milieu hospitalier universitaire</b>					
<b>Offre et accessibilité de la population aux services des hôpitaux universitaires de qualité améliorés</b>					
Pourcentage des hôpitaux universitaires pouvant offrir des soins de qualité	%	90	95	96	98
<b>OS 508-2-6 : Assurer la prise en charge correcte des cas référés aux niveaux des hôpitaux des régions et districts</b>					
<b>La prise en charge correcte au niveau des hôpitaux de référence est assurée</b>					
Nombre des CHR/CHRR mises aux normes	Nombre	13	13	25	30

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>75-MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>					
<b>750-JEUNESSE</b>					
<b>045-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 045-2 : RENFORCER L'EFFICACITE DE L'ADMINISTRATION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>					
<b>OS 045-2-1 : AMELIORER LA QUALITE DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>					
<b>Mettre en place un Service d'audit interne et de suivi-évaluation installé et fonctionnel</b>					
Nombre de service d'audit interne et de suivi-évaluation installé et fonctionnel	Nombre	1	1	1	-
<b>Services centraux et déconcentrés du Ministère construits, réhabilités et équipés</b>					
Nombre de services centraux et déconcentrés du Ministère construits, réhabilités et équipés	Nombre	50	50	50	-
<b>Suivi-évaluation des moyens et des ressources du Ministère amélioré</b>					
Nombre des Services centraux et déconcentrés du Ministère où la gestion des moyens et des ressources est améliorée	%	1	1	1	-
<b>OS 045-2-2 : DEVELOPPER LES PARTENARIATS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX POUR LE SECTEUR JEUNESSE ET SPORTS</b>					
<b>Négocier et conclure de conventions de partenariat internationales, nationales et régionales</b>					
Nombre de conventions de partenariat internationales, nationales et régionales pour le secteur Jeunesse et Sports conclues	Nombre	50	50	50	-
<b>312-Jeunesse et Loisirs</b>					
<b>OG 312-2 : PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION DES JEUNES ET EXPLOITER PLEINEMENT LA DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE</b>					
<b>OS 312-2-1 : DEVELOPPER DE CENTRES DE JEUNES PUBLICS, PRIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR LA SANTE, LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
<b>Centres de jeunes dotés d'un plan de développement quadriennal axé vers l'urgence</b>					
Nombre de centres de jeunes dotés d'un plan de développement quadriennal axé vers l'urgence	Nombre	1285	1285	1285	-
<b>OS 312-2-2 : ASSURER LA PROMOTION DE L'ENTREPREUNARIAT ET DES EMPLOIS-JEUNES VIA CENTRES DE JEUNES</b>					
<b>Concours de meilleurs Projets d'entrepreneuriat des jeunes organisés</b>					
Événements promouvant les emplois-jeunes de type "salon des emplois" organisés	Nombre	6	6	6	-
Meilleurs projets d'entrepreneuriat urbain et rural appuyés	Nombre	88	88	88	-
Sites de reforestation économique pour emplois-jeunes installés (agroforesterie, unité de transformation, circuits de commercialisation)	Nombre	66	66	66	-
<b>Jeunes en entrepreneuriat des centres formés et encadrés</b>					
Nombre de centres de jeunes en entrepreneuriat formés et accompagnés	Nombre	250	250	250	-
<b>OG 312-3 : DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE MALAGASY</b>					
<b>OS 312-3-1 : Promouvoir le Plein emploi via Pôles Emplois Jeunes et appui aux petits métiers et NTICS</b>					
<b>GARIN'NY TANORA : chaînes de valeurs "Production de manioc, transformation et commercialisation de Gari " gérées et exploitées par des Taniketsan'ny Tanora mpandraharaha (pepinières des jeunes entrepreneurs)</b>					
Nombre d'emplois des jeunes créés (pepinières des jeunes entrepreneurs, taniketsan'ny tanora mpandraharaha)	Nombre	15250	16000	16000	-
<b>HARENA MAINTSO : chaînes de valeurs "agroforesterie, apiculture" gérées et exploitées par des Taniketsan'ny Tanora mpandraharaha (pepinières des jeunes entrepreneurs)</b>					
Nombre d'emplois des jeunes créés (pepinières des jeunes entrepreneurs, taniketsan'ny tanora mpandraharaha)	Nombre	1605	32100	32100	-
<b>HARENA MANGA : chaînes de valeurs "Economie bleue" gérées et exploitées par des Taniketsan'ny Tanora mpandraharaha (pepinières des jeunes entrepreneurs)</b>					
Nombre d'emplois des jeunes créés (pepinières des jeunes entrepreneurs, taniketsan'ny tanora mpandraharaha)	Nombre	10950	21900	21900	-
<b>METIERS NTICS DES JEUNES : meilleurs projets de jeunes appuyés en métiers NTICS dans les grands centres urbains de Madagascar</b>					
Nombre d'emplois des jeunes créés (meilleurs projets de jeunes en petits métiers)	Nombre	345	345	345	-
<b>PETITS METIERS DES JEUNES : meilleurs projets de jeunes appuyés en petits métiers dans les grands centres urbains de Madagascar</b>					
Nombre d'emplois des jeunes créés (meilleurs projets de jeunes en petits métiers)	Nombre	4600	4600	4600	-
<b>SOMPITRY NY TANORA : chaînes de valeurs "Élevage à cycle court, pisciculture, unités de provenderie locale" gérées et exploitées par des Taniketsan'ny Tanora mpandraharaha (pepinières des jeunes entrepreneurs)</b>					
Nombre d'emplois des jeunes créés (pepinières des jeunes entrepreneurs, taniketsan'ny tanora mpandraharaha)	Nombre	2000	4000	4000	-
<b>OS 312-3-2 : Opérationnaliser les Conseils de la Jeunesse au service de l'Émergence à tous les niveaux (communal, régional, local, national)</b>					
<b>NIVEAU COMMUNAL : Mise en place et renforcer la capacité des Centres Communaux de la Jeunesse (CCJ) avec les 05 commissions opérationnelles (Santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs)</b>					
Nombre CCJ mis en place et fonctionnels	Nombre	1695	1695	1695	-
<b>NIVEAU DISTRICTS : Mise en place et renforcer la capacité des Centres de la Jeunesse au niveau des Districts (CJD) avec les 06 commissions opérationnelles (Santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs, entrepreneuriat et emplois jeunes)</b>					
Nombre CDJ mis en place et fonctionnels	Nombre	119	119	119	-
Nombre CJD mis en place et fonctionnels	Nombre	119	119	119	-
<b>NIVEAU NATIONAL : Mise en place et renforcer la capacité du Conseil National de la Jeunesse (CNJ) avec les 06 commissions opérationnelles (Santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs, entrepreneuriat et emplois jeunes)</b>					
Nombre CNJ mis en place et fonctionnel	Nombre	1	1	1	-
<b>NIVEAU REGIONAL : Mise en place et renforcer la capacité des Centres Régionaux de la Jeunesse (CRJ) avec les 06 commissions opérationnelles (Santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs, entrepreneuriat et emplois jeunes)</b>					
Nombre CRJ mis en place et fonctionnels	Nombre	23	23	23	-
<b>OS 312-3-3 : Accompagner l'émergence inclusive et durable des communautés de base (Fokontany, villages, hameaux)</b>					
<b>CENTRES DE JEUNES ET VOLONTARIAT : Promotion des centres de jeunes privés et autonomes et des Jeunes Volontaires pour l'Émergence (JVE) dans le cadre de la mise en œuvre de six thématiques prioritaires de l'émergence communautaire (santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs)</b>					
Nombre de JVE formés et engagés pour coacher les communautés de base vers l'émergence inclusive et durable	Nombre	1260	12480	0	-
<b>COACHING DE L'EMERGENCE ET DE LA TRANSFORMATION COMMUNAUTAIRE : Coaching et accompagnement des communautés de base dans la définition d'une vision d'émergence partagée et la mise en œuvre des cycles continus de planification et d'action de 100 jours axés sur 05 thématiques (santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs...)</b>					
Nombre communautés de base (Fokontany, villages, hameaux...) devenues autonomes, saines, actives, pacifiques, éthiques, vertes et résilientes aux changements climatiques	Nombre	1200	1200	1200	-
<b>EDUCATION CITOYENNE POUR L'EMERGENCE : Organisation des campagnes intensives d'éducation citoyenne LIFE SKILLS FANOITRA et ses composantes vitales (vision d'émergence et autodiscipline, santé de la reproduction, protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement, gestion des risques et des catastrophes, éducation et sport santé, entrepreneuriat, éducation financière et épargne...)</b>					
Nombre des adolescents et des jeunes éduqués en LIFE SKILLS FANOITRA (avec ses composantes vitales) et devenus actifs et en bonne santé, protégés contre les fléaux de toutes sortes, épris de la culture de la paix et d'un réflexe anti-corruption, engagé dans la préservation de l'environnement et de l'autosuffisance alimentaire et dans la lutte contre les changements climatiques	Nombre	832800	832800	834400	-
<b>OS 312-3-4 : Promouvoir des projets de loisirs à grande échelle</b>					
<b>Echanges culturels et ludiques pour détecter des talents exceptionnels au niveau communal</b>					
Nombre d'événements communaux organisés	Nombre	1695	1695	1695	-
<b>Echanges culturels et ludiques pour détecter des talents exceptionnels au niveau communal et district</b>					
Nombre d'événements locaux organisés	Nombre	119	119	119	-
<b>Présentations culturelles et ludiques afin de promouvoir et relever les valeurs du terroir de chaque région</b>					
Nombre de giga événements régionaux	Nombre	23	23	23	-
<b>Processus d'élaboration de la Politique Nationale des Loisirs</b>					
Nombre de PNL élaboré	Nombre	1	-	-	-
<b>Rencontres culturelles et ludiques avec des effets pyrotechniques et lumineux au niveau national</b>					
Nombre de giga événement national organisés	Nombre	1	1	1	-
<b>OS 312-3-5 : Promouvoir le rayonnement international de la Jeunesse Malagasy</b>					
<b>Rayonnement de la Jeunesse Malagasy au niveau sous-régional, continental, francophone et mondial</b>					
Taux de représentations de la Jeunesse malagasy aux grands événements internationaux	%	0,8	1	1	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 312-3-6 : Améliorer la gouvernance du Secteur Jeunesse</b> <b>Mise en œuvre et coordination des quatre clés visant à améliorer la gouvernance du secteur Jeunesse (formation et renforcement de capacité, meilleure coordination des appuis techniques, système de suivi-évaluation, communication de qualité)</b> Taux d'amélioration de la Gouvernance du Secteur Jeunesse (formation et renforcement de capacité, meilleure coordination des appuis techniques, système de suivi-évaluation et communication)	%	0,6	0,9	0,9	-
<b>780-SPORTS</b>					
<b>301-Sports</b>					
<b>OG 301-2 : ASSURER L'EMERGENCE DU SPORT DE HAUT NIVEAU, DE L'EDUCATION PHYSIQUE DE QUALITE ET DU SPORT-SANTE</b>					
<b>OS 301-2-1 : PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT SOUTENU ET DURABLE DU SPORT DE HAUT NIVEAU : SPORT EMERGENCE 2024</b>					
<b>Jeunes athlètes ayant accès à un encadrement sportif et à un enseignement de qualité</b>					
Nombre de gymnases à 4000 places, gymnases à 1000 places, piscines olympiques et terrain manarapenitra aménagé ou construit ou opérationnel	Nombre	32	32	32	-
Nombre de jeunes athlètes ayant accès à un encadrement sportif et à un enseignement de qualité	Nombre	180	180	180	-
<b>OS 301-2-2 : PROMOUVOIR L'EMERGENCE DES CITOYENS EN BONNE SANTE, ACTIFS ET COMPETENTS SUIVANT LES RECOMMANDATIONS DE L'UNESCO</b>					
<b>Collectivités, communautés, et écoles SAINES ET ACTIVES (Education Physique de Qualité, Sport-santé)</b>					
Nombre des collectivités, des communautés, des écoles SAINES ET ACTIVES (Education Physique de Qualité, Sport-santé)	Nombre	132	132	132	-
<b>OG 301-3 : EFFICIENCE DU SPORT MALAGASY</b>					
<b>OS 301-3-1 : Restaurer et améliorer la qualité de la gouvernance sportive</b>					
<b>INTEGRITE ET ETHIQUE : Fédérations sportives pouvant se conformer aux normes d'intégrité, d'éthique et de bonne gouvernance de l'UNESCO et du Comité International Olympique (CIO)</b>					
Nombre des fédérations sportives dotées de Statuts conformes aux normes d'intégrité, d'éthique et de bonne gouvernance de l'UNESCO et du CIO	Nombre	7	7	7	-
<b>PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT : Fédérations sportives capables dans l'élaboration, le management et le suivi-évaluation d'un plan de développement quadriennal</b>					
Nombre de fédérations sportives ayant la capacité de planification, de management et de suivi-évaluation d'un plan de développement quadriennal	Nombre	10	05	0	-
<b>OS 301-3-2 : Mettre en œuvre le Statut des athlètes de haut niveau en partenariat avec les Fédérations sportives agréés et prioritaires</b>					
<b>MOTIVATION ET PLAN DE CARRIERE SPORTIVE DES ATHLETES : pack de motivation et de plan de carrière sportive aux athlètes de haut niveau</b>					
Nombre d'athlètes bénéficiaires des avantages liés au statut des athlètes de haut niveau ( des indemnités forfaitaires évolutives tenant compte des palmarès, assurance couvrant tous risques et décès, homologation des diplômes et stages , octroi des titres honorifiques exceptionnels, enseignement de qualité pour les élèves-athlètes, traitement spécial par rapport aux contraintes scolaires, universitaires et professionnelles...) et d'un plan de carrière sportive conformes à leurs aspirations et à leur niveau	Nombre	10	05	0	-
<b>PALMARES INTERNATIONAUX : participation des athlètes de haut niveau malagasy aux compétitions sportives internationales (régionales, continentales, francophones et mondiales)</b>					
*Nombre de palmarès des athlètes malagasy aux compétitions internationales *	Nombre	30	30	30	-
<b>PREPARATION CONTINUE DES ATHLETES : Encadrement et un perfectionnement continu et de qualité aux athlètes de haut niveau</b>					
Athlètes de haut niveau aptes à concourir et à remporter des compétitions régionales, continentales et mondiales	Nombre	350	350	350	-
<b>OS 301-3-3 : Instaurer une Education Physique de Qualité (EPQ)</b>					
<b>APPUI AUX INITIATIVES LOCALES EPQ : Fédérations sportives appuyées dans le management et le suivi-évaluation d'un plan de developpement quadriennal</b>					
Nombre des citoyens en bonne santé, actifs et compétents (normes UNESCO)	Nombre	832800	832800	834400	-
<b>STRUCTURE MULTIPARTITE EPQ : Structure nationale multipartite EPQ</b>					
Nombre de structure de coordination nationale EPQ redynamisée et dotée d'un laboratoire national des bonnes pratiques	Nombre	1	1	1	-
<b>OS 301-3-4 : Promouvoir la préparation de la relève sportive</b>					
<b>APPUI AUX INITIATIVES LOCALES : Régions et Communes appuyées dans la préparation de la relève sportive</b>					
Nombre de talents sportifs détectés et perfectionnés	Nombre	20000	20000	20000	-
<b>CENTRE NATIONAL DU SPORT-ETUDE : Préparation continue et la participation des équipes nationales jeunes aux compétitions internationales</b>					
Nombre de jeunes athlètes aptes à concourir et à remporter des compétitions régionales, continentales et mondiales	Nombre	150	150	150	-
<b>OS 301-3-5 : Developper les partenariats internationaux en appui à la mise en œuvre du Programme Sport</b>					
<b>Fédérations sportives prioritaires appuyées dans la négociation des partenariats internationaux dans le cadre de la mise en œuvre de leurs plans de développement quadriennal</b>					
Nombre de coopérations bilaterales (avec implication des fédérations internationales) conclues	Nombre	5	5	5	-
<b>OS 301-3-6 : Améliorer la gouvernance du Secteur Sport</b>					
<b>Mise en œuvre et coordination les trois éléments clés visant à améliorer la gouvernance du secteur sport (formation et renforcement de capacité, système de suivi-évaluation, communication de qualité)</b>					
Taux d'amélioration de la Gouvernance du Secteur Sport (formation et renforcement de capacité, système de suivi-évaluation et communication)	%	0,6	0,9	0,9	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>76-MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME</b>					
<b>762-Développement social</b>					
<b>066-Administration et coordination</b>					
<b>OG 066-1 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION</b>					
<b>OS 066-1-1 : RENFORCER LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>					
<b>AGENTS DU MINISTERE OPERATIONNELS</b>					
Taux d'assiduité des agents du Ministère					
	%	90	90	95	95
<b>OS 066-1-2 : AMELIORER LA GESTION DU PATRIMOINE DE L'ETAT</b>					
<b>GESTION NORMALISÉE DU PATRIMOINE MOBILIER ET IMMOBILIER</b>					
Taux du patrimoine de l'état dont la situation est régularisée					
	%	25	25	40	50
<b>OS 066-1-3 : RENFORCER LE SYSTÈME D'INFORMATION DU MINISTERE</b>					
<b>COUVERTURE OPTIMALE DES DIRECTIONS EN TERMES SYSTÈME D'INFORMATION</b>					
Taux des directions dotés d'un système d'information opérationnel					
	%	30	30	30	50
<b>OS 066-1-4 : PLANIFIER ET COORDONNER LES ACTIVITES DU MINISTERE</b>					
<b>PERFORMANCE ET PRODUCTIVITÉ AMÉLIORÉE</b>					
Taux de réalisations des activités planifiées					
	%	10	10	50	50
<b>828-Population et développement</b>					
<b>OG 828-1 : INCLURE LA POPULATION AU PROCESSUS DE L'ÉMERGENCE</b>					
<b>OS 828-1-2 : APPUYER LES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES POUR L'ÉMERGENCE</b>					
<b>CAPITAL HUMAIN INTÉGRÉ AU PROCESSUS DE L'ÉMERGENCE</b>					
NOMBRE DES ASSOCIATIONS APPUYÉES ET MOBILISÉES					
	Nombre	380	400	440	500
<b>OS 828-1-3 : METTRE EN PLACE UN SYSTÈME DE PROTECTION ADAPTÉS AUX BESOINS DE L'ENFANT</b>					
<b>SYSTÈME DE PRÉVENTION ET DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EN SITUATION DIFFICILE AMÉLIORÉ</b>					
NOMBRE D'ENFANTS PRIS EN CHARGE					
	Nombre	35000	35000	35000	35000
<b>OG 828-2 : OG PR2. PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LA POPULATION</b>					
<b>OS 828-2-1 : OS PR2.1. METTRE EN PLACE UN CADRE ET SYSTÈME DE PROTECTION ADAPTÉS AUX BESOINS DE L'ENFANT</b>					
<b>SYSTÈME DE PRÉVENTION ET DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EN SITUATION DIFFICILE, VULNÉRABLES ET PRIVÉS DE SOINS PARENTAUX AMÉLIORÉ</b>					
Nombre de dispositifs d'accueil et d'appui opérationnel					
	%	-	0	6	12
Taux de dispositifs d'accueil et d'appui opérationnel					
	%	25	25	25	25
<b>OS 828-2-3 : OS PR2.2. RÉDUIRE L'EXCLUSION SOCIALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET DES PERSONNES AGÉES</b>					
<b>DROITS DES PERSONNES AGÉES VALORISÉS</b>					
Nombre de PA bénéficiaires					
	Nombre	11000	11000	11000	11000
<b>DROITS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (PSH) PROMUS</b>					
Nombre de séance de sensibilisation effectué					
	Nombre	150	150	160	160
<b>829-Genre et développement</b>					
<b>OG 829-1 : AMELIORER LE STATUT SOCIO- ECONOMIQUE ET JURIDIQUE DE LA FEMME</b>					
<b>OS 829-1-1 : RENFORCER L'APPUI AUX VICTIMES DE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE</b>					
<b>Prise en charge et accompagnement des victimes renforcée</b>					
NOMBRE DE FEMMES APPUYÉS					
	Nombre	4000	4000	4500	5000
Nombre de victimes de VBG prise en charge					
	Nombre	0	-	1000	1000
<b>OS 829-1-2 : RENFORCER LES MECANISMES EXISTANTS POUR LA PROMOTION DU GENRE</b>					
<b>Mécanismes pour la promotion du genre renforcés</b>					
NOMBRE DE DISPOSITIFS DE PRISE EN CHARGE OPERATIONNELS					
	Nombre	4	4	6	10
Nombre de dispositifs sur l'égalité du genre vulgarisés					
	Nombre	0	-	-	-
<b>830-Protection sociale</b>					
<b>OG 830-1 : REDUIRE LE NOMBRE DE LA POPULATION EN SITUATION D'EXTREME PAUVRETE</b>					
<b>OS 830-1-1 : RENFORCER LE MECANISME EXISTANT RELATIF AUX PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE</b>					
<b>Cadre de référence relatif aux programmes de protection sociale amélioré</b>					
Nombre de cadre de référence opérationnel					
	Nombre	2	2	2	2
<b>OS 830-1-2 : PRENDRE EN CHARGE ET ACCOMPAGNER LES MENAGES TRES PAUVRES ET VICTIMES DE CHOCS</b>					
<b>Ménages victimes de chocs appuyés</b>					
Nombre de ménages bénéficiaires appuyés					
	Nombre	10000	10000	150000	160000

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>81-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
<b>812-EDUCATION</b>					
<b>067-Administration et coordination</b>					
<b>OG 067-2 : PROMOUVOIR LA GESTION ET LA GOUVERNANCE POUR MIEUX TRANSFORMER LES RESSOURCES EN RÉSULTATS</b>					
<b>OS 067-2-1 : Améliorer la gouvernance au niveau central</b>					
<b>Pilotage, reporting et coordination au niveau du MEN améliorés</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau central (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
<b>OS 067-2-2 : Améliorer la gouvernance au niveau des STD</b>					
<b>Pilotage, reporting et coordination au niveau des STD améliorés</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau régional (hors solde, financement externe et DTI)	%	99	-	-	-
<b>OG 067-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie</b>					
<b>OS 067-3-1 : *Améliorer la gouvernance au niveau central</b>					
<b>*Pilotage, reporting et coordination au niveau du MEN Central améliorés</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau central (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
<b>OS 067-3-2 : *Améliorer la gouvernance au niveau STD</b>					
<b>*Pilotage, reporting et coordination au niveau des STD améliorés</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau régional (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
<b>313-Education préscolaire</b>					
<b>OG 313-2 : DÉVELOPPER PROGRESSIVEMENT UN ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE DE QUALITÉ</b>					
<b>OS 313-2-1 : Etendre et améliorer l'offre publique d'enseignement préscolaire</b>					
<b>"Centres d'Activités Préscolaires" et "Espace d'Eveil Communautaire" opérationnels</b>					
Pourcentage d'école primaire public et communautaire avec centre d'activités préscolaires	%	54	-	-	-
<b>OS 313-2-2 : Promouvoir la qualité de l'éducation préscolaire</b>					
<b>rendement scolaire amélioré</b>					
Nombre d'acteurs pédagogiques du préscolaire formés	Nombre	1000	-	-	-
<b>OS 313-2-3 : Améliorer la gestion et gouvernance au niveau de l'éducation préscolaire</b>					
<b>Pilotage et coordination au niveau de l'éducation préscolaire</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau du préscolaire (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
<b>OG 313-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie</b>					
<b>OS 313-3-1 : *Développer une éducation préscolaire de qualité pour tous et à cout abordable</b>					
<b>*"Centres d'Activités Préscolaires" et "Espace d'Eveil Communautaire" opérationnels</b>					
Nombre d'éducateurs du préscolaire subventionnés	Nombre	2323	2323	2323	2323
Pourcentage d'école primaire public et communautaire avec centre d'activités préscolaires	%	54	55	56	57
<b>314-Education fondamentale de 9 ans</b>					
<b>OG 314-2 : PERMETTRE À CHAQUE ENFANT MALGACHE D'ÂGE SCOLAIRE, SANS EXCLUSION, DE BÉNÉFICIER D'UNE EDUCATION FONDAMENTALE DE 9ANS</b>					
<b>OS 314-2-1 : Améliorer l'accès, l'équité et la rétention dans l'EF</b>					
<b>Charges parentales relatives à l'EF allégées</b>					
Nombre d'enseignants non fonctionnaires subventionnés au niveau fondamental	Nombre	30458	-	-	-
<b>Structures d'accueil liées à l'EF améliorés</b>					
Nombre de salles de classes nouvellement construites/réhabilitées au niveau du fondamental	Nombre	1028	-	-	-
<b>OS 314-2-2 : Promouvoir la qualité de l'EF</b>					
<b>Rendement scolaire de l'EF amélioré</b>					
Pourcentage des admis au BEPC	%	49	-	-	-
<b>OS 314-2-3 : Améliorer la gestion et gouvernance au niveau de l'EF</b>					
<b>Pilotage et coordination au niveau de l'EF amélioré</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'EF (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
<b>OG 314-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie</b>					
<b>OS 314-3-1 : *Achever un cycle complet d'enseignement primaire pour tous et de qualité</b>					
<b>*Charges parentales relatives à l'EF allégées</b>					
Nombre d'ENF liés à l'EF subventionnés	Nombre	31329	31329	31329	31329
Nombre d'établissements dotés de caisse école	Nombre	29620	29620	29620	29620
<b>*Pilotage et coordination au niveau de l'EF améliorés</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'EF (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
<b>*Rendement scolaire de l'EF amélioré</b>					
Pourcentage des admis au BEPC	%	49	50	51	52
Pourcentage des admis au CEPE	%	60	65	70	75
<b>*Structures d'accueil liées à l'EF améliorés</b>					
Nombre CEG Manarapenitra construits	Nombre	8	8	8	8
Nombre EPP Manarapenitra construits	Nombre	30	30	30	30
Nombre pack de 04salles de classes construites	Nombre	531	531	531	531
<b>315-Education non formelle</b>					
<b>OG 315-2 : PROMOUVOIR L'ÉDUCATION NON FORMELLE</b>					
<b>OS 315-2-1 : Contribuer à la réduction de l'analphabétisme</b>					
<b>Nombre de personnes, jeunes et adultes, qui suivent des cours d'alphabetisation augmenté</b>					
Taux d'accroissement du nombre de personnes jeunes et adultes qui suivent des cours d'alphabetisation	%	5	-	-	-
<b>OS 315-2-2 : Développer l'éducation inclusive</b>					
<b>Enfants/jeunes vulnérables moins de 16 ans exclus du système scolaire intégrés et/ou retenus dans le système éducatif formel</b>					
Nombre d'enfants réinsérés dans le système formel	Nombre	60473	-	-	-
<b>OS 315-2-3 : Promouvoir l'éducation au civisme et à la citoyenneté</b>					
<b>Nombre de population éduquée à la vie familiale et communautaire augmenté</b>					
Nombre d'écoles de parents mises en place	Nombre	114	-	-	-
<b>OS 315-2-4 : Améliorer la gestion et gouvernance au niveau de l'Education non formelle</b>					
<b>Pilotage et coordination au niveau de l'Education non formelle amélioré</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'ENF (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
<b>OG 315-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie</b>					
<b>OS 315-3-1 : *Réduire l'analphabétisme</b>					
<b>*Enfants/jeunes vulnérables moins de 16 ans exclus du système scolaire intégrés et/ou retenus dans le système éducatif formel</b>					
Nombre d'enfants réinsérés dans le système formel	Nombre	12000	12000	12000	12000
<b>*Nombre de personnes, jeunes et adultes, qui suivent des cours d'alphabetisation augmenté</b>					
Taux d'accroissement du nombre de personnes jeunes et adultes qui suivent des cours d'alphabetisation	%	5	5	5	5
<b>*Nombre de population éduquée à la vie familiale et communautaire augmenté</b>					
Nombre d'écoles de parents mises en place	Nombre	48	48	48	48
<b>*Pilotage et coordination au niveau de l'Education non formelle amélioré</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'ENF (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
<b>316-Enseignement secondaire générale</b>					
<b>OG 316-2 : DÉVELOPPER L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GÉNÉRAL</b>					
<b>OS 316-2-1 : Améliorer l'accès, l'équité et la rétention au sein de l'ESG</b>					
<b>Charges parentales relatives à l'ESG allégées</b>					
Nombre de lycées dotées de caisse école	Nombre	421	-	-	-
<b>Structures d'accueil de l'ESG améliorés</b>					
Nombre de salles de classes nouvellement construites/réhabilitées au niveau de l'ESG	Nombre	72	-	-	-
<b>OS 316-2-2 : Améliorer la qualité de l'ESG</b>					
<b>Rendement scolaire de l'ESG amélioré</b>					
Pourcentage des admis au BACC	%	48	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 316-2-3 : Améliorer la gestion et gouvernance au niveau de l'ESG</b>					
<b>Pilotage et coordination au niveau de l'ESG amélioré</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'ESG (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
<b>OG 316-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie</b>					
<b>OS 316-3-1: *Achever un cycle complet d'enseignement secondaire pour tous et de qualité</b>					
<b>*Charges parentales relatives à l'ESG allégées</b>					
Nombre de Lycées dotés de caisses de soutien	Nombre	575	575	575	575
Nombre d'ENF liés à l'ESG subventionnés	Nombre	28	28	28	28
<b>*Pilotage et coordination au niveau de l'ESG amélioré</b>					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'ESG (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
<b>*Structures d'accueil de l'ESG améliorés</b>					
Nombre LYCEE Manarapenitra construits	Nombre	6	6	6	6

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>83-MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>					
<b>830-ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>					
<b>049-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 049-4 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE CENTRALE ET TERRITORIALE POUR UNE MEILLEURE EFFICIENCE ET EFFICACITE DES ACTIONS PUBLIQUES</b>					
<b>OS 049-4-1 : COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DU PGE/PSE/PNEFP</b>					
<b>AUGMENTER LE NOMBRE DE FORMÉS INSÉRÉS DANS L'ÉCONOMIE FORMELLE</b>					
Taux d'insertion professionnelle des FORMÉS PAR RAPPORT AUX ÉTABLISSEMENTS REFORMÉS	%	1,0E+002	-	-	-
<b>OS 049-4-2 : REFORMER POUR UNE ADMINISTRATION PERFORMANTE ET REDEVABLE</b>					
<b>AMÉLIORER LE TAUX DE SATISFACTION DES USAGERS</b>					
Taux de satisfaction des usagers	%	1,0E+002	-	-	-
<b>OG 049-5 : PROMOUVOIR L'EFFICACITE ET L'EFFICIENCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE AU NIVEAU CENTRAL ET EXCENTRIQUE</b>					
<b>OS 049-5-1 : Piloter la mise en œuvre des programmes et projets</b>					
<b>Programmes et projets pilotés et planifiés et de façon à répondre à la réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle</b>					
Indice de performance du METFP	%	1	-	-	-
<b>Système de planification et de suivi-évaluation efficace et efficient en adéquation avec les politiques et stratégies de l'ETFP</b>					
Indice d'opérationnalisation du système de planification et de de suivi-évaluation du METFP	%	1	-	-	-
<b>OS 049-5-2 : Gérer de manière efficace et efficiente les ressources du METFP</b>					
<b>Gestion des ressources humaines améliorée</b>					
Indice de performance de la gestion des personnels du METFP	%	1	-	-	-
<b>Patrimoine du METFP géré de manière efficace et efficiente</b>					
Indice de performance de la gestion rationnelle des patrimoines du METFP	%	1	-	-	-
<b>Ressources financières utilisées de manière rationnelles</b>					
Indice de performance de la gestion administrative et financière du METFP	%	1	-	-	-
<b>Système d'information et de communication du METFP digitalisé</b>					
Taux de dématérialisation des activités du METFP	%	0,75	-	-	-
<b>OG 049-6 : 16-Promouvoir l'avènement des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes</b>					
<b>OS 049-6-1 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux</b>					
<b>Performance de l'administration</b>					
Nombre de document stratégique appliqué	Nombre	5	-	-	-
Taux de fonctionnalité des EETFP	%	73	-	-	-
taux de participation à des séminaires	%	100	-	-	-
Taux de performance	%	100	-	-	-
Taux de réalisation de convention de partenariat	%	100	-	-	-
Taux de réalisation du PTA de l'ETFP	%	100	-	-	-
taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
<b>Programmes et projets du METFP planifiés</b>					
Taux de dématérialisation de l'ETFP	%	45	-	-	-
Taux de réalisation du PTA de l'ETFP	%	100	-	-	-
<b>Ressources financières du METFP gérées de manière efficace et efficiente</b>					
Taux de réalisation de convention de partenariat	%	100	-	-	-
Taux de réalisation du PTA de l'ETFP	%	100	-	-	-
<b>Technologie du système d'information et de communication modernisé</b>					
taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
<b>OS 049-6-2 : Optimiser l'exploitation des moyens de l'Etat (patrimoine de l'Etat, foncier, recettes fiscales, agents de l'Etat) suivant le plan de développement et la digitalisation</b>					
<b>Patrimoines du METFP gérés de manière efficace et efficiente</b>					
Indice de performance de la gestion rationnelle des patrimoines du METFP base ...	Ratio	1	-	-	-
<b>Performance de l'administration</b>					
Nombre de document stratégique appliqué	Nombre	5	-	-	-
Taux de performance	%	100	-	-	-
taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
<b>Ressources humaines du METFP gérées de manière efficace et efficiente</b>					
Taux de traitement des dossiers de personnel	%	100	-	-	-
taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
<b>Technologie du système d'information et de communication modernisé</b>					
Taux de dématérialisation de l'ETFP	%	75	-	-	-
<b>OG 049-7 : PROMOUVOIR LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION DE L'ETFP AU NIVEAU CENTRAL ET EXCENTRIQUE</b>					
<b>OS 049-7-1 : Piloter et coordonner la mise en œuvre des programmes et projets du METFP</b>					
<b>Performance de l'administration</b>					
Taux de réalisation des programmes et projets de l'ETFP	%	-	100	100	100
<b>Système de planification et de suivi-évaluation fonctionnel</b>					
Taux de performance du système de planification et de suivi évaluation	%	-	100	100	100
<b>OS 049-7-2 : Développer l'innovation numérique au sein du METFP</b>					
<b>Gestion des activités de l'ETFP numérisée</b>					
Indice de numérisation des structures du METFP	Score	-	1	1	1
<b>OS 049-7-3 : Gérer les ressources du METFP</b>					
<b>Ressources humaines du METFP gérée d'une manière efficace et efficiente</b>					
Taux de traitement des dossiers du personnel	%	-	100	100	100
<b>Patrimoines du METFP gérés de manière efficace et efficiente</b>					
Indice de performance de la gestion rationnelle des patrimoines du METFP	Score	-	1	1	1
<b>Ressources financières du METFP gérées de manière efficace et efficiente</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	-	100	100	100
<b>317-Enseignement Technique et Professionnel</b>					
<b>OG 317-1 : PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL/DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR UNE MEILLEURE EMPLOYABILITE DES FORMES</b>					
<b>OS 317-1-1 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement technique</b>					
<b>Cursus et curricula adaptés à l'enseignement technique</b>					
Nombre de curricula adaptés	Nombre	15	-	-	-
<b>Etudes réalisées des outils et ressources pédagogiques existants au niveau des établissements</b>					
Nombre de curricula adaptés	Nombre	10	-	-	-
<b>Projet d'établissement conçu et adapté à l'enseignement technique et professionnel</b>					
Nombre d'Établissements	Nombre	75	-	-	-
<b>OS 317-1-2 : Améliorer l'accès à l'enseignement technique et professionnel en adéquation avec les besoins socioéconomique du Pays</b>					
<b>Accroissement de la capacité d'accueil de l'ETP</b>					
Nombre d'apprenants	Nombre	32000	-	-	-
<b>Accroissement du taux de réussite aux examens</b>					
Nombre d'apprenants	Nombre	1	-	-	-
<b>Etablissements d'enseignement technique et professionnel encadrés</b>					
Nombre d'ETFP publics et privés encadrés	Nombre	75	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OG 317-2 : 04-Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage</b>					
<b>OS 317-2-2 : Achever un cycle complet d'enseignement technique de qualité et d'un coût abordable.</b>					
<b>Orientations stratégiques adéquates</b>					
Nombre de bulletin pédagogique	Nombre	1	-	-	-
Nombre de guide de bonne pratique	Nombre	1	-	-	-
Nombre de ressources capitalisées	Nombre	1	-	-	-
<b>Ressources pédagogiques et curricula adaptés</b>					
Taux de réalisation des activités	%	100	-	-	-
<b>OS 317-2-3 : Assurer l'égalité d'accès à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.</b>					
<b>INFRASTRUCTURE LEVIER D'EMERGENCE FONCTIONNELLE</b>					
Nombre d'EETFP construit équipé et fonctionnel	Nombre	9	-	-	-
Nombre d'EETFP mis aux normes	Nombre	6	-	-	-
<b>318-Formation Professionnelle</b>					
<b>OG 318-1 : PROMOUVOIR LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR UNE MEILLEURE EMPLOYABILITE DE LA POPULATION ACTIVE</b>					
<b>OS 318-1-1 : Développer des Formations qualifiantes et des Apprentissages aux métiers et activités professionnelles de base</b>					
<b>Individus formés à des qualifications professionnelles</b>					
Nombre d'individus formés et qualifiés	Nombre	60000	-	-	-
<b>Individus formés aux activités/métiers de base</b>					
Nombre d'individus formés aux métiers de base	Nombre	200000	-	-	-
<b>Référentiels des Formations qualifiantes et des Apprentissages aux métiers et activités professionnelles de base élaborés</b>					
Nombre Référentiels validés	Nombre	240	-	-	-
<b>OS 318-1-2 : Disposer d'une démarche harmonisée de certification</b>					
<b>Diplômes professionnels attribués par VAE</b>					
Nombre de "individus "diplômés" par la VAE	Nombre	1100	-	-	-
<b>individus certifiés/attestés de compétences professionnelles</b>					
Nombre d'individu certifiés	Nombre	260000	-	-	-
<b>Nombre de "individus "diplômés" par la VAE</b>					
Nombre de "individus "diplômés" par la VAE	Nombre	1100	-	-	-
<b>OS 318-1-3 : Identifier les métiers, les besoins en compétences et en formation</b>					
<b>Cellule de veille informationnelle opérationnelle</b>					
Taux d'opérationnalisation de la cellule de veille	%	0.5	-	-	-
<b>Répertoires des métiers/compétences et des formations élaborés</b>					
Nombre de répertoire élaborés	Nombre	1	-	-	-
<b>OG 318-2 : 04-Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie</b>					
<b>OS 318-2-1 : Promouvoir l'apprentissages des métiers et activités professionnelles de base</b>					
<b>Accroissement des compétences professionnelles du capital humain</b>					
Nombre de formés	Nombre	110000	-	-	-
<b>Adéquation de l'offre de formation avec les besoins des entreprises et des métiers de base des structures économiques locales</b>					
Nombre de document stratégique appliqué	Nombre	5	-	-	-
Nombre de formés	Nombre	110000	-	-	-
Pourcentage de jeunes (15 à 24 ans) et d'adultes (15 ans et plus), au cours d'une période donnée, bénéficiant des compétences, notamment techniques et professionnelles, en adéquation avec les potentialités locales	%	50	-	-	-
Taux de fonctionnalité de la cellule de veille	%	75	-	-	-
Taux de réalisation des projets d'études	%	100	-	-	-
<b>Formation professionnelle adéquate aux besoins locaux</b>					
Nombre de formés	Nombre	300000	-	-	-
taux d'insertion	%	60	-	-	-
<b>INFRASTRUCTURE LEVIER D'EMERGENCE FONCTIONNELLE</b>					
Nombre d'EETFP construit équipé et fonctionnel	Nombre	0	-	-	-
<b>OS 318-2-2 : Assurer l'égalité d'accès à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.</b>					
<b>Accroissement des compétences professionnelles du capital humain</b>					
Nombre de formés	Nombre	300000	-	-	-
<b>Adéquation de l'offre de formation avec les besoins des entreprises et des métiers de base des structures économiques locales</b>					
Nombre de document stratégique appliqué	Nombre	5	-	-	-
Nombre de formés	Nombre	110000	-	-	-
Pourcentage de jeunes (15 à 24 ans) et d'adultes (15 ans et plus), au cours d'une période donnée, bénéficiant des compétences, notamment techniques et professionnelles, en adéquation avec les potentialités locales	%	50	-	-	-
Taux de fonctionnalité de la cellule de veille	%	75	-	-	-
Taux de réalisation des projets d'études	%	100	-	-	-
<b>Formation professionnelle adéquate aux besoins locaux</b>					
taux d'insertion	%	60	-	-	-
<b>INFRASTRUCTURE LEVIER D'EMERGENCE FONCTIONNELLE</b>					
Nombre d'EETFP construit équipé et fonctionnel	Nombre	13	-	-	-
<b>319-Enseignement et formation techniques et professionnels</b>					
<b>OG 319-1 : PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL/DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR UNE MEILLEURE EMPLOYABILITE DES FORMES</b>					
<b>OS 319-1-1 : Piloter et coordonner l'enseignement et la formation techniques et professionnels</b>					
<b>Appui des partenaires dans la promotion de la formation</b>					
Nombre de projets conclus avec des partenaires	-	-	6	6	6
<b>Orientations stratégiques adéquates</b>					
Textes d'orientations stratégiques de l'ETFP disponibles	-	-	3	1	1
<b>OS 319-1-2 : Développer les compétences techniques et professionnelles</b>					
<b>augmentation de mains d'œuvre qualifiés</b>					
taux d'accroissement des mains d'œuvre qualifiés	-	-	15	20	25
<b>Apprenants orientés à la formation et à l'insertion professionnelle</b>					
CIO Opérationnels	-	-	20	20	20
<b>Approche VAE appliquée</b>					
Individus certifiés par la VAE	-	-	200	300	500
<b>Examens et concours nationaux réalisés</b>					
Apprenants diplômés et certifiés	-	-	12000	13000	15000
<b>OS 319-1-3 : Améliorer l'accès de tous au système ETFP notamment les personnes en situation d'handicap, vulnérabilité</b>					
<b>Capital humain développé</b>					
Jeunes et adultes formés	-	-	464350	480000	500000
<b>320-Ingénierie de formation</b>					
<b>OG 320-1 : PROMOUVOIR L'INGENIERIE DE FORMATION POUR ASSURER UN ETFP PERTINENT ET DE QUALITE</b>					
<b>OS 320-1-1 : Développer la réforme curriculaire, pédagogique et les mesures d'assurance qualité</b>					
<b>Adéquation de l'offre de formation avec les besoins socio-économiques locaux et ceux des entreprises</b>					
Nombre de répertoires des métiers/compétences élaborés	-	-	2	2	2
Nombre de curricula/Référentiels mis à jour et validés	-	-	3	3	3
Nombre de curricula/Référentiels élaborés et validés	-	-	10	10	10
Ressources pédagogiques élaborées et vulgarisées	-	-	3	4	5
Taux d'opérationnalisation de la Cellule de veille informationnelle	-	-	70	90	100
Taux d'opérationnalisation de l'Agence Nationale de certification	-	-	15	75	100

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 320-1-2 : Développer des mesures d'assurance qualité</b>					
<b>Normalisation de certification et de formation mise en place et appliquée</b>					
Etablissements agréés et accrédités	-	-	60	70	80
Etablissements suivis et appuyés	-	-	40	45	53
<b>OS 320-1-3 : Professionnaliser les formateurs et personnels d'encadrement (FPE)</b>					
<b>Formateurs et personnels d'encadrement qualifiés</b>					
formateurs et personnels d'encadrement formés	-	-	1500	1500	1500
Textes sur les formateurs et personnels d'encadrement conçus et validés	-	-	25	75	100

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>84-MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
<b>840-ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>					
<b>028-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 028-1 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION ET LA COORDINATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>					
<b>OS 028-1-1 : ASSURER LE PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>					
<b>PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AMÉLIORÉE</b>					
TAUX D'ENGAGEMENT DES DÉPENSES HORS SOLDE	%	20	30	30	30
TAUX D'ENGAGEMENT DES DÉPENSES HORS SOLDE EN POURCENTAGE	%	30	30	30	30
<b>RÉDUCTION DES TENSIONS SOCIALES</b>					
NOMBRE DE GRÈVE ET MENACES DE GRÈVE PAR UNIVERSITÉ RÉDUITES	Nombre	1	1	1	1
<b>SYSTÈME D'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AMÉLIORÉ</b>					
NOMBRE DE SYSTÈME D'INFORMATION OPÉRATIONNEL	Nombre/an	5	5	5	5
<b>OS 028-1-2 : AMÉLIORER LA GESTION DE RESSOURCES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>					
<b>GESTION NORMALISÉE DU PATRIMOINE MOBILIER ET IMMOBILIER</b>					
NOMBRE D'ANTENNES ÉVALUÉES	Nombre	16	16	16	16
<b>PERFORMANCE ET PRODUCTIVITÉ DU PERSONNEL</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	97	97	97	97
<b>PERFORMANCE ET PRODUCTIVITÉ DU PERSONNEL AMÉLIORÉ</b>					
DÉLAI DU TRAITEMENT DES DOSSIERS	Heures	48	48	48	48
<b>310-Enseignement Supérieur</b>					
<b>OG 310-1 : CONTRIBUER À LA REMISE AUX NORMES DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>					
<b>OS 310-1-1 : ASSURER UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE QUALITÉ ET ACCESSIBLE</b>					
<b>ASSURER LA RELÈVE DES ENSEIGNANTS</b>					
NOMBRE DE RELÈVE ENSEIGNANT RECRUTÉ ET OPÉRATIONNEL	Nombre	250	260	260	260
<b>CONDITIONS D'ACCUEIL AMÉLIORÉES</b>					
NOMBRE D'ANTENNES ÉVALUÉES	Nombre	16	16	16	16
NOMBRE D'ANTENNES ÉVALUÉES (ORGANISER LES EXAMENS NATIONAUX (BACCALAURÉAT ET CONCOURS DES PARAMÉDICAUX))	Nombre	16	16	48	48
NOMBRE D'ANTENNES ÉVALUÉES (CONSTRUCTION/ REHABILITATION/EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES UNIVERSITAIRES ET DES CNR)	Nombre	16	16	14	14
<b>EFFECTIVITÉ DU SYSTÈME LMD</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	97	98	98	98
<b>OS 310-1-2 : ASSURER L'EMPLOYABILITÉ DES FORMÉS ET DES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>					
<b>OPÉRATIONNALISATION DES DIPLOMÉS DANS LE MILIEU PROFESSIONNEL</b>					
DÉLAI ENTRE OBTENTION DU POURCENTAGE DIPLÔME ETEMBAUCHE/NOMBRE DE PÔLE STAGE AND JOB ORGANISÉ CHAQUE ANNÉE/NOMBRE D'ATELIERS SUR L'ENTREPRENARIAT ORGANISÉ CHAQUE ANNÉE	%	20	20	20	20
<b>850-RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
<b>050-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 050-1 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION ET LA COORDINATION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
<b>OS 050-1-1 : ASSURER LA COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
<b>PILOTER, PLANIFIER ET COORDONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
TAUX D'ENGAGEMENT DES DÉPENSES HORS SOLDE EN POURCENTAGE	%	8	8	8	8
<b>OS 050-1-2 : AMÉLIORER LA GESTION DE RESSOURCES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
<b>PERFORMANCE ET PRODUCTIVITÉ DU PERSONNEL AMÉLIORÉ</b>					
Taux d'exécution budgétaire	%	97	98	98	98
<b>311-Recherche Scientifique</b>					
<b>OG 311-1 : METTRE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT SOCIO ÉCONOMIQUE</b>					
<b>OS 311-1-1 : VALORISER LA RECHERCHE ET L'INNOVATION</b>					
<b>ACTIVITÉS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DÉVELOPPÉ</b>					
NOMBRE D'ACCORDS DE PARTENARIAT CONCLU	Nombre	2	2	2	2
NOMBRE DE BREVET DÉPOSER A L'OMAPI	Nombre	2	2	2	2
<b>PARTENARIAT DÉVELOPPÉ</b>					
NOMBRE D'ACCORDS DE PARTENARIAT CONCLU	Nombre	10	10	10	10
<b>RÉSULTATS DE RECHERCHE VALORISÉS</b>					
NOMBRE DE BREVET DÉPOSER A L'OMAPI	Nombre	25	25	25	25
<b>OS 311-1-2 : METTRE EN ŒUVRE LES QUATRE (4) PLANS DIRECTEURS DE RECHERCHE (PDR)</b>					
<b>PROGRAMMES/PROJETS DE RECHERCHE RELATIVE AUX 4 PDR EN ADÉQUATION AVEC LES BESOINS DU DÉVELOPPEMENT FICELÉ</b>					
TAUX D'ACCÈS À L'INFORMATION	%	97	97	97	97

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>91-HAUT CONSEIL POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT</b>					
<b>910-Démocratie et Bonne Gouvernance</b>					
<b>832-Démocratie</b>					
<b>OG 832-1 : CONSOLIDER UNE DEMOCRATIE TYPIQUEMENT MALGACHE</b>					
<b>OS 832-1-1 : CONTRIBUER A LA SENSIBILISATION DES INFLUENCES EXTERIEURES POSITIVES SUR LA DEMOCRATIE DU PAYS</b>					
<b>Les impacts positifs des influences extérieures sur la démocratie du pays sont renforcés</b>					
Nombre de publications -développement normatif (Contribuer significativement au développement normatif du mouvement des droits de l'homme)	Nombre	20	20	20	20
Nombre de publications -développement normatif (Participer au mouvement mondial en faveur des droits de l'homme)	Nombre	20	10	10	10
Nombre de publications -développement normatif (Renforcer les impacts positifs des influences extérieures sur la démocratie du pays)	Nombre	20	5	5	10
Nombre de publications -développement normatif (Renforcer la mise en œuvre et la dissémination des principaux instruments internationaux de protection de la dignité humaine)	Nombre	20	5	5	10
Nombre de publications -développement normatif (Promouvoir la politique internationale du pays contribuant au renforcement de la démocratie dans le monde)	Nombre	20	5	5	10
Nombre de publications -développement normatif (Promouvoir et renforcer l'adhésion de l'État aux valeurs et principes universels)	Nombre	20	5	5	10
Nombre de publications -développement normatif (Protéger la démocratie malgache contre les influences extérieures compromettant le processus démocratique dans le pays ou nuisant aux intérêts nationaux)	Nombre	20	10	10	20
Nombre de publications -développement normatif (Sensibiliser la représentativité de Madagascar sur le plan régional et international)	Nombre	20	20	20	20
Nombre de participations -mouvement mondial (Contribuer significativement au développement normatif du mouvement des droits de l'homme)	Nombre	2	2	2	4
Nombre de participations -mouvement mondial (Participer au mouvement mondial en faveur des droits de l'homme)	Nombre	2	2	2	4
Nombre de participations -mouvement mondial (Renforcer les impacts positifs des influences extérieures sur la démocratie du pays)	Nombre	2	2	2	2
Nombre de participations -mouvement mondial (Renforcer la mise en œuvre et la dissémination des principaux instruments internationaux de protection de la dignité humaine)	Nombre	2	2	2	2
Nombre de participations -mouvement mondial (Promouvoir la politique internationale du pays contribuant au renforcement de la démocratie dans le monde)	Nombre	2	2	2	4
Nombre de participations -mouvement mondial (Protéger la démocratie malgache contre les influences extérieures compromettant le processus démocratique dans le pays ou nuisant aux intérêts nationaux)	Nombre	2	2	2	2
Nombre de participations -mouvement mondial (Sensibiliser la représentativité de Madagascar sur le plan régional et international)	Nombre	2	2	2	4
<b>OS 832-1-2 : PROTEGER LES VALEURS ET L'IDENTITE MALGACHE DANS LE RESPECT DES VALEURS DEMOCRATIQUES</b>					
<b>L'intégration des valeurs et de l'identité malgache dans la démocratiques est priorisée</b>					
Nombre de réflexions publiées (Appuyer le développement normatif dans le domaine de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme)	Nombre	6	6	6	10
Nombre de réflexions publiées (Promouvoir au renouvellement démocratique dans la diversité des patrimoines historiques, culturels et religieux)	Nombre	6	6	2	2
Nombre de réflexions publiées (Renforcer la culture, la démocratie et la paix)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de réflexions publiées (Accroître l'intégration des autorités et organisations traditionnelles)	Nombre	6	3	2	2
Nombre de réflexions publiées (Appuyer les recherches sur la société malgache et la démocratie)	Nombre	6	2	2	4
Nombre de réflexions publiées (Protéger les valeurs et l'identité malgache dans le respect des valeurs démocratiques)	Nombre	6	6	6	6
<b>OG 832-2 : PROMOUVOIR LA GOUVERNANCE REPRESENTATIVE ET RESPONSABLE</b>					
<b>OS 832-2-1 : PARTICIPER ACTIVEMENT A L'ORGANISATION DES ELECTIONS LIBRES ET TRANSPARENTES</b>					
<b>La promotion des élections libres et transparentes est renforcée</b>					
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Sensibiliser la population à participer à l'élection)	%	100	119	119	100
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Suivre les traitements des infractions électorales)	%	100	50	50	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Éviter les violences pendant et après les élections.)	%	100	100	100	100
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir l'existence d'un véritable éventail de choix pour les électeurs)	%	100	50	50	20
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir les accords informels de non agression des candidats)	%	100	20	20	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Garantir l'indépendance des médias publics)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Fournir une assistance électorale et un appui à long terme pour les organes de gestion des élections)	%	100	50	50	20
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Garantir l'accès égal et transparent aux médias)	%	100	50	50	20
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Favoriser le pouvoir législatif reflétant la composition sociale de l'électorat et représentatif de toutes les forces politiques)	%	100	10	10	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Proposer un mécanisme permettant de résoudre les conflits électoraux en temps voulu)	%	100	10	10	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Instaurer une procédure de supervision électorale)	%	100	20	20	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Garantir la liberté de faire campagne)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir un système de gouvernement représentatif)	%	100	20	20	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir les meilleures pratiques dans l'organisation des élections)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir l'accès au financement de campagne)	%	100	20	20	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Modérer le déséquilibre de couverture médiatique des propagandes)	%	100	50	50	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Lutter contre l'achat des voix et la corruption politique)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Protéger les procédures d'inscription et de vote pour être inclusives et accessibles à tous et à l'abri d'intimidations et d'abus)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir la participation des femmes à la vie politique et publique)	%	100	50	50	20
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir des élections libres et transparentes)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Enraciner la culture de l'alternance politique)	%	100	20	20	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Sensibiliser la population à participer à l'élection)	Nombre	10	119	119	100
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Suivre les traitements des infractions électorales)	Nombre	10	50	50	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Éviter les violences pendant et après les élections.)	Nombre	10	100	100	100
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir l'existence d'un véritable éventail de choix pour les électeurs)	Nombre	10	50	50	20
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir les accords informels de non agression des candidats)	Nombre	10	20	20	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Garantir l'indépendance des médias publics)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Fournir une assistance électorale et un appui à long terme pour les organes de gestion des élections)	Nombre	10	50	50	20
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Garantir l'accès égal et transparent aux médias)	Nombre	10	50	50	20
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Favoriser le pouvoir législatif reflétant la composition sociale de l'électorat et représentatif de toutes les forces politiques)	Nombre	10	10	10	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Proposer un mécanisme permettant de résoudre les conflits électoraux en temps voulu)	Nombre	10	10	10	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Instaurer une procédure de supervision électorale)	Nombre	10	20	20	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Garantir la liberté de faire campagne)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir un système de gouvernement représentatif)	Nombre	10	20	20	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir les meilleures pratiques dans l'organisation des élections)	Nombre	10	100	100	50

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir l'accès au financement de campagne)	Nombre	10	20	20	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Modérer le déséquilibre de couverture médiatique des propagandes)	Nombre	10	50	50	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Lutter contre l'achat des voix et la corruption politique)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Protéger les procédures d'inscription et de vote pour être inclusives et accessibles à tous et à l'abri d'intimidations et d'abus)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir la participation des femmes à la vie politique et publique)	Nombre	10	50	50	20
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir des élections libres et transparentes)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Enraciner la culture de l'alternance politique)	Nombre	10	20	20	10
Nombre d'assistance électorale (Sensibiliser la population à participer à l'élection)	Nombre	20	119	119	100
Nombre d'assistance électorale (Suivre les traitements des infractions électorales)	Nombre	20	50	50	10
Nombre d'assistance électorale (Éviter les violences pendant et après les élections.)	Nombre	20	100	100	100
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir l'existence d'un véritable éventail de choix pour les électeurs)	Nombre	20	50	50	20
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir les accords informels de non agression des candidats)	Nombre	20	20	20	10
Nombre d'assistance électorale (Garantir l'indépendance des médias publics)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Fournir une assistance électorale et un appui à long terme pour les organes de gestion des élections)	Nombre	20	50	50	20
Nombre d'assistance électorale (Garantir l'accès égal et transparent aux médias)	Nombre	20	50	50	20
Nombre d'assistance électorale (Favoriser le pouvoir législatif reflétant la composition sociale de l'électorat et représentatif de toutes les forces politiques)	Nombre	20	10	10	10
Nombre d'assistance électorale (Proposer un mécanisme permettant de résoudre les conflits électoraux en temps voulu)	Nombre	20	10	10	10
Nombre d'assistance électorale (Instaurer une procédure de supervision électorale)	Nombre	20	20	20	50
Nombre d'assistance électorale (Garantir la liberté de faire campagne)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir un système de gouvernement représentatif)	Nombre	20	20	20	50
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir les meilleures pratiques dans l'organisation des élections)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir l'accès au financement de campagne)	Nombre	20	20	20	50
Nombre d'assistance électorale (Modérer le déséquilibre de couverture médiatique des propagandes)	Nombre	20	50	50	10
Nombre d'assistance électorale (Lutter contre l'achat des voix et la corruption politique)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Protéger les procédures d'inscription et de vote pour être inclusives et accessibles à tous et à l'abri d'intimidations et d'abus)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir la participation des femmes à la vie politique et publique)	Nombre	20	50	50	20
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir des élections libres et transparentes)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Enraciner la culture de l'alternance politique)	Nombre	20	20	20	10
<b>OS 832-2-2 : PROMOUVOIR LE GOUVERNEMENT EFFICACE ET REACTIF</b>					
<b>La gestion des affaires publiques est améliorée</b>					
Nombre d'audits réalisés (Instaurer, renforcer, et consolider la bonne gouvernance par la promotion de la pratique et de la culture démocratiques)	Nombre	40	10	10	20
Nombre d'audits réalisés (Améliorer la gouvernance du secteur public et des Finances Publiques)	Nombre	40	10	10	20
Nombre d'audits réalisés (Augmenter l'intégrité dans la gestion des affaires publiques)	Nombre	40	10	10	20
<b>Le renforcement des contrôles des services publics est priorisé</b>					
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Lutter contre les obstructions administratives)	Nombre	10	5	5	10
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Aider la Cour des comptes pour sa refondation et son repositionnement à fin de rendre efficace son contrôle)	Nombre	10	10	10	10
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Promouvoir l'accessibilité et la fiabilité des services publics)	Nombre	10	10	10	20
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Faciliter l'accès des populations aux services sociaux de base)	Nombre	10	10	10	20
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Promouvoir l'indépendance organique et financière de la Cour des comptes)	Nombre	10	10	10	20
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Renforcer la transparence de la gestion des affaires publiques)	Nombre	10	20	20	10
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Promouvoir l'utilisation judicieuse et durable des ressources publiques)	Nombre	10	10	10	20
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Appuyer l'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers)	Nombre	10	5	5	10
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Aider la Cour des comptes à l'apurement des comptes en souffrance)	Nombre	10	5	5	10
<b>OG 832-3 : RENFORCER LA SOCIETE CIVILE ET LA PARTICIPATION POPULAIRE</b>					
<b>OS 832-3-1 : PARTICIPER A L'INSTAURATION DE LA DECENTRALISATION EFFECTIVE</b>					
<b>L'instauration de la décentralisation effective est priorisée</b>					
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Renforcer la capacité des responsables régionaux d'assumer leurs responsabilités)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Promouvoir l'instauration de la décentralisation effective)	Nombre	6	4	4	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Assurer la répartition de pouvoir le plus approprié pour la population concernée)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Diminuer l'incidence du mécontentement exprimé à l'égard des services du gouvernement local et régional)	Nombre	6	3	3	3
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Augmenter le degré d'indépendance des structures gouvernementales décentralisées par rapport au pouvoir central)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Promouvoir l'augmentation des responsabilités et des pouvoirs des gouvernements locaux et régionaux concernant l'autonomie financière et la liberté d'action)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Favoriser l'octroi de ressource nécessaire au gouvernement décentralisé)	Nombre	6	3	3	3
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Renforcer le degré de coopération du gouvernement local avec les partenaires, associations et communautés concernés par la conception et la mise en œuvre des politiques)	Nombre	6	2	2	4
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Promouvoir la diminution de contrôle exercé par le gouvernement central sur la liberté d'action locale)	Nombre	6	3	3	6

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>OS 832-3-2 : RENFORCER LES MEDIAS DANS UNE SOCIETE DEMOCRATIQUE</b>					
<b>La promotion de la liberté de la presse est effective</b>					
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Lutter contre les intimidations ou obstructions des diffuseurs ou des personnes travaillant dans les médias)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Sensibiliser au fonctionnement des médias conforme aux valeurs démocratiques)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Augmenter le degré d'efficacité des médias et d'autres organismes indépendants dans leurs enquêtes sur le gouvernement et les grandes entreprises)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Augmenter le degré d'accessibilité des médias pour les différentes couches de la société)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Promouvoir la liberté de la presse)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Renforcer les normes de l'industrie médiatique)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Promouvoir l'indépendance éditoriale)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Protéger les journalistes contre des lois restrictives, du harcèlement et des intimidations)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Lutter contre la dominance ou la manipulation des médias)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Renforcer le degré d'indépendance des médias par rapport au gouvernement et aux actionnaires)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Protéger les citoyens contre des intrusions et de harcèlement de la part des médias)	%	100	100	100	100
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Lutter contre les intimidations ou obstructions des diffuseurs ou des personnes travaillant dans les médias)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Sensibiliser au fonctionnement des médias conforme aux valeurs démocratiques)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Augmenter le degré d'efficacité des médias et d'autres organismes indépendants dans leurs enquêtes sur le gouvernement et les grandes entreprises)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Augmenter le degré d'accessibilité des médias pour les différentes couches de la société)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Promouvoir la liberté de la presse)	Nombre	5	10	15	20
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Renforcer les normes de l'industrie médiatique)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Promouvoir l'indépendance éditoriale)	Nombre	5	3	3	5
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Protéger les journalistes contre des lois restrictives, du harcèlement et des intimidations)	Nombre	5	10	15	20
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Lutter contre la dominance ou la manipulation des médias)	Nombre	5	5	10	15
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Renforcer le degré d'indépendance des médias par rapport au gouvernement et aux actionnaires)	Nombre	5	3	4	5
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Protéger les citoyens contre des intrusions et de harcèlement de la part des médias)	Nombre	5	5	5	5
<b>OG 832-4 : RENFORCER LA CITOYENNETE ET LES GARANTIES JURIDIQUES</b>					
<b>OS 832-4-1 : ACCOMPAGNER LES INSTITUTIONS DANS LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES</b>					
<b>La protection effective de la population est renforcée</b>					
Nombre des mesures de prévention (Prévenir les violations des droits de l'homme)	Nombre	100	50	75	100
Nombre des mesures de prévention (Sensibiliser sur la protection physique des populations dans les zones rouges)	Nombre	100	10	10	10
Nombre des mesures de prévention (Sensibiliser à la protection effective de la population à l'abri des violences physiques)	Nombre	100	10	10	10
Nombre des mesures de prévention (Promouvoir les droits civils et politiques égaux pour tous)	Nombre	100	10	10	10
<b>OS 832-4-2 : PARTICIPER ACTIVEMENT AU DEVELOPPEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT ET DE L'ACCES A LA JUSTICE</b>					
<b>L'instauration de l'État de droit est renforcée</b>					
Nombre d'interpellations (Renforcer l'instauration de l'État de droit dans le territoire)	Nombre	100	25	25	50
Nombre d'interpellations (Lutter contre les impunités des dirigeants)	Nombre	100	20	20	20
Nombre d'interpellations (Promouvoir l'équale protection de la loi (article 7 DUDH))	Nombre	100	100	100	100
Nombre d'interpellations (Promouvoir la culture de la transparence et du respect de la loi (article DUDH))	Nombre	100	100	100	100
Nombre d'interventions positives sur les responsables publics (Renforcer l'instauration de l'État de droit dans le territoire)	Nombre	40	25	25	50
Nombre d'interventions positives sur les responsables publics (Lutter contre les impunités des dirigeants)	Nombre	40	20	20	20
Nombre d'interventions positives sur les responsables publics (Promouvoir l'équale protection de la loi (article 7 DUDH))	Nombre	40	20	20	20
Nombre d'interventions positives sur les responsables publics (Promouvoir la culture de la transparence et du respect de la loi (article DUDH))	Nombre	40	40	40	50
<b>La promotion de l'indépendance de la justice est renforcée</b>					
Nombre d'interventions (Rendre la justice impartiale, équitable et efficace)	Nombre	100	100	150	200
Nombre d'interventions (Lutter contre la manipulation du processus judiciaire par l'exécutif)	Nombre	100	100	150	200
Nombre d'interventions (Promouvoir l'égalité de l'accès des citoyens à la justice, à un procès équitable et à un recours en cas de jugement abusif)	Nombre	100	50	75	100
Nombre d'interventions (Promouvoir et protéger l'indépendance de la justice contre l'ingérence de l'exécutif)	Nombre	100	10	20	30
Nombre d'interventions (Entreprendre des réformes régulières des systèmes juridiques et judiciaires)	Nombre	100	10	10	10

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>92-COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
<b>920-Droits de l'Homme</b>					
<b>069-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 069-1 : Rehausser le niveau de Madagascar en matière de défense des droits de l'Homme à travers la CNIDH</b>					
<b>OS 069-1-1 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière de défense des droits de l'Homme</b>					
<b>La défense des droits de l'Homme se développe dans le Pays</b>					
Nombre de Conventions internationales ratifiées	Nombre	4	-	-	-
Nombre de participation aux manifestations, réunions et conférences régionales honorées	Nombre	15	-	-	-
Nombre de textes vérifiés	Nombre	30	-	-	-
Nombre des outils et instruments pour la défense des droits de l'Homme conçus	Nombre	7	-	-	-
<b>Les antennes régionales sont mises en place</b>					
Nombre d'antennes régionales installées	Nombre	22	-	-	-
<b>OS 069-2 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière de prévention de la torture</b>					
<b>Le mécanisme de prévention à la torture est mise en œuvre</b>					
Nombre d'atelier de concertation sur la prévention à la torture organisé	Nombre	2	-	-	-
<b>OG 069-2 : Promouvoir et protéger les droits de l'Homme et prévenir la torture à Madagascar, à travers une approche transversale pour la mise en œuvre du Plan pour l'Emergence de Madagascar (PEM)</b>					
<b>OS 069-2-1 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière de prévention de la torture</b>					
<b>Le mécanisme de prévention de la torture est mis en œuvre</b>					
Nombre d'ateliers de sensibilisation sur la prévision de la torture	Nombre	14	-	-	-
<b>OS 069-2-2 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme</b>					
<b>En matière d'administration: la connaissance et l'appropriation des droits de l'Homme sont améliorées dans les zones cibles</b>					
Nombre de descentes effectuées dans les zones cibles	Nombre	15	-	-	-
<b>OS 069-2-3 : Contribuer à la consolidation de la paix et sécurité à travers la promotion et la protection des droits de l'Homme</b>					
<b>La participation de la CNIDH dans le processus d'homologations des Dina est effectif</b>					
Nombre de participations dans le processus d'homologation des Dina	Nombre	4	-	-	-
<b>OS 069-2-4 : Contribuer à la lutte contre la corruption à travers la promotion et la protection des droits de l'Homme</b>					
<b>Les interpellations sur des cas de corruption aboutissent à des effets positifs</b>					
Nombre d'interpellations émises sur les cas de corruption	Nombre	30	-	-	-
<b>OG 069-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</b>					
<b>OS 069-3-1 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière des droits de l'homme</b>					
<b>En matière d'administration: la connaissance et l'appropriation des droits de l'Homme sont améliorées dans les zones cibles</b>					
Nombre d'acteurs publics oeuvrant dans les droits de l'homme ayant reçu un renforcement de capacité	Nombre	500	600	700	800
Nombre de descentes effectuées dans les zones cibles	Nombre	15	17	20	25
<b>La connaissance en matière de droits de l'Homme est amélioré</b>					
Nombre de dossiers traités et résolus	Nombre	150	160	170	180
Nombre de lieux de détentions, de mise en garde à vue et d'établissements pénitentiaires visités	Nombre	40	45	50	50
Nombre de séances de sensibilisation effectuées	Nombre	40	50	60	70
Nombre d'émissions audio et audio-visuelles diffusées	Nombre	10	12	14	16
<b>OS 069-3-2 : Réduire les actes de corruption et toutes formes de pots-de-vin</b>					
<b>Les interpellations sur des cas de corruption aboutissent à des effets positifs</b>					
Nombre d'interpellations émises sur les cas de corruption	Nombre	30	30	35	40
<b>834-Promotion et protection des Droits de l'Homme</b>					
<b>OG 834-1 : Réduire la violation des droits de l'Homme à Madagascar, dans tous ses aspects</b>					
<b>OS 834-1-1 : Sensibiliser et assurer le respect des droits de l'Homme à Madagascar</b>					
<b>La connaissance en matière de droits de l'Homme par la population Malagasy est améliorée</b>					
-Nombre d'émissions audio et audio-visuelles diffusées	Nombre	10	-	-	-
Nombre d'acteurs publics oeuvrant dans les droits de l'homme ayant reçu un renforcement de capacité	Nombre	500	-	-	-
Nombre de séances de sensibilisation effectuées	Nombre	5	-	-	-
<b>OS 834-1-2 : Accompagner les victimes de la torture</b>					
<b>Les cas de torture sont réduits</b>					
Nombre de lieux de détention, de mise en garde à vue et d'établissements pénitentiaires visités	Nombre	40	-	-	-
<b>OS 834-1-3 : Identifier, collecter et traiter les cas de violation des droits de l'Homme dans le pays</b>					
<b>Les victimes de violation des droits de l'Homme obtiennent des conseils et sont dirigés et accompagnés durant le processus à suivre pour défendre leur droit</b>					
Nombre de dossiers traités et résolus	Nombre	150	-	-	-
<b>OS 834-1-4 : Conseiller et orienter les victimes vers la conciliation</b>					
<b>Les victimes sont conciliées en vue de la réparation de leurs droits, y compris en matière de torture</b>					
Nombre d'ateliers de concertation sur la prévention de la torture organisés	Nombre	4	-	-	-
<b>OG 834-2 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie</b>					
<b>OS 834-2-1 : Achever un cycle complet d'enseignement primaire pour tous et de qualité</b>					
<b>L'appropriation des droits fondamentaux est assurée par l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans le programme scolaire primaire et secondaire</b>					
Nombre de EPP et de CEG bénéficiant du nouveau programme scolaire	Nombre	-	2	4	8
<b>OS 834-2-2 : Achever un cycle complet d'enseignement secondaire pour tous et de qualité</b>					
<b>L'appropriation des droits fondamentaux est assurée par l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans le programme scolaire primaire et secondaire</b>					
Nombre d'enseignants formés aux Droits de l'Homme	Nombre	-	10	20	40
Nombre d'outils pédagogiques élaborés	Nombre	-	1	2	4
<b>OS 834-4 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre</b>					
<b>OS 834-4-1 : Promouvoir l'état de droit et garantir un égal accès à la justice</b>					
<b>Le mécanisme de prévention de la torture est mis en œuvre</b>					
Nombre de visites inopinées dans les centres de privation de liberté	Nombre	75	85	100	-
<b>Les antennes régionales sont mises en places et équipées</b>					
Nombre d'antennes régionales installées et équipées	Nombre	4	4	4	3
Nombre de personnel régional recruté	Nombre	16	16	16	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
<b>93-HAUTE COUR DE JUSTICE</b>					
<b>930-Haute Cour de Justice</b>					
<b>070-Administration et Coordination</b>					
<b>OG 070-3 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre</b>					
<b>OS 070-3-1 : Promouvoir l'Etat de droit et garantir un égal accès à la justice</b>					
<b>Fonctionnement optimal et indépendant de la Haute Cour de Justice</b>					
taux d'exécution de la Haute Cour de Justice	Taux (%)	100	100	100	100
<b>Justice indépendante et souveraine</b>					
Niveau de respect des dispositions juridiques de la Haute Cour de Justice	%	90	90	100	100
<b>835-Pouvoir Juridictionnel à l'endroit des Hautes Personnalités/Gouvernants</b>					
<b>OG 835-1 : CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE L'ETAT DE DROIT</b>					
<b>OS 835-1-1 : Lutter contre l'impunité à l'endroit des gouvernants</b>					
<b>Procédures de poursuites contre les hautes personnalités au niveau de la Haute Cour de Justice entamées</b>					
Taux de requêtes traitées au niveau de la Haute Cour de Justice	Taux (%)	80	80	90	100
<b>OS 835-1-3 : Contribuer à mettre en place une gouvernance efficace, responsable et transparentes dans le respect des Lois et règlements</b>					
<b>Les infractions perpétrées par les hautes personnalités, dans l'exercice de leur fonction reprimées</b>					
Nombre de condamnations prononcées	Nombre	15	-	-	-
Nombre de de plaintes, dénonciations et requête transmis à l'Assemblée Nationale	Nombre	15	15	10	10
Nombre de plaintes, dénonciation et requête traitées	Nombre	15	15	10	10